

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13790 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine

MARDI 30 MAI 1989

Le débat Est-Ouest et l'évolution des deux grands pays communistes

Un pas en arrière à Moscou

Les débats au nouveau Parlement soviétique, et surtout l'élection des membres des deux Assemblées permanentes du Soviet suprême, auront sans doute déçu ceux qui voyaient déjà l'ensemble des institutions de l'URSS engagées d'un pas ferme sur la voie de la démocratie. Ce qui va constituer le véritable organe législatif du régime sera donc à dominante conservatrice, et quelques-uns des témoins les plus connus de la perestroïka ne pourront s'y exprimer.

Est-ce pourtant une surprise ? Les réformateurs ont eu beau se compter et se recompter lors des premiers votes de procédure, il était évident que si leurs rangs se renforçaient ils étaient encore très loin de représenter une majorité au sein d'un congrès où les apparatchiks ne manifestent aucun goût pour une révolution dirigée contre leurs propres intérêts. L'arithmétique a joué, tout naturellement, en leur faveur.

Il est encore trop tôt pour en tirer des conclusions à long terme. Mais trois observations peuvent d'ores et déjà être formulées. La première concerne M. Gorbatchev, qui, plus que jamais, on le sent de toutes parts, se voit investi du rôle principal dans la démocratisation du régime. Si le Soviet suprême n'en est pas le moteur, c'est au chef de l'Etat - avec ses pouvoirs de secrétaire général du Parti - qu'il incombera de pousser le feu des réformes.

Deuxième observation : le coup de frein donné à la transformation des institutions entraîne une radicalisation des tendances qui y sont représentées. Ainsi assiste-t-on à la naissance de fait de ce multipartisme contre lequel les conservateurs continuent de jeter l'anathème. Certes, le régime est toujours celui du parti unique, mais celui-ci doit compter avec le bourgeonnement d'associations indépendantes et surtout avec l'apparition dans ses propres rangs de groupes contestataires que ce premier échec ne va nullement inciter au silence. Il est au contraire à prévoir qu'ils montreront une vigueur accrue dans leur combat contre des adversaires dont la volonté de leur barrer la route vient d'être démontrée.

Au-delà du Palais des congrès où sont réunies les députés soviétiques, il est clair enfin que le pays tout entier s'éveille à une forme de vie politique entièrement nouvelle. La campagne électorale avait déjà considérablement innové dans cette direction, mais c'est maintenant dans un apprentissage de la vie parlementaire - et de ses aléas - que sont plongés des dizaines de millions de citoyens habitués à ne jamais entendre parler, sauf coup d'Etat interne, que de l'unité de leurs dirigeants. Le contraste est frappant avec une Chine un moment soulevée d'espérance sur laquelle retombe la chape d'un pouvoir certes divisé, mais bien résolu à ne pas partager le moindre de ses privilèges.

L'avenir de la perestroïka n'est donc pas hypothéqué. Mais les conservateurs sont là pour freiner une évolution, et il faudra à M. Gorbatchev toute son autorité pour contrôler les risques évidents de dérapage.

(Lire nos informations page 6.)

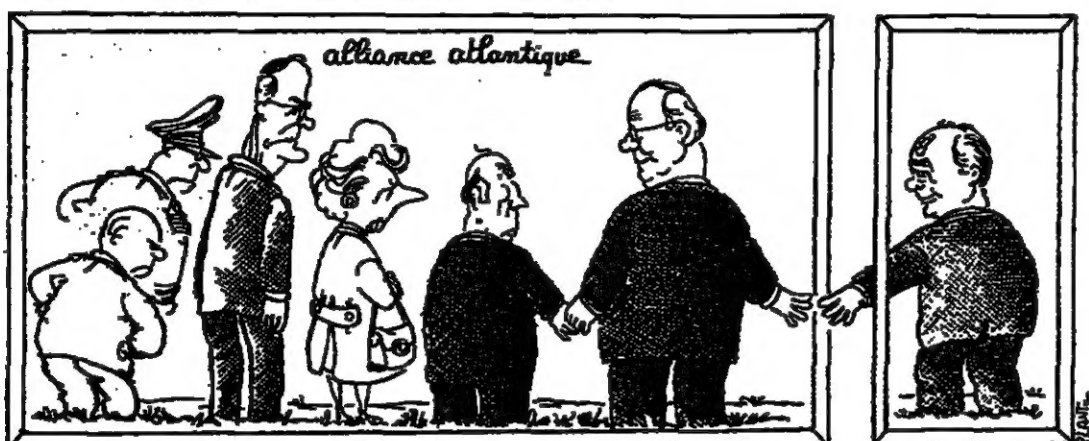
M 0147 - 0530 0 - 4,50 F



M. Bush propose une réduction des armements classiques de l'OTAN

Le sommet de l'OTAN, qui s'est ouvert lundi 29 mai à Bruxelles, a été marqué par des propositions du président Bush en matière de réduction des armements conventionnels : il a notamment suggéré une réduction de 15 % à 20 % des troupes américaines stationnées en Europe, et que l'OTAN propose à l'URSS, pour la première fois, une diminution réciproque des forces aériennes et des hélicoptères. Reste à savoir si un tel plan, qui avait été communiqué

aux alliés la semaine dernière, et qui est destiné à répondre aux dernières propositions de M. Gorbatchev, peut convaincre la RFA de ne plus réclamer l'ouverture sans conditions de négociations avec l'URSS sur la réduction des armes nucléaires à courte portée. M. Bush lie en effet de telles discussions au succès des négociations de Vienne sur la réduction des armements conventionnels (lire nos informations page 8).



Un entretien avec M. Ballardur

« Il y a comme un affaissement des convictions à droite comme à gauche »

M. Edouard Ballardur, fondateur de l'Association pour le libéralisme populaire, regrette, dans l'entretien qu'il a accordé à « Monde », le caractère « aïone » de la vie politique, et souhaite un retour au débat idéologique, ainsi qu'une meilleure organisation de l'opposition. Il décrit également sa conception d'un système monétaire international, qu'il appelle de ses vœux.

« L'économie française est en excellente santé. Grâce à votre successeur Rue de Rivoli ? »

« 1988 a été l'année la meilleure depuis quinze ans, et sur tous les plans. Nous le devons à la régulation des revenus menée depuis 1983 et à la politique conduite de 1986 à 1988 : libération de l'économie, baisse des impôts et des déficits, privatisations, sans oublier la conjoncture internationale, dont, cette fois, la France a pu profiter parce qu'elle s'était redressée. »

« Cependant, le chômage demeure en France à un niveau beaucoup plus élevé qu'ailleurs. Notre assainissement n'est donc pas terminé. Pour y parvenir il faut poursuivre l'action dans cinq directions : maintien des libertés économiques, baisse accentuée des déficits et des impôts, poursuite des privatisations, réforme du système monétaire international, meilleur

leur préparation de notre société à l'entrée dans le marché européen.

« L'assainissement de la situation économique internationale est-il suffisamment rapide ? »

« Non. Si je devais en chercher la démonstration, je la trouverais dans l'instabilité monétaire qui semble renaitre. Nous ne voulons pas voir que le monde, qui connaît une période d'expansion avec une inflation modérée depuis environ deux ans, présente encore des déséquilibres graves : la hausse du prix des matières premières et du pétrole entraîne les prix ; les distorsions demeurent entre les excédents allemands et japonais et les déficits américains ; des taux d'intérêt élevés n'arrivent plus à brider la hausse des prix en Grande-Bretagne et à un moindre niveau aux Etats-Unis. Quelle en est la cause ? Le monde souffre d'être privé, depuis bientôt vingt ans, d'un système monétaire stable et équilibré. »

« Qu'appellez-vous un système monétaire international stable et équilibré ? »

« C'est un système qui comporte en lui-même ses automatismes et ses sanctions indépendamment de la volonté des Etats. Le flottement des monnaies dans lequel nous vivons depuis vingt ans, c'est le nationalisme monétaire, le règne du chacun pour soi. »

Propos recueillis par
JEAN-PIERRE COLOMBANI
et ERIC IZRAELWICZ
(Lire la suite page 14.)

Liberté surveillée

par ANDRÉ FONTAINE

C'était donc pas une révolution, sire, mais une simple révoite. Tandis que des centaines de milliers de ses sujets le défiaient, humiliation suprême, jusque sous les yeux étonnés et vaguement inquiets de Mikhaïl Gorbatchev, Deng, minuscule araignée tapie au centre de sa toile, préparait minutieusement et silencieusement sa revanche. L'armée a évité le choc avec la foule en colère. Mais ses chefs, une fois de plus, ont été amenés à arbitrer entre les « deux lignes » qu'ils toujours connues le PC chinois. Comme à l'accoutumée, ils ont choisi le parti de l'ordre contre celui de la « chienlit ». Venant de militaires, le contraire eût été surprenant. Epuisés par un mois d'incessants cortèges, les étudiants n'ont pas insisté.

Triste jour pour tous ceux qui, en Chine et ailleurs, croyaient déjà pouvoir célébrer l'apothéose de la liberté. Comme si rendez-vous avait été pris avec l'Histoire pour que 1989 vint consacrer à jamais le triomphe de 1789. Sans doute le dernier mot n'a-t-il pas été

dit. Deng a quatre-vingt-quatre ans. Le Mai de Paris, auquel ressemble tant celui de Pékin, est là pour rappeler que de Gaulle, lequel n'avait que soixante-neuf ans à l'époque, n'a pas longtemps survécu à son éclatante victoire. Il disposait pourtant du soutien, attesté par le défilé du 30 mai et par les législatives de la fin juin, de la nette majorité de la nation. Tandis que la population de la capitale chinoise est descendue massivement dans les rues, après la proclamation de la loi martiale, pour manifester sa solidarité avec les étudiants. Il ne suffit pas à une République de se proclamer « populaire » pour être assurée du soutien du peuple.

Reste qu'on a déjà vu à plusieurs reprises, depuis les obsèques de Zhou Enlai, des mouvements de cette nature se terminer en queue de poisson. Disons que les protestataires n'ont apparemment pas encore trouvé l'organisation, les chefs, la stratégie, qui leur permettrait de mettre en échec la bureaucratie régnante.

(Lire la suite page 4.)

Les explications du responsable de la Fraternité Notre-Dame de la Merci

La « providence » de Paul Touvier

Parmi les réseaux qui auraient, au moins financièrement, soutenu l'ancien militant Paul Touvier et sa famille figure l'association de bienveillance et d'aide aux prisonniers la Fraternité Notre-Dame de la Merci, liée à l'Ordre des Chevaliers de Notre-Dame. M. Jean-Pierre Lefèvre, secrétaire général de cette Fraternité et responsable parisien de l'Ordre, nous a expliqué qu'il a aidé Touvier « par pitié et par charité ».

« J'avais disparu, à la fin de la guerre, pendant vingt mois et pendant vingt mois, ma mère a pleuré. Puis une certaine de fois, en prison, elle est venue me voir. Qui croira à mon histoire ? Elle est pourtant vraie. J'ai dépanné Touvier, parce que c'était un homme traqué, une famille en détresse. J'en aurais fait autant pour un républicain rouge ou un FTP. »

L'auteur de cette confession, Jean-Pierre Lefèvre, soixante-quatre ans, retraité, secrétaire général de la Fraternité Notre-Dame de la Merci, précepteur parisien de l'Ordre des Chevaliers de Notre-Dame, habite une villa de banlieue plutôt cossue. Des roses éclatantes grimpent le long des murs de pierre.

Depuis vingt-deux ans, il ne se passe pas une semaine sans qu'il franchisse le portail de la prison centrale de Melun où il est visiteur attitré. Il s'enflamme dès qu'on parle de l'insignifiance des aides publiques à la réinsertion des détenus.

Anciens délinquants ou drogués, réfugiés chiliens ou asiatiques, Africains, Noirs ou Maghrébins, il est la providence des libérés de prison. Il ne refuse aucun secours, sauf celui des armes, qu'on lui demandait encore récemment de la part de maquisards du Vietnam.

Ce catholique de tradition et de conviction va chaque jour à la messe dans l'église de la paroisse, à quelques dizaines de mètres de son domicile. Sauf le dimanche, où il fait quelques kilomètres supplémentaires pour une paroisse plus traditionnelle. S'il dit aimer les belles cérémonies, il n'est pas de ces intégristes qui veulent revenir en arrière et ont rompu avec le pape.

Il avait dix-neuf ans, l'âge de toutes les bêtises, en 1944. On lui avait dit : « Si tu ne prends pas l'uniforme vert, on t'enfilera l'uniforme rayé ». (celui des déportés). Sa guerre sur le front russe, Jean-Pierre Lefèvre ne veut plus en parler. Il a tiré un trait dessus, comme la justice qui l'a amnistié en 1951. Il a payé dans les camps russes et sibériens, plus tard à la prison de Douai. A son retour en France, cet homme qui mesure 1,84 mètre ne pesait plus qu'une quarantaine de kilos.

C'est alors qu'il croise la route de la Fraternité Notre-Dame de la Merci, une association caritative créée après la Libération par le chanoine Jean Desgranges, ancien député, mort en 1958.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 15.)

LAURENT COHENTANUGI

LAURENT COHENTANUGI
LA MÉTAMORPHOSE
DE
LA DÉMOCRATIE

▲ La Révolution est terminée : la mutation de notre culture politique ne fait que commencer.



EDITIONS
ODILE JACOB

IL Y A DES IDÉES QUI FONT AVANCER LES IDÉES

Pékin : la fête devient triste

Les étudiants face à la carence du pouvoir

PAGE 3

Les Internationaux de Roland-Garros

Champions en consultation

PAGE 22

Voyages en littérature :

les questions de notre concours en page 2

Ce numéro contient notre supplément « le Monde Economique », folioté I à IV, en encart entre les pages 22 et 23.

Le sommaire complet se trouve page 44

Débats

L'ACCÈS À L'ENA

Une réforme pervertie

AUCUNE réforme de l'ENA n'est, par elle-même, de nature à démocratiser de façon décisive l'accès à la haute fonction publique. Mais elle peut y contribuer. C'était le but de la troisième voie d'admission à l'ENA créée en janvier 1983 après une large concertation éclairée par le rapport Boutin-Kessler-Magnias.

Bien que la portée de cette réforme fut limitée, elle se fondait sur l'esprit de service public pour mettre en cause la conception de l'élite bourgeoise. C'est pourquoi elle fut alors si violemment attaquée, asphyxiée, puis finalement étranglée en 1986 par le gouvernement Chirac.

L'actuel gouvernement a annoncé sa reprise sous le vocable de troisième concours (opposé à troisième voie) et en a fait connaître les principales dispositions. Elles traduisent une dénaturation complète de la réforme de 1983 et n'apparaissent tout à fait critiquables, et ce de trois points de vue.

Ce projet est tout d'abord, et pour l'essentiel, un moyen de faire prévaloir, dans la fonction publique, l'idéologie des managers sur l'esprit de service public.

La loi de 1983 se référait à la conception française de la fonction publique, fondée sur les principes d'égalité, d'indépendance et de responsabilité du fonctionnaire, pour souligner la spécificité (difficulté et noblesse) des activités de service public. C'est pourquoi elle avait circonscrit le champ de ces candidats du « troisième type » à ceux ayant exercé pendant au moins huit ans des activités relevant du service public, au sens large, dans les syndicats, les collectivités territoriales et les associations. Malheureusement, il est vrai, des pressions de toutes sortes avaient conduit à un vivier insuffisant de candidats, notamment de ceux provenant des collectivités territoriales et des associations.

Domination des valeurs du privé

Mais la correction à effectuer était simple : il suffisait d'assouplir les critères qualitatifs (abaïssement des seuils démographiques des municipalités pour les élus, augmentation du nombre des associations prises en compte).

A l'inverse, l'abandon de tout critère de service public dans le projet du gouvernement va conduire à la domination des valeurs du privé sur celles du public, de celles du profit sur celles de l'efficacité sociale. Ce projet participe de la même démarche que celle qui conduit à la création, annoncée par l'Association des anciens élèves de l'ENA, d'un « service emploi » destiné à organiser le débouché des hauts fonctionnaires par le secteur privé, et ce avec la bénédiction du gouvernement (ENA mensuel, mars 1989).

per ANICET LE PORS *

Ce projet est par ailleurs une atteinte au principe d'égalité sociale dont la recherche, repérable dans certains acquis de notre Etat de droit, se situe bien au-delà du simple respect formel de l'égalité en droit. Affirmant précisément la conformité à la Constitution de la troisième voie de 1983, le Conseil constitutionnel l'a clairement exposé dans la motivation de sa décision du 14 janvier 1983 : «... Si le principe de l'égal accès des citoyens aux emplois publics proclamé par l'article 6 de la Déclaration de 1789 impose que, dans les nominations de fonctionnaires, il ne soit tenu compte que de la capacité, des vertus et des talents, il ne s'oppose pas à ce que les règles de recrutement destinées à permettre l'appréciation des aptitudes et des qualités des candidats à l'entrée dans une école de formation ou dans un corps de fonctionnaires soient différenciées pour tenir compte tant de la variété des mérites que de celle des besoins du service public ».

Méconnaissant le principe de valeur constitutionnelle ainsi posé et supprimant tout critère social permettant, tant à l'entrée qu'à la sortie de l'ENA, la différenciation positive des candidats de la société civile, le projet du gouvernement est incontestablement une régression sociale intrinsèque.

(*) Ancien ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

Enfin ce projet est également contraire à la recherche d'une meilleure efficacité sociale de la fonction publique. Il n'apporte aucune solution à cet autre handicap qui affectait la réforme de 1983 : l'insuffisance des rémunérations de début de carrière des fonctionnaires recrutés par la troisième voie et la non-prise en compte de leur ancienneté professionnelle (remarque également valable pour les candidats fonctionnaires de la deuxième voie, celle de la promotion interne). Mais là encore le remède était simple à concevoir : il suffisait de généraliser, en la différenciant selon les trois voies d'accès à l'ENA, la reprise d'anciennetés des élèves pour lever tout motif d'inconstitutionnalité et encourager le recrutement d'agents de qualité. J'en ai fait à l'époque la proposition au gouvernement sous forme d'un projet de décret qui a été malheureusement récusé pour des raisons qui s'éclaircissent aujourd'hui.

Dès lors, compte tenu de l'ensemble des observations précédentes, le troisième concours risque fort de n'être qu'un concours de rattrapage des deux autres, sans aucun apport bénéfique pour le service public, mais de nature, au contraire, à en pervertir les finalités et les moyens.

Le gouvernement soutiendra sans doute que son projet permet néanmoins une certaine ouverture du recrutement de l'ENA. C'est vrai en apparence. Mais ce n'est qu'une nouvelle preuve que l'ouverture n'est pas plus démocratique que le consensus n'est égalité et le libéralisme, liberté.

Ouvrir vraiment

par RAPHAËL ALOMAR (*)

UNE nouvelle réforme de l'ENA va être présentée au Parlement : ainsi la tradition est-elle respectée qui veut que tout gouvernement nommé après un changement politique s'intéresse à l'ENA et exclusivement à elle parmi les grandes écoles.

Si la nouvelle formule proposée ne présente pas le caractère inacceptable de celle de 1983, elle n'est pas à la hauteur de l'objectif d'ouverture de la haute fonction publique.

Par rapport à la réforme de 1983, il existe cette fois-ci un véritable concours d'entrée, une formation identique à celle dont bénéficient les lauréats étudiants et fonctionnaires, ainsi qu'un même classement de sortie. A ces conditions on peut effectivement parler de « troisième concours ».

Mais qui pourra se présenter à ce concours et qui s'y présentera ? A l'inverse de la troisième voie de 1983, qui était réservée à des responsables d'organisations syndicales ou d'associations, ou à des élus locaux, le projet actuel ne limite plus les candidatures à certaines catégories de la population : seule est exigée une expérience professionnelle de huit ans avec une limite d'âge de trente-cinq ans.

Combien de cadres ou de membres de professions libérales abandonneront leur situation précédente pour préparer le concours durant un an, rémunérés 7 000 francs, avec une chance sur quatre de le réussir et la quasi-certitude d'une rémunération moindre en cas de succès, après une scolarité de deux années ?

En réalité, cette porte entrouverte pourrait bien se révéler un mirage. Or c'est un enjeu essentiel de la haute fonction publique — comme de l'ensemble de la fonction publique — de se moderniser et de s'ouvrir, conformément aux principes énoncés dans la circulaire du premier ministre du 23 février 1989 sur « le renouvellement de la fonction publique » et aux déclarations du ministre d'Etat chargé de la fonction publique.

A l'occasion de l'examen du projet de troisième concours, il convient de concrétiser ces déclarations en mettant en place, à côté de l'élargissement par le concours, une ouverture en cours de carrière par l'organisation d'échanges de cadres de trente-quatre ans entre l'Etat et les entreprises, de tels échanges devant également s'organiser avec les collectivités territoriales et avec les institutions internationales.

Depuis décembre 1984, l'Association des anciens élèves de l'ENA travaille inlassablement à cette tâche : elle a surtout remporté un succès favorable à ce projet. Le Livre blanc, qui résume ses propositions a été adopté à l'unanimité en décembre 1987 par son assemblée générale.

Depuis, force est de constater qu'il ne s'est rien passé. Pourtant, sans échanges véritables par mise à disposition réciproque (un cadre

(*) Président de l'Association des anciens élèves de l'ENA.

d'entreprise étant affecté à telle administration pendant deux à trois ans et continuant à être rémunéré par elle, un haut fonctionnaire étant mis à disposition de telle entreprise à un poste opérationnel pendant sa période de mobilité), il n'y aura pas de connaissance véritable des points de vue réciproques ; il n'y aura pas de rapprochement des méthodes et des mentalités, source d'efficacité et d'enrichissement mutuel ; il n'y aura pas de réel décloisonnement ni de transfert de techniques et de savoir-faire, il n'y aura pas de synergie entre les entreprises et les administrations, préalable pourtant indispensable si nous voulons aborder 1993 avec les meilleurs atouts.

Dans le respect de strictes règles de déontologie, il faut aujourd'hui entreprendre une véritable ouverture de la fonction publique. Telle est l'urgence.

Certains grands pays étrangers, parmi d'autres ceux qui envoient des fonctionnaires se former à l'ENA, sont déjà plus avancés que nous en ce domaine. C'est le cas, au sein même de l'Europe, de la Grande-Bretagne et en ce moment même du Japon.

Si la fonction publique, loin de favoriser les échanges public-privé, continue de les empêcher, elle risque fort de perdre rapidement une grande partie de ses cadres dirigeants. Ce n'est pas l'intérêt de l'Etat : à lui et à ses responsables de prendre conscience des enjeux véritables que cache une réforme certes respectueuse d'égalité mais de portée trop limitée.

Au courrier du Monde

SUPPLICES

Le temps de la corrida

Voici venu le temps de la corrida : la fameuse corrida du mois de mai. Chaque année, au temps des orbes, quand les fleurs s'épanouissent dans les prés, les taureaux agonisent sur le sable doré. La corrida ne doit plus être, le temps de la barbarie est révolu. Appréhender la corrida, c'est oublier l'essentiel : elle est un acte violent et cruel. C'est faire preuve d'obscurantisme, en refusant la raison et le progrès.

La corrida est un spectacle codifié où l'homme combat la bête. Pour certains, elle est l'objet de vénération, pour d'autres de répulsion. Objectivement, elle est violence et cruauté.

Comment peut-on ignorer ces caractéristiques essentielles ? Quelles que soient les raisons d'aimer la corrida et de vouloir la faire perdurer (art, culture, ambiance...), elles ne sauraient supplanter la violence, la souffrance, la vie enfin, qui sont les priorités absolues. Le refus d'entendre la raison apparaît dans la logique du non-respect de l'autre. On ne respecte pas le taureau comme certains ne respectent pas des hommes (parce

qu'ils sont juifs, maghrébins ou simplement différents d'eux-mêmes). Il faut dépasser notre égocentrisme. Le respect, la solidarité ne doivent pas s'arrêter à l'homme. Pas un seul être vivant n'est fait pour être supplicié, surtout pour le plaisir.

Cette irrationalité est un obstacle au progrès. Elle est en contradiction avec la morale et l'évolution de l'humanité. La corrida entretient « notre » goût pour la violence sanguinaire et exalte l'instinct primitif de l'homme. Si l'on veut d'une société plus civilisée, il faut être logique jusqu'au bout et supprimer tout acte cruel. Il y a trop de souffrances de par le monde pour qu'un spectacle n'en crée d'autres.

OLIVIER TOUBERT.

(Mithras-Gare.)

NAISSANCES

Accueillir les trisomiques

Je voudrais vous faire part de mon étonnement et de ma crainte lorsque j'ai appris que le père qui avait tué son bébé trisomique avait été acquitté. Je comprends la terrible déception qui l'a poussé à ce geste de

désespoir. Et je serais plutôt contre les condamnations et les peines de prison qui n'aident pas le condamné à évoluer et repartir positivement dans la vie. Cependant, acquiescer un homme qui a tué son enfant parce qu'il n'était pas conforme à l'image qu'il s'en faisait me paraît ouvrir la porte à de graves abus : les parents auront-ils le droit de supprimer l'enfant coupable de ne pas correspondre à leurs désirs ?

Certes, dans le cas des enfants trisomiques, il y a peut-être peu de différence entre la suppression à la naissance et l'élimination par l'avortement autorisé par la loi. La démarche de refus est la même. Mais combien de personnes semblent ignorer que les enfants trisomiques peuvent être heureux, ou malheureux, comme les autres enfants ; qu'ils pleurent et rient comme les autres ; qu'ils aiment et ont besoin d'être aimés comme les autres ? Ce ne sont pas des monstres qu'il faut cacher au fond d'une chambre. Certes leur éducation demande beaucoup plus de patience et d'attention que celle d'un enfant sans problèmes, mais si leurs progrès sont plus ou moins lents, ils sont possibles.

Puisqu'il y a un taux important de naissances de trisomiques, pourquoi n'y a-t-il pas une information valable faite par divers moyens, surtout auprès des couples ? Et comment est faite l'annonce du handicap en maternité pour qu'il y ait tant d'abandons d'enfants trisomiques ? Il faut signaler beaucoup plus de familles font la démarche d'adopter un enfant trisomique. L'association Emmanuelle S.O.S.-Adoption a cette vocation de redonner un foyer à ces petits handicapés. Nous-mêmes sommes famille d'accueil d'un garçon trisomique, c'est pourquoi ce sujet nous tient à cœur.

CLAUDE MICHEL.

(Oullins-Rhône.)

ENORMITÉS

Les Verts et Israël

Je n'ai guère lu de réaction à la déclaration des Verts sur la visite de Y. Arafat que vous rapportez dans votre numéro du 3 mai et dont je vous rappelle l'essentiel : « Vingt-deux ans d'occupation, dix-sept mois de répression sanglante, tactiquement soutenues par la communauté internationale, représentant une situation sans équivalent à l'échelle de la planète depuis la seconde guerre mondiale ».

Le contexte semblait indiquer qu'il ne s'agissait ni de la Syrie dans la guerre du Liban, ni de l'Irak au Kurdistan, ni du Cambodge mais bien d'Israël. Je pense que beaucoup de lecteurs auront relevé par eux-mêmes l'enormité de cette déclaration, due à l'incompétence ou à la mauvaise foi, et que n'importe quel livre d'histoire saura infirmer aussi bien que moi. Mais on peut s'interroger qu'une telle déclaration, faisant d'Israël le « juif des Etats », montrée comme tel par la « communauté internationale », reste sans réponse.

JEAN BRAUNSTEIN.

(Rouen.)

PERESTROÏKA

Joins des hauteurs

La relation d'un séjour au Daguestan (soviétique) par M. Péron-Hugot (Le Monde du 25 avril) donne le sentiment d'un pays profondément islamisé. Or, dans cette république incroyablement aux trente-deux nations-

lité, il n'y a pas que l'islam ; on trouve là, en effet, un petit peuple insoumis et isolé : les Tatars, d'origine turcique ou « juifs de montagne », qui furent pourchassés en 1942, lorsque les troupes allemandes atteignirent le mont Elbrus et le fleuve Terek.

LUC MATTIEN.

(Bordeaux.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléc : MONDPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Bresson-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Bresson-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wout.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc : MONDPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 092 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVUEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

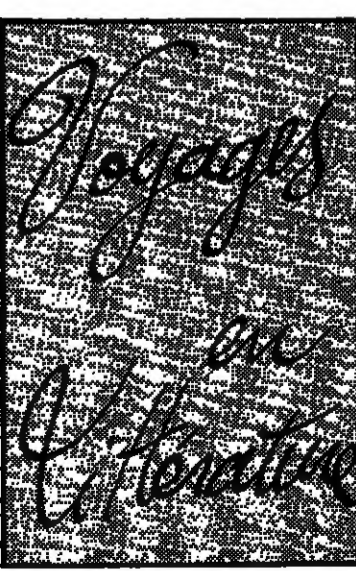
Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE Classiques

Le Monde

EUROPE 1

L'auteur caché

Question 13 :

Textes méconnus d'écrivains célèbres.

La célébrité d'un auteur ne s'étend pas toujours à l'ensemble de son œuvre.

Trouvez les deux écrivains à qui l'on doit ces ouvrages :

- a - Histoire de la roulotte.
- b - La voiture embourbée.

Question 14 :

Parlons de moi, il n'y a que cela qui m'intéresse.

Tout le monde sait bien que les écrivains sont plus ou moins narcissiques.

A vous de dire à quel auteur appartient la citation autobiographique que voici :

« Qu'aucun amateur de scandale ne se réjouisse, je n'écris pas pour lui... »

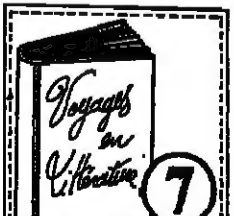
- ☐ Rousseau
- ☐ Sand
- ☐ Sartre
- ☐ Stendhal
- ☐ Tristan l'Hermite

Bulletin-réponse dans Le Monde, le samedi 10 juin 1989 (date dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation.

Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.



مكتبة الشارقة

Etranger

Le Monde • Mardi 30 mai 1989 3

Les manifestations et la carence du pouvoir en Chine

La fête devient triste

PÉKIN
de notre correspondant

Les bannières rouges frappées des noms d'universités en jaune, les tentes de sport, bannières militaires et autres abris de fortune hérissant la place Tiananmen sont devenus une curiosité pour les badauds chinois et les touristes étrangers. La fête devient triste face à la carence du pouvoir. La chaleur rend encore plus insupportable l'odeur pestilentielle qui se dégage des lieux occupés par une population étudiante cloîtrée du fait de l'incapacité des autorités à s'occuper sur une issue à la crise politique. Les cortèges qui ont sillonné à nouveau la ville samedi et dimanche étaient composés de jeunes exténués, furieux d'être condamnés par le régime à jouer le rôle de trublions, eux dont le principal moteur depuis un mois et demi est un sens du devoir historique que les exécutants du pouvoir n'ont fait que renforcer. On se croyait au cours du week-end, sur la plus grande place du monde, au milieu d'un camp de réfugiés abandonnés là par un conflit interne, impuissants devant la taille colossale des forces qu'ils ont mises en mouvement et dont le choc a réduit à néant des années d'efforts pour présenter l'image d'une Chine redevenue politiquement raisonnable.

La Chine, au lieu de cela, semble à l'installer dans une crise de longue haleine. Dix jours après l'instauration théorique de la loi martiale à Pékin, M. Deng Xiaoping n'a pas obtenu le ralliement public à son premier ministre putschiste, M. Li Peng, de personnalités politiques du premier plan autres que les vieillards de sa propre génération historique. La réticence de la classe bureaucratique à se soumettre — si l'on accepte les ralliements de pure forme, non nominatifs, provenant d'institutions, et qui n'ont pas de valeur politique réelle — a empêché d'identifier le chef du gouvernement à cette vieille génération qui vient d'administrer la preuve qu'elle avait totalement perdu le contact avec la réalité de la société chinoise et de son évolution après dix ans d'ouverture économique. Des signes indiquent une résistance symbolique de cette société civile commençant également à apparaître tandis que se précise la thèse d'un « complot » contre le parti dont on fera porter le chapeau au secrétaire général, M. Zhao Ziyang.

Beaucoup de gens
« ne comprennent pas »

M. Deng a obtenu, au cours du week-end, l'allégeance de deux personnalités identifiées à la génération de la légende : M. Wan Li, président de l'Assemblée nationale populaire (Parlement), dans une déclaration écrite depuis Shanghai où il est maintenant immobilisé pour de mystérieuses raisons médicales ; et M. Li Xianshen, ancien chef de l'Etat, président de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), symbolisant la stratégie de front uni autour du PCC. Même ces deux ralliements ne sont pas inconditionnels. M. Wan Li a certes avalé la couleur verte consistant à blâmer « un tout petit nombre de gens qui se sont livrés à une conspiration politique en utilisant les graves étudiants et en déformant le désordre pour simer le chaos ». Mais le chef du Parlement, dans la lecture de la déclaration par la télévision n'a pas été accompagné d'images — une photo d'archive était seulement affichée sur les écrans — à également souligner que la prochaine réunion du comité permanent de l'Assemblée, reportée au 20 juin au plus tôt, devrait tirer les leçons de la crise en pratiquant « un sens renforcé de la démocratie et de la légalité », ce qui n'est pas la caractéristique principale de la situation actuelle.

Sur le plan constitutionnel, on est en effet, depuis que M. Li Peng a recueilli les pleins pouvoirs des mains de M. Deng, dans une illégalité totale. Il n'y a guère que le coup de force de Mao Zedong contre le PCC au début de la révolution culturelle qui y ressemble. Le comité central n'a pas été publiquement réuni pour entériner les décisions adoptées. S'il l'a été secrètement, c'est bien que la quasi-unanimité de rigueur en pareille circonstance n'y a pas été trouvée. Les décisions ont été prises au cours d'une réunion le 19 mai, qui rassemblait une minorité de membres du comité central, augmentée d'un nombre important de responsables extérieurs à cette instance — technique habituelle pour les décisions minoritaires en Chine.

On était toujours sans nouvelles officielles, lundi 29 mai, du sort de M. Zhao Ziyang, secrétaire général du Parti communiste chinois, probablement mis aux arrêts, comme de toute évidence de soutien politique à la crise du pouvoir. De nouvelles manifestations d'étudiants et d'enseignants ont eu lieu au cours du week-end à Pékin pour réclamer le départ du premier ministre et la démission de M. Deng Xiaoping, en dépit de la loi martiale, toujours inappliquée. Plusieurs dizaines de milliers de manifestants — principalement des étudiants de province — y participaient. Quelques manifestations ont également eu lieu dans le reste du pays, en particulier à Shanghai.

communiste. Chaque heure qui passe sans voir l'apparition physique sur la scène publique d'autorités autres que les vieillards de la Longue Marche et de la guerre anti-japonaise contribue à démentir que M. Li Peng n'est fourvoyé dans un boudoir dont personne dans la génération des successeurs n'est vraiment pressé de le sortir.

L'arrêt de mort
du régime ?

Même M. Li Xianshen n'a pas été tellement catégorique dans l'expression de son soutien au putsch. Il a certes été le plus précis à ce jour dans la critique de M. Zhao : il a accusé « certains individus à la tête du PCC » d'avoir voulu « nier la direction du PCC et le système socialiste ». Mais il a également souligné avoir reçu « de nombreuses lettres qui ne comprennent pas » le sens de cette accusation. « Quand ils auront compris ces faits, je suis sûr qu'ils approuveront plus fermement », les décisions prises. On ne saurait être plus clair, derrière les circonlocutions obligées de la langue de bois, pour désavouer non pas les objectifs, mais en tout cas les méthodes de M. Li Peng : le recours à la troupe.

Car, en recon, sans précédent dans l'histoire du régime et l'on excepte la révolution culturelle, constitue probablement la plus dramatique erreur que M. Deng ait jamais commise, dans sa carrière. Ni les soldats ni le peuple de Pékin insubordonnés n'ont compris qu'on les mette ainsi en situation antagoniste, contre toutes les règles du bon sens, en vertu de la légende d'interdiction qui est la raison d'être de l'armée du peuple. En ordonnant aux uniformes verts de ressortir de leurs casernes où il les avait lui-même contraints à rentrer après la mort de Mao, M. Deng a fait plus que condamner son propre directeur civil de succession à la tête du régime. C'est peut-être le régime lui-même dont il a signé l'acte de mort.

Un million de manifestants dans les rues de Hongkong

Des manifestations de soutien au mouvement démocratique chinois ont eu lieu dimanche 28 mai à Sydney, Macao et Paris. Dans la capitale française, plusieurs centaines d'étudiants chinois ont défilé de l'Esplanade des droits de l'homme à l'ambassade de Chine en demandant le départ de MM. Deng Xiaoping et Li Peng.

TOKYO
de notre correspondant

Les habitants de Hongkong ont à nouveau manifesté, dimanche 28 mai, en faveur de la démocratie en Chine. Dans un surprenant mouvement populaire pour une paysanne qui jusqu'à présent exprimait peu ses choix politiques, plus d'un million de personnes (soit un sixième des habitants du territoire) ont défilé dans les rues chantant « A bas Li Peng » et « Devantage de liberté et de démocratie ». C'est la première fois que la colonie britannique est le théâtre d'une manifestation d'une telle ampleur.

La foule colorée, composée de jeunes, de parents portant leurs enfants sur les épaules, d'ouvriers comme d'employés de bureau, était plus importante que celle du dimanche précédent (estimée à cinq cent mille personnes). La manifestation était surtout dirigée, estiment des observateurs, contre M. Li Peng qui semble sortir vainqueur de la lutte pour le pouvoir. La veille avait eu lieu sur le champ de courses de Happy Valley un concert-spectacle réunissant quelque trois cents artistes de Hongkong et de Taiwan (chanteurs, acteurs de cinéma comme Jackie Chan, la grande vedette des films de kung fu) destinés à recueillir des fonds pour le mouvement en faveur de la démocratie en Chine : 1,6 million de dollars ont été donnés par l'assistance.

Comme il y a une semaine, la manifestation a été animée moins par un anti-communisme militant

que par un patriotisme certain. L'un des chefs du mouvement en faveur de la démocratie en Chine, M. Lau Chin-shek, a notamment déclaré : « Nous aimons la Chine mais nous la Chine communiste. Les étudiants de Pékin ont montré qu'ils ne se battent pas pour renverser le gouvernement et nous manifestons pour les soutenir ».

Les négociations entre le comité consultatif de Hongkong et les autorités chinoises sur l'avenir du territoire après son retour sous l'administration de Pékin en 1997 ont été suspendues depuis le milieu de la semaine dernière à la suite de la crise du pouvoir en Chine.

Ph. P.

dernières semaines. Autre insolence, la dernière page de couverture est occupée par une photographie du défunt Hu Yaobang.

Si l'on peut à la rigueur blâmer les graves pertes de postes pour ce décalage entre la réalité politique et son reflet dans la presse du parti, c'est plus difficile dans le cas d'une autre revue, également livrée lundi : l'hebdomadaire destiné à l'étranger *Pékin Informations*, dont la version en langue anglaise comporte une superbe collection de photographies en couleurs imprimées sur papier glacé montrant tout le mouvement d'agitation sous son meilleur jour. M. Zhao y est vu réconfortant un gréviste de la faim à l'hôpital.

M. Zhao s'avance, depuis plusieurs mois, sur une trajectoire qui ne pouvait aboutir qu'à une collision avec M. Deng, dont il semble bien qu'il ait perdu l'oreille depuis l'été 1988. Mais l'accusation ressemble aussi aux procès d'intention dont on se s'est jamais privé en Chine à l'égard des dignitaires déchus.

Un bouleversement
historique

Les médias officiels ont commencé à publier des lettres de citoyens mécontents et autres responsabilités académiques exhortant les quelques centaines d'étudiants occupant toujours la place Tiananmen à rentrer dans leurs collèges et universités. La décision, annoncée samedi par trois responsables de la coordination étudiante, de mettre fin au mouvement de protestation pékinois, mardi 30 mai, après un ultime baroud d'honneur à travers la ville, n'a pas été accueillie par l'unanimité qu'ils escomptaient. Certains étudiants — surtout les provinciaux — voudraient rester jusqu'à la réunion du comité permanent de l'Assemblée nationale.

On peut douter qu'ils y parviennent. Le rétroplan de la propagande, qui insiste sur l'unité de la troupe et du peuple, commence à porter ses fruits à en juger par la mobilisation minimale qui a accompagné les manifestations d'étudiants au cours du week-end. D'autre part, selon des informations de bonne source, les commandants des troupes encerclant la capitale voudraient pouvoir y pénétrer mardi ou mercredi. Mais il faudrait de préférence pour cela qu'une amorce de solution politique s'esquisse.

Solution qu'on ne verra se matérialiser qu'une fois que la télévision interrompra ses interminables leçons de mathématiques ou de physique élémentaire dont elle abrutit les spectateurs depuis qu'elle est sous le contrôle de soldats — très discrets au demeurant — pour montrer le visage d'un nouveau pouvoir civil. Quelle que soit sa composition, ce pouvoir ne pourra faire oublier, au bout de ce mouvement de *people's power* à la chinoise, M. Deng, par sa décision contraire à la maturité dont commence à faire preuve une population bien informée de l'évolution politique dans le reste du monde, en particulier socialiste, a précipité un bouleversement historique : c'est le 19 mai 1989 — trois jours après l'anniversaire, jamais célébré, du lancement de la révolution culturelle par Mao — quand M. Li Peng a lancé la troupe à l'assaut d'une capitale désarmée, que le Parti communiste a effectivement commencé à perdre le contrôle du pouvoir absolu en Chine.

FRANCIS DERON.

Réminiscences

L'Histoire, dit-on, n'a pas l'habitude de repasser les plats. Mais il arrive que certains mets laissent aux convives, y compris à ceux de générations nouvellement venues, un goût amer de réminiscence.

Au printemps 1976, les étudiants de Pékin avaient déjà manifesté moins, comme on l'a dit, contre un Mao Zedong au crépuscule de sa vie qu'à la mémoire d'un « magistrat intègre » qui s'était éteint trois mois plus tôt, Zhou Enlai. Et en imitant le ciel qu'un successeur du même calibre lui soit donné. « Quand les étoiles seront tombées, lisait-on alors sur l'un des poèmes affichés sur le monument aux Héros du peuple, il n'y aura plus de lumière ». L'affaire se termina mal et, politiquement, dans une succession de révolutions de palais qui vit émerger à l'autorité, dans un uniforme de vainqueur beaucoup trop grand pour lui, un certain Hua Guofeng.

L'homme, Deng Xiaoping, qui avait été au cœur des événements ne sortit des coulisses qu'un peu plus tard — à ses conditions, avec l'aurore d'un sauveur dans un paysage où il ne comptait plus l'ombre d'un concurrent. Il lui faudra cependant le « printemps de Pékin » pour écartier d'ultimes réactions, qu'il a réprimé ensuite avec la dernière sévérité ceux qui l'auraient aidé à dénoncer ses adversaires.

Exigences
morales

Un « ordre » règne donc à Pékin et en Chine au lendemain de cet épisode. Un ordre, mais quel ordre ? Dès l'année suivante, au mois de novembre 1980, un homme, Chen Yun — un vétéran à qui personne n'a rien à reprocher sinon son goût prononcé de la rigueur, et qui vient de faire, le semaine dernière, une rentrée remarquée dans son rôle de censeur, — lance le premier cri d'alarme de l'après-maoïsme. « Le style de travail du parti lorsqu'il est au pouvoir, dit-il, est pour lui une question de vie ou de mort ». Langage codé mais parfaitement clair pour ses pairs et que Hu Yaobang — celui-là même dont la mort le 15 avril dernier, a marqué le point de départ de la crise pékinoise — se charge de traduire. Trop de membres du parti, dit-il au cours de la même réunion, « assument position dirigeante et position dominante » « profitent du pouvoir pour s'enrichir des avantages personnels », « trichent dans leur travail » et « ne cherchent qu'à plaire à leurs supérieurs ». Sur-tout, constate-t-il, « des problèmes fondamentaux ne sont pas résolus » dans les rapports entre le parti et la population.

Simple réminiscence ? Si l'on veut, car ces jugements paraissent bien faibles appliqués à la situation d'aujourd'hui. Mais il demeure que, près de dix ans plus tard, la Chine n'a fait que s'entourer dans les contradictions et les vices qui étaient alors dénoncés.

On ne dira sans doute jamais assez les exigences morales que comporte, en Chine plus qu'ailleurs, l'exercice durable du pouvoir. Ce jeune gréviste de la faim pensait-il à autre chose qui priait le premier ministre Li Peng, venu se pencher sur sa civière, de commencer par imposer un peu plus de retenue à sa propre progéniture ? La réflexion vient de loin. Humilié par l'étranger,

l'empire s'est effondré en 1911 miné par sa propre corruption. Et face aux troupes de Tchang Kaï-chek et à leurs chefs, qui vivaient de pillages, une armée rouge en haillons et sandales a construit sa réputation et son empire sur le respect méticuleux des biens des paysans.

Le pouvoir aujourd'hui à Pékin a beau dire et répéter qu'il fait sienne la revendication populaire — et pas seulement étudiante — d'une éradication de la corruption. Ce n'est pas, en vient de le voir, la première fois qu'il le prétend, et avec les résultats que l'on sait. Il a perdu, sur ce terrain, ce qui lui restait de crédibilité.

Certes, il pourra s'efforcer — ce ne sera pas non plus la première fois — de mettre un peu d'ordre dans une économie à la dérive, de pousser en avant, comme des vagues, l'industrie et l'étranger, des réformes qui ont déjà profité à beaucoup, sinon à tous. Est-ce le remède ? Il est à craindre qu'il soit insuffisant. Un vieux philosophe, Liang Shuming, avait eu sur ce sujet, il y a plusieurs décennies, des observations prémonitrices. « Je ne dis pas, écrit-il, que la dimension économique ne soit pas importante, ou qu'il ne soit pas possible de mobiliser les paysans au nom de leur intérêt personnel. Je dis seulement que si vous les mobilisez de cette façon, bien sûr cela marchera un certain temps... jusqu'au moment où cela ne marchera plus (...). Nous ne voulons pas séduire les paysans avec des intérêts matériels. Nous voulons reconstruire leur moral, les galvaniser pour l'action. Ce n'est qu'à cette condition que les choses pourront marcher ».

Dans l'ombre
la plus opaque

En Chine comme ailleurs, cela ne peut « marcher » non plus sans un minimum d'adhésion au pouvoir de la population. A fortiori quand un certain degré de développement a fait naître dans de larges couches sociales une conscience politique impatiente de s'émanciper. Saint-Just, à la veille de Thermidor, ne constatait-il pas le divorce entre le dynamisme populaire et le gouvernement de salut public, pour en conclure avec lucidité que « la Révolution est glorieuse » ? Glacé, le pouvoir est paralysé et tel est bien le sort qui menace aujourd'hui le PC chinois.

Si complexes que soient les épisodes de la lutte au couteau qui s'est livrée ces dernières semaines entre dirigeants, leur caractéristique est qu'ils se sont déroulés dans l'ombre la plus opaque — au point de dérouter quelques-uns des membres du gouvernement eux-mêmes, d'autres se taisant prudemment en attendant que la tempête s'apaise et de savoir de quel côté les dieux allaient tomber. Du côté du peuple de Pékin, on invoquait l'exemple de Mikhaïl Gorbatchev pour obtenir un peu plus de transparence dans un système politique qui leur était devenu de plus en plus étranger.

A travers de telles méthodes, et quel que soit l'ordre » qu'il parviendra plus ou moins longtemps à faire respecter, c'est sa propre légitimité que le PC chinois a mise en cause.

ALAIN JACOB.

HENRI GUILLEMIN

Henri Guillemin
Parcours



A 86 ans, le vieux lion continue de rugir dans les savanes du dogme, avec l'intacte férocité de sa jeunesse. J.-L. Ezine / Le Nouvel Observateur

Guillemin suit tranquillement son chemin. Jérôme Garcin / L'Événement du Jeudi

Un grand bonhomme ! Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

de l'Académie française

Editions du Seuil

Asie

Liberté surveillée

(Suite de la première page.)

Comme toutes les bureaucraties, en effet, la chineise voit dans la démocratie son ennemi principal, puisqu'elle l'obligerait à rendre des comptes. On peut en dire autant de la soviétique. Plébiéscité il y a deux mois par les Moscovites, Boris Eltsine s'est vu interdire samedi par une majorité de mal-éus de siéger au Soviet suprême.

Jusqu'à présent, la communauté au pouvoir n'a jamais vraiment composé avec la liberté : il lui a concédé un espace, aussi limité que possible, quand il ne pouvait faire autrement. Et il s'est arrangé, en fin de compte, pour reprendre cet espace en main.

Bien sûr, c'est en train de changer, pour cette bonne raison qu'il est de plus en plus difficile au système de se faire obéir. Mais rien n'est définitivement acquis. Mieux vaut le savoir au moment où George Bush célèbre avec ses alliés, à Bruxelles, le quarantième anniversaire du pacte atlantique.

La situation s'est certes transformée du tout au tout par rapport à l'époque terrible où il fut conçu. La guerre paraissait aux portes.

Bien rares étaient alors ceux qui partageaient l'opinion d'un George Kennan selon lequel « une politique étrangère sage et adroite (...) pouvait servir à convaincre les maîtres du Kremlin que leur grand dessein est futile et hors de portée, et qu'en s'y égarant ils n'ont aucune assurance de venir à bout de leurs propres difficultés et dilemmes. (...) La possibilité demeure que la puissance soviétique porte en elle le germe de sa propre décadence » (1).

La « décadence » est là, attestée par le marasme économique, la fronde des villes, le réveil des nationalités. C'est parce qu'il en est conscient que Gorbatchev s'est lancé dans l'aventure d'une perestroïka dont le succès, de son propre aveu, n'est pas acquis.

Il serait fastidieux d'énumérer tous les changements qu'elle a apportés dans la société soviétique et dans ses rapports avec l'Occident, le Proche-Orient ou la Chine.

Mais le fait est qu'elle n'a encore affecté sérieusement ni le monopole du parti ni la supériorité de l'URSS en moyens militaires class-

ques et en effectifs. Elle continue d'armer la Syrie, le régime communiste de Kaboul, l'Éthiopie et même, semble-t-il, malgré ses dénégations, le Nicaragua.

C'est dire que le pouvoir conserve les moyens d'un retour en arrière. Rien ne permet d'assurer que Gorbatchev songe à s'en servir. Rien ne permet d'affirmer le contraire. De toute façon, il n'est pas là pour toujours.

Plus d'une fois dans le passé (1958, 1960, 1974, 1979), les « détentés » apparemment les mieux établis ont été balayés par quelque tempête. Aucune n'avait su l'ampleur de l'actualité. Il n'empêche que Ronald Reagan s'est beaucoup avancé en se vantant, à son départ de la Maison Blanche, d'avoir « gagné la guerre froide », alors que subsistait avec le mur de Berlin, son symbole le plus sinistre.

Pour la première fois, on entrevoit l'espoir d'aboutir entre l'Est et l'Ouest à une paix véritable. L'une des ambitions de l'OTAN devrait précisément être de définir quel type d'ordre international pourrait se substituer à celui qu'a-

fait régner tant bien que mal, et plutôt mal que bien, pendant près d'un demi-siècle, l'antagonisme soviéto-américain.

Les échecs subis ces jours-ci, tant à Pékin qu'à Moscou, par la cause de la liberté ne sauraient faire oublier les considérables progrès qu'elle a enregistrés au cours de ces dernières années. Ils montrent seulement que rien ne s'obtient sans peine et que, dans la grande négociation en cours, toute concession exige une contrepartie.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) Témoignage de la guerre civile de 1918-1920, à laquelle il a consacré son livre *La Russie et l'Occident* (Calmann-Lévy, 1962). George Kennan dirigeait, en 1947, le bureau de planification du département d'État. L'article paru dans *Foreign Affairs* de juillet 1947 sous la signature X. d'où sont extraits ces passages, a constitué le premier exposé de la doctrine de l'« endiguement », sur laquelle repose depuis quarante ans la stratégie américaine. Kennan est toujours de ce monde. Il aura donc vécu assez vieux pour assister à la réalisation de ses prévisions.

JAPON

M. Uno devrait succéder à M. Takeshita à la tête du gouvernement

TOKYO

de notre correspondant

Après des semaines de tours de table infructueux, aucun libéral démocrate pressenti ne souhaitait reprendre le flambeau d'un pouvoir terni par le scandale Recruit. Il semble qu'un successeur à M. Takeshita ait finalement été trouvé en la personne de M. Uno, ministre des affaires étrangères. Quittant Tokyo dimanche 27 mai pour Paris où il assiste à une réunion de l'OCDE, M. Uno s'est refusé à tout commentaire. Il a cependant écourté son voyage pour être de retour au Japon à la fin de la semaine.

De source gouvernementale, on précise que le choix du nouveau président du Parti libéral démocrate (PLD), qui, étant donné la majorité

qu'il détient au Parlement, deviendrait automatiquement premier ministre, devrait être arrêté dans les prochains jours et que le cabinet pourrait être formé dès le 2 juin. Le PLD a imposé à l'opposition une prolongation de la session parlementaire de vingt-cinq jours qui permettra au successeur de M. Takeshita d'être officiellement choisi par les deux Chambres.

Des considérations diplomatiques, notamment le prochain sommet de Paris, sont à l'origine du choix de M. Uno. Si certains dirigeants du PLD continuent de proposer l'ancien premier ministre Fukuda, l'âge de celui-ci (quatre-vingt-quatre ans), même dans un pays où la gémocratie est une caractéristique de l'exercice du pouvoir, ne le favorise guère. L'hypothèse de la promotion d'un représentant de la jeune génération semble d'autre part s'être

heurtée au veto des « barons » du parti majoritaire.

Agé de soixante-six ans, vieux routier de la politique, non impliqué dans le scandale Recruit, M. Uno n'est pas un homme fort du parti. Beaucoup pensent qu'il ne sera qu'un premier ministre de transition. M. Takeshita conservant en sous-main les commandes. Son appartenance au clan de l'ex-premier ministre Nakasone était un handicap étant donné le rôle joué par ce dernier dans l'affaire Recruit.

Les critiques, tant dans la presse qu'au sein même de la majorité, suscitées par la récente comparution de l'ancien premier ministre devant la Diète, notamment son refus d'admettre la moindre responsabilité morale ou politique dans cette affaire, l'ont contraint à annoncer, dimanche, qu'il quitterait le PLD et la présidence de son clan (la qua-

trième en termes de membres), sans renoncer toutefois à son siège au Parlement. Cette admission tardive, et du bout des lèvres, d'une responsabilité de la part de M. Nakasone sort son clan de l'ombre, même si de sérieux problèmes de succession restent à résoudre. Elle jette aussi l'hypothèse de la désignation de M. Uno comme successeur de l'actuel premier ministre.

PHILIPPE PONS.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

Le MNR arrive en tête aux élections du 7 mai

La Cour électorale a annoncé le 27 mai les résultats définitifs du scrutin du 7 mai par lequel les Boliviens devaient désigner, outre un nouveau Parlement, un successeur à l'actuel chef de l'État, M. Victor Paz Estenssoro. M. Gonzalo Sanchez de Lozada, candidat du Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), parti de l'actuel président, arrive en tête, avec 23,07 % des voix, précédant de 5 205 voix (sur environ 1,5 million de suffrages exprimés) le général Hugo Banzer, représentant l'ADN (droite). Le candidat du MIR (social-démocrate), M. Jaime Paz Zamora, a obtenu 19,63 % des voix. Au terme de la constitution, c'est le Parlement qui devra élire, le 6 août prochain, le futur chef de l'État en choisissant parmi ces trois personnalités. Le général Banzer, vainqueur du « premier tour » en 1965, mais écarté au profit de M. Paz Estenssoro en raison d'une alliance passée entre MNR et MIR, avait annoncé qu'il n'accepterait pas, cette fois, qu'une combinaison entre partis le prive de son éventuelle victoire. Le succès de M. Sanchez de Lozada au premier tour ouvre probablement la voie à une nouvelle entente MNR-MIR au profit du candidat le mieux placé par le suffrage universel.

Bulgarie

Deux morts dans une manifestation de la minorité musulmane

Un homme et une femme, d'origine turque, ont été tués par balles lors de la dispersion d'une manifestation par l'armée, samedi 27 mai à Medovetz (nord-est de la Bulgarie), ont indiqué dimanche des dissidents bulgares en exil.

Selon les mêmes sources, deux à trois mille membres de la minorité turque ont également manifesté dans la ville de Sumen.

Les manifestations de la minorité turque de Bulgarie qui protestent contre son assimilation forcée auraient fait, depuis le 5 mai, trois morts selon des sources officielles bulgares, et une trentaine, selon des organisations de défense des Turcs de Bulgarie. — (AFP.)

● ALGERIE : nouvelle expulsion de membres de l'ETA. — Un groupe de membres de l'ETA réfugiés en Algérie a été expulsé dimanche 28 mai à bord d'un Hercules C-130 des forces aériennes espagnoles. On ignore le nombre de personnes concernées — entre 15 et 20 selon certaines informations — et si tout le dernier groupe d'« etarras » encore présent en Algérie est parti. La destination finale serait Caracas.

Proche-Orient

Dialogues israélo-palestiniens

En Cisjordanie : des malentendus partagés

Deux groupes de l'OLP — le FPLP et le FLP — ont revendiqué ce week-end une double attaque contre Israël à partir du sud du Liban, un tir de roquette qui a légèrement blessé un nouveau-né de la ville de Marjula et une tentative d'infiltration d'un commando de six membres. Cette dernière opération a été contrée par l'armée israélienne, stationnée dans la région, et s'est soldée par la mort de deux Palestiniens et par l'arrestation de deux autres.

Depuis, le week-end a été marqué par de nouveaux affrontements entre colons et Palestiniens dans les territoires occupés, où la situation ainsi créée a été qualifiée d'« explosive » par le général Mitzna, responsable militaire de la Cisjordanie.

AIN-YABRUD (Cisjordanie) de notre envoyé spécial

La réunion était sévère, dense, animée, tout à la fois rassemblement politique et psychodrame collectif. A quelques kilomètres du village d'Ain-Yabrud, en plein Cisjordanie, une centaine de Palestiniens débattaient avec autant d'Israéliens — pacifiquement. Les uns étaient venus en voiture, les autres en bus et, au point de rendez-vous, en bord de route, nous l'eûmes l'impression d'une demi-douzaine de soldats restés à distance, on a vidé d'anciennes querelles, épreintes discuté du présent et évoqué l'avenir, en termes de craintes et d'espoirs. Sans concessions et sans illusions béates.

Mais, alors que les affrontements entre colons juifs et Palestiniens ressemblent chaque jour davantage à une petite guerre civile, les militants de la gauche israélienne du mouvement La paix maintenant avaient, le samedi 27 mai, franchi la « ligne verte » (la frontière d'avant 1967) avec un seul objectif : montrer, ne serait-ce qu'une matinée de printemps, qu'Israéliens et Palestiniens des territoires pouvaient échanger autre chose que des balles, des pierres et de la haine.

Noble intention qui aurait pu tourner au happening angélique, pique-nique de deux réveurs avec professeurs de foi pacifistes, embrassades et rhétorique béatifiante ? Il n'en fut rien. A Ainyabrud, comme dans les trois autres localités de Cisjordanie où des centaines d'Israéliens et de Palestiniens (deux mille à trois mille personnes, selon la presse locale) ont participé samedi à ces rencontres, on a discuté ferme.

Méfiante et arrière-pensées

Piquées çà et là au fil d'un débat qui ne réunissait aucune personnalité politique, on relevait, côté israélien, les vieilles références à l'histoire : « Ce n'est pas nous qui sommes à l'origine de l'occupation mais les pays arabes, en lançant leur offensive de 1967 ; impossible de nous demander de donner en un instant des années de terrorisme et de violence. » La réplique palesti-

nienne était tout aussi enracinée dans le passé historique : « Et Dair-Yassin (1), et les réfugiés, et les années d'occupation et d'humiliation et la répression de l'intifada ? » Questions des Israéliens encore : « D'accord pour un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza, mais pourquoi ne pas dire clairement qu'il ne sera pas une étape dans la poursuite du conflit ? Et Jérusalem ? Et le droit au retour des réfugiés que réclame l'OLP ? » Réponses palestiniennes : « Si nous ne continuons pas tous les groupes de l'OLP, nous ne contrôlons pas plus tous les parts de votre gouvernement. Et, si vos questions sont légitimes, pourquoi votre gouvernement refuse-t-il de les passer directement à l'OLP ? »

Au-delà des politesses, le dialogue reste difficile, souvent empreint de méfiance, de craintes et d'arrière-pensées. Il y a quelques années déjà, l'avocat palestinien Raja Shehadeh disait brutalement : « J'ai développé, outre une méfiance absolue, à l'égard du sourire de l'occupant, le soupçon plus pénible et profond que suscitent les ouvertures amicales des Israéliens hostiles à la colonisation. Car il arrive très souvent que le geste d'amitié se réduise, pour l'Israélien, à demander qu'on lui taise dans le dos pour soulager sa mauvaise conscience » (2).

La méfiance est le même de l'autre côté. Cette semaine, à Jérusalem, lors d'une autre et très sérieuse rencontre israélo-palestinienne, entre enseignants et psychologues, un Israélien déclarait à son interlocuteur palestinien : « Même si je suis pour les mêmes solutions politiques que vous, vous avez, vous Palestiniens, une façon terriblement simpliste et fautive de vous poser en victimes absolues et de nous poser en agresseurs absolus qui exacerbe les antagonismes et ne peut qu'embourber toute la gauche israélienne. »

ALAIN FRACHON.

(1) Village palestinien dont une partie de la population a été expulsée en 1948 par des groupes extrémistes juifs.

(2) Raja Shehadeh, *Tétra bin*, Journal d'un Palestinien en Cisjordanie occupée, le Seuil, 1983.

A Bruxelles :

rencontres entre femmes

BRUXELLES de notre correspondant

« J'ai vraiment le sentiment que toutes les participantes ont fait de leur mieux pour se rapprocher. Toutes ces femmes vont poursuivre ces rencontres, essayer de travailler ensemble pour que le processus enclenché ici se poursuive. » Avec beaucoup d'émotion, Simone Suskind, présidente du Centre communautaire juif de Bruxelles, a clos ainsi, dimanche 28 mai, les trois journées de dialogue entre femmes palestiniennes et israéliennes sur le thème « Give peace a chance ».

Les représentantes de toutes les parties présentes, palestiniennes et israéliennes, mais aussi juives de la diaspora, palestiniennes en exil, représentantes arabes, se sont félicitées de la qualité des débats. « Nous sommes allées plus loin dans la compréhension et l'amitié », a déclaré Shulamit Aloni, présidente du Parti israélien pour les droits civiques. « J'espère que nous avons posé une première pierre », a estimé Soulaia Hijani, professeur de sciences politiques, et membre du conseil national palestinien. « Je tiens à dire à mes amies israéliennes et à mes nouvelles amies palestiniennes que nous avons fait un premier pas et que nous allons donner l'exemple », a précisé Alla Shalvi, fondatrice du Mouvement pacifiste israélien. « Expérience inoubliable, volonté de tendre la main... », conclut, pour sa part, Hannah Ashmou, qui dirigeait la délégation palestinienne.

Les participantes sont aussi tombées d'accord pour tenter de mener une série d'actions concrètes : éducation, médecine, mais sans vouloir trop préciser celles-ci, notamment pour des raisons de sécurité. Elles sont convenues de lancer un bulletin

commun pour informer de la progression de ces actions. Le 3 juin, un colloque réunissant de nouveaux palestiniens et israéliens, juives et arabes, se tiendra à New-York pour préciser notamment certaines des options prises à Bruxelles.

Les déclarations finales et sincères ne doivent toutefois pas faire illusion : la semaine de rencontres de Bruxelles aurait été beaucoup plus fructueuse si les participantes, comme cela avait été leur intention, avaient réussi à s'entendre sur une résolution commune.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

(Publicité)

Qui est qui en politique israélienne ?

Numéro spécial 48 p. illustrées. Les ministres et députés. Notices biographiques. Textes de référence. 35 F. par chèque à Jour J B.P. 289.16 Paris.

Jour J. 
 Jour J le seul quotidien juif français

DEMAIN, EN AVANT-PREMIERE DU CNIT

L'avenir appartient à ceux qui écoutent tôt.

Au CNIT, écoutez battre le cœur des échanges internationaux. Le WORLD TRADE CENTER - PARIS LA DÉFENSE et Radio Classique Affaires : 6 jours d'informations toniques pour vivre à l'heure internationale.

THÈME	LES TRANSPORTS ET LE TOURISME D'AFFAIRES
INVITÉ 7.40	Bernard ATTAU Président Directeur Général AIR FRANCE
DÉBAT 8.20-8.30	Alain POINSSOT Directeur Commercial du Fret, SNCF André DELSAUX Directeur Général NOVATRANS
INVITÉ 8.35-8.45	Pierre CONSO Président Directeur Général CIMENTIS FRANÇAIS

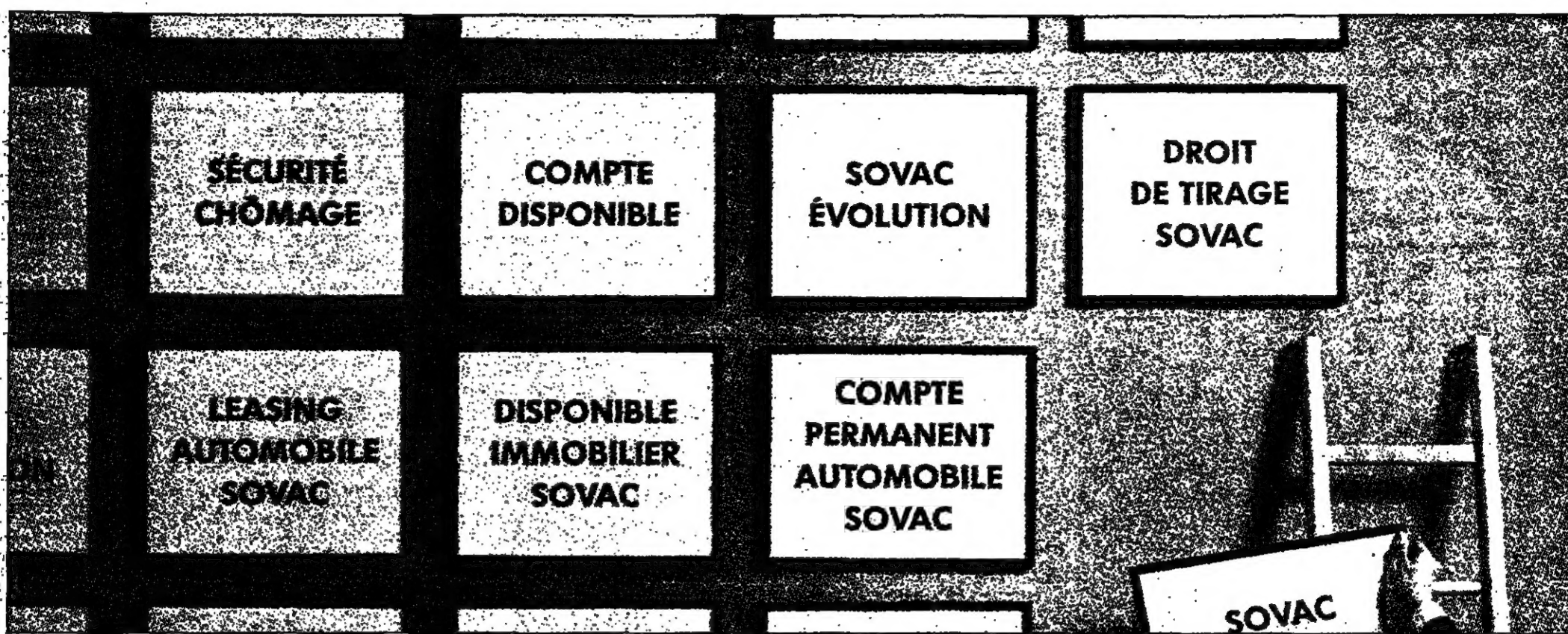
ET TOUTE UNE SÉRIE DE REPORTAGES : CHINE, URSS, USA, ALLEMAGNE...

WORLD TRADE CENTER PARIS - LA DÉFENSE

4, PLACE DE LA DÉFENSE - 92090 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 26 - TÉL. : 16 (1) 47.73.66.44

RADIO CLASSIQUE AFFAIRES : PARIS 101.1 MZ - LILLE 88.2 MZ

Sovac. En matière de financement, voici quelques innovations à mettre à notre crédit.



Acquérir la maison de ses rêves, acheter une voiture, investir dans des machines plus performantes, s'installer dans des bureaux plus vastes pour les particuliers comme pour les entreprises, l'argent reste le nerf de la guerre et le crédit l'outil indispensable. La vocation de Sovac est justement de vous offrir une gamme de financements originaux adaptés à l'ensemble de vos besoins.

Dans un monde où les techniques évoluent à un rythme accéléré, vous devez pouvoir compter sur un système de financement souple, fiable, moderne. C'est sur cette idée que Sovac a forgé sa vocation. Sa politique est simple: s'adapter, évoluer, anticiper, créer. L'innovation s'avère le maître mot de sa stratégie d'entreprise et une des composantes majeures de son identité.

En 1968, Sovac est ainsi la première à introduire le leasing automobile, tandis que dès 1972 elle lance le "Compte Disponible", une formule nouvelle de crédit revolving à l'usage des particuliers, à laquelle la Carte Bleue a été associée à partir de 1980. Dans le même esprit, en 1979, Sovac met au point le Disponible Immobilier Sovac, un crédit en compte pour l'acquisition d'une résidence principale ou secondaire. En 1981, un crédit d'investissement de type revolving appliqué aux entreprises voit le jour: le Droit de Tirage Sovac (D.T.S.).

En 1987 est lancé le compte permanent automobile: un crédit permanent pour l'entretien et l'amélioration des véhicules. Auparavant, en 1975, Sovac avait mis sur le marché le premier mode de protection des salariés emprunteurs immobiliers: "La sécurité chômage". En 1988, Sovac crée Sovac-Evolution: un crédit immobilier à taux ajustable qui, entre autres avantages, pro-

tège l'emprunteur des hausses brutales de taux et le fait bénéficier des baisses. Repris par l'ensemble de la profession, ce nouveau concept a valu à Sovac "le Prix Grand Public de l'Innovation Financière" décerné par l'Association des Professions Financières, le Crédit National et la Tribune de l'Expansion.

Pour mener à bien cette politique d'innovation ambitieuse, Sovac a toujours misé sur le partenariat, nouant des relations étroites avec l'ensemble des prescripteurs. Aujourd'hui, avec plus de 35 filiales, Sovac est au premier rang des groupes financiers français spécialisés dans le financement des particuliers et des entreprises. Les chiffres globaux du groupe sont, à cet égard, éloquents: 3,4 milliards de fonds propres, 464 millions de résultat net d'exploitation, près de 48 milliards d'encours gérés, 2,4 millions de clients, 2 700 collaborateurs.

Dans un monde en pleine mutation, Sovac parie sur les hommes, persuadée que la qualité du service est le facteur clé de la réussite et de la compétitivité. Soutien majeur de l'équipement des ménages et des entreprises, le crédit est à la fois une anticipation de l'épargne et un pari optimiste sur l'avenir. Mais c'est justement en raison de toutes ses qualités qu'il convient de le manier avec précaution, c'est-à-dire avec expertise. Forte de son sérieux, de sa puissance financière, de son expérience, Sovac entend favoriser ainsi la modernité du crédit et la modération de l'endettement.

Elle revendique haut et fort toute la spécificité et l'actualité de son métier.



SOVAC. NOTRE METIER: VOUS FINANCER.

Europe

URSS : l'échec des réformateurs à l'élection du Soviet suprême

M. Gorbatchev n'a pu éviter un affrontement entre la « gauche » et la « droite »

MOSCOU
de notre correspondant

C'est le changement dans le changement et il est spectaculaire. En trois jours de session de leur tout nouveau Congrès des députés du peuple, accrochés à leurs télévisions et radios qui retransmettent en direct, les Soviétiques ont découvert la politique, ses grands discours et ses tortueuses manœuvres parlementaires, ses petits malins et ses grandes consciences, ses conflits d'intérêt et ses soudaines défaites — amères, violentes et mobilisatrices.

Car, lorsque sont proclamés, samedi 27 mai, les résultats de l'élection des membres du Soviet suprême, la colère éclate non seulement parmi les députés démocrates (c'est ainsi que se nomment maintenant les réformateurs), mais aussi dans tout le pays. Boris Eltsine, de loin l'homme politique le plus populaire d'URSS, l'homme auquel 69 % des Moscovites avaient donné leur voix, l'homme dont plus de deux cents autres circonscriptions auraient souhaité faire leur candidat, cet homme-là n'a pas été élu à l'Assemblée permanente restreinte que le Congrès avait à mettre en place.

Il a été proprement barré par les conservateurs, et tout à l'heure, quand on annonça la composition de la seconde Chambre de ce Soviet suprême, la colère tourna à la rage. Non seulement les plus célèbres des intellectuels réformateurs de la capitale ont été également barrés, mais les conservateurs triomphent littéralement de joie, applaudissant à tout rompre aux défaites de M. Tatiana Zaslavskaya, la pionnière de la sociologie politique soviétique, ou de M. Gabriel Popov, le rédacteur en chef de *Questions d'économie*.

Ces applaudissements cingleront au vif plus d'un Soviétique, mais, avant qu'on en soit passé à la composition de cette seconde des Chambres, l'ouragan Afanassiev, le directeur de l'Institut des archives, a déjà pris le micro. Depuis un an qu'il est invité par des cercles de jeunes et des usines à donner des conférences sur les perspectives de la perestroïka, ce spécialiste de la Révolution française est devenu une personnalité. Dans quelques minutes, il va devenir une gloire nationale.

Un groupe parlementaire démocrate ?

Face aux caméras de télévision (c'est évidemment au pays et non pas au Congrès qu'il s'adresse), il apostrophe la « majorité agressive-soviétique », lui reproche d'avoir élu un Soviet suprême « brezhneviste », c'est-à-dire « attentif », dont M. Gorbatchev entoure les conservateurs. Un murmure de haine lui répond qu'il écrase en rétorquant à la « respectueuse majorité agressive-soviétique » qu'elle a bafoué les espoirs populaires et que ses vociférations ne changeront rien à cette réalité. C'est un beau moment d'histoire parlementaire, sanctionné par la longue ovation des réformateurs, qui applaudissent debout dans une halle d'honneur spontanée, mais c'est l'histoire tout court, car c'est l'acte de naissance de l'opposition soviétique.

Non plus l'opposition héroïque des dissidents, non plus même l'opposition vaine des grands noms de cette intelligentsia qui poussait depuis quatre ans à la route des réformes, mais l'opposition tout court — légale, parlementaire et proclamée. Devant tout le pays a volé

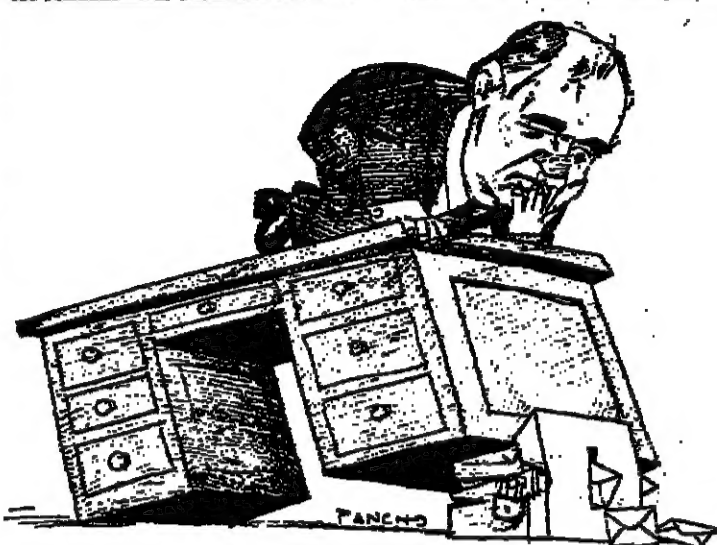
un éclat le mythe soviétique de l'unité. Un parti s'est formé pour combattre un autre parti, pour arracher la majorité qu'il a dans le pays mais pas encore dans les institutions, et, si le mot de multipartisme n'est pas prononcé, Gavril Popov succède à la tribune à l'ouragan Afanassiev pour appeler à la formation d'un « groupe indépendant interrégional » — d'un groupe parlementaire démocrate.

Combien de temps tout cela a-t-il duré ? Quinze minutes, vingt au maximum que toute l'URSS (on est samedi matin) a vécu en direct. Pour un changement, c'en est un. Pour l'évolution future du pays, il est fondamental. Mais est-ce à dire

Techniquement parlant oui, mais pour ce qui est des principes non, car on ne sortait là ni des candidatures uniques ni surtout de l'idée typiquement soviétique que le critère d'élection d'un candidat n'est pas ses opinions politiques (pourquoi en avoir dans une société consensuelle ?), mais sa bonne réputation dans sa ville ou son quartier.

Bataille sur les principes

Après avoir perdu, jeudi, une longue bataille procédurière sur l'ordre du jour (*Le Monde* du 27 mai), les députés de Moscou ont donc mené,



que l'opposition a forcément bien joué et était-ce là le plus souhaitable des scénarios ?

On en débat à Moscou et ce débat — grand classique — oppose défense des principes et opportunité politique. Car, si l'opposition avait voulu faire entrer ses hommes au Soviet suprême, elle l'aurait pu sans grande difficulté. Il lui aurait suffi pour cela d'accepter de s'en remettre à M. Gorbatchev, de le laisser composer une liste qui aurait ensuite été, officiellement ou officieusement, « proposée » au Congrès par le secrétaire général avec toute l'autorité de sa fonction et du parti. Cette liste serait passée sans problème, car même au vote secret les conservateurs purs et durs ne disposent pas au Congrès d'une majorité automatique contre un consensus entre M. Gorbatchev, le marais qu'il conduit et la gauche (ça y est, les gens disent aussi « la gauche » et « la droite »).

Seulement voilà, faisant cela, le Congrès n'aurait pas seulement sacrifié la démocratie, mais admis aussi une soumission à la direction de parti. C'est été si contraire à l'esprit des réformes en cours que M. Gorbatchev avait donc proposé une autre solution : laisser chacune des délégations régionales élire ses candidats et réunir tous les noms retenus, avec un candidat par siège, sur une liste à faire voter par l'ensemble du Congrès.

L'idée était habile, car elle revenait finalement à respecter la réalité des rapports de force locaux, à laisser les conservateurs choisir les députés des régions qu'ils contrôlent toujours, mais à laisser aussi les réformateurs choisir ceux des régions qu'ils contrôlent déjà. Ainsi concoctée, la liste passait d'autant plus facilement qu'avec un candidat par siège il aurait fallu, pour éliminer l'un d'entre eux, concentrer contre lui plus de 50 % des voix. Une bonne solution ?

vendredi, un deuxième combat sur le mode d'élection au Soviet suprême. Ils l'ont également perdu, et c'est alors qu'ils se sont résolus à être les seuls à présenter, sur la liste générale, plus de candidats qu'ils n'avaient de sièges à pourvoir. Pour le principe, c'était superbe mais c'était dans le même temps — on l'a aussi vu — un suicide.

Cela revenait en effet à laisser aux conservateurs la possibilité de choisir qui des députés de Moscou représenterait la capitale au Soviet suprême. Pas très intelligent ? Très intelligent au contraire, répondent

les uns, qui soulignent — et les faits sont là — que la culture politique du pays a fait en une journée plus de progrès qu'en quatre ans, qu'il était important de clarifier les enjeux et de mobiliser les gens que de s'assurer les sièges perdus et qu'on ne peut sortir de soixante-dix ans de mensonges et de schizophrénie en commençant par transiger sur les principes.

Pas intelligent du tout, répondent d'autres, en faisant valoir que les conservateurs ont remporté là une victoire, qu'elle va leur redonner des muscles, donner à penser au marais (tant au Congrès que dans le parti et l'ensemble du pays) et qu'il n'est jamais bon en politique de braquer le projecteur sur sa propre faiblesse. Et puis surtout la polarisation politique n'est non seulement étendue à de nouvelles couches de la société, mais c'est toute la stratégie de M. Gorbatchev qui s'en trouve aussi fragilisée.

Car sa règle d'or est de ne jamais faire un pas supplémentaire à gauche avant d'avoir fait accepter à droite, par l'appareil, le pas précédent. C'est un jeu difficile, qui suppose de demeurer arbitre entre une poussée réformatrice qu'il suscite et une résistance dont il se pose en dernier espoir.

Or ce qui vient de se produire au Congrès, c'est un affrontement direct entre la gauche et la droite. M. Gorbatchev n'a pas pu l'empêcher, et, s'il se développait maintenant, l'arbitre risquerait de se retrouver en touche ou contraint de choisir son camp.

Même dans les grandes envolées, on sait garder la tête froide, mais dimanche soir, devant le stade Louniki, devenu le Hyde-Park de Moscou, le meeting désormais quotidien était très chaud. On parlait de grèves d'avertissement en soutien aux députés démocrates. M. Gorbatchev ne recevait pas que des compliments. MM. Afanassiev et Sakharov avaient du mal à calmer les ovations passionnées de la foule. C'étaient les débuts d'une vie politique en URSS, et il ne sert à rien en politique de regretter.

BERNARD GUETTA.

Commémoration de la première République d'Arménie à Erevan

Après les trois Républiques baltes et la Géorgie, l'Arménie a été à son tour autorisée à célébrer l'anniversaire de la première République arménienne et à prendre son drapeau comme « emblème national ». Cent mille personnes se sont rassemblées, dimanche 28 mai, à Erevan, jour anniversaire de la proclamation de cette République en 1918. Celle-ci avait été rattachée en 1921, comme la Géorgie, à l'Union soviétique.

Les manifestants se sont rassemblés devant le Matenadaran, musée des archives de la ville, où quelques dizaines de nationalistes arméniens observent depuis une semaine un sit-in permanent pour demander la libération des neuf membres du comité Karabakh encore détenus à Moscou. Selon un de leurs défenseurs, contacté depuis Moscou, les dossiers de ces derniers viennent d'être transmis au parquet d'Arménie, ce qui semble signifier qu'ils devraient prochainement être libérés ou au moins transférés à Erevan. — (AFP.)

En Hongrie

Un ministre se prononce pour la « liquidation » du système communiste

Le ministre d'Etat hongrois Imre Pozsgay, considéré comme chef de file des réformateurs au sein du PC, s'est prononcé pour la « liquidation » du système communiste dans une interview à la station américaine pour l'Europe de l'Est, Radio-Free-Europe, citée dimanche soir 28 mai par la télévision hongroise et l'agence officielle MTL.

M. Pozsgay a estimé, dans la première interview d'un membre du bureau politique (instance dirigeante) du Parti socialiste ouvrier de Hongrie (PSOH) à RFE, qu'il était « impossible de réformer la pratique communiste existant actuellement en Union soviétique et en Europe de l'Est. (...) Ce système doit être liquidé ».

Concernant la réforme politique en Hongrie, le ministre d'Etat envisage « plutôt un parti d'un nouveau type basé sur des idées européennes socialistes et social-démocrates » qu'un « Parti communiste réformé ». — (AFP.)

BELGIQUE : l'enlèvement de M. Paul Vanden Boeynants

Le cerveau du gang, Patrick Haemers, est arrêté à Rio-de-Janeiro

BRUXELLES
de notre correspondant

« Je reconnais avoir participé à l'enlèvement de Paul Vanden Boeynants, mais je nie tout lien avec les tueries du Brabant wallon », a déclaré, dimanche 28 mai à Rio-de-Janeiro, quelques dizaines d'heures après son arrestation, Patrick Haemers (trente-sept ans), considéré en Belgique comme l'« ennemi public numéro un ». Le tueur, qui devrait être extradé vers la fin juin, a été arrêté dans une cabine téléphonique de la grande ville brésilienne en compagnie de ses deux complices, Axel Zeyen (trente-cinq ans), qui est vraisemblablement mêlé au rapt de l'ancien premier ministre belge, et Denise Tyack (trente-quatre ans), dite Sabrina, l'épouse d'Haemers. Cette dernière aurait insulté les gendarmes belges présents à Rio-de-Janeiro, alors que Patrick Haemers aurait versé quelques larmes à la vue de ses complices.

Ce coup de filet a été réalisé grâce à la fructueuse collaboration

entre les polices belge, française et brésilienne. Après l'arrestation, le 14 février à Metz, quelques heures après la libération de M. Vanden Boeynants, de Bert Beugnot, puis celle de plusieurs autres personnes suspectées d'avoir participé à ce rapt — dont Michel Vander Elst, un avocat ami d'Haemers et qui avait son bureau dans l'immeuble même où logeait l'ancien premier ministre, — une grande partie des enquêteurs ayant mis au point et réalisé l'enlèvement de « VDB » sont donc sous les verrous. L'ancien premier ministre avait été enlevé le 14 janvier dernier, puis libéré le 13 février, après versement d'une rançon estimée à plus de 60 millions de francs belges (environ 9 millions de francs français).

Les tueries du Brabant

Les interrogatoires de Patrick Haemers permettront d'en savoir plus sur les activités de celui-ci, et notamment sur sa participation

éventuelle aux tueries du Brabant wallon, cette série de crimes restés inexplicables qui avaient endeuillé la Belgique de 1983 à 1985. S'il a mé, dès son arrestation, avoir été mêlé, de près ou de loin, à cette épopée sanglante, des indices troublants existaient pourtant en ce sens.

Patrick Haemers pourrait aussi être mêlé à un autre crime, toujours resté impuni, celui de Juan Mendez, ingénieur de la Fabrique nationale d'armes. Or, ce dernier assassinat semble être une des « plaques tournantes » de la série de crimes, de vols, de tueries qui ont marqué la Belgique au cours de ces dernières années. Pour le reste, Patrick Haemers aurait, de toute manière, un beau palmars à son actif, et notamment une série impressionnante de hold-up et d'attaques de fourgons postaux au cours desquels plusieurs personnes ont trouvé la mort. Arrêté une première fois le 13 octobre 1986 et condamné à deux ans de prison, il s'échappa le 13 août de l'année suivante, son fourgon cellulaire ayant été attaqué par ses amis.

Fils de commerçants aisés de Bruxelles, Patrick Haemers a déclaré aux journalistes brésiliens — la tradition veut, dans ce pays, que toute personne arrêtée soit présentée rapidement aux journalistes — qu'il comptait mettre fin à sa carrière truand après le rapt de Paul Vanden Boeynants. « Je n'ai fait cela que pour l'argent. Je ne suis membre d'aucun groupe terroriste ou politique. J'ai enlevé Paul Vanden Boeynants à cause de sa renommée et parce que j'avais lu dans un journal qu'il était riche. C'est un grand homme, un type bien, un grand personnage, pour lequel j'ai beaucoup d'admiration », a déclaré Patrick Haemers, qui projetait de négocier — pour 60 millions de francs belges ! — les interviews avec les télévisions internationales. Les mandats d'arrêt en vue de l'extradition de Patrick Haemers et de ses complices ont déjà été signés et seront complétés par d'autres pour que — c'est du moins le souhait des autorités belges — l'extradition puisse avoir lieu avant la fin juin.

JOSE-ALAIN FIALON.

LUCIEN BODARD

Les Grandes

VIE ET MORT A SHANGHAI

De la part de la princesse morte

Le LIVRE de POCHE

KÉNIZÉ MOURAD

De la part de la princesse morte

LUCIEN BODARD

Les Grandes Murailles

ARTHUR MILLER

Au fil du temps

CIZIA ZYKÉ

Fieèvres

ALPHONSE BOUDARD

L'Education d'Alphonse

A.D.G.

Le Grand Sud

PATRICK POIVRE D'ARVOR

Les femmes de ma vie

NIEN CHENG

Vie et mort à Shangai

FRANÇOISE DOLTO

Solitude

Yves SIMON

Le Voyageur Magnifique

Biblio/Biblio-Essais

KNUT HAMSUN

La Faim

PA KIN

Famille

GUGLIELMO FERRERO

Les deux Révolutions Françaises

Classique

CHATEAUBRIAND

Les Natchez/ René/ Atala

Thriller

LE ROUX

et BUCHARD

Fumée verte

Langues modernes

BORGES et BIOY

Nouveaux contes

CASARES

de Bustos Domecq

سكائن الحزن

“NOTRE MARQUE N’EST NULLE PART, ET POURTANT NOUS FAISONS BEAUCOUP PARLER DE NOUS.”



Le logo CGE, vous ne le retrouverez sur aucun produit dans aucun point de vente.

Et pourtant, nous sommes un des premiers groupes industriels mondiaux et nos réalisations dans les domaines de l'énergie et de la communication construisent jour après jour l'Europe industrielle.

Aujourd'hui, pour être encore plus proche de ses grandes activités industrielles et faire profiter ses actionnaires des succès de l'ensemble du groupe, CGE a décidé d'absorber la Compagnie Financière ALCATEL et ALSTHOM.

Dans le secteur de l'énergie et des transports, nous venons de conclure des accords majeurs avec le groupe britannique General Electric Company.

L'un donne naissance à GEC ALSTHOM, un leader mondial sur le marché des équipements destinés à l'énergie et au transport ferroviaire. L'autre permet de renforcer le poids de notre filiale CGEE ALSTHOM dans le domaine du contrôle industriel. Autant d'événements qui nous

placent sous les projecteurs de l'actualité.

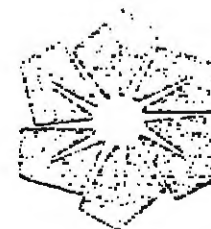
Ils se sont braqués aussi sur nous quand nous avons annoncé nos résultats pour 1988 :

- Un bénéfice net de +15 milliards de francs, en hausse de 23%.
- Une marge nette qui a dépassé, avec deux ans d'avance, l'objectif

de 3% du chiffre d'affaires que nous nous étions fixé.

- Un carnet de commandes de 132,2 milliards de francs à fin 1988, en progression de 18% à structure comparable.

Autant de performances constatées et saluées par les médias. Mais si nous déployons tant d'énergie c'est dans le seul but d'assurer l'avenir de CGE et par là même celui de l'industrie française et européenne.



GROUPE
CGE

Notre marque n'est nulle part, et pourtant nous sommes là.

Diplomatie

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles

C'est peu après 10 heures, lundi 29 mai, que s'est ouvert le sommet de l'OTAN au siège de l'Organisation, dans la banlieue de Bruxelles. Après une brève cérémonie officielle et la traditionnelle scène de la photo des seize chefs d'Etat et de gouvernement (1), les responsables de l'alliance atlantique se sont réunis en séance de travail avant d'être les hôtes à déjeuner du roi Baudouin. Le sommet se terminera mardi en fin de matinée. Deux séances de travail doivent avoir encore lieu, lundi après-midi et mardi matin ; les seize chefs de délégations, conformément à la tradition d'habitude ensemble lundi.

Ces entretiens permettront-ils de trouver une solution au problème des armes nucléaires à courte portée (SNF) qui oppose Washington et Londres aux dirigeants ouest-allemands ? Personne, à la veille du sommet qui marque le quarantième anniversaire de la création de l'OTAN, ne se hasardait à faire des pronostics. D'autant plus que M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, avait réaffirmé dimanche sa volonté de voir s'ouvrir prochainement des

négociations avec Moscou sur la réduction des SNF, voire sur la conclusion d'une troisième option zéro, ce qu'exclut catégoriquement non seulement les Américains et les Britanniques mais aussi la France.

Au cours de la première séance de travail, M. Bush a proposé aux alliés un plan de désarmement en trois points dont le but est double : ravier enfin en cette matière la redoutée à M. Gorbatchev et replacer le problème des SNF dans un plus large contexte, c'est-à-dire celui d'une politique de désarmement global. Le plan de M. Bush comprendrait :

- une réduction de 15 % à 20 % des effectifs des troupes américaines basées en Europe ; ils sont actuellement d'environ 320 000 ;
- une réduction de 10 % à 15 % du nombre d'avions et d'hélicoptères déployés par l'alliance atlantique et le Pacte de Varsovie ;
- l'ouverture de négociations sur les SNF avec l'URSS à la condition expresse que soit conclu d'ici six

mois à un an un accord global sur la réduction des armements conventionnels aux négociations de Vienne et que ce plan soit mis en œuvre d'ici 1992 ou 1993.

Ce dernier point donnera-t-il satisfaction aux Allemands ? Rien n'est moins sûr puisque M. Genscher ne veut pas entendre parler de conditions pour l'ouverture d'une négociation sur les SNF et menace implicitement le chancelier Kohl de déclencher une crise gouvernementale si son point de vue n'est pas respecté.

M. Bush, qui a fait préciser samedi et dimanche à Rome qu'il ne songeait pas à une réduction « multilatérale » des effectifs américains, pourrait aussi proposer de revoir à la baisse les interdictions de livraisons à l'URSS de produits de haute technologie ; les restrictions avaient été imposées au lendemain de l'invasion de l'Afghanistan.

(1) Allemagne fédérale, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grèce, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Norvège, Royaume-Uni et Turquie (la France et l'Espagne ne font pas partie du commandement militaire intégré).

Réuni en congrès à Cologne

Le Parti libéral ouest-allemand apporte son soutien enthousiaste à M. Genscher

BONN
de notre correspondant

Réuni à Cologne les 27 et 28 mai, le congrès du Parti libéral démocrate ouest-allemand (FDP) a fait un triomphe au ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, qui était venu exposer devant les députés sa position dans le conflit qui oppose la République fédérale aux États-Unis sur la question de la modernisation des armes nucléaires à courte portée.

Les ovations des congressistes, qui ont applaudi M. Genscher debout pendant plusieurs minutes, saluaient des propos très fermes sur les exigences posées par le gouvernement fédéral à ses alliés de l'OTAN. Pour M. Genscher, l'ouverture de négociations avec l'URSS sur la réduction des armes nucléaires à courte portée est « urgente » — alors que l'accord passé au sein de la coalition demandait seulement des négociations « prochaines » — et une troisième option zéro concernant ce type d'armes ne doit pas être exclue par principe. En s'exprimant de la sorte, le ministre des affaires étrangères cherchait à fermer la voie à toute tentative de compromis à Bruxelles. M. Jürgen Möllemann, ministre de la formation professionnelle et par ailleurs affilié à la tribune du congrès que toute tentative de dévier de la position définie dans la déclaration gouvernementale du chancelier Kohl du 27 avril dernier entraînerait une crise grave au sein de la coalition et serait susceptible

de provoquer le retrait des ministres libéraux du gouvernement.

S'achève-t-on donc vers une crise de la coalition qui serait fatale au chancelier Kohl ? Le président du FDP, M. Lambrecht, se défend de vouloir, comme certains lui en prêtent l'intention, ouvrir une crise du type de celle qui avait, en octobre 1982, abouti à la chute du chancelier Schmidt. Il a violemment attaqué le Parti social-démocrate qu'il accuse de « traîner derrière lui le cercueil de Karl Marx ».

Double assurance

Le FDP se trouve actuellement dans une situation fort inconfortable. Les dernières consultations électorales ont été catastrophiques pour lui, et une partie des militants ont l'impression d'être entraînés dans la dégringolade dont sont victimes les chrétiens-démocrates ces derniers mois. Ils tiennent donc à marquer leur différence et s'appuient pour cela sur un seul homme, M. Genscher, dont la popularité reste toujours au zénith.

En essayant de lier les mains du chancelier Kohl à Bruxelles, M. Genscher prend une double assurance pour l'avenir : en cas de succès allemand lors du sommet, il en tirera le principal bénéfice, et si jamais le chancelier devait passer outre aux avertissements dérivés à Cologne et procéder à un rapprochement avec M. Bush, il rejeterait la responsabilité d'une éventuelle rupture sur les chrétiens-démocrates.

LUC ROSENZWEIG.

La visite de M. Bush en Italie

« L'alliance atlantique est plus valide que jamais » a dit M. De Mita au président américain

ROME
de notre correspondant

L'heure n'est pas encore venue de « transformer nos épées en charrues ». Ces quelques mots d'essence biblique tirés du discours prononcé, samedi 27 mai, au Vatican, par M. Bush, constituent bien, finalement, la substance du message que le président américain a décidé d'apporter à l'Europe.

« Nous sommes encore loin de cet objectif », a dit M. Bush devant le pape Jean-Paul II, mais « nous avons fait des progrès pour réduire les armements et diminuer le danger de guerre (...) et nous continuerons ». En clair, pas question de laisser toujours apparaître les Soviétiques comme les uniques faiseurs de paix. M. Bush, même s'il entend pas concurrencer M. Gorbatchev « dans le jeu des relations publiques », a bien l'intention de lui reprendre l'initiative.

L'étape romaine de son premier voyage présidentiel en Europe a, dans un premier temps, déstabilisé l'image d'un président immobile et attentiste. C'est en tout cas l'opinion de ses interlocuteurs italiens, conquis par la « force tranquille » qui émanerait de sa personne et de son discours.

Cette visite de cinquante heures a, bien entendu, été largement éclipsée par le difficile sommet de l'OTAN qui attendait les seize partenaires de l'alliance lundi et mardi à Bruxelles. Mais, à Rome, le successeur de M. Reagan, toujours souriant et apparemment détendu, est resté, en public, dans le domaine des généralités.

Il avait fait l'éloge du pays hôte qui « s'est toujours montré prompt à défendre l'alliance ». « Peu de peuples au monde ont mérité de la part des États-Unis autant de respect que celui d'Italie », a encore dit

le président américain à M. De Mita, le premier ministre démissionnaire depuis une dizaine de jours, mais toujours en charge des affaires courantes. « L'alliance atlantique est plus valide que jamais, lui a répondu ce dernier. Personne ne songe à renoncer à s'engager à fond dans un moment qui paraît si favorable à des progrès décisifs sur la sécurité en Europe ». L'Italie, qui cherche toujours à concilier les positions, et qui tendait jusqu'ici à « comprendre » celle de la RFA dans l'affaire des missiles, semble avoir fait un pas de plus dans la direction américaine.

La presse romaine s'est fait l'écho de craintes concernant les soixante-douze F-16 expulsés d'Espagne dans un délai de trois ans et que l'Italie s'est engagée à recevoir chez elle, en Calabre. « Si ces appareils étaient rapatriés aux États-Unis, dit-on ici dans les milieux militaires, le flanc sud de l'OTAN serait affaibli, et toute l'alliance avec lui ». On n'en est pas là. La paix, oui, mais pas à n'importe quel prix. Le président des États-Unis l'a dit sous toutes les formes à tous ses interlocuteurs.

Le message Memorial Day

Et d'abord aux quelques milliers de personnes réunies dimanche au cimetière américain de Nettuno, à 60 kilomètres de Rome. C'est là, face à une marée de 7 862 croix blanches inscrites de soie, que M. Bush a lancé son message du Memorial Day retraçant aux États-Unis.

« Nous sommes rassemblés ici, a dit le président la voix cassée par l'émotion, pour honorer les milliers de jeunes qui se sont exposés afin que d'autres puissent vivre libres. » Chacun s'est alors souvenu qu'en 1944, plus de dix mille Américains sont tombés pour la libération de l'Italie. « Je pense, a poursuivi M. Bush, que les générations qui ont grandi, des deux côtés de l'Atlantique, en paix et dans la prospérité (...), il est peut-être difficile de comprendre pourquoi nous devons conserver une forte dissuasion militaire (...). La réponse est là, dans la silence de ces tombes. Le prix de la liberté n'est jamais compris qu'au moment où frappe la tragédie ».

Au pape Jean-Paul II, la veille, le président avait dit : « Il n'y a pas de paix véritable et durable sans respect des droits de l'homme, sans la liberté des peuples », y compris, bien sûr, « la liberté religieuse, un droit que les gouvernements doivent protéger et non pas menacer ».

A cet égard, M. Bush s'est « félicité » du récent accord entre l'Église et l'État polonais, « la première normalisation de ce type dans un État communiste ». L'Amérique s'est engagée à encourager « les réformes politiques et économiques en Pologne et ailleurs en Europe de l'Est ».

« Nous sommes satisfaits, a poursuivi M. Bush devant Jean-Paul II, de voir que les tensions ont été réduites dans certaines régions d'Asie et d'Afrique australe. » Pas au point, cependant, de recevoir personnellement M. « Pék » Boïa, le chef de la diplomatie sud-africaine, « de passage » à Rome après une visite à Bonn, mais tout de même...

M. Boïa veut « abolir l'apartheid »

Le président, qui recevra peut-être cette année, à Washington, M. Frederick De Klerk, successeur probable de M. Pieter Boïa à la tête de la République sud-africaine, a chargé M. James Baker, son secrétaire d'Etat, de rencontrer le ministre de Pretoria. « M. Boïa, a dit

ensuite M. Baker, nous a indiqué que son gouvernement avait l'intention d'abolir l'apartheid. Nous en sommes satisfaits. » Le Sud-Africain, lui, est allé un peu plus loin, affirmant devant la presse que son gouvernement, dorénavant, « accepte le fait que la domination blanche doit prendre fin ». Il a aussi espéré que le Congrès national africain (ANC) renonce à la violence. « Je crois que le temps des violences comme moyen de résoudre les problèmes politiques est terminé », a conclu M. Boïa. M. Bush n'a pas dit autre chose, notamment à propos... du Liban.

« Je veux vous assurer, a-t-il affirmé au pape, que nous continuerons de faire tout ce qui est possible pour ramener la paix et aider à restaurer l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban ».

Et il a appelé au « démantèlement des milices » et au « retrait des forces étrangères » de ce pays. Les cinquante-cinq minutes d'entretien en tête-à-tête entre le chef de l'État catholique et le président américain n'ont fait l'objet d'aucun compte rendu détaillé. Nul doute que les deux hommes, qui disposent chacun dans leur domaine de services de renseignements de haute qualité, avaient beaucoup d'informations et d'impressions à échanger. Pendant ce temps, l'épouse du président visitait Saint-Pierre et servait des pâtes aux pauvres d'un hospice de Rome géré par l'ordre de Mère Teresa.

PATRICE CLAUDE.

En vertu d'un accord secret de 1961

La France et les États-Unis échangent des informations en matière de technologie des armes nucléaires

La France et les États-Unis échangent des informations en matière de technologie des armes nucléaires en vertu d'un accord secret de 1961 (soit cinq ans avant le retrait des forces françaises du commandement intégré de l'OTAN), qui n'est entré en application, en réalité, qu'en 1972 et qui depuis a été renouvelé et amendé en 1985.

Cette révélation, confirmée partiellement par le Pentagone et le ministère français de la défense, figure dans un article paru, samedi 27 mai, à la veille du sommet de l'alliance atlantique à Bruxelles, dans la revue américaine Foreign Policy et rédigé par M. Richard Ullman.

L'auteur fut, dans les années 60, fonctionnaire au ministère américain de la défense et au conseil national de sécurité à Washington. Il est aujourd'hui professeur de relations internationales à l'université de Princeton.

Selon M. Ullman, la collaboration nucléaire américano-française a été « l'un des secrets les plus étroitement protégés » par les deux gouvernements, et elle pourrait, à la différence des accords américano-britanniques qui ont été approuvés par le Congrès, constituer « presque certainement » une violation de la législation américaine. Cet accord américano-français remonte en son principe à 1961, du temps, donc, où le général de Gaulle était président de la République et cinq ans avant qu'il n'annonce, lui-même, à Paris, sa décision de retirer les forces françaises du commandement militaire intégré de l'OTAN.

Le Pentagone a précisé que l'accord de 1961, dont le ministère français de la défense a confirmé l'existence, prévoyait « un échange d'informations sur les armes nucléaires en liaison avec les impératifs militaires opérationnels ».

Cet accord a été révisé à l'occasion d'une rencontre entre Georges Pompidou, alors chef de l'État, et M. Richard Nixon, à la Maison Blanche. Depuis 1972, plusieurs réunions, auxquelles ont participé des techniciens des deux pays, ont eu lieu chaque année, selon le Pentagone. Confirmant une précision donnée par M. Ullman, le ministère français de la défense a, de son côté, indiqué que cet accord avait été amendé et renouvelé en 1985, sous la présidence de M. François Mitterrand. Ce nouvel accord autorise certains échanges d'informations essentiellement consacrés à l'accroissement de la sécurité et de la fiabilité des sites nucléaires.

Après une centaine d'entretiens menés au cours des deux dernières années avec des responsables ayant participé à ces contacts franco-américains, M. Ullman a en conclusion que les États-Unis avaient donné à la France des informations sur la possibilité de pénétration de la défense soviétique, sur la miniaturisation des éléments composant les têtes nucléaires multiples à trajectoire indépendante, sur les systèmes de guidage et de propulsion des missiles, sur les effets de l'implosion électromagnétique déployée par une explosion nucléaire et, enfin, sur une éventuelle répartition des cibles en URSS de façon qu'il n'y ait pas d'interférence entre les plans de tir américains et la programmation française des tirs.

Selon M. Ullman, ces échanges d'informations furent plutôt favorables à la France au début, mais, au fil des années, la technologie française évoluant, ils sont devenus équilibrés, les États-Unis y trouvant leur compte.

Le Pentagone a précisé que le transfert d'armes nucléaires, de composants nucléaires d'armements,

de sources ou de matériaux nucléaires était exclu de l'accord. C'est en quoi, a ajouté son porte-parole, les échanges de données entre les deux pays ne sont pas illégaux.

Pour sa part, le ministère français de la défense a fait savoir que « ces accords n'ont donné lieu à aucun transfert de concepts ou de formules, même si certains des travaux effectués dans leur cadre sont classifiés. C'est avec ses propres moyens que la France construit une dissuasion nucléaire indépendante. Les échanges d'informations techniques avec les États-Unis ne se traduisent par aucune dépendance des forces nucléaires françaises et n'ont, à l'origine, aucune conséquence sur l'indépendance de la décision française quant à l'emploi des forces ».

Ces révélations de Foreign Policy interviennent à la veille du sommet atlantique à Bruxelles, où l'on débat des armes nucléaires à courte portée en présence de M. Mitterrand, qui a, maintenu, lors d'une récente conférence de presse, le point de vue de la France, selon lequel elle possède des armes de cette catégorie totalement indépendantes (comme le Pluton ou le missile ASMP) et, donc, non comparables dans la négociation Est-Ouest.

Selon des sources militaires françaises, les échanges franco-américains ont surtout été des conseils pour empêcher les techniciens français de se fourvoyer sur de mauvaises voies de recherche ou dans des impasses technologiques, notamment en matière, à l'époque, d'armes thermonucléaires et, plus récemment, pour les aides à la pénétration des satellites : D'autre part, des moyens cartographiques, par relevés de satellites espions américains, facilitent la navigation à basse altitude des avions nucléaires français et la désignation de leurs objectifs éventuels.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Démissions en série à Washington

Le vent de moralisme qui souffle depuis plusieurs mois sur la politique américaine vient de faire tomber une nouvelle tête, celle de M. Tony Coelho, numéro trois de la majorité démocrate à la Chambre des représentants. L'exigence de vertu est telle que désormais les personnalités susceptibles d'être soumises à l'inspection du Congrès préfèrent prévenir les ennemis en démissionnant avant toute enquête — sans compter celles qui, à l'avance, refusent maintenant de briguer un poste ou d'accepter une nomination.

M. Coelho, quarante-sept ans, représentant de Californie, a annoncé, samedi 27 mai, qu'il abandonnerait son siège le 15 juin, sachant que circulent au Capitole des informations selon lesquelles il aurait effectué dans des conditions douteuses un investissement de 100 000 dollars dans des obligations à haut risque. Il a démenti avoir mal agi, mais a expliqué sa décision par le souci d'éviter « davantage de troubles » à son parti.

En effet, pour des irrégularités financières qui, en d'autres temps, n'auraient guère causé de remous, le président (speaker) de la Chambre, démocrate lui aussi, M. Jim Wright pourrait être amené à se démettre au cours des prochains jours, après avoir comparu la semaine dernière, devant la commission d'éthique de l'Assemblée. En février, le Sénat avait rejeté la nomination de M. John Tower au poste de secrétaire d'Etat à la défense, certains lui reprochant d'avoir un penchant excessif pour l'alcool et les dames — sinon d'avoir travaillé pour des firmes bénéficiant d'importations de la part du Pentagone.

Par ailleurs, jeudi dernier, le secrétaire adjoint à la défense pour les affaires internationales, M. Richard Armitage, qui venait d'être désigné par le président Bush pour devenir secrétaire à l'Armée de terre avait fait savoir qu'il renoncera à ces deux fonctions. Il a invoqué des « raisons familiales », mais on sait qu'il craignait d'avoir pour la confirmation de sa désignation à répondre devant une commission du Sénat de son rôle supposé dans l'affaire de l'Irangate.

Les retombées de cette affaire hypochondrique ébranlent les « confirmations » de M. John Negroponte et Donald Gregg, choisis pour être, respectivement, ambassadeurs au Mexique et en Corée du Sud. — (AFP.)

ARGENTINE

Le président Alfonsín annonce un nouveau plan économique

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le président argentin Raúl Alfonsín a annoncé dimanche 28 mai un « ultime » — selon ses dires — plan économique, pour six mois, bien que peu de monde dans la classe politique ne croie que le président puisse tenir son poste jusqu'à la fin de son mandat, le 8 juin. Il a, en principe, transmis le pouvoir à M. Carlos Menem, nouvel élu, le 10 décembre (1). « Personne », a déclaré M. Alfonsín, n'a d'excuses pour abandonner la lutte. Il a souligné la nécessité que son programme soit soutenu par tous, « sinon il est voué à l'échec ». « Or, si-t-il prévient, la situation est extrêmement dangereuse ».

L'idée de fond du nouveau plan, consiste à faire payer les riches qui doivent considérer cela — non comme un châtiment, mais comme une contribution de solidarité. Il s'agit, en outre, de pourchasser les spéculateurs qu'il a qualifiés d'« éléments nocifs » contre lesquels il compte « un traitement légal et répressif ». Les mesures qui doivent être votées par le Congrès avant la fin de la semaine prochaine ne sont pas nouvelles, mais elles sont dracونيennes : un type de change unique — destiné à favoriser la compétitivité des exportations argentines — est créé pour certaines opérations économiques, considérées comme prioritaires. Ce qui fait penser à un retour au contrôle des changes, d'autant qu'il précise que toute transaction qui se situe en marge de ce régime sera considérée comme « un délit criminel ».

Des impôts de 30 % sur les exportations agricoles et de 20 % sur celles de l'industrie sont également prévus. Les prix seront strictement contrôlés. Les dépenses de l'État seront diminuées. Ce plan à court terme se heurte à l'incertitude et à l'inquiétude de la population qui redoute une explosion sociale. Déjà des supermarchés de la capitale, et de différentes provinces, ont été pillés.

(1) Des négociations — qui ont échoué jusqu'à maintenant — avaient été entreprises avec M. Menem et les personnalités pour essayer d'apaiser en raison de la gravité de la crise économique.

مكتبة الأمل

Amériques

... Le Monde • Mardi 30 mai 1989 9

EN ROUTE VERS UN MONDE PLUS FLUIDE.



Chez Calberson, quelle que soit
notre activité, transport, transit,
entreposage ou distribution,
nous avons tous le même objectif :

rendre le monde plus fluide.
C'est pour cela que nous investissons
dans les technologies nouvelles,
en logistique, en informatique.

Que nous développons la formation
de nos hommes. Que nous amplifions
notre réseau mondial. Aujourd'hui,
nous sommes 15 000 hommes

et femmes dans 30 pays à
partager cet idéal. Avec Calberson,
en route vers un monde
plus fluide.



calberson

183, Av. de Clichy, 75017 Paris - Tél. : (1) 42 28 41 11

VOUS PARTICIPEZ A LA
DÉCISION DANS L'ENTREPRISE

VOUS

SECRÉTAIRES'89

salon

6 - 7 - 8 JUIN 1989 DE 9 H A 19 H
ESPACE CHAMPERRET - PORTE DE CHAMPERRET - PARIS 17^e

ENTRÉE GRATUITE

ALPHA

POINT COMPO

Le salon SECRÉTAIRES'89 est organisé
par PADO-SILVHEIM
04, rue du Rocher - 75008 PARIS Tél. (1) 42 93 60 25

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES
ET MÉDECINE

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche
MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement
d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1987 sur la propriété
littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires

Vos manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Télax : 612358 F

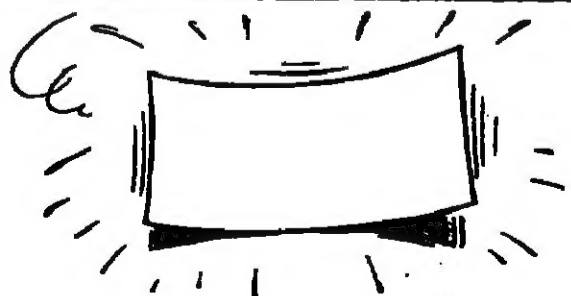
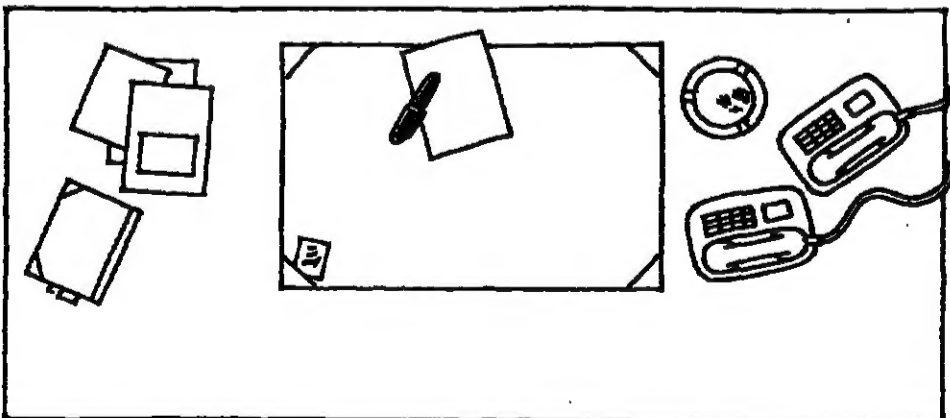
JE VAIS VOUS FAIRE
UNE CONFIDENCE
MON CHER BERNARD,
À VOTRE ÂGE, JE VOUS
RESSEMBLAIS BEAUCOUP...

TOUTJOURS PRESSÉ,
TOUTJOURS EN RETARD...

ET PLUS UN JOUR
J'AI RATÉ UN GROS
CONTRAT...

COMME VOUS HIER...

UN CIGARE ?...



LE MÉTRO, C'EST UNE AFFAIRE DE BON SENS

SANTIAGO
de nos envoyés spéciaux

Ce n'est plus tout à fait la dictature, ce n'est pas encore la démocratie. Le général Augusto Pinochet est toujours chef d'État et commandant en chef des forces armées. Mais depuis le 5 octobre dernier, depuis que 55 % de l'électorat chilien a répondu « non » au plébiscite, l'atmosphère a changé au Chili. Dans la presse tout d'abord. Ainsi, le très conservateur et très officiel *Mercurio* vient-il de rendre compte, en une double page, du quinzième congrès du Parti communiste chilien — toujours interdit — et a même publié un long entretien avec l'un de ses dirigeants nationaux.

Les violations des droits de l'homme, qui furent terribles, et nombreuses, représentent aujourd'hui davantage le passé que le quotidien du régime — aux dires même des opposants. Dans les rues aussi les choses changent. Aux bombes rapides perpétrées dans les quartiers populaires pour styliser celui qu'on appelle le « chacal » (le général Pinochet) se sont ajoutées ces grandes fresques (murales), qui ont été, en leur temps, le symbole culturel de l'Unité populaire de Salvador Allende. L'une d'elle, qui orne la façade d'un immeuble de Villa-Francia, est dédiée aux victimes de la dictature tombées dans cette banlieue populaire.

Il serait évidemment absurde de croire que tout va pour le mieux dans le meilleur des Chilis possibles. Les instruments de la dictature, au premier rang desquels figure le fameux Centre national d'investigation (CNI), la police secrète de l'armée, sont toujours en place. La contraignante législation sociale demeure aussi. Ainsi, un employé peut faire grève : une fois par an, lors des négociations salariales ; mais au-delà de soixante jours — pendant lesquels son employeur peut recourir à du personnel intérimaire — il est considéré comme démissionnaire s'il ne rejoint pas son poste de travail. La présence militaire ne s'efface pas en dehors de la traditionnelle relève de la garde devant le palais national de la Moneda. Mais il y a le général.

Aimer
un bulldozer ?

L'attitude d'Augusto Pinochet reste la grande inconnue de cette transition, qui a déjà commencé sous ses yeux. A une question sur l'avenir possible du dictateur, un dirigeant de l'opposition répondait tout simplement : « Au mieux, il ne se passera rien. » Comme si, tout à coup, le général Pinochet pouvait disparaître et prendre une simple retraite. L'actuel chef de l'État, lui, garde au moins l'ambition (aux termes de « sa » Constitution, approuvée par référendum en 1980) de demeurer, après l'élection présidentielle de décembre et la passation des pouvoirs de mars 1990, commandant en chef des forces armées. Ne songe plus à avancer l'éventualité d'une nouvelle candidature de sa part à la magistrature suprême qu'un quarton d'irréductibles. Cette opinion semblait presque partagée — décision oblige — par l'opposition (s'était l'impression en dehors de la Constitution) : celle-ci ne croit-elle pas trouver en lui l'adversaire le plus facile à battre par son candidat unique ?

Parmi les inconditionnels « sérieux » du général Pinochet figure un ancien dirigeant de la trop fameuse CNI, M. Álvaro Corbalán, aujourd'hui à la tête d'une formation intitulée Avancée nationale. Il a annoncé qu'en cas de victoire de l'opposition, il prendrait le maquis, armes à la main. Cette déclaration a été fermement démentie par tout le monde, et a, au fond, provoqué davantage de sourires que de réelles inquiétudes. Il est vrai qu'au sein même de la droite la candidature du général Pinochet est presque unanimement rejetée. La formation conservatrice la plus en vue, Rénovation nationale, devrait désigner prochainement son candidat, qui ne serait autre que son président, l'ancien ministre de l'Intérieur (1983-1985), M. Sergio Onofre Jarpa.

De son passage à la tête d'un cabinet « pinochétiste », il a gardé d'autres souvenirs, tel celui de sa prestation de serment exigée par Pinochet le jour même où des manifestants étaient tués par les forces de l'ordre lors d'une protestation (manifestation). Les accrochages entre les deux hommes ont été nombreux et violents, et il n'est certainement pas dans l'esprit de l'homme politique de céder désormais la place au gé-

Amériques

CHILI : plus de six mois avant l'élection présidentielle

Déjà l'après-Pinochet

ral, qui a tant cherché à briser sa carrière.

Pour la droite, assez atomisée, le leitmotiv semble être devenu « Pinochet, c'est le passé ! ». Comment cet homme de guerre peut-il prétendre remettre le pays sur la voie de la démocratie ? Peut-on aimer un bulldozer ? — résume plaisamment un de ses dirigeants. La recomposition du paysage chilien et le futur retour à la démocratie imposent en effet aux dirigeants de la droite d'en finir avec le général — principal obstacle à leur volonté de représenter dans un prochain avenir une alternance crédible. Seule l'UDI, scission extrême de l'Unité nationale dirigée par l'idéologue M. Jaime Guzmán, continue de voir en Augusto Pinochet l'avenir du pays.

L'opposition
est prête

En finir avec Pinochet, et même avec « sa » Constitution. La quasi-totalité des partis politiques soutient d'une même voix l'adoption d'une réforme de cette charte. Au sein même du gouvernement, le ministre de l'Intérieur, M. Carlos Cáceres, défend une telle démarche. Il vient de renouer avec l'opposition sur ce thème un dialogue qui s'était rompu début mai. Il a, pour ce faire, le soutien de quelques-uns de ses collègues ministres, mais aussi d'une partie des forces armées. Il est en communication évidente, en revanche, avec le souhait du chef de l'État qu'on ne touche pas à son « enfant ». Les négociations portent essentiellement sur l'abrogation de l'article interdisant le Parti communiste, sur la fin de la désignation par le pouvoir d'un tiers des sénateurs et sur les pouvoirs de révision constitutionnelle de la prochaine Assemblée. Si un accord intervenait dans un proche délai, un plébiscite pourrait alors ratifier ces modifications avant l'élection présidentielle du 14 décembre.

L'armée de terre elle-même, pourtant peu portée aux déclarations publiques, vient d'indiquer par la voix du général Jorge Zúñiga, numéro deux de l'armée de terre, quelle serait sa « seule et unique demande possible » : la victoire du candidat à l'élection présidentielle filial le candidat de l'opposition. Même si le général affirmait — que peut dire en ce domaine l'adjoint militaire du chef de l'État ? — que Pinochet « serait un bon candidat pour le pays », ses déclarations ont été bien accueillies par la plus grande partie des hommes politiques.

Si la droite s'appête à perdre le scrutin du 14 décembre (destiné à élire, outre le président de la République, les députés et les sénateurs), l'opposition s'organise pour la victoire. Pour l'heure, aucun nom de candidat n'est avancé officiellement. Mais l'hypothèse d'une candidature admise par la totalité des forces

d'opposition — y compris par un Parti communiste qui a fait officiellement retour, ces derniers jours, à la « voie légale » (1). Ce candidat sera presque certainement l'actuel « pré-candidat » du Parti démocrate chrétien, M. Patricio Aylwin. Sa consécration ne dépend plus que d'un accord sur la composition des listes présentées pour l'élection des députés et sénateurs. La traction, cependant s'élève. A à, deux raisons.

Tout d'abord, comme nous le dit M. Patricio Aylwin : « Après seize ans de dictature, les postulants sont nombreux, et les places comptées. Dans chaque parti, les choix sont difficiles, y compris dans le nôtre. Ensuite, la législation électorale confie à l'absurde. En raison de la règle dite du « scrutin binominal », il suffit à un parti d'obtenir environ 35 % des voix dans tous les districts du pays pour s'assurer de la moitié des sièges de l'Assemblée. Si l'on ajoute à cela un découpage électoral fait « sur mesure » par le régime, on comprend mieux les difficultés de constitution de ces listes.

Malgré tout, la relève se prépare. Les dix-sept partis de l'opposition réunis dans la Concertación democrática (de la démocratie chrétienne à la gauche socialiste, sans le Parti communiste) sont pratiquement d'accord sur les tâches du futur gouvernement de transition : nécessité de juger, devant des tribunaux ordinaires, les responsables de violations des droits de l'homme, sans mettre en cause l'institution militaire elle-même ; obligation de répondre aux demandes justifiées des secteurs sociaux les plus démunis, sans porter atteinte aux grands équilibres économiques.

« L'opposition est prête », disent ses principaux responsables, en insistant sur l'« extraordinaire » préparation des spécialistes de tous secteurs. Ceux-ci, il est vrai, arpentent depuis des années les divers centres d'études des partis. Tous les opposants s'accordent aussi pour penser que le prochain gouvernement devra être un « gouvernement d'unité ». Ils affirment que tous les partis mettront leurs experts au service du futur président. On en oublie presque le général Pinochet.

GILLES BAUDIN
et DENIS HAUTIN-GURAUT.

(1) Lors de son quinzième congrès, clandestin, réuni tout récemment, le PC chilien a désigné un nouveau secrétaire général, M. Volodia Teitelboim, resté d'un long exil en URSS à la fin de 1988. Il succède à M. Luis Corvalán, qui occupait la fonction depuis des lustres. Le congrès a, en outre, décidé d'envoyer fin à son appel à cette « voie amicale », qui, depuis la fin de 1980, était devenue, contre sa tradition historique, la ligne du parti. Cette décision devait conduire à l'extinction de l'essentiel du « Front patriotique Manuel Rodríguez », responsable de nombreux attentats, dont celui en 1986 contre le général Pinochet.

VIENT DE PARAÎTRE :

LA TRIBUNE

D'OCTOBRE

Revue bimensuelle (langues Arabe - Français)

AU SOMMAIRE :

ALGÉRIE :

- Interview exclusive d'Ahmed BEN BELLA
- Les intellectuels algériens réclament le retour des exilés.
- Le M.D.A. à Alger

PALESTINE :

- Chronique des événements courants.

HISTOIRE :

- « Révolution française et Nationalisme algérien », par Albert Paul Lentini

et ses rubriques habituelles : immigration, développement, droits de l'homme, etc.

Spécimen gratuit sur demande à :
Sté ALTERNATIVES, B.P. 253, 93511 Montreuil

مكتبة الحبيب

Politique

La préparation des élections du 18 juin

L'Europe paie

Les sondages au secours de la campagne. La faible perception de l'enjeu intérieur du scrutin européen nuisait à la mobilisation de l'opinion. L'enquête IPOS, dont les résultats ont été publiés par le *Journal du dimanche*, donne du lustre à une compétition qui semblait réservée aux initiés. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui se proposait de dépasser les 30 % de suffrages, de devancer M. Laurent Fabius et de marginaliser M. Simone Veil, est actuellement situé sensiblement derrière le chef de file socialiste (respectivement 25 % et 28 %) et n'obtiendrait pas le double des voix de la liste centriste (cédée de 14 % des intentions de vote).

L'Europe paie : M. Fabius s'est placé dans le sillage du président de la République, dont il s'affirme — en s'aidant de la « censure » du 16 mai — comme le seul, parmi les têtes de liste, à soutenir l'action européenne ; M. Veil incarne, par définition, l'Europe. M. Giscard d'Estaing, par définition, l'Europe. M. Giscard d'Estaing, par définition, l'Europe. M. Giscard d'Estaing, par définition, l'Europe.

tourable. L'ancienne présidente du Parlement de Strasbourg ne manque pas une occasion de souligner qu'elle est la seule à agir, depuis dix ans, dans l'espace européen, alors qu'on peut douter que ses concurrents aient la Communauté pour principal horizon.

Le débat interne à l'opposition, lancé par les rénovateurs au lendemain des élections municipales, sert, aussi, M. Veil. Celle-ci a pris fait et cause pour la nouvelle génération, réservant ses premiers déplacements en province à Toulouse (M. Dominique Baudis) et à Lyon (MM. Michel Noir et Charles Millon). Le résultat que lui promettent les sondages témoigne de la faveur dont bénéficie la nouvelle génération dans l'électorat de l'opposition.

Mieux se porte M. Veil, mieux navigue M. Fabius. Le chef de file socialiste, après avoir

hérité, avait refusé de participer à l'entreprise de marginalisation de la liste centriste que lui proposait M. Giscard d'Estaing. Il persiste à ne pas vouloir un face à face télévisé avec l'ancien chef de l'Etat, invité, lundi 29 mai, de « l'heure de vérité » sur Antenne 2. L'alliance « objective » s'est nouée entre M. Fabius et M. Veil, au détriment du chef de file UDF-RPR, qui risque d'être pris dans une seringue.

Le pouvoir a tout lieu de se réjouir, en outre, de voir les deux listes de l'opposition créditées, au total, de moins de 40 % des intentions de vote, alors que la liste conduite par M. Veil en avait réuni près de 43 % en 1984. Les socialistes pourraient ainsi consolider leur majorité relative, tandis que tous les espoirs sont, de nouveau permis à M. Jean-Marie Le Pen. L'extrême droite profite de la volonté de M. Giscard d'Estaing de se position-

ner au centre et des efforts de son chef de file pour écarter la tendance « populiste » de son mouvement et recouvrer une apparence de respectabilité. Le résultat de l'élection cantonale partielle de Perpignan, où règne un micro-climat favorable, montre que l'électorat lepéniste, qui a tendance à se mobiliser plus tardivement que les autres, est toujours là.

Les Verts, eux aussi à l'affût du vote sanction ou du vote refuge, vont recevoir, à leur tour, après quelques vicissitudes, l'onction médiatique de « l'heure de vérité », le 31 mai. Les socialistes — et pas seulement eux — attendent beaucoup des déboires qu'ils prévoient pour le chef de file écologiste, M. Antoine Waechter, lors de ce baptême du feu. Les sondages montrent que les électeurs de chaque camp sont présents à l'appel. Il s'agit, maintenant, de les retenir.

PATRICK JARREAU
et DANIEL CARTON.

La campagne de M. Laurent Fabius

Un plan de lutte contre la pauvreté

M. Laurent Fabius a déclaré, dimanche 28 mai, au « Forum FR3-Radio-Montecarlo », qu'il y a « deux différences majeures » entre les orientations des listes de M. Valéry Giscard d'Estaing, et de M. Simone Veil et celles de la liste qu'il conduit : celle dernière « est, en la seule à soutenir fermement l'action européenne du président Mitterrand » ; les listes de droite proposent une Europe de « laissez-aller », de « laissez-polluer », tandis que celle du PS veut « une Europe organisée ».

Interrogé sur les propos de M. Jean-Marie Le Pen affirmant que l'arrestation de Touvier est un

« coup » électoral, M. Fabius a déclaré : « De toutes les manières, depuis ce que M. Le Pen a dit sur « Dursfour criminaire », toute discussion est finie. Je n'attaque pas d'importance, pas de crédit, pas de considération, et, surtout, pas de respect à ce qu'il dit ».

Le chef de file socialiste a précisé le contenu du plan européen de lutte contre la pauvreté, qu'il propose : généraliser un revenu minimum européen ; « offrir un toit européen aux sans-abri » ; créer une banque alimentaire européenne ; faire intervenir le

Fonds social européen en faveur des chômeurs de longue durée.

Le président de l'Assemblée nationale a indiqué, en outre, que lors de la conférence des présidents des Parlements de la CEE à laquelle il avait participé, les 19 et 20 mai, à Madrid, il avait été décidé que, « l'année prochaine et les années qui viennent, tous les Parlements d'Europe et le Parlement européen auront un rendez-vous de l'Europe, où ils traiteront tous en débat avec leur gouvernement le même sujet : l'inter-européen ».

M. Philippe Herzog lance un appel aux syndicalistes

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 28 mai, M. Philippe Herzog, tête de liste du PCF aux élections européennes, a indiqué qu'il prônait « une initiative politique » en lançant « un appel aux syndicalistes » dans le cadre de « la troisième étape » de sa campagne. Alors que M. Laurent Fabius a récemment rencontré des syndicalistes au cours de la conférence européenne des travailleurs », organisée par les partis socialistes et sociaux-démocrates, M. Herzog, qui, de son côté, a déjà dialogué avec les dirigeants de la CGT et d'autres dirigeants syndicaux liés aux PCF, a souhaité « faire lever les forces sociales et syndicales existant en France afin de faire barrage aux puissances d'argent et aux atteintes contre les droits sociaux et nationaux ».

A l'intérieur de l'Hexagone, il s'est adressé à FO et à la CFDT et, en dehors, à la Confédération européenne des syndicats (CES), aux syndicats allemands (DGB), italien (CGIL) et britannique (TUC), afin de les rencontrer. Il s'est élevé contre la mise en forme d'une charte des droits sociaux qui serait « une feuille de vigne pour dissimuler les atteintes aux droits dans chaque pays ».

Estimant que les socialistes sont dans une « formidable contradiction » car « tous leurs actes les associent à des gens de droite », il a conseillé à M. Fabius de sortir du « petit cinéma de la démagogie sur l'Europe sociale ». Il a accusé les socialistes, « coupables de se retrouver des droits sociaux qui seraient « une feuille de vigne pour dissimuler les atteintes aux droits dans chaque pays ».

Personne n'étant exempt de contradictions, M. Herzog a assuré que son « objectif politique est de [se] rapprocher de [ses] alliés potentiels », en parlant du PC italien avec lequel le PCF est au plus mal, et en déclarant que « les sociaux-démocrates allemands sont plus proches de nous, et même la droite allemande ». Ce qui n'est apparemment pas le cas de la droite française puisque M. Valéry Giscard d'Estaing, chef de file de la liste UDF-RPR, « a soutenu la montée des sociétés multinationales et de l'affairisme en France ».

A propos d'affairisme, il s'en est pris vigoureusement au chanteur Yves Montand, « un ami du baron Empain », qui fait actuellement campagne pour Solidarité en Pologne mais qui, selon M. Herzog, « est mal placé pour donner des leçons de socialisme ». Il semble qu'il était mieux placé, en 1956, avec l'appui du PCF !

« Le racisme ordinaire n'a pas disparu »

M. Laurent Fabius a défendu, samedi 27 mai, « l'Europe de la justice sociale, l'Europe que souhaite François Mitterrand », au cours d'une visite dans le nord de la Franche-Comté, visite placée avant tout, sous le signe de la lutte contre le racisme.

Après avoir été reçu à Belfort par M. Jean-Pierre Chevènement, le président de l'Assemblée nationale a dévoilé une stèle élevée à la mémoire des habitants de Champagny (Haute-Saône) qui, le 19 mars 1789, avaient demandé dans leur cahier de doléances l'abolition de l'esclavage.

Visitant la Maison de la négritude, sorte de chapelle laïque dédiée aux droits de l'homme autour du « vœu de Champagny », M. Fabius a évoqué le « racisme ordinaire, quotidien, qui n'a pas disparu en France », avant de fustiger celui qui est en vigueur en Afrique du Sud.

A Champagny, puis à Héricourt (Haute-Saône), où il a inauguré une rue Nelson-Mandela au côté du maire et député socialiste, Jean-Pierre Michel, l'ancien premier ministre a notamment lancé : « Il faut que l'apartheid disparaisse en Afrique du Sud avant la fin du siècle ».

M. Fabius a été invité à un déjeuner privé chez les parents de M. Nora Zaidi, dans un quartier populaire à très forte population immigrée de Béthencourt. Avant d'être candidate en position éligible sur la liste socialiste, la jeune femme était présidente de l'antenne locale de SOS-Racisme.

L'émancipation des femmes « à deux vitesses »

A l'heure où l'on reconnaît les femmes figurant sur les différentes listes pour l'élection européenne, les femmes du PS tenaient colloque, samedi 27 mai, à Paris, sur le thème : « Femmes européennes : les solidarités ». Organisée par l'ancien ministre, Mme Yvette Roudy, la rencontre a été l'occasion de réaffirmer la volonté du parti de soutenir le point sur l'état de la législation en matière d'égalité professionnelle, sur la violence, sur la montée de l'intégrisme et, plus généralement, sur le combat féministe.

Requis spécialement, au terme des débats, deux représentants du sexe fort, M. Pierre Mauroy et M. Laurent Fabius, auront créé l'événement de ce colloque. Le premier secrétaire du PS, reconnaissant, a promis une modification des statuts du parti lors du prochain congrès, visant dans le sens d'une meilleure représentation des femmes. Il envisage de porter les quotas pour les élections de 20 % à 30 % et, pour les instances du parti (comité directeur), à 40 %.

Rendant hommage au travail de Mme Roudy, réalisée de 1981 à 1986, M. Mauroy a souligné que le PS et le gouvernement « n'ont pas pu mener à bien, sans éprouver de la nécessité de rechercher un consensus », « il faut s'interroger sur le manque de nos débats idéologiques, et il dit. Nous ne devons pas accepter des idées qui ne sont pas les nôtres. Nous ne devons pas cep-

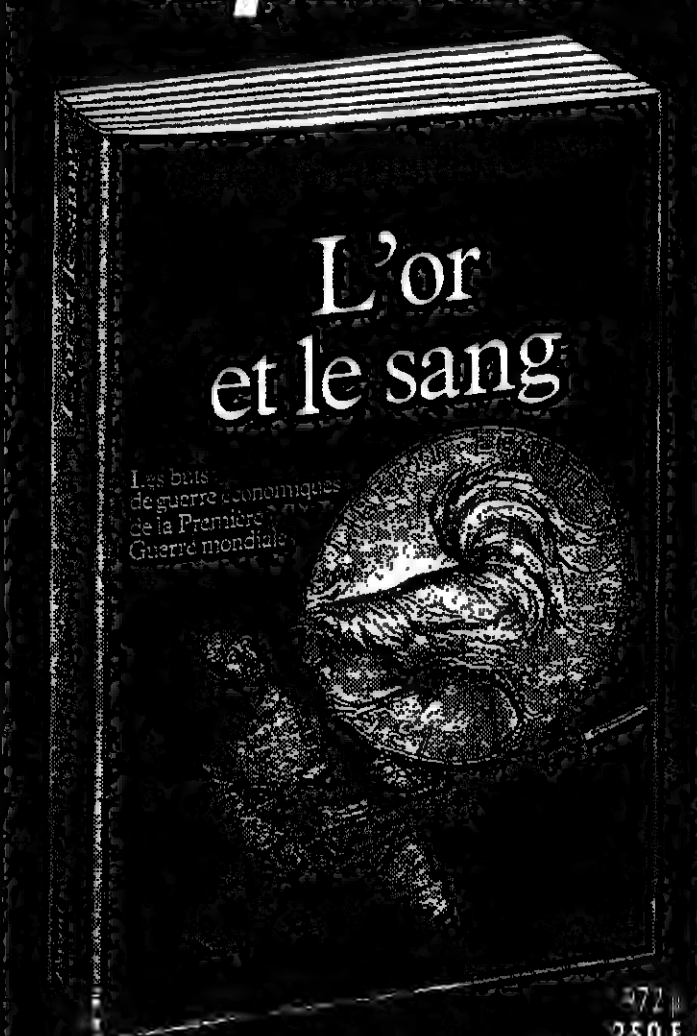
ser de combattre pour la liberté et l'égalité ».

M. Fabius s'est exprimé dans les mêmes termes, déclarant que « le combat n'a pas lieu de cesser ». « Notre organisation sociale, en particulier du travail, est fondée sur une division des rôles qui ne correspond pas à l'égalité », a-t-il affirmé. La grande question qui doit être posée : sommes-nous capables de concevoir une autre organisation ? Je ne vote pas qu'elle se profile. Si, par tempérament gestionnaire on oublie ce problème, c'est grave ».

Les deux orateurs ont regretté que se développe « une émancipation des femmes à deux vitesses », l'une correspondant au modèle de « femme idéale », imposé par les médias, l'autre décalée par rapport à ce modèle, « et en ce qui concerne la formation, la capacité au travail, la disponibilité au bonheur ».

Mme Antoinette Fouque, visiblement irascible aux propos des deux participants masculins à « pronostiquer une « montée du narcissisme de l'homme », du patriarcat, dont témoignent les affiches du PS, réduisant les femmes à des « petites » », Mme Roudy, plus optimiste sur l'état du mouvement, a repris les critiques formulées des deux orateurs du PS à l'encontre de M. Michel Rocard et affirmé que ce dernier n'avait « pas donné à son secrétaire d'Etat les moyens d'agir » et qu'il ne considère pas, « en l'absence de forces de pression suffisantes, le droit des femmes comme une priorité ».

Voici un livre capital...



...Il bouleverse la plupart des interprétations reçues, les plus classiques comme les plus contestatrices, de la Grande Guerre de 1914-1918.

Jacques Nobécourt, *L'Express*

FAYARD

« Sécurité ou rentabilité, il faut choisir. »
Ah oui ?

Politique

La préparation des élections du 18 juin

M. Jacques Delors souhaite que la France « comprenne et aime » l'Allemagne

M. Jacques Delors, qui était dimanche soir l'invité de « Questions à domicile » sur TF1, a souligné que la « France comprenne et aime » l'Allemagne avant de dire son « inquiétude » de voir se poser à elle-ci une question « simple » : veut-elle « oui ou non » de l'union économique et monétaire, projet qui est, selon lui, « le pas qui va nous engager vers l'Europe politique » ?

M. Delors a estimé que la suppression par la RFA de la retenue à la source des intérêts des obligations relève de considérations de politique intérieure. Il a ajouté que l'union économique et monétaire donnera à la France « plus de marge de manœuvre qu'elle n'en a dans le système monétaire européen, dont on a épuisé les charmes ».

Le président de la Commission européenne a ensuite renvoyé des questions à ceux qui assurent que « l'Europe sera socialiste ou ne sera pas » et ceux pour qui « l'Europe sera socialiste ou ne sera pas » : « L'Europe sera socialiste ou ne sera pas », a-t-il lancé avant d'ajouter : « Si les Allemands veulent dire leur mot de croisé et imposer leur modèle de société aux autres, cela ne marchera pas ! »

Il a justifié le profil bas de la charte sociale européenne qu'il propose, en insistant toutefois sur l'idée que les « grands principes » qui y sont énoncés « ont une importance exceptionnelle », car il s'agit de montrer, d'une part, que « nous ne sommes pas des socialistes », et d'autre part, que « nous ne sommes pas des démocrates ».

Interrogé ensuite sur la polémique qui s'est installée avec M. Lang à propos de la directive européenne concernant l'audiovisuel et l'absence de quotas de diffusion d'œuvres européennes par cette directive,

M. Delors a lancé : « Jack Lang est un excellent ministre de la culture, mais il ne connaît pas le traité de Rome. (...) Nous avons l'intention d'aider à la production et à la coopération des œuvres européennes ; d'autre part, nous avons obtenu que l'on aille progressivement vers une diffusion majoritaire d'œuvres européennes ».

Interpellé par M. Daniel Cohn-Bendit, adjoint (Vert) au maire de Francfort, qui était l'invité surprise de l'émission, et qui proposait que le prochain scrutin européen se déroule à partir de listes européennes et non plus nationales, M. Delors a répondu : « Je propose que le prochain Parlement européen élabore des propositions pour aller dans ce sens. » M. Delors a également indiqué qu'il lui plaisait d'être élu à son poste de commissaire par le Parlement européen lui-même plutôt que d'être désigné par les gouvernements. Il souhaite non pas une structure fédérale, comme M. Veil, mais plutôt « une très grande marge d'autonomie laissée aux États nationaux et à des régions fortes ».

Soutien à M. Rocard

En ce qui concerne la politique intérieure française, et son éventuel retour sur cette scène, M. Delors a simplement répondu : « Qui vivra verra », ajoutant aussitôt : « Je ne sens pas assez jeune pour continuer à travailler. » Il a, par ailleurs, souhaité que le Parti socialiste participe au renouveau de la pensée social-démocrate qu'il perçoit aujourd'hui.

Au sujet de M. Rocard, il a déclaré : « Michel Rocard est mon ami depuis trente-cinq ans, et nous avons milité tous les deux ensemble, et nous étions ensemble à la création du Parti socialiste unifié - PSU - et nous avons adhéré

ensemble au Parti socialiste en 1974. Et beaucoup de journalistes se sont mis à nous opposer. Ma seule divergence avec Michel a été sur la stratégie pour reconquérir le pouvoir et faire du Parti socialiste un grand parti de gouvernement. J'avais pensé que seule la stratégie de François Mitterrand était la bonne, et je crois que les événements ont tranché. Mais pour le reste, je me suis très proche de lui. C'est un ami, et je souhaite sa réussite en tant que premier ministre. Il a pensé qu'il fallait être modeste, mais il est comme moi, il bouillonne d'idées, et je suis sûr qu'après cette phase de politique modeste, il va revenir, comme il a toujours été, un grand facteur de propositions. »

Enfin, évoquant la « petite phrase » de M. Laurent Fabius, lequel avait indiqué que si M. Rocard réussissait, il le « soutiendrait », M. Delors a déclaré : « Je dirai la même chose avec quand même un renvoi : c'est que moi, je souhaite pleinement la réussite [de Michel Rocard] aujourd'hui. »

M. Delors a conclu en disant qu'il devait être, selon lui, les trois objectifs de la présidence française de la Communauté, qui s'ouvre le 1^{er} juillet : « On peut attendre de cette présidence qu'elle fasse passer dans les faits la dimension sociale plus la dimension sociale, qu'elle mette sur les rails ce programme européen d'aide à la diffusion audiovisuelle et qu'un engagement solennel soit pris à deux, à trois, à dix, à neuf - je ne sais pas ! - sur l'union économique et monétaire, qui, si elle se réalise peu à peu, appellera à son tour une réforme politique. L'union monétaire et économique, cela appellera un consensus démocratique, une nouvelle réforme des institutions. »

Autant... en emporte Le Pen

La liste européenne du Front national va encore être modifiée ! Dévoilée à Saint-Gilles (Gard) après quelques péripéties - disparition d'un certain Pierre Temtant, apparition de Pierre Serey - la liste de M. Jean-Marie Le Pen (le Monde du 23 mai) avait immédiatement perdu M. Soraya Djebbour, excédée par les références aux croisés et à Charles Martel. Voilà qu'elle va gagner un nouveau candidat parmi les éligibles.

Avec le Jument vert, on l'aurait bien vu sur la liste des « écologistes ». Avec l'Aubergine rouge, on l'aurait plutôt rangé sur des listes du courant communiste. Avec la Traversée de Paris, il se serait sans doute retrouvé - rapport à la capitale, pas au marché noir - sur la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing, dans le contingent du RPR. Sur la liste de Mme Simone Veil, il ne pouvait s'y glisser, puisque M. Claude Laloux y occupe déjà la place du cinéaste.

C'était oublier que M. Claude Autant-Lara (quatre-vingt-sept ans) figurait dans le comité de soutien à M. Jean-Marie Le Pen à la dernière élection présidentielle. C'est donc sur la liste du président du Front national, « dans les toutes premières places », que devrait figurer M. Autant-Lara, ainsi que M. Le Pen le « dévot », le mercredi 31 mai.

Un remake. M. Autant-Lara donnera à la liste Europe et Patrie un petit air rétro, nostalgique des années 40, au moins pour le cinéma.

Dans un entretien avec le mensuel d'extrême droite le Choc du mois, Claude Autant-Lara parait, en janvier 1988, de son livre les Fourgons du malheur (éditions Carrel) et du suivant, qui portait, désolé, sur l'Occupation. « Alors là, disais-je, j'ai une idée, c'est un scandale. Ce monsieur, qui est peut-être quelqu'un de très bien, n'a qu'à faire financer son film par les Arabes. Tant que les Français n'auront pas ce à quoi ils ont droit puisqu'ils sont chez eux, nom de Dieu ! On n'a pas à faire venir des étrangers. Maintenant, on favorise le cosmopolitisme. Et bien, moi, le cosmopolitisme, je lui passe à la raie ! D'ailleurs, le cosmopolitisme, ce sont les Américains. »

Paris, remarquait-il, n'est plus ce qu'il était : « On rencontre des nègres, des Arabes et des Chinois à chaque coin de rue. Voyez tous ces commerces qui disparaissent, qui sont vendus aux Arabes. Remarque, eux, du moins, ils ne sont pas Français, lui, ne fuit plus rien. Il faudrait le traiter à coups de pied au cul. »

O. B.

EN BREF

● Polémique Fabius-Bourlanges. — M. Laurent Fabius a répété au Forum RMC - FR 3 du 28 mai que M. Jean-Louis Bourlanges, candidat sur la liste de M. Veil, « a toujours voté avec l'extrême droite sans exception aucune » au conseil général de Haute-Normandie, dont il est membre. M. Bourlanges, qui avait été élu comme RPR au conseil régional lui épond en ces termes : « M. Fabius paraît curieusement mal informé des réalités haut-normandes, puisqu'il semble ignorer que j'ai à plusieurs reprises (...) dénoncé la collusion du RPR, de l'UDF et du FN, récusé le principe d'une majorité commune à ces trois formations et appelé de mes vœux la constitution d'une majorité républicaine de gestion régionale, associant tous les groupes à l'excepti-

tion du Front national et du Parti communiste. »

● M. Veil ne veut pas être le chef du centre. — Interrogé dimanche 28 mai au « Grand Oral Libération-Pacifi FM », M. Simone Veil a expliqué qu'elle souhaite « pour la vie politique française qu'il y ait un courant du centre important », mais qu'elle ne se voyait pas, compte tenu de son emploi du temps, en prendre la tête au lendemain du 18 juin. « Que ce courant du centre, a-t-elle déclaré, soit au sein d'une grande formation ou qu'il soit tout à fait autonome, il est trop tôt pour le dire (...). Je le soutiendrais s'il se fait, mais je ne serai pas le leader. Je ne vois pas comment faire ce qu'il y a à faire à Strasbourg et pouvoir m'occuper vraiment comme leader d'une telle force, même si j'y apporte mon soutien. »

Le débat à l'Assemblée nationale sur l'entrée et le séjour des étrangers en France

L'opposition compte lancer une bataille d'amendements

Les députés devaient commencer, lundi 29 mai après midi, l'examen du projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France. Après l'intervention du rapporteur de la commission des lois, M. Michel Suchod (PS, Dordogne) (voir son portrait), le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, devait rappeler les traits principaux de son texte, qui abroge certaines dispositions de la loi Pasqua de septembre 1986. Le chef de l'Etat s'était personnellement engagé à faire abroger cette loi. La discussion devrait théoriquement durer jusqu'à jeudi. Théoriquement car, pour la première fois depuis le début de cette législature, l'opposition de droite va se livrer à une bataille d'amendements. En commission, les députés UDF-UDC et RPR ont proposé très peu de modifications, mais l'ancien président de la commission des lois, M. Pierre Mazaud (RPR), tient en réserve près de 150 amendements qui seront déposés au dernier moment. M. Mazaud veut tenter de réintroduire dans le texte du gouvernement les dispositions de sa proposition de loi portant réforme du code de la nationalité française qui reprend les principales mesures avancées il y a plus d'un an par la commission de la nationalité

qu'avait présidée M. Marcel Long, vice-président du Conseil d'Etat.

Cette commission avait déposé un rapport sur le bureau du premier ministre de l'époque, M. Jacques Chirac (le Monde daté 8-9 janvier 1988). Après un travail dont la qualité avait été saluée, la commission Mazaud, composée de seize membres aux sensibilités différentes, avait proposé de ne pas remettre fondamentalement en cause les principaux critères sur lesquels repose, depuis plus d'un siècle, la définition de la nationalité française : filiation, lieux de naissance et résidence.

La commission souhaitait en revanche que soit mieux affirmée « l'identité française », tout en assurant une meilleure intégration des étrangers. L'expression de la volonté individuelle du postulant à la nationalité française devait également être favorisée, selon la commission.

Ces propositions n'ont jamais été suivies d'effet. M. Mazaud souhaite les relancer de leurs cendres en profitant de la discussion du projet Joxe. Ses amendements reprennent 48 des 60 propositions de la commission, c'est-à-dire toutes celles ayant une portée législative, les autres relevant du domaine réglementaire.

D'autre part, l'opposition de droite a également choisi de sortir le « grand jeu » en utilisant tous les ressorts de la procédure pour contester ce texte : question préalable (est-il bien nécessaire de débattre d'un tel projet ?), exception d'irrecevabilité (le texte est anticonstitutionnel), motion de renvoi en commission (le travail a été bâclé). C'est également M. Mazaud qui défendra l'exception d'irrecevabilité.

Le député RPR dénonce le fait que le projet de loi prévoit que, désormais, l'arrêté de reconduction à la frontière prononcé par le préfet à l'encontre d'un étranger en situation irrégulière puisse être contesté devant le tribunal de grande instance et son appel devant le premier président de la cour d'appel. « Cet article opère donc un transfert de compétence de la juridiction administrative au profit du juge judiciaire », estime M. Mazaud, pour qui ce transfert « est totalement contraire à notre tradition juridique ». De leur côté, les députés communistes ont également préparé de nombreux amendements pour tenter d'abroger complètement la loi Pasqua.

PIERRE SERVENT.

« Un projet ni bon ni justifié »

assure le Syndicat de la juridiction administrative

Au nom du Syndicat de la juridiction administrative, son président, M. Michel Courtin, et son ancien président, M. Daniel Chabanol, protestent contre certaines dispositions du projet de loi sur les immigrés, et nous écrivent :

« Le projet de loi relatif aux conditions de séjour et d'entrée des étrangers comporte une atteinte inadmissible aux règles fondamentales organisant les compétences des ordres de juridiction, atteinte que le ministre de l'Intérieur habilite de considérations d'opportunité pour ne pas dire de commodité. »

Un juge de l'excès de pouvoir

De quoi s'agit-il ? De rien moins que de confier au juge judiciaire le contrôle de la légalité des décisions individuelles de reconduite à la frontière prises à l'encontre des étrangers par l'autorité administrative, les préfets en l'espèce.

Ainsi, aujourd'hui, M. Joxe s'engage dans un processus qui verrait le juge judiciaire transformé en juge de l'excès de pouvoir, annuler, voire suspendre l'exécution de décisions administratives prises dans l'exercice du pouvoir de police.

L'entorse ainsi envisagée à l'article 13 de la loi des 16 et 24 août 1790 (« Les juges ne pourront, à peine de forfaiture, troubler, de quelque manière que ce soit, les opérations des corps administratifs ») et au décret du 16 fructidor an III (« Défenses réitérées soit faites aux tribunaux de connaître des actes d'administration... ») n'est pas un accident ponctuel, elle s'inscrit dans un mouvement diffus et souvent sournois de contestation de l'existence de la juridiction administrative.

Cet aspect du projet de loi n'est ni bon ni justifié. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DES RÉGIONS

Envoyer 60 F (tombes à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

M. Suchod (PS), rapporteur du projet

Un diplomate

C'est à M. Michel Suchod (PS, Dordogne) que devait revenir, le lundi 29 mai, le soin de rapporter, au nom de la commission des lois de l'Assemblée nationale, le projet de loi relatif à l'entrée et au séjour des étrangers en France. M. Suchod avait déjà été rapporteur, en octobre 1981, du texte abrogeant la « loi Bonnet » sur la prévention de l'immigration clandestine.

Rien n'aurait dû dispenser M. Michel Suchod à devenir, au sein du groupe socialiste, le spécialiste de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. A l'exception d'un bref passage - d'une présidence de la Ligue départementale des droits de l'homme, on ne trouve, dans le curriculum vitae de cet homme de quarante et un ans proche de M. Jean-Pierre Chevènement, aucune trace de militantisme ou de participation à des groupes de travail sur le sujet. Conseiller, puis secrétaire des affaires étrangères, avant d'être élu en 1980 député de la deuxième circonscription de la Dordogne, M. Michel Suchod serait d'ailleurs volontiers plus disert sur les problèmes du Moyen-Orient ou sur la politique de coopération de la France que sur l'immigration clandestine.

C'est pourtant lui qui, pour la seconde fois, a été désigné pour rapporter cette nouvelle réforme de la législation sur les étrangers. Car en 1981, sur le projet abrogé symboliquement la « loi Bonnet », comme en 1988, sur le texte modifiant profondément cet autre symbole qu'est pour la gauche la « loi Pasqua », ce n'est pas d'un « militant » que le groupe socialiste avait besoin, mais d'un rapporteur qui saurait

habilement faire la synthèse entre les positions divergentes du gouvernement et de certains élus de la majorité.

Il y a huit ans, Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, inquiet des velléités de surcharge des députés socialistes, avait sérieusement envisagé de retirer son projet. M. Michel Suchod avait alors dû le convaincre de maintenir le texte à l'ordre du jour du Parlement contre l'assurance que les dispositions jugées les plus « idéalistes » ne seraient pas défendues.

Maintenant, c'est la prudence de M. Pierre Joxe qui est critiquée par certains élus socialistes, et il a fallu longuement négocier - mais cette fois-ci au sein du débat à l'Assemblée - pour parvenir à un accord. Et hier comme aujourd'hui, c'est un diplomate que l'on a demandé de conduire ce débat à l'Assemblée, à l'ère de la Dordogne radicalisante que l'on a confié le soin de contenir les radicalismes de gauche comme de droite.

Tout en affirmant qu'il ne « retirait rien » de son intervention de 1981, soigneusement relu avant la discussion de lundi, M. Michel Suchod reconnaît que l'expérience des huit années passées l'a convaincu qu'« on ne saurait considérer que l'ensemble des délégués de la plénitude pouvait trouver un havre de tranquillité en France. La majorité des élus du groupe a d'ailleurs fait cette évolution ». En dix ans, observe-t-il, c'est la cinquième fois que le Parlement modifie la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers. Il faut en finir. Le vrai question est l'aci doit se passer maintenant, c'est celle de l'insertion. »

P. R.-D.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82. Poète 4138

LES CHIFFRES-CLES DE LA TÉLÉVISION FRANÇAISE (1982-1989)

LA TÉLÉVISION FRANÇAISE EN CHIFFRES

Présenté par l'Institut National de l'Audiovisuel et le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

75 F.

Diffusion : LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 31, quai Voltaire Paris 7. Tél : 1 40 15 70 00

مكتبة الأمل

Politique

Huit élections cantonales partielles

Le PS et le PCG gagnent chacun un siège

Des trois seconds tours de scrutin partielles organisés dimanche 28 mai, un seul s'est caractérisé par la continuité : à Béziers, la passation de pouvoir s'est faite sans difficulté au sein du PS. En revanche, dans le Calvados, le RPR a perdu le siège de Bretteville-sur-Laize au profit du PS, mais, compensation, il a obtenu à l'UDF celui de Caen 1. Si à Bretteville-sur-Laize, les électeurs se sont mis en

mobilité au second tour qu'un premier, cela n'a été le cas ni à Béziers, où il est vrai qu'un seul candidat restait en lice, ni à Caen, où le duel du second tour opposait deux représentants de la droite. L'abstentionnisme élevé (plus de 63 %) a conduit à des ballottages, dans deux des cinq cantons où avait lieu un premier tour : à Saint-Chamond (Loire) et à Pointe-

à-Pître (Guadeloupe) où respectivement ni le centriste, M. Rochel, ni le représentant du Parti communiste guadeloupéen, M. Semirath, qui ont recueilli plus de 50 % des voix, n'ont franchi la barre des 25 % des inscrits nécessaires pour être déclarés élus. Dans un second canton de la Guadeloupe, à Saint-François, c'est le PCG qui emporte un siège que détenait un RPR, député, conseiller général

depuis quarante ans. Dans le Tarn-et-Garonne, où la participation a été nettement supérieure, le MRG, qui détenait le siège, ne présentait pas de candidat : des huit candidats en lice, c'est un divers droite qui a pris l'avantage. A Perpignan, l'ancien député du FN, M. Pierre Serpant arrive en tête et devra affronter au second tour la représentante de l'UDF.

A. Ch.

CALVADOS : canton de Bretteville-sur-Laize (2^e tour).
Inscr., 8 694 ; vot., 5 147 ; abst., 40,79 % ; suffr. expr., 5 007.
MM. Jean-Jacques Lacoste, PS, 2 544 voix (50,80 %), ELU ; Bertrand Lidou, UDF, 2 463 (49,19 %).

[Né le 23 septembre 1938 à Annaba (Algérie), M. Lacoste, directeur d'école depuis 1965, a été élu au conseil municipal de Bretteville-sur-Laize en 1977. Au premier tour de cette élection partielle, la gauche avait enregistré un net progrès : + 7,87 points de pourcentage pour le PS et + 2,87 pour le PC. Arrivé en tête de la triangulaire au premier tour avec 44,72 %, le candidat unique de l'opposition a pourtant bénéficié au second tour d'une meilleure mobilisation électorale que son adversaire : il a gagné 422 suffrages d'un tour à l'autre, tandis que M. Lidou, qui bénéficiait du soutien de la droite, n'a obtenu que 422 voix de moins.

En premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 8 694 ; vot., 4 595 ; abst., 47,37 % ; suffr. expr., 4 494.
MM. Lidou, 2 011 voix (44,72 %), Lacoste, 1 588 (34,87 %), Jean-Claude Marie, PC, 917 (20,39 %).

En mars 1985, Joël Simon avait été élu au second tour avec 3 088 voix (51,51 %) contre 2 987 (48,48 %) à M. Barley, PS.]

CALVADOS : canton de Caen-1 (2^e tour).
Inscr., 11 163 ; vot., 3 162 ; abst., 71,67 % ; suffr. expr., 2 827.
M^{me} Simone Danguet, RPR, conseillère municipale, 1 531 voix (54,15 %), ELU ; M. Jean Nouzeille, UDF, adj. au maire de Caen, 1 296 (45,84 %).

[Réélu maire de Caen en mars dernier, M. Jean-Michel Gironde, UDF-PS, conseiller du Calvados, a renoué son mandat de conseiller général qu'il détenait depuis septembre 1979 pour se présenter en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats. Démissionnaire de son mandat de conseiller général, M. Gironde a été élu au second tour avec 235 suffrages d'avance au second tour marqué en outre par une abstention record. La mobilisation avait été élevée : 28,33 % des inscrits ont voté. Les candidats en lice n'ont obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des inscrits, ce qui ne permettait le maintien que des deux candidats arrivés en tête.

La mutation de la représentation de l'EPF a divisé l'opposition départementale et a renoué la polémique au sein de la droite locale, née au cours d'un scrutin sur la liste du secrétaire départemental de l'EPF, M. Yves Lemaire. Condamné à une amende qui s'est avérée inférieure à celle de la campagne, il a été élu au second tour avec 4 543 voix, soit 100 % des exprimés.]

En premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 11 163 ; vot., 3 422 ; abst., 69,34 % ; suffr. expr., 3 386.
M. Nouzeille, 888 voix (26,22 %), M^{me} Danguet, 874 (25,81 %), M^{me} Fédèle, Vigoreux, PS, 707 (20,88 %), Pascal Borne, Verts, 266 (7,85 %), Olivier Simonot, FN, 192 (5,67 %), Françoise Benard, écol., 92 (2,71 %), Jacques Veron Bouquet, PC, 77 (2,27 %), Michel Vital-Bonnet, sans étiqu., 41 (1,21 %).

En mars 1985, M. Gironde avait été réélu au premier tour. Les résultats avaient été les suivants : Inscr., 10 826 ; vot., 6 449 ; abst., 40,43 % ; suffr. expr., 6 387 ; MM. Gironde, 3 789 voix (59,07 %), Travers, PS, 1 336 (21,18 %), M^{me} Commenge, FN, 562 (8,91 %), M^{me} Viot, écol., 401 (6,35 %), Simonot, PC, 172 (2,72 %), Lohet, POF, 47 (0,74 %).

HERAULT : canton de Béziers-1 (2^e tour).
Inscr., 20 566 ; vot., 3 963 ; abst., 80,73 % ; suffr. expr., 3 063.
M^{me} Biliand Banduin, PS, 3 063 voix, ELU (100 %).

[Secrétaire de M. Alain Barzou, député, maire de Béziers depuis mars dernier et ayant dû renoncer, pour être en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats, à celui de conseiller général qu'il détenait depuis septembre 1985, M^{me} Banduin était seule en lice au second tour. Devancée de 10 voix, son concurrent communiste qui aurait pu se maintenir au second tour, n'était resté qu'un simple conseiller de vote. A une très forte abstention qui s'explique par le fait que le résultat était acquis d'avance, s'ajoute la présence d'un grand nombre de bulletins blancs ou nuls : 900 au total ont été recensés.

En premier tour, les résultats ont été les suivants : Inscr., 20 566 ; vot., 7 538 ; abst., 63,30 % ; suffr. expr., 7 361.
M^{me} Banduin, 2 814 voix (38,22 %), M^{me} Guy Bouquet, PC, 2 301 (31,25 %), Jean Mazet, RPR, 1 403 (19,05 %), Yves Unterwiesing, FN, 621 (8,47 %).

[L'ancien député du Front national est arrivé en tête de cette consultation en rassemblant 31,32 % des suffrages. M. Serpant confirme ainsi son statut de conseiller municipal, où au premier tour sa liste était arrivée en deuxième position avec 24,93 % des voix. Cette élection partielle était organisée à la suite de la démission de M. Paul Alby (UDF), député et maire de Perpignan, de sa démission de son mandat de conseiller général afin de se conformer à la législation anti-cumul. La candidature soutenue par M. Alby est arrivée en deuxième position avec 20,08 %, alors qu'un premier tour de renouvellement de 1989, le maire de Perpignan avait obtenu 53,17 % des voix, sans toutefois franchir la barre des 25 % d'inscrits inscrits nécessaires pour être élu le 25 septembre. M^{me} Amiel-Donnat était, cette fois-ci, handicapée par la présence du représentant RPR, qui a rassemblé 15,25 % des voix.

En premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 11 965 ; vot., 5 145 ; abst., 56,99 % ; suffr. expr., 4 997. MM. Alby, UDF, 2 757 voix (55,17 %) ; Justic, PS, 1 122 (22,45 %) ; Tardif, FN, 622 (12,56 %) ; Marc, PCF, 299 (5,98 %).

(4,43 %) ; Jacques Jacquot, mouvement des électeurs écol., 137 (2,66 %) ; Gilles Fournier, écol., 85 (1,65 %).

LOIRE : canton de Saint-Chamond-nord (1^{er} tour).
Inscr., 10 972 ; vot., 3 550 ; abst., 67,64 % ; suffr. expr., 3 505.
M. François Rochel, UDF-CDS, député, premier adjoint au maire de Saint-Chamond, 2 057 voix (58,68 %) ; M^{me} Annie Triollet, PS, 938 (26,76 %) ; M^{me} Paul Privat, Verts, 260 (7,41 %) ; Jean Doré, PC, 250 (7,13 %). IL Y A BALLOTAGE.

[En mars de Saint-Chamond en mars dernier, M. Gérard Dacarre, RPR, conseiller régional depuis mars 1984, a renoncé à son siège de conseiller général qu'il détenait depuis mars 1985, pour être en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats. Il n'aurait pas pu se maintenir au second tour, mais les résultats de la triangulaire ont été les suivants : Inscr., 10 972 ; vot., 3 550 ; abst., 67,64 % ; suffr. expr., 3 505. M. Rochel, 2 057 voix (58,68 %) ; M^{me} Annie Triollet, PS, 938 (26,76 %) ; M^{me} Paul Privat, Verts, 260 (7,41 %) ; Jean Doré, PC, 250 (7,13 %). IL Y A BALLOTAGE.

Si la droite ne s'est pas fortement mobilisée, la gauche l'a été encore moins : c'est si vrai que le candidat communiste, qui a appelé à voter au second tour pour la candidature socialiste, a recueilli 24,93 % des voix, ce qui ne permettait pas de maintenir au second tour.

En mars 1985, les résultats du premier tour ont été les suivants : Inscr., 11 666 ; vot., 7 072 ; abst., 39,37 % ; suffr. expr., 6 837. MM. Dacarre, RPR, 3 242 voix (47,41 %) ; Krikorian, PS, 1 578 (22,96 %) ; Bousquet, FN, 978 (14,30 %) ; Doré, PC, 534 (7,77 %) ; Doré, écol., 356 (5,21 %) ; Tardif, div., 157 (2,29 %).

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Perpignan-IV (1^{er} tour).
Inscr., 11 888 ; vot., 4 972 ; abst., 58,17 % ; suffr. expr., 4 885.
M. Pierre Serpant, FN, conseillère municipale, 1 530 voix (31,32 %) ; M^{me} Jacqueline Amiel-Donnat, UDF, 1 421 (29,08 %) ; M^{me} Bernard Justic, PS, 799 (16,35 %) ; Gérard Vigné, RPR, 745 (15,25 %) ; Michel Marc, PC, 248 (5,07 %) ; Robert Lanes, sans étiqu., 99 (2,02 %) ; Pierre Cramail, div., 43 (0,88 %). IL Y A BALLOTAGE.

Le candidat communiste devait donc remplacer, au conseil général, M. Henry Bousquet, député (PCG) et maire de Pointe-à-Pître, qui, en 1985, avait été élu, dès le premier tour, avec 58,44 % des voix. M. Bousquet s'est démis, le 28 mars, de son mandat afin de se mettre en conformité avec la loi anti-cumul. Alors qu'il avait mené une campagne particulièrement pénible, M. Bousquet, ancien membre du PCG, a obtenu 23,92 % des voix.

En premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 887 ; vot., 2 817 ; abst., 42 % ; suffr. expr., 2 493. MM. Bousquet, PCG, 2 285 (91,44 %) ; ELU ; Carine, div., 218 (8,74 %) ; Iba, ext. g., 70 (2,80 %).

En premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 2 285 ; vot., 1 666 ; abst., 26,12 % ; suffr. expr., 1 585. MM. Bousquet, PCG, 1 585 voix (91,44 %) ; Carine, div., 218 (11,65 %) ; Iba, ext. g., 70 (4,35 %).

TARN-ET-GARONNE : canton de Moncler-de-Quercy (1^{er} tour).
Inscr., 2 281 ; vot., 1 680 ; abst., 26,34 % ; suffr. expr., 1 662.
MM. Jean-Paul Albert, div. d., 533 voix (32,06 %) ; Jean-Marie Pagès, div. d., 266 (16 %) ; Bernard Costal, PS, 239 (14,38 %) ; Eric Brand, div. d., 186 (11,19 %) ; Robert Gourmannel, div. g., 170 (10,22 %) ; Michel Montet, div. g., 152 (9,14 %) ; Jacques Trepagny, écol., 75 (4,51 %) ; Jacques Jambon, PCF, 41 (2,46 %). IL Y A BALLOTAGE.

[Huit candidats briguaient la succession de Roger Rigas, conseiller sortant (MRG), décédé. En obtenant 32,06 % des voix, M. Albert est arrivé en tête de cette consultation, où seuls 26,34 % des électeurs inscrits se sont abstenus. Alors qu'il était opposé à deux autres représentants divers droite qui ont rassemblé à eux deux 27,19 % des suffrages, M. Albert a eu à sa disposition le soutien de la gauche, en 1985, par Roger Rigas (34,57 %), qui affrontait alors cinq candidats et avait dû attendre le second tour pour être réélu avec 59,34 % des suffrages.

En premier tour de scrutin de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 2 281 ; vot., 1 666 ; abst., 26,12 % ; suffr. expr., 1 585. MM. Rigas, MRG, 548 voix (34,57 %) ; Costal, PS, 380 (23,97 %) ; Hissard (div. d.), 262 (16,52 %) ; Vass, UDF, 269 (13,18 %) ; Aupiais, PCF, 94 (5,93 %) ; Bousquet, div. d., 92 (5,80 %) ; au second tour, Roger Rigas avait été réélu avec 567 voix (59,34 %), contre 594 (40,65 %) à M. Hissard, sur 1 461 suffrages exprimés, 1 602 votants (27,93 % d'abstentionnistes) et 2 223 électeurs inscrits.]

GUADELOUPE : canton de Pointe-à-Pître-III (premier tour).
Inscr., 5 929 ; vot., 2 144 ; abst., 63,83 % ; suffr. expr., 1 981.
MM. Alain Sylvestre Semirath, PCG, 1 383 voix (69,81 %) ; Robert Belaye, PC-diss., 474 (23,92 %) ; Camille-Gabriel Xantippe, PS, 80 (4,03 %) ; Henri Yoyotte, div. g., 35 (1,76 %) ; Léopold-Edouard Deher-Lesaint, écol., 9. IL Y A BALLOTAGE.

[578 rassemblés 69,81 % des suffrages, M. Semirath devra attendre le second tour pour être élu, n'ayant pas franchi, dimanche, la barre des 25 % d'inscrits inscrits nécessaires pour être élu dès le premier tour. 63,83 % des inscrits ont, en effet, voté les urnes s'étant ouvertes à 8 heures. Le candidat communiste devait donc remplacer, au conseil général, M. Henry Bousquet, député (PCG) et maire de Pointe-à-Pître, qui, en 1985, avait été élu, dès le premier tour, avec 58,44 % des voix. M. Bousquet s'est démis, le 28 mars, de son mandat afin de se mettre en conformité avec la loi anti-cumul. Alors qu'il avait mené une campagne particulièrement pénible, M. Bousquet, ancien membre du PCG, a obtenu 23,92 % des voix.

En premier tour de l'élection de 1985, les résultats étaient les suivants : Inscr., 4 887 ; vot., 2 817 ; abst., 42 % ; suffr. expr., 2 493. MM. Bousquet, PCG, 2 285 (91,44 %) ; ELU ; Carine, div., 218 (8,74 %) ; Iba, ext. g., 70 (2,80 %).

GUADELOUPE : canton de Saint-François (premier tour).
Inscr., 5 515 ; vot., 3 261 ; abst., 40,87 % ; suffr. expr., 3 127. MM. Ernest Montoussamy, PCG, d. m., 1 924 voix (61,52 %) ; ELU ; Henri Hazzel-Massieux, div. d., 805 (25,74 %) ; Robert Raghoumandan, div. d., 197 (6,29 %) ; Ferdinand Quillien, RPR, 103 (3,29 %) ;

Guy Monduc, PS, 103 (3,29 %) ; Léopold-Edouard Deher-Lesaint, écol., 15.

[Avec 61,52 % des suffrages, le député du Parti communiste guadeloupéen, M. Ernest Montoussamy, est brillamment élu dès le premier tour de cette consultation partielle. Il améliore au passage son résultat du second tour des municipales de Saint-François, où il avait réuni 55,56 % des voix.]

avait réuni le siège du maire sortant élu depuis quarante-deux ans. Au conseil général, il va occuper le siège déchu, depuis 1949, par Lucien Bernier (sout. RPR), décédé le 4 avril. Celui-ci avait été réélu dès le premier tour lors du renouvellement général de 1985. Les trois représentants de droite avaient, en revanche, un échec cuisant : pas de voix, en dépit d'une campagne très active, ils ne rassemblent, au total, que 35,33 % des voix.]

LE REPERTOIRE DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE 1989

TROUVEZ LE BON INTERLOCUTEUR

10 000 fonctionnaires, leur titre, leur fonction, leur situation hiérarchique. Plus de 700 services et établissements publics.

150 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. (1) 40.15.70.00.

GÉREZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36.15 LEMONDE

les collectivités territoriales

COMMUNE, DÉPARTEMENT, RÉGION

Les rouages de la démocratie décentralisée

Sous la direction de Marguerite BOUCHER

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. (1) 40.15.70.00.

LA POLOGNE DE DÉFENSE DE LA FRANCE

1945-1988 : LES 50 TEXTES QUI FONDENT NOTRE POLITIQUE DE DÉFENSE

Présenté par Dominique DAVID

Une publication de la Fondation pour les Etudes de Défense nationale

98 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tel. (1) 40.15.70.00.

“ Les assureurs font de l'assurance, pas des placements. ”

- Ah bon ?

Politique

Un entretien avec M. Edouard Balladur

(Suite de la première page.)

« Nous avons tenté d'échapper à cette anarchie en organisant la coopération lors des accords du Louvre. Ces accords ont bien fonctionné mais resteront insuffisants si chacun n'est pas résolu à remédier aux déséquilibres de son économie, les uns réduisant leurs déficits et les autres diminuant leurs excédents. Les fluctuations relatives du dollar et du mark que l'on observe aujourd'hui sont l'illustration des inconvénients majeurs nés de l'absence de toute organisation monétaire solide au plan mondial.

« Il y a un peu plus d'un an, j'avais proposé de mettre à l'étude la réforme du système monétaire international et d'examiner soit la création d'une sorte de système monétaire européen à l'échelle mondiale, soit l'adoption d'un système nouveau comportant un étalon monétaire mondial et l'obligation de convertibilité externe de chaque monnaie. Ainsi tout pays en situation de déséquilibre serait nécessairement conduit à prendre les mesures de correction qui le ramèneraient à l'équilibre. Depuis lors, rien ne s'est passé.

« Abandonner le nationalisme monétaire »

« Les États tiennent à leur pouvoir monétaire exclusif, indépendamment de toute sanction extérieure. C'est le cœur du problème. Je souhaite que l'on revienne à un système abandonnant le nationalisme monétaire au profit de règles qui s'imposent à tous, et respectées grâce à l'existence d'un étalon monétaire et à la libre convertibilité.

« Aussi longtemps que les États-Unis demeureront la plus grande puissance militaire et économique du monde, aussi longtemps que les banques centrales continueront d'acheter des dollars qu'elles ne pourront convertir en un étalon monétaire commun, les Américains pourront faire financer leurs déficits par les autres, dans leur propre monnaie. Ils ne renonceront pas aisément à cette commodité.

« Considérez-vous que le rapport Delors sur l'union monétaire européenne va dans le bon sens.

« Pour l'essentiel, oui. Il est évident que le fonctionnement du marché unique européen suppose une monnaie commune, surtout dans une situation de flottement général des monnaies dans le monde. C'est pourquoi nous avons progressivement perfectionné le système monétaire européen, notamment lors des accords de Nyborg en 1987, sur la proposition de la France. Créer une monnaie commune, cela consiste à faire un pas supplémentaire. J'approuve des orientations et je souhaite qu'un jour cette monnaie commune, dotée d'un usage public et de l'usage privé devraient être développés, soit gérée par une banque centrale dans laquelle il va de soi que les divers instituts d'émission nationaux devraient jouer un rôle essentiel.

« Reste que l'instauration d'une monnaie commune tend à desservir les États d'une part de leur souveraineté, puisque la monnaie est avec la défense l'un des attributs essentiels de l'indépendance des nations. Il faut s'interroger sur la vision que l'on a de l'avenir

de l'Europe : est-il de l'intérêt des pays européens que cette monnaie commune soit gérée non seulement indépendamment des autorités nationales, mais également indépendamment des autorités européennes, par un organisme totalement indépendant sur le modèle américain par exemple ?

Le faux nez du socialisme

« Vous préconisez le libéralisme populaire. En quoi est-il différent de la société d'économie mixte ? L'un comme l'autre sont fondés sur la coexistence de l'État et du marché ?

« C'est une question de degré, au-delà d'une question d'état d'esprit. La société d'économie mixte, c'est le faux nez du socialisme. De quoi s'agit-il ? De permettre à l'État d'élaborer et de faire appliquer des réglementations à condition de ne pas aller trop loin. J'ai moi-même, en supprimant le contrôle des prix, institué une réglementation de la concurrence.

« S'agit-il pour l'État de préserver sur l'économie les ressources qui lui sont nécessaires ? Question de degré aussi : il n'est pas indifférent que la collectivité prélève moins de 30 % ou près de 50 % de la richesse nationale.

« L'État doit-il avoir une activité économique de producteur ou de distributeur ? C'est toute la question. Je suis hostile à ce que, sauf exception, l'État possède des entreprises, dispose de monopoles industriels ou financiers, hostile à l'association entre acteurs publics et acteurs privés, car, ce faisant, l'on organise l'intrusion de la politique dans l'économie.

« Quelles sont les différences entre la société d'économie mixte et le libéralisme populaire ? Elles sont essentielles, même s'il y a parfois des recoupements : qu'il s'agisse du volume et de la nature des réglementations, qu'il s'agisse du niveau des prélèvements publics, qu'il s'agisse de l'ampleur des budgets publics, qu'il s'agisse de l'existence d'un large secteur nationalisé ou des libertés économiques, on voit bien que ce sont deux approches totalement différentes de la vie en société.

« Concrètement, qu'est-ce que cela signifie ?

« Je vais vous donner un exemple. Tout le monde va répétant que les entreprises françaises ont un capital trop faible et trop fragile et qu'il faut les protéger notamment face à l'étranger. Fort bien, c'est également mon avis : aussi avais-je, malgré les critiques, doté les entreprises privatisées de noyaux stables d'actionnaires dont tout le monde reconnaît aujourd'hui qu'ils étaient indispensables, en ne faisant pas même parfois grief de ne pas être allés assez loin. Permettez-moi d'indiquer en passant que le Conseil d'État vient de rejeter les recours présentés par M. Joxe contre les opérations de privatisation de Saint-Gobain et de Paribas. Le Conseil d'État ne fait ainsi que confirmer les appréciations que la COB avait pu porter, en leur temps, sur chacune des opérations de privatisation.

« Comment protéger les entreprises françaises ? Il y a la méthode de M. Mitterrand qui

consiste à introduire dans ces entreprises des capitaux publics, que ce soit ceux des compagnies d'assurance ou de la Caisse des dépôts ; il s'agit en fait d'une éviscération partielle. Ou bien il y a la méthode, propre au libéralisme populaire, que nous avons utilisée : elle consiste à faire appel à l'épargne de tous les citoyens pour qu'ils deviennent actionnaires des grandes entreprises du pays. On a vu en octobre 1987 que les petits porteurs ont été tout à fait stables et serins dans la tourmente. Je ne peux pas trouver de meilleur exemple de la différence entre la société d'économie mixte et le libéralisme populaire.



P. ANCHUT

« Qu'est-ce qui différencie le libéralisme populaire de la conception sociale du libéralisme ?

« Deux choses essentiellement : la liberté doit exister au profit de tous, grâce à la participation, chacun prenant sa part dans la gestion et dans le capital des entreprises. C'est la forme moderne du progrès social. En outre, ce libéralisme doit comporter un ordre, qu'il s'agisse d'un ordre mondial grâce à l'instauration d'un véritable système monétaire, ou d'un ordre interne, votre européen, grâce à des réglementations telles que celle sur les OPA.

« Je me propose de publier, dans les semaines qui viennent, un plan quadriennal de baisse des impôts qui permettra à notre pays d'entrer dans de bonnes conditions dans le grand marché en 1993.

« Je suis préoccupé de notre état d'impréparation : on a quasiment arrêté la politique de baisse des impôts, arrêté les privatisations ; je n'entends plus parler de participation des salariés et, enfin, je ne ressens pas la volonté de mettre en ordre le système monétaire international. Nous sommes pourtant à un tournant : on bien, profitant de l'embellie actuelle, l'on consolide le libéralisme en France et dans le monde, ou bien à la prochaine bourrasque l'on retournera à l'étatisme.

« Certains estiment pourtant qu'il y a aujourd'hui entre la droite et la gauche un accord sur l'essentiel et sur les objectifs et qu'il n'y a

plus de désaccord que sur les méthodes ?

« Je suis d'un avis absolument contraire. Si je ne le disais pas, je ferais volontiers l'éloge de l'idéologie.

« Notre situation politique est aujourd'hui paradoxale, il y a comme un affaissement des convictions à droite comme à gauche : la gauche a gagné l'an dernier mais elle paraît tellement ébranlée par ses erreurs passées qu'elle ne veut plus toucher à rien et semble sans projet ; quant à la droite, elle a montré qu'elle savait gouverner et réformer efficacement mais elle a perdu politiquement. Alors elle en vient parfois à se demander si ce n'est pas la gauche qui avait raison.

« Je pense que notre pays n'est pas en bon état politique parce qu'on a trop évacué le débat sur les idées aux dépens d'un unanimisme de façade.

« Notre vie politique est atone, il est grand temps de lui redonner un peu de vigueur.

« Y a-t-il également en matière de politique étrangère et de défense des différences entre l'opposition et la majorité socialiste ?

« En tout cas, il serait dangereux que la loi-programme d'équipement militaire fût remise en cause ; c'est pourtant ce que le gouvernement a décidé : faute de parvenir à freiner suffisamment nos autres dépenses publiques. Prenons garde à ne pas briser le consensus national sur la défense mais, au-delà, réfléchissons à l'avenir. Les choses bougent très vite, notamment en Europe, et l'on constate une tendance grandissante de la RFA à s'interroger sur place qu'elle doit tenir dans la défense commune de l'Occident européen, sur le type de rapport qu'elle doit avoir avec l'Union soviétique. Cette évolution des esprits en Allemagne fédérale est d'une importance considérable, elle peut remettre en cause le sens même de la construction européenne.

« La souveraineté des États, c'est la monnaie et la défense, il serait quelque peu paradoxal, vous en conviendrez, qu'à une coopération monétaire croissante correspondent des dissensions militaires croissantes. Or, bien que personne n'en parle en France, nous devrions nous interroger, nous Français, sur l'adaptation de notre position traditionnelle en matière de stratégie et de défense à cette évolution. Tout se passe comme si nous répétions sempiternellement les catéchismes militaires et nucléaires des années 60, à une époque où il y avait une alliance atlantique solide, un Occident européen bien organisé et en face de lui un monde soviétique unanimement considéré comme hostile.

« Première question : la doctrine traditionnelle d'emploi des forces nucléaires françaises, fondée sur la dissuasion imprécisée, la doctrine traditionnelle d'emploi des forces conventionnelles françaises fondée sur la refus d'occuper une place précise à la frontière orientale de la RFA sont-elles toujours justifiées ? Il

faut peut-être s'interroger là-dessus. Je crains cependant qu'il ne soit bien tard pour tenter d'empêcher l'évolution allemande.

« Deuxième question : si vraiment l'évolution allemande se confirme, quelle conclusion la France doit-elle en tirer dans ses rapports avec la Grande-Bretagne et les États-Unis ? Ne doit-elle pas affirmer davantage sa place dans le pacte atlantique, ce qui serait d'une certaine manière une inflexion de ce qu'était sa position il y a vingt ans, à une époque où les choses étaient tout à fait différentes ?

« Je ne constate aucun débat en France sur ces sujets essentiels qui conditionnent notre avenir. Alors, débats-en, au lieu de rester dans le silence et le brouillard. Voilà ce que j'appelle l'apologie du débat d'idées.

« Ne considérez-vous pas comme insupportable le fait que l'harmonisation fiscale européenne va nous obliger à des réductions d'impôts et que ces baisses de recettes vont toucher la défense nationale d'autant plus facilement que le mouvement des États-Unis, en Union soviétique, pousse au désarmement ? On considère-vous que le budget de la défense est tabou ?

« Nous affectons à la défense nationale une proportion plus faible de notre richesse nationale que les Anglais, les Allemands et a fortiori les Américains. Le respect de la loi-programme est indispensable. Alors, quelles économies, où ? Le problème que pose l'Europe à la France, c'est que sa construction lui demande une rénovation de ses structures économiques et sociales plus profondes qu'à ses partenaires, parce que les impôts et les taxes sont plus importants chez nous qu'en Allemagne ou en Grande-Bretagne, parce qu'il nous faut faire des économies plus importantes que les autres sur nos dépenses collectives. Abaisser les dépenses, c'est réformer la société. L'Europe est une mécanique à réformer et à libérer les sociétés.

« Le gouvernement et la majorité parlementaire actuels se comportent comme des conservateurs. Ils veulent maintenir la société française en l'état.

« Nous devons au contraire être des novateurs qui souhaiterions qu'il y ait des novateurs partout.

Le trouble de l'opposition

« Vous dites que la France est en mauvais état politique. Est-ce que vous ne considérez pas l'état politique de la France et l'état politique de l'opposition ?

« Je ne le crois pas. Notre pays a besoin de se réformer profondément, il faut l'y préparer psychologiquement et politiquement. On en est l'opposition ? Il est bien vrai qu'elle vit depuis un an une période de trouble.

« Comment peut-elle le surmonter ? L'an dernier j'avais fait ici même des suggestions pour une meilleure organisation de l'opposition en vue d'une union plus forte. Il m'arrive de me demander aujourd'hui si j'avais tout à fait raison de privilégier l'organisation : je crois qu'il faut également progresser sur le ter-

rain des idées et commencer à se préoccuper de ce vide intellectuel dans lequel la France politique vit.

« L'opposition devrait se fixer deux objectifs : le premier c'est, dans l'année qui vient et sur les grandes questions qui conditionnent notre avenir, de dégager des propositions communes qui pourraient être adoptées au printemps de 1990 ; en second lieu, réfléchir à ses problèmes d'organisation en améliorant l'union. De ce point de vue tous ceux qui sont attachés à l'union ne peuvent que soutenir la liste commune du RPR et de l'UDF. Elle préfigure une meilleure organisation de l'opposition. Est-il possible d'organiser des élections primaires pour désigner un candidat présidentiel commun ? Si oui, il ne faut pas hésiter.

« Comment appréciez-vous la tentative de ceux qu'on appelle à droite les « novateurs » ?

« Le mouvement vers la rénovation, à la suite des déceptions de l'opposition l'année dernière, était dans une large mesure prévisible, et nécessaire. Il vient d'horizons divers, il est revendiqué par des hommes d'inspirations différentes. La rénovation, cela peut vouloir dire deux choses : la confrontation des idées ou bien le choc des ambitions. Je préfère la première au second même si, n'étant pas naïf, je me réjouis très bien au fait que le second existe. Pour l'instant, les choses n'en ont pas été simplifiées. Ce qui compte, c'est que le débat d'idées s'engage et puisse aller au fond, sans tabou ni exclusivité, et que la volonté de synthèse l'emporte chez tous.

« De ces mouvements divers, il peut sortir pour l'opposition soit des divisions et un affaiblissement supplémentaire, soit l'amorce d'un redressement. Cela dépendra du désintéressement et du respect de la liberté d'autrui qu'il appartient à tous, au sein de l'opposition, de manifester. Cela dépendra aussi de la volonté de promouvoir une union réelle et non pas des opérations personnelles, ce qui n'est guère ce qu'attendent les Français.

« En ce qui me concerne, je serai tout moi-même possible pour qu'il sorte de tout cela une meilleure cohérence dans la diversité. Nous n'en sommes pas encore là. Mais il faudra bien que vienne l'heure de la synthèse.

« Vous avez depuis un an appelé à l'union de l'opposition, vous avez tenté de réunir quelques-uns des chefs d'idées et manifestement vous n'êtes pas très satisfaits. Ne vous sentez-vous pas découragé ?

« Tout n'est pas sombre : nous avons été capables d'élaborer une position commune sur l'Europe et sur cette base nous présentons une liste commune du RPR et de l'UDF, ce qui n'était pas évident il y a quelques mois. C'est un premier résultat. Il devra être suivi d'autres, dans la même direction. La politique n'est pas du domaine de l'absolu, il faut l'admettre sans pour autant s'y résigner. C'est ce à quoi je m'efforce, sans me laisser aller, rassurez-vous, ni au découragement ni au goût de la solitude.

Propos recueillis par
JEAN-MARIE COLOMBANI
et ERIK IZRAELEVICZ.

Revenus et patrimoine

POUR ÉCLAIRER LES DÉBATS ACTUELS

Inégalités de revenu, RMI, ISF...

Sous la direction de Dominique MEURS

Les Cahiers Français
108 pages, 47 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, quai Voltaire Paris 7 - Tél. 40.15.70.00

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration
with an emphasis in international management
accredited by AACSB

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Docteurs : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise.

Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Expérience professionnelle de 3 ans exigée après une formation supérieure équivalente au second cycle. Carrière de 14 à 16 mois conduisant au M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25 rue de Chaillot (92) 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : Phila.

L'Année administrative 88

LE POINT SUR LES RÉFORMES EN COURS

L'Administration, une terre étrangère ?

Propos de François de CLOSETS

Une publication de l'Institut International d'Administration Publique
75 F

Diffusion : **LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**
31, quai Voltaire Paris 7 - Tél. 40.15.70.00

مكتبة الشامل

Société

Le Monde • Mardi 30 mai 1989 15

Après l'arrestation de l'ancien milicien

Les enquêteurs ont entendu longuement des proches de Paul Touvier

Les gendarmes de la section de recherches de Paris ont continué, durant tout le week-end, à enquêter sur les personnes qui ont pu aider Paul Touvier, l'ancien chef du deuxième service de la milice à Lyon, à échapper à la justice. Le lieutenant-colonel Jean-Louis Recordon et son équipe ont ainsi longuement entendu une parente de l'abbé Duben, un prêtre qui a été claudiquement, en 1947, le mariage religieux de Paul Touvier et de Monique Berthel. Cette femme, qui aurait été au courant de la plupart des déplacements de Paul Touvier, avait déjà été entendue par les gendarmes juste avant l'arrestation de ce dernier. Cette fois, elle a été placée en garde à

vue durant près de quarante-huit heures avant d'être relâchée dimanche 28 mai au soir.

Mgr Lustiger, cardinal-archevêque de Paris, a déclaré dimanche sur Europe 1 : « Il serait absurde de vouloir faire le procès de l'Eglise sur cette période de l'histoire de la France. Car c'est toute la France qui est en cause. Quelques mois avant l'arrivée du général de Gaulle à Paris, il y avait un million de Parisiens pour acclamer le maréchal Pétain. C'est la vraie question ». La veille, le cardinal avait indiqué, sur Antenne 2 : « Moi, j'ai frappé au hasard quand j'étais pourchassé. Les seules portes où j'avais confiance,

c'étaient d'abord un presbytère ou un prêtre. Jamais je n'ai été dénoncé par eux. D'autres m'ont dénoncé », a-t-il conclu.

Au cours de la messe dite au presbytère intégriste Saint-François, à Nice — établissement religieux dans lequel Paul Touvier a été arrêté — l'abbé Moulin, monté en chaire, a déclaré devant quelque cent vingt fidèles : « Sachez, mes frères, qu'en demeurant fidèle à la loi de charité que la Sainte Eglise a toujours pratiquée depuis deux mille ans, selon la volonté même de son divin fondateur, je n'ai fait que mon strict devoir de prêtre catholique. » L'abbé a aussi indiqué dans son sermon : « Qu'importe si ma vie est en danger

compte tenu du tapage odieux qui entoure cette affaire et qui n'a fait qu'exacerber l'envie vindicte populaire. »

Dans son édition du 28 mai, le Journal du dimanche rapporte d'autre part une déclaration du général Paul Grossin, ancien responsable du SDECE de 1957 à 1962, l'un des deux grands services de contre-espionnage français : « L'enquête montrera que [Paul Touvier] avait son impunité, non seulement à une protection de certains secteurs de l'Eglise, mais aussi au fait qu'il a rendu des services aux organismes de renseignements français... »

La « providence » et la Fraternité Notre-Dame de la Merci

(Suite de la première page.)

Cette association aide les prisonniers et les réfugiés « sans aucune discrimination ». Elle s'essouffait pendant quelques années, avant d'être ramassée au moment de la guerre d'Algérie, grâce au dynamisme d'un chevalier de l'ordre de Notre-Dame, Pierre Rimasson, mort en 1968 dans un accident de voiture.

Composée de chrétiens dévoués, la Fraternité ne peut pas être soupçonnée de sentiments providentistes. Elle a eu pour présidents des hommes comme le colonel Jehan de Penfentenyo, résistant et déporté, Jacques Mercier, résistant et déporté à Ravensbrück et Sachsenhausen (qui a contribué à y a quelques années au lancement en France de l'hebdomadaire Famille chrétienne), l'abbé Jean Renard, lui aussi ancien déporté, figure estimée dans l'Eglise catholique.

L'actuel président de cette organisation de bienfaisance est Louis Venot, ancien commissaire général de la marine nationale. Son secrétaire général est Jean-Pierre Lefèvre. La Fraternité Notre-Dame de la Merci est régulièrement déclarée depuis 1964 dans une préfecture de la région parisienne, au domicile de son secrétaire général. Elle a des statuts, un bulletin de liaison et publie régulièrement ses comptes. Elle a environ trois cent cinquante adhérents et plus de bienfaiteurs.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que, dans l'article de Jean-Pierre Rioux publié dans le Monde daté 28-29 mai, Paul Touvier a été qualifié d'assassin de Victor Basch. Pour ce crime la cour de justice du Rhin a, en effet, condamné à mort Joseph Lacassut, supérieur de Touvier à la milice de Lyon qui fut fusillé et qui lui-même en attribuait la responsabilité à la police allemande. Jusqu'à présent, le nom de Touvier n'apparaît pas dans les enquêtes et dossiers judiciaires parmi ceux des miliciens présents sur les lieux du crime.

Depuis 1971, date à laquelle Paul Touvier a été gracié par Georges Pompidou, la famille de l'ancien chef du deuxième bureau de la milice lyonnaise faisait partie des nombreuses « familles en détresse » financièrement démunies par la Fraternité. « Quand un homme a faim, un chrétien, un chevalier, vient lui donner à manger. Surtout s'il a connu la même épreuve. Nous n'avons eu que par pitié et charité », explique Jean-Pierre Lefèvre.

Imprudence ? « Mais quand quelqu'un se noie, vous plongez pour le sauver ! Un médecin qui soigne un malade du sida ne l'interroge pas sur son passé ! En revanche, je ne l'ai jamais hébergé et je n'ai jamais entendu dire qu'il avait été hébergé par un seul membre de la Fraternité ou des chevaliers de Notre-Dame. »

Humbles services

Officiellement, ces deux organisations sont indépendantes. La Fraternité Notre-Dame de la Merci est une association déclarée. Les chevaliers de Notre-Dame — en latin Militia Sanctae Mariae — sont un ordre de l'Eglise catholique, érigé canoniquement à la Noël 1964, dans la tradition des grands ordres chrétiens de chevalerie médiévale (ordre de Malte ou ordre du Saint-Sépulcre de Jérusalem) (1).

En fait, leurs responsables sont interchangeables. Le colonel de Penfentenyo, déjà cité pour Notre-Dame de la Merci, était aussi grand maître de l'ordre des chevaliers de Notre-Dame. Jacques Mercier, assistant au maître, l'abbé Renard, chapelain général, c'est-à-dire ambassadeur, Jean-Pierre Lefèvre est l'actuel responsable des chevaliers pour Paris et la région parisienne.

Un culte particulier les relie à Chartres, où, à chaque fête du 15 août, ils se rendent en pèlerinage pour l'ostension du voile de la Vierge et les cérémonies d'adoubement des

nouveaux chevaliers. L'évêque de Chartres, hier Mgr Roger Michon, aujourd'hui Mgr Michel Kuhn, est selon les constitutions de l'ordre leur « primat ». Le chapelain est aujourd'hui Mgr Paul-Marie Guillaume, évêque de Saint-Dié (Vosges), qui vient de déclarer : « Si j'apprenais quelque action répréhensible de l'ordre dans l'affaire Touvier, je réviserais mon jugement. »

Dans leur longue tenue grise, frappée d'une épée, surmontée d'un capuchon noir, les chevaliers de Notre-Dame (environ quatre cents en France) rendent, entre autres activités, de menus services au retour du Sacré-Cœur de Montmartre. Ils encadrent le pape lors de sa visite à la basilique, le 30 mai 1980. Ce sont eux qui assurent les « tâches ingrates » du pèlerinage annuel du Sacré-Cœur en mai à Chartres (préparation des catéchismes, sonorisation, installation de podiums, nettoyage, etc.), qui encadrent la procession de la Fête-Dieu, ainsi que le chemin de croix du cardinal Lustiger qui a encore réuni dix mille fidèles au dernier vendredi saint.

Homonymie trompeuse

L'ordre des chevaliers de Notre-Dame est né à Chartres le 6 août 1945. Il n'a rien à voir — assurent ses supérieurs en déplorant l'homonymie et la confusion — avec les chevaliers (ou scouts) de Notre-Dame (CND), formés pendant la guerre à Lyon, montés du Gouguillon, par l'abbé Vanthierin, l'« aumônier de la milice ». Il a été fondé à la Libération par une poignée de jeunes chrétiens enthousiastes de Rouen, dont Maxime Adam, résistant FFI, Georges Lambert, qui construisait et aidait aussi Touvier (il a quitté l'ordre au début des années 70 pour des raisons familiales et s'est retiré dans le Midi), et surtout Gérard Lafond, né en 1926.

Celui-ci a un frère qui fut déporté. Ils appartiennent à la

famille Lafond, très catholique, qui a fondé le Journal de Rouen. Gérard a la vocation monastique et prononcera ses vœux à l'abbaye de Saint-Wandrille à quelques kilomètres de Rouen. C'est le Père abbé Gabriel Gontard, de Saint-Wandrille, qui sera même le premier chapelain général de l'ordre des chevaliers de Notre-Dame. Du côté des enquêteurs de la gendarmerie, on est convaincu que l'abbaye de Saint-Wandrille a hébergé Touvier, dom Gérard Lafond, élu en 1988 Père abbé de l'abbaye de Wisques (Pas-de-Calais), où il a été entendu lundi dernier, le 14 mai formellement.

C'est au début des années 70 que Jean-Pierre Lefèvre entra à son tour dans l'ordre des chevaliers de Notre-Dame, qu'il a connu grâce à la Fraternité d'aide aux prisonniers, avec laquelle, on le sait, les cloisons ne sont guère étanches. Mais le contact avec Paul Touvier s'est établi, non pas,

dit-il, par l'intermédiaire de Georges Lambert (qui protège l'ancien milicien), qu'il n'a vu qu'une seule fois, mais sur la recommandation d'un prêtre charitable, « un saint curé d'Ars », aujourd'hui disparu, l'abbé Duben, et d'une parente de ce dernier qui a été entendue par la gendarmerie. C'est elle qui aurait joué le rôle de « boîte aux lettres » entre la Fraternité Notre-Dame de la Merci et Paul Touvier.

Il faut dire que Touvier a l'art de frapper à toutes les portes, de se faire recommander par des personnalités, politiques ou ecclésiastiques, celui aussi, disent ceux qui l'ont connu, de « compromettre les gens ». Le même Gérard Lafond ne l'a rencontré — « et seulement comme prêtre » — qu'une fois avant la grâce de 1971 et une fois après. En revanche, il recevait des cartes de vœux. Jean-Pierre Lefèvre aussi a été un jour destinataire d'une carte

postale. On est également sûr que Touvier était présent au pèlerinage de l'ordre des chevaliers de Notre-Dame à Chartres en 1973 avec le colonel Rémy (qui avait demandé sa grâce).

« On ne va pas décrire une cathédrale en contemplant seulement une gargouille », conclut Jean-Pierre Lefèvre. Ce qui signifie que, pour lui, la responsabilité de la Fraternité ou celle des chevaliers de Notre-Dame ne va pas au-delà de l'acte de charité commis en faveur de l'ancien milicien, une fois amnistié et gracié. Et c'est parce qu'il est convaincu, comme le cardinal Lustiger, qu'on est en train de se tromper de procès et de discréditer son Eglise qu'il a accepté de parler.

HENRI TINCQ.

(1) Chevaliers du vingtième siècle, André Van Boeckelaer, Editions BPO, 1988.

La Fête-Dieu à Paris

Chevaliers en quarantaine

Les chevaliers de l'ordre de Notre-Dame, drapés dans leurs austères capes grises, n'ont pas eu l'honneur d'entourer et de protéger le cardinal Lustiger, dimanche après-midi 28 mai, lors de la procession dominicale de la Fête-Dieu. Aucun interdit ne les a encore frappés mais les chevaliers, depuis l'arrestation de l'ancien milicien Paul Touvier, le 24 mai, et la révélation de certains éléments de l'enquête, sont devenus des « indésirables » pour l'Eglise catholique. Les autorités religieuses ont en effet demandé aux prêtres de n'accepter aucune participation des membres des chevaliers de Notre-Dame à des services d'ordre ou organisations de cérémonies religieuses en attendant les conclusions de l'enquête dont ils font l'objet.

Mis en quarantaine pour avoir protégé et aidé financièrement Paul Touvier et les siens dans sa fuite de la justice des hommes, le grand maître, les précepteurs et autres écuysers de l'ordre ont ainsi renoncé, contraints et forcés, à participer à l'une des grandes fêtes des catholiques parisiens. Les fidèles, venus par milliers, étaient invités pour la troisième année consécutive à gravir les deux cent soixante-trois marches qui conduisent du square Willette au parvis de la basilique du Sacré-Cœur.

Pour sa part, le cardinal, plus soucieux de se recueillir que de distiller des petites phrases, a annulé sans prévenir la rencontre prévue avec les journalistes. Précedé de jeunes gens, revêtus d'une robe blanche et agitant

abondamment l'encensoir, il a gravi la colline portant un lourd ostensorio tandis que quatre prêtres l'abritaient d'un ombrellino tissé de voiles argent et or.

De son côté, le recteur de la basilique du Sacré-Cœur, qui accueille généralement les réunions des chevaliers de Notre-Dame, a fait savoir que ce « groupement spirituel [est] approuvé par l'Eglise », mais qu'il n'adapte aucune confusion entre leurs activités propres et le rôle de la basilique de Montmartre. Privés d'une de leurs grandes sorties de l'année, les chevaliers se sont rattrapés en organisant avec faste, dans le Val-de-Marne, la procession de la Fête-Dieu de la paroisse très traditionnelle de Chennvières-sur-Marne.

L. G.

Avec ses produits d'assurance, qui sont à la fois des placements sûrs et rentables, le Gan renverse les idées reçues.

1

GAN SICAV

France Gan et Euro Gan respectivement aux 1^{er} et 2^e rangs des Sicav Actions. Nippon Gan, 1^{er} du secteur Pacifique en 1988 (Sources : La Vie Française, Mieux Vivre...).

2

GAN EPARGNE

Taux minimum annuel 6,5% garanti pendant 8 ans. Dernière performance de l'année 1988 : 9,40%. Un placement sécurisé, un des meilleurs taux du marché.

3

GAN FONCIER INVESTISSEMENT

Aujourd'hui la garantie la plus solide contre l'érosion monétaire. Un patrimoine d'immuables prestigieux qui garantit votre placement et l'associe à la plus-value d'immuables de qualité.

La preuve par 3 et par le Gan qu'on peut être en même temps un garant de la sécurité et un gestionnaire dynamique de l'assurance-vie. Allez vite voir votre conseiller Gan.

L'énergie de tous les projets



© 1989

3

Société

Au procès de la branche lyonnaise d'Action directe Le noyau dur cerné par les repentis

Après deux semaines de débats, le procès de la branche lyonnaise d'Action directe est loin de rompre. Malgré leur gravité, les faits reprochés au groupe terroriste en arrivent à s'estomper derrière les protagonistes, dont la diversité dérange autant qu'elle surprend. Au fil des audiences, une première évidence s'est dégagée : l'isolement du « noyau dur » par rapport aux seconds rôles, qui l'un après l'autre révèlent leur position de « repentis ».

LYON
de notre bureau régional

Soucieux de respecter la chronologie des faits, qui s'étalent sur six ans, la cour a choisi de s'intéresser aux dix-neuf accusés dans l'ordre de leur « entrée en scène ». En présentant la cohérence des débats, ce découpage ménage aussi des rapprochements saisissants. Ainsi, la journée du jeudi 25 mai a-t-elle mis sur la sellette deux personnages du « deuxième cercle » que tout sépare sauf leur appartenance momentanée à Action directe et leur participation, en duo, à un hold-up dont ils furent les acteurs-marionnettes. Chantal Clair et François Polak illustrent, jusqu'à la caricature, la dichotomie des « disciples » d'Olivier.

Dernière enfant, particulièrement « choyée », d'une famille d'agriculteurs de la Loire, Chantal Clair explique le traumatisme qu'elle a subi lorsque sa mère est décédée, en 1981, à l'issue d'une longue maladie, et combien Joëlle Crépét, rencontrée alors qu'elle avait vingt ans, l'a soutenue dans cette épreuve. A cette évocation, sa voix se brise. Elle éclate en sanglots. La suite de son récit correspond à une autre vie, qu'elle semble avoir mise entre parenthèses en se mariant et en s'efforçant d'oublier. Jusqu'à son arrestation en 1986.

Cette confiance aveugle l'ambiera à s'immerger, cinq mois durant, dans le groupe clandestin dont, de son propre aveu, elle n'avait pas saisi les motivations politiques. Elle leur confie ses papiers d'identité — qu'ils utiliseront plus tard pour essayer de la « récupérer » —, commence par faire leurs commissions, s'investit dans l'entretien, exécute des repérages de banques, puis finit par les attaquer.

Autour d'André Olivier, dont les fanfaronnades se font de plus en plus gringantes (le président a dû lui retirer le micro parce qu'il entendait « dénoncer les méthodes pétaunistes des policiers »), et de Maxime Frérot, qui s'emploie avec application à raisonner sur tout, un fossé s'est creusé. Joëlle Crépét s'accroche pitoyablement à la « solidarité » que semblent lui dicter certains regards et de nombreux apartés, mais le cœur n'y

est pas. Emile Ballandras campe sur ses convictions de militant farouche mais toujours un peu solitaire. Quant aux autres, en tout cas ceux qui ont eu le loisir de s'exprimer, ils paraissent s'être totalement détachés de ces chefs qui furent, un temps, leurs maîtres à penser. Action directe ne serait plus pour eux qu'un vieux cauchemar, que la cohabitation à l'intérieur d'un même box résume douloureusement.

naturellement vicié. « J'ai débarqué dans un appartement de Caluire-et-Cuire, et là l'ambiance c'était les frères Rapetout. Le scénario était écrit, il n'y avait plus qu'à tourner... ». Le président : « Qu'est-ce qui se mijotait ? ». Polak : « Rien, c'était écrit. Il était déjà question que je fasse un hold-up le lendemain. Je pouvais pas dire : Bon, bon salut, je me casse ». On peut parler de fascination si l'on veut. Reste que j'ai dit oui. Une idée n'a pas besoin d'être bonne pour convaincre ».

Outre qu'il participera à deux braquages, Polak, qui n'est pas tenu à la clandestinité, devra rendre une multitude de services au groupe : fournisseur de matériel, chanteur, banquier à l'occasion. Il se reproche par-dessus tout d'avoir entraîné son ami, Christian Dabray dans le « galère ».

C'est après son deuxième hold-up, au cours duquel le directeur adjoint d'une agence du Crédit du Nord de Lyon fut légèrement blessé d'un coup de couteau, que Polak a pris conscience de son dérapage. « J'ai réalisé que je me trouvais dans la peau de quelqu'un qui peut tuer le premier venu. (...) J'ai commencé à prendre mes distances ». Polak, espace les rencontres, se réinstalle à mi-temps dans la « vie normale ».

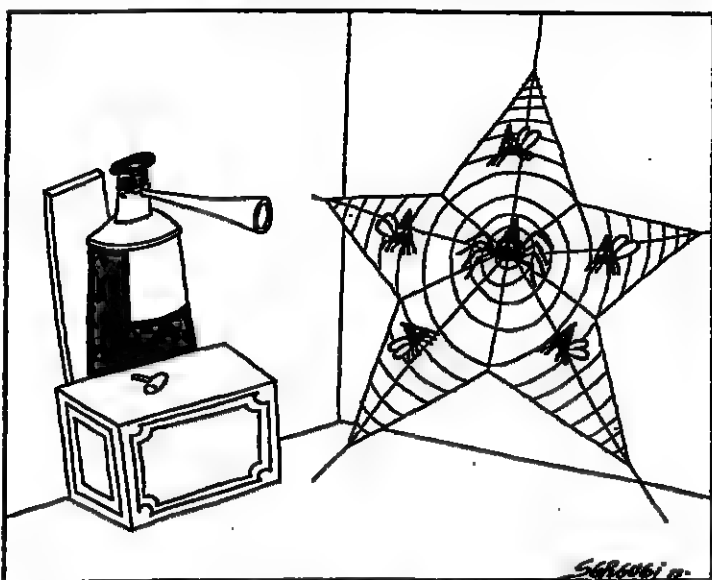
« Lorsque l'état de guerre a été déclaré en Pologne, j'ai eu la chance d'être le premier photographe à entrer à Varsovie. Voir les chars rétablir l'ordre au nom du marxisme-léninisme m'a aidé à remettre mes pendules à l'heure. » Mais Frérot vient le relancer à Paris, le menace vaguement, lui confisque ses papiers. C'en est trop. Le jour même, il fait une déclaration de perte et s'embarque pour l'Afrique. De longs séjours-reportages à l'île Maurice puis en Afrique du Sud, puis sur une jonque en mer de Chine, achè-

« Olivier ! prends tes responsabilités, sinon je te tuerai ! », a hurlé, vendredi 26 mai, depuis les rangs du public, un éternuement, aussitôt cété. Renseignements pris, il s'agissait de Marcel Bérat, le militant du Comité d'action des prisonniers (CAP) qui, en 1975, avait réglé ses comptes avec Olivier à coups de mitraillette (le Monde du 22 mai). La première partie de l'apostrophe méritait sans doute réflexion pour l'ancien chef d'une « bande » qui s'est nettement défilée.

Ils se retrouvent dans un quartier qu'ils ne connaissent pas, avec leurs casques intégraux, leurs armes, le sac en plastique contenant le butin. Parqués, ils rentrent à pied. Olivier et Frérot les sermonnent vertement. Foutant, Frérot écrit dans son carnet intime : « J'ai plus peur qu'eux. Je m'enfuis au lieu de les attendre. Je ne m'excuse pas. Quelle mise en confiance ! »

D'autres vols à main armée ont connu un épilogue plus dramatique. Ainsi, l'attaque de la BNP de Caluire qui, le 29 octobre 1980, a coûté la vie à M. Henri Delcœur, convoyeur de fonds, père de six enfants, littéralement criblé de balles par quatre tireurs. Cette terrible « bavure » a occupé plus d'une journée de débats, mais tout n'a pas pour autant été épuisé. Olivier, Frérot et Crépét, accusés de meurtre, comme Ballandras, poursuivi pour vol à main armée, sans compter un cinquième individu, non identifié, — se sont, une fois encore, réfugiés derrière « l'instruction en cours » (le Monde des 16 et 18 mai) pour refuser de s'expliquer.

ROBERT BELLERET.



A cinq reprises, en juillet 1981, dans un sursaut, elle parvient à décrocher et tire un trait sur ce printemps d'égarement, qu'elle renie sans s'en remettre tout à fait.

« Elle venait de sa campagne, ce n'est pas une politique, on lui présente des excuses pour sa situation actuelle », lâche Frérot, un peu gêné. « C'est très triste de voir dans quel état elle se trouve, nous avons agi par amitié, pas par manipulation. Je lui fais des excuses mais l'enferme la cour ! », plastronne Olivier, plus ambigu.

Face à François Polak, qui a su prendre du recul, et expose avec une lucidité teintée d'ironie une tranche de sa vie qu'il assume, le chef d'Action directe aura plus de mal encore à trouver une confidence.

Fils de charpentiers de la banlieue parisienne, Polak, après une année à l'école de journalisme de Strasbourg puis une tentative d'études en sciences éco à Paris, qu'il abandonne parce qu'il ne « supporte plus les étudiants grinçants », se lance dans le reportage photo. « C'est dans une cité de transit de la Seine-Saint-Denis, où j'allais régulièrement me documenter sur le quart-monde, et par l'intermédiaire d'une femme formidable — qui avait réussi à monter une petite librairie. Les délinquants et animal une station pirate, Radio-Prolo — que j'ai rencontré Olivier. Il était intelligent, ouvert, souriant, persuasif... »

Polak et Olivier se rencontrent souvent, et, lorsque Olivier vient s'installer à Lyon, Polak lui rend

EN BREF

● Nouvelle agression contre un agent de la SNCF. — Trois inconnus qui voyageaient à bord d'un train circulant entre Nice et Paris dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 mai ont attaqué, en le menaçant d'une arme à feu, un agent de la SNCF qui procédait à un contrôle de billets. Les trois hommes se sont jetés sur l'employé qui violemment frappé au visage, a dû être hospitalisé à Lyon. Les agresseurs n'ont pas encore été retrouvés.

● Réouverture de la salle de jeu du casino de Plombières. — Le jeu de boule est de nouveau autorisé au casino de Plombières-les-Bains (Vosges) depuis le samedi 27 mai. Le ministre de l'Intérieur avait refusé de renouveler cette autorisation pour le saison qui commençait le 1^{er} mai, car le directeur de l'établissement avait transmis un dossier incomplet au ministère (le Monde du 6 mai). Ce dossier a été complété depuis, et la salle de jeu a pu rouvrir ses portes.

PARIS-VALLÉE DE MONTMORENCY Un nouveau raccourci direct.

Le RER,
toujours plus vite,
toujours plus loin.

Seulement 25 minutes pour aller directement de Montigny-Beauchamp au Palais des Congrès : oui c'est possible, avec le RER.
Dès dimanche 28 mai 1989, la ligne C du RER va plus vite et plus loin. Les gares de Montigny-Beauchamp,

Franconville-Le Plessis-Bouchard et Cernay seront desservies à toute heure de la journée. Les branches nord-ouest du RER C atteindront désormais

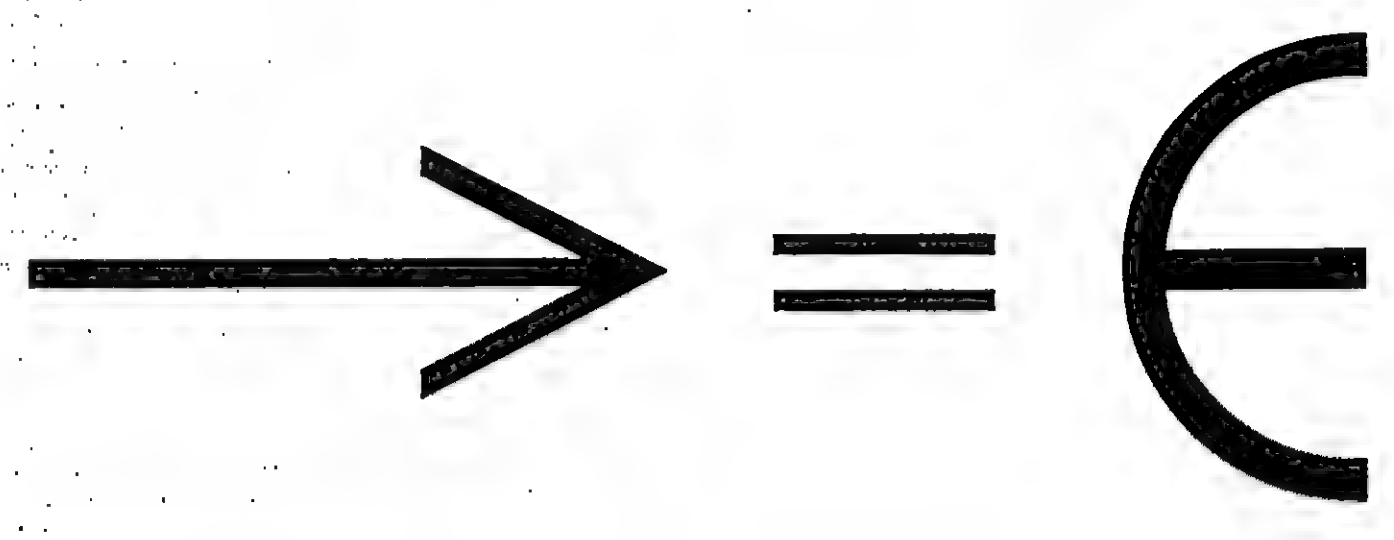
Brétigny-sur-Orge.
Avec les trains « bleu, blanc, rouge » à deux étages, le RER va toujours plus vite, toujours plus loin.

RER C SNCF

UNIVAS

مكتبة العمل

(Publicité)



olivetti

DRENCY
rect.



SNEF

Société

ESPACE

Après le report du trente et unième lancement

10 millions de francs de réparations pour la fusée Ariane

Le trente et unième lancement de la fusée Ariane (voilà inaugural de la version « 44-L », la plus puissante du lanceur européen) a été retardé d'environ une semaine. La date précise du tir, qui aurait dû avoir lieu au cours de la nuit du vendredi 26 au samedi 27 mai, n'avait pas encore été fixée lundi matin.

Cette décision est la conséquence d'un défaut d'étanchéité qui empêchait d'établir une pression correcte dans le réservoir d'hydrogène du troisième étage. Les vérifications et les

réparations nécessaires obligeront les techniciens à vidanger tous les réservoirs de la fusée, et à décharger les deux satellites qu'elle devait mettre sur orbite. L'ensemble de ces opérations reviendra à environ 10 millions de francs, a indiqué M. Frédéric d'Allest, président d'Arianespace. Le report du tir ne devrait cependant pas avoir de conséquences importantes sur le prochain vol, prévu pour le 22 juin et qui sera retardé de quelques jours tout au plus, a ajouté M. d'Allest.

ÉDUCATION

Le PS et les réformes de M. Jospin

La notion de « projet d'établissement » inquiète certains socialistes

Il est de bonne guerre de resserrer les rangs avant les batailles décisives. A l'approche du débat parlementaire auquel sera soumis, les 6 et 7 juin, le projet de loi d'orientation préparé par M. Lionel Jospin, le Parti socialiste a donc rassemblé ses troupes à l'occasion d'un colloque baptisé « Renouer l'école ». Réuni à Paris le 27 mai par la délégation à l'éducation et à la recherche du PS, les congressistes ont réfléchi aux différentes façons de moderniser le système éducatif et d'appliquer sur le

terrain les changements préconisés par M. Jospin.

Au-delà des luttes intestines et des oppositions de principe, les responsables socialistes se sont efforcés de convaincre leurs interlocuteurs que ce projet ne devra pas être une réforme de plus, mais une modification effective des habitudes.

Présentant son projet, M. Jospin a déclaré : « Il faut se garder de l'illusion bien française qu'il suffit d'un texte législatif pour tout régler. Il faut aussi le faire accepter, le faire vivre. Celui-ci justement permet une telle démarche car il n'est pas bâti de toutes pièces ex nihilo. Il se base au contraire sur ce qui existe, vise à l'améliorer, à le faire évoluer. Il sanctionne et concrétise les choses qui se font déjà et en autorise de nouvelles. Il permet d'aller plus loin. »

Soucieux d'efficacité, M. Jospin a souligné qu'il n'avait pas été guidé par une démarche idéologique, même s'il n'oublierait pas ses convictions, pour promouvoir un projet d'« intérêt général ». Il a choisi de ne pas satisfaire à toutes les revendications, mais d'emprunter la voie du compromis.

Cette voie médiane, justement, froisse les principes de certains et pourrait provoquer des réticences dans l'application de la loi. D'où la volonté de mobiliser les socialistes autour de l'idée de rénovation. « Nous voulons nous adresser aux enseignants et leur montrer qu'il est nécessaire d'avoir une stratégie de

renovation dont la loi doit être le premier acte », a souligné M. Jean-Pierre Sueur, maître d'Orléans et délégué national du PS à l'éducation et à la recherche.

Dès la rentrée prochaine

Cet engagement aux côtés de Lionel Jospin n'empêchera cependant pas les députés socialistes de déposer des amendements, pour essayer de rectifier les points sur lesquels le ministre de l'éducation nationale a dû céder aux impératifs du compromis. Des précisions seraient notamment demandées sur le contenu des programmes et sur le calendrier de la rénovation. « Nous tenons à ce que les améliorations soient perceptibles par les usagers dès la prochaine rentrée scolaire », a expliqué M. Philippe San Marco, député des Bouches-du-Rhône. « De plus, nous serons très vigilants lors du prochain débat budgétaire. »

Comment ces changements, qui sont parfois des bouleversements, vont-ils s'appliquer dans la pratique ? M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a observé que certains des objectifs mis en avant par le projet de M. Jospin avaient déjà cours dans l'enseignement technique. La pédagogie adaptée aux élèves, l'individualisation des parcours, la construction d'une communauté éducative ou l'ouverture sur le monde, figurent en bonne place dans

de nombreux établissements techniques, a expliqué M. Chapuis.

La notion de « projet d'établissement », qui constitue un axe important du projet de loi, a suscité des réflexions et des questions diverses. Cette disposition, qui prévoit de donner aux établissements scolaires la possibilité de s'adapter à leur environnement, notamment par des liens avec des entreprises, provoque des critiques au sein même du PS. Certains estiment que ce début d'autonomie peut entraîner une dérive des établissements qui seraient tentés de ne pas respecter les programmes nationaux.

Les responsables du colloque souhaitent désamorcer ces craintes. « Il s'agit de donner aux chefs d'établissement la possibilité d'élaborer une stratégie de l'éducation en partant de l'établissement, tout en restant attaché au service public, a affirmé M. Sueur. Il faut garder des normes, mais donner plus d'initiative, car ce qui est actuellement défini à l'échelle nationale est élitiste. »

Le risque de la bureaucratisation ou la nécessité de ne pas reléguer les savoirs de base au second plan ont été évoqués, tout comme la question cruciale de l'encadrement. « Il est difficile de parler de projet d'établissement, indépendamment des changements que cela doit entraîner dans la formation des enseignants, des administrateurs et des chefs d'établissement », a souligné M. Georges Chauveau, chargé de recherche au CRESAS-INREP.

RAPHAËLE RÉROLLE

Les homosexuels danois pourront s'unir par contrat

COPENHAGUE de notre correspondant

« Grande première : le Parlement danois autorise le mariage entre homosexuels », ont titré ces jours-ci les médias de Scandinavie. En fait, cette « nouvelle spectaculaire » mérite quelques aménagements.

La vendredi 26 mai, en troisième lecture, le Parlement a adopté une loi qui permet aux homosexuels vivant sous le même toit de bénéficier de certaines garanties économiques importantes ; mais il n'est pas question que l'union de ces couples soit consacrée solennellement devant le maire ou le pasteur (au Danemark, il n'y a pas de séparation entre l'Eglise et l'Etat : le mariage religieux, quand il a lieu, a force de loi).

Ce texte offre la possibilité à deux personnes du même sexe de faire enregistrer par les autorités leur « partenariat », une sorte de contrat qui permettra, en cas de décès, au survivant d'hériter de son compagnon ou de sa compagne et d'éviter d'être expulsé d'un logement dont il n'était pas officiellement locataire. S'il y a séparation, le partenaire qui s'inscrira légal pourra, sous certaines conditions, réclamer une indemnité ou une pension alimentaire. Les choses s'arrêtent là ; les partenaires, par exemple, ne pourront espérer adopter un enfant.

Même s'ils ne s'estiment pas entièrement satisfaits, les porte-parole de l'Association nationale des homosexuels et lesbiennes, dont la création remonte à 1948, n'ont pas caché que, pour eux, un pas considérable avait été franchi.

L'évêque catholique du Danemark, Mgr Martensen, avait adressé quelques jours avant le scrutin du 26 mai — qu'il espérait, «-il confie, voir ajourné — adressé une lettre d'avertissement très ferme aux parlementaires.

La nouvelle loi, en principe, devrait entrer en vigueur le 1^{er} octobre. Enfin, tel que se présente le contenu de ce texte, les homosexuels ne seront peut-être pas les seuls à chercher à en bénéficier. On peut très bien imaginer que des personnes du même sexe non liées sur le plan intime, associées, par exemple, commercialement ou désireuses de désahériter leurs proches, pourraient envisager aussi d'en tirer parti.

CAMILLE OLSEN

En fin de compte, votre cœur a toujours un parti prix.

La nouvelle Renault 19 Chamade TR 454^F par mois la 1^{re} année.

Coup de cœur, coup de foudre pour la nouvelle Renault 19 Chamade TR. Pas de problème, moi, Monsieur Financement, je vous propose une location avec option d'achat sur 60 mois, moyennant un versement initial de 25 960 F (dont 16 225 F de 1^{er} loyer majoré et 9 735 F de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), et 11 loyers de 454 F, 12 loyers de 746 F et 36 loyers de 1 226 F. Coût total en cas d'acquisition 84 042 F. Renault 19 Chamade TR 64 900 F. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F. 321 490 700 - 27-33, Quai Le Gallo 92512 Boulogne Cedex RCS Nanterre B 702 002 221. Monsieur Financement, chez votre concessionnaire ou au

NUMERO Vert 05.25.25.25

DIFP 34-41

Mr. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

A Bayonne

Trois mille personnes ont défilé en faveur de la culture basque

BIARRITZ de notre correspondant

Près de trois mille personnes ont défilé, le samedi 27 mai, dans les rues de Bayonne pour exiger du gouvernement le respect des droits culturels des Basques.

Le président des Ikastolas (écoles où l'enseignement est donné en basque) M. Jean-Louis Mailla, a dénoncé « l'indifférence, et même le mépris des pouvoirs publics » à l'encontre de la culture et de la langue basques.

Après l'abandon, en 1983, du projet de loi socialiste prenant en compte la défense des langues et des cultures régionales, et le refus du Conseil constitutionnel à la fin de 1985, d'intégrer au personnel de l'éducation nationale les enseignants des écoles privées bilingues, les ikastolas sont aujourd'hui au bord du dépôt de bilan, les subventions des pouvoirs publics ne couvrant qu'un tiers de leur budget.

Une enquête sociolinguistique récente montre que, dans la partie rurale du Pays basque français — la moins francisée — la langue basque (euskara) n'est plus parlée que par 75 % des gens au-delà de quarante ans et seulement par 34 % des jeunes de moins de quinze ans. Sur la côte atlantique, ce pourcentage chuterait de plus de la moitié.

Négociations pour une convention

Dans les écoles primaires, sur les vingt-six mille élèves, 27 % bénéficient de trois heures de basque hebdomadaires, et seulement 5 % fréquentent des classes bilingues ou entièrement en basque. Dans l'enseignement secondaire, 94,5 % des élèves n'ont aucun enseignement de basque. L'une des plus vieilles langues d'Europe risque donc de disparaître en une génération.

En revanche, dans la communauté autonome basque (Etat espagnol), sur les cinq cent onze mille élèves de l'enseignement général et secondaire, 68 % des élèves ont cinq heures de cours de basque hebdomadaires et 31 % sont dans des classes bilingues ou entièrement en basque. A peine 1 % ne bénéficient pas de cours d'euskara.

Les ikastolas négocient pour une convention qui assurerait une subvention de 8 millions de francs, et la Fédération Euzkoak demande une aide de 3 millions sous forme de contrat culturel durable.

Pris de conscience des autorités face à la nécessité d'une action urgente ou inquiétude devant le score imprévu des nationalistes basques aux dernières élections municipales (près de 10 % des voix, contre 4,2 % aux élections législatives de 1988...), les ministères de la culture et de l'éducation nationale ont renoué les contacts avec les responsables basques.

Ph.E.

مكتبة النور

(Publicité)

Notre force est votre énergie

Olivetti est l'un des leaders mondiaux et le Numéro Un européen en informatique.

Les décisions d'avant-garde prises dans les années 70 et 80 expliquent l'avance technologique d'Olivetti et sa croissance exceptionnelle dans les technologies de pointe.

Mais être la référence ne suffit pas.

Olivetti ne se contente pas de travailler au développement des technologies de l'information pour répondre à la demande du marché. Ce sont les exigences jus-

tifiées de ses clients qui sont à l'origine de la gamme très diversifiée de systèmes et de services.

Notre mission est de développer les applications et les systèmes, compatibles et évolutifs, les mieux adaptés aux exigences de rentabilité de nos clients - celles d'aujourd'hui et celles de demain.

Cette vision fait notre succès. Et c'est elle qui nous a conduit, en toute logique, à nous décentraliser en sociétés autonomes par marché et par services rendus à nos clients.

Olivetti est désormais le

holding de trois réseaux d'entreprises dotées chacune de tous les moyens nécessaires pour la recherche-développement, la production et la commercialisation. S'y ajoute le groupe Activités Technologiques qui, outre ses activités dans les composants et les périphériques pour hardware, développe et gère des grands projets industriels à travers le monde.

Cette nouvelle structure ouvre à Olivetti un potentiel sans limites dans tous les domaines de l'informatique. Les trois nouvelles entités sont déjà opérationnel-

les, loin devant leurs concurrents, pour apporter les réponses gagnantes aux multiples questions qui se posent à leurs clients.

Chaque entité travaille en parfaite harmonie et partenariat avec les forces industrielles et les réseaux de distribution pour atteindre ses propres objectifs, et peut ainsi concentrer toutes ses énergies à cet objectif simple : mieux servir chaque client.

La nouvelle organisation d'Olivetti est aussi le reflet de sa culture d'entreprise.

Pour chaque produit et dans chaque domaine, Olivetti n'a

qu'un seul but : faire bénéficier ses utilisateurs de toute la puissance et des potentiels des technologies de pointe.

Plus que tout autre groupe, Olivetti rend l'innovation plus accessible à plus d'utilisateurs pour plus d'applications.

Cela implique une relation directe et réelle avec vous, l'utilisateur. Un lien qui est au cœur de nos rapports de confiance mutuels.

C'est vous qui inspirez nos meilleures solutions. Tout ce que nous faisons, c'est pour vous.

Notre force est votre énergie.

olivetti

ENVIRONNEMENT

Réunis à Nairobi à l'initiative des Nations unies

Cent trois pays définissent leurs priorités dans la défense de l'environnement

NAIROBI
de notre correspondante

La quatorzième session du conseil d'administration du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), réunie à Nairobi (Kenya) du 10 au 26 mai, aura été exceptionnelle au moins à un titre : le nombre des pays représentés — cent trois — constitue un record jamais atteint depuis 1972, date de la création du PNUE. Le fait que quarante-quatre de ces délégations aient été conduites par un ministre atteste l'importance que les gouvernements accordent désormais à l'environnement. Traits marquants de cette évolution : la mobilisation des pays de l'Est et la sensibilisation de plus en plus forte des pays en développement.

« Pendant longtemps, l'environnement a été considéré comme un gadget de l'Occident. Cette époque est révolue », affirmait en coulisse un délégué européen. Mais c'est à l'aune des efforts financiers de chacun que cet enthousiasme inédit devra se mesurer. Les délégués de Nairobi ont, certes, voté comme un seul homme le futur budget du PNUE : d'ici 1992, 100 millions de dollars devront être réunis.

« Promettre de l'argent, c'est une chose. Le mettre sur la table en est une autre », souligne le docteur Mustafa K. Tolba, directeur exécutif du PNUE. Si nous voulons atteindre notre but et rassembler ces 100 millions de dollars, il faudra que les gouvernements augmentent leurs contributions volontaires

de 35 % en moyenne chaque année, en 1990, en 1991 et, encore une fois, en 1992.

Les premiers à faire un geste ont été les Britanniques, annonçant qu'ils augmenteraient leur contribution de plus de 140 % « dès cette année ». La RFA, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont fait des déclarations en ce sens.

« Il ne faut pas se bercer d'illusions. Tant que nous continuerons à dépenser des millions pour l'environnement et des milliards pour les armes, il n'y aura pas de solution durable », a insisté le docteur Tolba.

Le réchauffement de la Terre

Parmi les dizaines de résolutions votées durant ces deux semaines de travaux, la plus importante concerne le réchauffement de la Terre, qui devra faire l'objet, aussi vite que possible, d'un traité international. Les cent trois délégués de Nairobi ont convenu que cet objectif constitue la « priorité des priorités » pour le PNUE. Les négociations devront commencer en 1990. Le futur traité sera préparé par le PNUE, qui travaillera en étroite collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale (OMM). On « espère » qu'il sera prêt en 1992.

Sept autres priorités ont été soulignées au cours de cette session : la protection des ressources en eau douce, la défense des littoraux, la lutte contre la déforestation et la diversité de la faune et de la flore, la gestion rigoureuse de la biotechnologie, le contrôle des déchets toxiques et la protection de la santé et la qualité de vie des populations, en particulier celles qui sont démunies de res-

sources. La session a donné mandat à l'équipe dirigeante pour que « 70 % des ressources financières et humaines du PNUE » soient concentrées sur ces « huit champs d'action prioritaires ».

La règle du consensus, qui aura marqué l'ensemble des votes de cette quatorzième session, n'a été brisée qu'à une seule occasion : la proposition, faite par un groupe de pays arabes, au sujet des problèmes de l'environnement dans les territoires palestiniens occupés par Israël. La plupart des délégations n'ont pas participé au vote. Vingt-huit d'entre elles ont approuvé la proposition, dix-huit se sont abstenues. Un seul pays, les États-Unis, a voté contre.

Le texte soumis à l'assemblée proposait « la formation d'un groupe d'experts spécialisés dans les problèmes de l'environnement », ayant pour mission de « préparer un rapport complet et détaillé » en utilisant « les informations fournies aussi bien par les populations habitant ces territoires que par les États concernés et les organisations régionales et internationales ».

CATHERINE SIMON.

LOTOSPORTA	
RÉSULTATS COMPLETS	
12 semaines	500 607,00 F
21 semaines	18 377,00 F
31 semaines	1 099,00 F
NUMÉRO FACTURE : 4	
Tirage du Dimanche 28 Mai 1989	

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RUGBY SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



Stade Toulousain Champion de France.

Nous félicitons les 2 équipes finalistes pour leur combativité, leur esprit d'équipe et leur talent.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

REPÈRES

Alpinisme

Cinq morts dans l'Everest

Cinq alpinistes polonais ont été tués et un autre grièvement blessé par une avalanche, samedi 27 mai, sur les pentes du mont Everest au Népal. Les six hommes se trouvaient au camp 3, à une altitude de 7 200 mètres, lorsque leurs tentes ont été ensevelies. Parmi eux se trouvait le chef de l'expédition, Eugeniusz Chrobak, qui, quatre jours avant, avait réussi l'ascension du plus haut sommet du monde, malgré de mauvaises conditions météorologiques.

Bouddhistes

La mort d'un grand lama

Le 2533^e anniversaire de la naissance de Bouddha a été célébré, dimanche 28 mai, à la pagode du bois de Vincennes par la communauté bouddhiste de France, regroupée dans une union de 150 000 fidèles environ et créée en juin 1986. La veille, au même endroit, les bouddhistes tibétains avaient rendu hommage à l'un des plus grands lamas, Kalou Rinpoché, qui vient de disparaître dans son monastère de Sonada (Inde).

Né en 1904, celui-ci avait reçu l'ordination monastique à treize ans puis accompli une retraite qui a duré quatorze ans dans les grottes du Tibet, avant de fonder un grand nombre de monastères. Véritable missionnaire du bouddhisme dans les pays occidentaux, Kalou Rinpoché était venu plus de sept fois en France, la dernière pour participer à l'inauguration, le 22 août 1987, du premier temple tibétain construit en France, près du château de Plaisir en Bourgogne (le Monde du 19 août 1987).

Catastrophes

Cyclones et séismes en Asie

Un violent cyclone a frappé, vendredi 26 et samedi 27 mai, les côtes de la baie du Bengale, tuant au moins soixante personnes au Bangladesh et en Inde et en laissant cinq cent mille autres personnes sans abri. Dans les régions les plus touchées — le district de Bishnupur, dans l'État d'Orissa, celui de Midnapore au Bengale occidental et la région de Tangail au Bangladesh —, des vents de 140 kilomètres à l'heure ont paralysé les transports routiers et ferroviaires, interrompant en certains endroits les télécommunications et l'alimentation en électricité. Dans la province du Fava, en Iran, dix-sept personnes ont été blessées par un tremblement de terre survenu dans la nuit de samedi à dimanche, d'une magnitude de 5,9 degrés sur l'échelle de Richter. (AFP, AP.)

Corridas

Les opposants rallument la polémique

Les opposants aux corridas à Fiebre (Gironde) ont manifesté contre la « ville tauzine » en incendiant, dans la nuit de vendredi 26 à samedi 27 mai, un garage municipal en pleine agglomération. Trois autobus de ramassage scolaire et un camion-grue pour l'entretien de l'éclairage public ont entièrement brûlé. Un hangar de 450 mètres carrés n'est à moitié effondré et devra être complètement détruit.

Presque simultanément, l'incendie s'est réouvert par un appel téléphonique parvenu au bureau de l'Agence France-Presse de Bordeaux.

Le renouvellement des courses de taureaux dans l'agglomération bordelaise souève de vives polémiques depuis 1987, date à laquelle le maire de Floirac, M. Jean Darriet, avait favorisé leur reprise (le Monde du 6 mai).

Hôpitaux

Les infirmières rouvrent leur dossier

Neuf mois après le conflit de l'automne 1988, les infirmières demandent la réouverture de leur dossier, ont annoncé dans un communiqué, dimanche 28 mai, la coordination nationale des infirmières, les syndicats CGT, CFDT, CGC et CFTC ainsi que d'autres associations d'infirmières. Elles évoquent la « dégradation des conditions de travail, les effectifs en baisse [...] et le non-remplacement des congés et mettent en jeu la sécurité des patients ».

Les infirmières de toutes spécialités ont annoncé leur volonté de s'unir et d'être étroitement associées en tant que partenaires à l'élaboration de toute politique de santé, notamment dans la perspective de 1993.

Le Carnet du Monde

Mariages

— Béatrice LE NIR et Sherif ABULKNEIN sont heureux de faire part de leur mariage, célébré au Caire.

— Annie SALLÉ, née Boucher, et Pierre MIALET se sont mariés dans l'intimité le 27 mai 1989.

— M^{me} Jean Alidères et son épouse, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean ALIDÈRES, ancien secrétaire national de la Confédération française démocratique du travail, ancien membre du Conseil économique et social,

survenu le 25 mai 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 30 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes (Val-de-Marne).

— Le docteur et M^{me} Marc Aron ont la douleur de faire part du décès de leur mère et belle-mère,

M^{me} Gertrude ARON, née Lévy, survenue dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 29 mai, au cimetière de La Moisson, à Lyon.

— La directrice, Le personnel, Et les anciens élèves de l'École départementale de service social de Paris, L'Association des formateurs de stage Paris-Île-de-France, La Confédération française des professions sociales, Le Comité national des écoles de service social, L'Association des écoles de service social d'Ile-de-France, L'Association nationale des assistants de service social, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Jeanne-Marie CARNIOL, ancienne directrice de l'EDSS, chevalier de l'Ordre des Palmes académiques, et vous convie à un service commémoratif, mercredi 14 juin 1989, à 17 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6.

— On nous prie d'annoncer le décès de M^{me} Henriette CHARRON, survenue le 12 mai 1989.

Selon sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité dans le caveau familial, à Saint-Savinien-sur-Charente.

« Ton roi vient à toi. »

— La Confédération française démocratique du travail (CFDT), La Fédération unifiée des industries chimiques CFDT, Le Syndicat des travailleurs des industries chimiques de la région parisienne CFDT, ont le regret de faire part du décès, survenu le 23 mai 1989, au Nouvelles-Calédonie, dans sa cinquante-troisième année, de

M. Emile LEVERE, ancien confédéré CFDT, délégué aux DOM-TOM.

Les obsèques auront lieu à Vitry-sur-Seine, en l'église Saint-Germain, rue de l'Abbé-Deny (place du Marché), vendredi 2 juin, à 15 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Jean-Pierre Malbos, son épouse, Ex-Olivier Malbos, son fils, Sa famille, Et ses proches, ont la douleur de faire part de la mort de Jean-Pierre MALBOS, survenue le 25 mai 1989, à Villejuif (Val-de-Marne), à l'âge de quarante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame d'Aix-les-Bains, le mardi 30 mai, à 14 h 30.

— EXPOSITION. — Le Cercle nîcois de l'air, route de Rustrel, Apt (Vaucluse), organisée jusqu'au 11 juin une exposition sur les terres australes et antiques françaises. Panneaux, matériels, échantillons botaniques, oiseaux naturalisés, maquettes, présentant les recherches faites dans ce territoire d'outre-mer.

★ Ouvert tous les jours de 9 heures à 18 heures. Entrée libre.

— Maurice PLUMERAT,

est décédé le 16 mai 1989.

Ceux qui l'ont aimé sont dans la peine.

Jeanne Plumerat, son épouse, Denille et Jean Decloux, ses enfants, Jean-Yves, Eric et Valérie, ses petits-enfants, Vincent, son arrière-petit-fils, Ses frères, Ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces.

L'inhumation a eu lieu le lundi 29 mai, au cimetière du Père-Lachaise.

— M^{me} Marc SCAMARONI, née Suzanne Romani, Et sa famille, ont la grande douleur de faire part du décès de leur cher et regretté

M. Marc SCAMARONI, chevalier de la Légion d'honneur, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats de Constantine, ancien membre du Conseil supérieur des Français à l'étranger,

survenu à Nice, le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise.

— M^{me} Annie Thouard, Frédéric et Dominique Perrin et leur fils Clément, Valentine Perrin, Isabelle Perrin, Guillaume Perrin, M. et M^{me} Jean-Louis Thouard, Valérie Thouard et Nicolas Sédillot, et leur fils Simon, Denis Thouard, Julien Thouard, M. Jacques Benoit et M^{me}, née Catherine Thouard, et leurs enfants Thomas et Mathieu, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean THOUARD, croix de guerre 1914-1918, président-fondateur de la Société Jean Thouard,

survenu le 27 mai 1989, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques seront célébrées, dans la plus stricte intimité, en l'église d'Annecourt (Val-d'Oise), le lundi 1^{er} juin.

7, square Desaix, 75015 Paris. 25, rue Vaneau, 75007 Paris. La Hémère, 3, chemin des Merles, 77176 Nandy.

Anniversaires

— En souvenir de

Françoise GROF, née le 30 mai 1945.

Que ma joie demeure.

Communications diverses

— Les éditions du Cerf vous invitent, le mardi 30 mai, à 17 h 30, 29, boulevard (Lafour-Mansbourg) 75007 Paris (métro : Lafour-Mansbourg), à une rencontre amicale avec René Passard, auteur du livre *Simon Doublon, Lettres sur le judaïsme ancien et moderne*.

Soutenances de thèses

— Université Toulouse-Le Mirail, le samedi 27 mai, M^{me} Lucie Barthelemy, épouse Rivet, a soutenu : « La vie artistique à Toulouse (1888-1939) ».

— Université Toulouse-Le Mirail, le mercredi 31 mai à 9 h 30, salle du Château, 5, allée A-Machado, M^{me} Anne-Lise Levy, épouse Fietri : « Artisanat latino-américain contemporain. Quand l'art populaire devient une marchandise ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 2 juin à 14 h 30 (Sorbonne), amphithéâtre Durkheim, galerie Claude-Bernard, escalier J, 3^e étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Alfred Schwartz : « Du Sussandru au Cavalli : une anthropologie du sous-peuplement. L'opération San Pedro et le développement du Sud-Ouest ivoirien ».

— Université Paris-XII (Val-de-Marne), le samedi 3 juin à 14 heures, en Sorbonne, amphithéâtre Michelet, escalier A, entrée 17, rue de la Sorbonne, M. Jacques Bouy : « La recherche des formes dans le récit narratif ».

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-95-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires 73 F

Communicat. diverses 96 F

POMPES FUNÈRES

OBLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation

de vos obsèques

interrogez-nous

N°VERT 05.45.22.27

مكتبة الشرف

(Publicité)

Notre ouverture est votre liberté



Olivetti Systems & Networks est le premier constructeur européen et l'un des dix premiers mondiaux dans le domaine de l'informatique distribuée.

Nos systèmes sont ouverts et flexibles parce qu'ils s'appuient sur les grands standards industriels du marché, et nos solutions spécifiques apportent une grande valeur ajoutée dans les secteurs de marché auxquels elles s'adressent.

Notre réseau de services est l'un des plus qualifiés sur le marché informatique.

Mondialement réputées, les solutions développées par nos laboratoires de recherche et développement, s'appuient sur une large expérience acquise auprès des utilisateurs.

Des solutions qui vous aident à faire communiquer des systèmes jusqu'à présent incompatibles.

Notre engagement à vous fournir ces nouvelles solutions vous donne la liberté de prévoir, de construire et de grandir sans barrières ni frontières.

Notre ouverture est votre liberté.

OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS

Notre expérience est votre quotidien



Olivetti Office est le Numéro Un européen et l'un des dix premiers mondiaux de la bureautique.

Systèmes d'écriture, traitement de données ou d'images, notre expérience dans ces domaines est sans équivalent.

Notre vocation est de fournir des solutions bureautiques qui couvrent tous les besoins avec des équipes

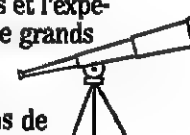
toujours compatibles et prévus pour suivre la croissance des entreprises.

Notre présence et notre assistance, réputées à travers toute l'Europe, vous garantissent d'être à la pointe du progrès quels que soient vos besoins bureautiques.

Notre expérience est votre quotidien.

OLIVETTI OFFICE

Notre savoir-faire est votre réussite



Olivetti Information Services est le premier groupe privé italien dans le secteur des services informatiques.

Le seul groupe qui offre à la fois talent et ressources dans les domaines les plus variés, des services professionnels aux logiciels, des systèmes intégrés aux réseaux à valeur ajoutée, depuis le "facility management" jusqu'à la formation.

Bénéficiant de l'expérience de plusieurs sociétés spécialisées par technologies et segments de marché, nous offrons à la fois savoir-faire, garanties et compétences d'un grand groupe.

Nous avons les moyens et l'expérience du management de grands projets, et notre éthique professionnelle fait de la satisfaction des besoins de nos clients la priorité absolue, dans le respect de son environnement opérationnel et de sa culture d'entreprise.

Olivetti Information Services a le savoir-faire et l'expérience indispensables pour assurer la pérennité de votre investissement et garantir votre croissance.

C'est en cela que notre savoir-faire est votre réussite.

OLIVETTI INFORMATION SERVICES

Notre force est votre énergie

olivetti

TENNIS : les Internationaux de France

Champions en consultation

Vainqueur des Internationaux d'Australie au début de la saison, Ivan Lendl, qui a récupéré la première place au classement mondial des joueurs professionnels, perdure après sa défaite en finale des Internationaux de France, qui débute le 29 mai au stade Roland-Garros de Paris. Logique parce que, à vingt-neuf ans, le Tchèque, qui est en bonne condition physique, pourrait profiter de sa santé de la plupart de ses rivaux pour remporter un quatrième titre sur la brique parisienne.

Un lapsus peut être révélateur, pour l'analyse, d'un trouble secret. Le nouveau juge arbitre des Internationaux de France de tennis, Gilbert Ysern, a-t-il commis vendredi 26 mai un de ces « lapsus révélateurs » en demandant à Henri Leconte de procéder au tirage au sort du tableau masculin du tournoi qui débute lundi 29 mai à la porte d'Anteuil ? En tout cas c'est la main d'un grand invalide des courts qui a décidé de l'ordre de bataille des derniers éclopés de la saison.

Père finaliste 1988, Leconte n'a pas pu « essayer de faire mieux » cette année, selon la sempiternelle formule des champions sportifs, en raison d'une hernie discale, la deuxième dont il ait souffert. Il a dû se contenter de déclarer forfait. Tout comme l'Australien Pat Cash, victime d'une rupture d'un tendon d'Achille, et le Français Guy Forget, blessé à un genou. Comme l'Américain John McEnroe qui, souffrant du dos, a perdu la suite des dernières chances de s'imposer à Paris sur la lancée d'un bon début de saison. Au total, dix joueurs classés dans les cent premiers mondiaux ne sont pas au rendez-vous de la porte d'Anteuil pour cause de blessures diverses.

Autres des dix premiers mondiaux (1) n'a été épargné ces derniers mois par les maux physiques, chacun a plus ou moins bien récupéré. La liste de leurs « bobos » : tendinite, périostite, claquage, pubalgie, hernie discale, fracture de fatigue... — ce sont presque plus longues que leur palmarès.

Après sa défaite en finale des Internationaux des Etats-Unis, Ivan Lendl (n°1) s'est fait enlever de l'épaulé droite des esquilles d'os. C'était la troisième blessure sérieuse du Tchèque en deux ans. De septembre 1987 à mars 1989, une périostite a handicapé Mats Wilander (n°4), au point qu'il n'a pu conserver la première place mondiale. Pire pendant deux semaines au pied gauche à la suite d'une victoire au tournoi de Stockholm en

novembre dernier, l'Allemand de l'Ouest Boris Becker (n°2) souffrait maintenant de quelques douleurs dorsales.

C'est une tendinite au genou gauche qui a gâché la fin de saison du Suédois Stefan Edberg (n°3), puis le champion de Wimbledon 1988 s'est déplacé une véritable en quart de finale de l'Open d'Australie. André Agassi (n°5), la dernière coqueluche américaine, a connu deux petites alertes : il a subi l'ablation de verrues à la main droite et il a dû abandonner à Dallas en raison de douleurs aux adducteurs. Les genoux de Kent Carlsson (n°9), l'ex-futur prodige suédois, sont tellement mauvais état qu'il a dû renoncer sur toute autre surface que la terre battue. Mais son dos lui pose également des problèmes.

Opéré en décembre 1988 d'un oriel au pied gauche dont un osselet s'était fissuré, l'Américain Jimmy Connors (n°10), qui fêtera bientôt ses trente-sept ans mais qui ne se ménage pas pour autant, souffre maintenant du pied droit. Absent du circuit deux mois en 1988 en raison d'une hernie discale, le Tchèque Miloslav Mečíř a toujours mal au dos.

Une énième alerte aux genoux au début de la saison en Australie n'avait pas empêché Yannick Noah de commettre une bonne passe en mars et en avril. Mais, à San Diego (Californie), lors de la rencontre de Coupe Davis contre les Etats-Unis, il a commencé à ressentir une inflammation de la voûte plantaire. « Quand on pense qu'il y a quinze jours j'ai marché avec des béquilles... », a déclaré le numéro un français en confirmant sa participation aux Internationaux de Roland-Garros le jour du tirage au sort, marquant bien ainsi que sa décision n'avait été prise qu'après un lourd travail médical.

Repos obligatoire

Bref, la chronique tennistique à la veille de ces Internationaux de France s'apparenterait plutôt à une rubrique médicale. Comment expliquer une telle épidémie de blessures ? Quoique les champions ne peuvent évaluer les accidents qu'en ayant une hygiène de vie très stricte : « Hélas ! il est difficile de faire comprendre à des jeunes qu'ils doivent tirer un trait sur presque tous les plaisirs de leur âge et se consacrer presque exclusivement à l'entraînement technique pour être en forme pendant quelques semaines par an. D'autant que dans un système libéral les sollicitations sont très fortes d'un côté comme de l'autre. »

C'est ce manque de rigueur dans la préparation qui déplore le plus les entraîneurs. Il est singulier que le Suisse Jakob Hlasek (passé de la 23^e à la 8^e place mondiale) ait été la révélation de la saison passée : il relevait d'un très grave accident de la route, qui l'avait contraint à une longue rééducation et à un entraînement en profondeur avant de reprendre sa place sur le circuit. Et il est non moins révélateur que Günther Bosch son soit venu à se séparer de Boris Becker, dont il s'approchait par les écarts de

de ses possibilités. Et tout le problème vient du fait qu'on ne connaît pas ces limites. On a des idées générales sur le bon fonctionnement, mais on ne sait pas quand ça va casser. »

Pour ce médecin, marathonien de bon niveau, les meilleurs tennismen mondiaux sont en fait victimes des cadences infernales que leur impose ce sport : trop de tournois, trop de décalages horaires, trop de changements de surface, trop d'adversaires de bon niveau, trop de puissance dans les échanges. « L'entraînement permet de modifier la capacité de l'effort des muscles mais le repos reste indispensable. Sans lui, les fibres accumulent les toxines et le joueur va alors de la crampes, qui est le premier signal d'alarme, à la déchirure musculaire, qui est grave. Il faut alors s'arrêter impérativement six semaines, sinon il y a des « claquages » à répétition dont beaucoup sont victimes. »

Autre phénomène propre au tennis moderne : la quasi-disparition des « tennis-elbow », qui ont laissé la place à des douleurs dorsales provoquées essentiellement par les rotations en hyper-extension lors des services : « La colonne vertébrale travaille à faux. C'est comme le mât d'un voilier. Elle n'a pas besoin d'être très grosse mais elle doit être bien soutenue par les muscles qui agissent comme des haubans. Or, en tennis, la musculature se développe de façon asymétrique. »

Entraînements publics

Comme le jeu pratiqué par les champions met également à rude épreuve les tendons et les articulations des membres inférieurs, le docteur Sagnat pense que les joueurs peuvent éviter les accidents qu'en ayant une hygiène de vie très stricte : « Hélas ! il est difficile de faire comprendre à des jeunes qu'ils doivent tirer un trait sur presque tous les plaisirs de leur âge et se consacrer presque exclusivement à l'entraînement technique pour être en forme pendant quelques semaines par an. D'autant que dans un système libéral les sollicitations sont très fortes d'un côté comme de l'autre. »

C'est ce manque de rigueur dans la préparation qui déplore le plus les entraîneurs. Il est singulier que le Suisse Jakob Hlasek (passé de la 23^e à la 8^e place mondiale) ait été la révélation de la saison passée : il relevait d'un très grave accident de la route, qui l'avait contraint à une longue rééducation et à un entraînement en profondeur avant de reprendre sa place sur le circuit. Et il est non moins révélateur que Günther Bosch son soit venu à se séparer de Boris Becker, dont il s'approchait par les écarts de

conduite après ses deux succès à Wimbledon.

Car, en réalité, le nombre de tournois officiels auxquels les joueurs participent effectivement n'apparaît pas exagéré : en 1988, Lendl en a disputé 10 et 54 matches. Ces chiffres ont été de 12 et 54 pour Noah, de 13 et 50 pour Connors, de 13 et 56 pour Carlsson, de 14 et 76 pour Wilander, de 15 et 110 pour Becker, de 16 et 79 pour Agassi, de 18 et 116 pour Edberg. Bref, rien qui ne ressemble à la des cadences infernales, même en tenant compte des décalages horaires et des changements de surface.

Mais ces chiffres officiels ne tiennent pas compte du nombre d'exhibitions que ces vedettes disputent à des tarifs mirobolants (au moins 20 000 dollars la rencontre). Or ces « special events », selon la terminologie anglo-saxonne en cours, que Björn Borg considérait naguère comme des entraînements publics, sont de plus en plus nombreux et de plus en plus impératifs pour les joueurs, qui remplissent ainsi leurs obligations vis-à-vis de leurs commanditaires. Ainsi, avant de s'affronter à Paris, Lendl et Wilander ont fait un détour par Marseille. Et c'est dans une partie commanditée par des producteurs de tulipes en Hollande que McEnroe s'est battu les reins avant les Internationaux d'Italie.

La suggestion d'organiser donc toute l'organisation du jeu soit remise à plat. C'était initialement la démarche des joueurs, quand l'année dernière, ils sont entrés en conflit avec le conseil professionnel et qu'ils ont décidé d'organiser eux-mêmes le circuit. Malheureusement, l'homme qu'ils ont chargé de mettre en œuvre ces bonnes dispositions, Hamilton Jordan, l'ancien porte-parole du président américain Jimmy Carter à la Maison Blanche, n'a rien eu de plus pressé que de confier le dossier à l'ATC, le plus puissant agent sportif américain. Il y a donc fort à parier que, sous la responsabilité de ce faiseur de dollars, les fameuses cadences deviennent encore plus infernales pour les meilleurs en 1990.

Les blessures seront-elles donc à prendre en compte dans l'évolution du jeu dans les années à venir ? Les deux matches ? Le directeur de Roland-Garros, Patrice Clerc, dit-il autre chose quand il constate en dépit du nombre des forfaits : « Les meilleurs sont engagés, c'est-à-dire tous ceux qui ont une santé leur permettant de postuler valablement à la victoire. »

ALAIN GRAUDO.

(1) Exception à la règle, l'Autrichien Thomas Muster, sixième mondial, qui était l'homme en forme de ce début de saison, a été reversé par un châtiment qui a provoqué l'attachement des ligaments du genou gauche.

AUTOMOBILISME : le Grand Prix du Mexique

Prost « dégommé » !

Le Brésilien Ayrton Senna (McLaren-Honda) a remporté sa troisième victoire consécutive cette saison en triomphant dimanche 28 mai, dans le Grand Prix du Mexique de formule 1 qu'il a mené de bout en bout. Cette course a permis aux Italiens Riccardo Patrese (Williams-Renault), deuxième à 15 secondes, et Michele Alboreto (Tyrrell-Ford), troisième à 31 secondes, de marquer leurs premiers points. Alain Prost (McLaren-Honda), retardé par deux changements de pneumatiques, a dû se contenter de la quatrième place derrière Alessandro Nannini (Benetton-Ford), au moment où il s'interroge sur son avenir.

MEXICO de notre envoyé spécial

L'atmosphère était à l'orage, samedi après-midi, sur le circuit des frères Rodriguez à Mexico. Dans le ciel de gros nuages noirs s'amoncelaient, s'apprêtant à laver la mégalo-mécanique d'un peu de sa pollution. Le climat n'était pas son plus au beau fixe dans le stand McLaren-Honda où, chacun dans leur coin, sans un mot ni un regard l'un pour l'autre, Alain Prost et Ayrton Senna, les deux équipiers devenus ennemis depuis le Grand Prix de Saint-Marin, se préparaient pour la deuxième et dernière séance de qualification.

Contrairement à son habitude, le Français n'avait pas attendu de connaître les premiers temps de ses rivaux pour s'élever avec son premier train de pneus de qualification. Des gommeuses très tendres, déformées au bout d'un tour : 1 min 19 s 404, il n'avait pu battre le meilleur temps établi la veille par le Brésilien (1 min 19 s 112). Ayrton Senna avait alors pris la piste pour sa première séance de 19 s 030, malgré un bref passage dans l'herbe. L'avantage restait dans son camp, alors que les deux hommes ne disposaient plus que d'un jeu de pneus.

La dernière chance

Resté casqué dans sa voiture, Alain Prost surveillait d'un œil le ciel et de l'autre le petit terminal sur lequel défilaient les temps de ses adversaires. Pouvait-il attendre que la piste se réchauffe encore et devienne plus rapide avec les dépôts de gomme ? Mais, à trop attendre, ne risquait-il pas de voir se dresser devant lui le bras du Brésilien ? Il repartit juste à la mi-séance et réussissait 1 min 18 s 773. Meilleur temps provisoire. La pression passait du côté de Senna.

Tel un foudre à l'affût, Ayrton Senna sembla alors flaire le vent. Dix minutes plus tard, les remous provoqués par l'orage voisins balayaient la piste. Il s'élança pour un tour à la limite de l'adhérence dans les courbes et sur les bosses. Le chronomètre s'arrêtait à 1 min 17 s 876. Un temps comparable avec celui qu'il avait réussi l'an dernier avec un moteur turbo plus puissant de près de 200 chevaux !

En victime presque résignée, Alain Prost tentait bien de repré-

dre la piste avec son deuxième train de pneus déjà dégradés. En vain. Lorsque Ayrton Senna vit le temps de son coéquipier s'inscrire sur le terminal, il ne put s'empêcher de brandir le poing.

Le Brésilien venait d'égaliser le record de Jim Clark avec trente-trois pole-positions (première place sur la ligne de départ) et d'établir un nouveau record avec sept pole-positions successives. Ces records ne sont pourtant pas sa motivation première : « J'aime la tension des qualifications. L'important dans la qualification, c'est d'être compétitif. Les résultats suivent. Ce qui m'intéresse, c'est le challenge. Chaque fois je m'efforce d'être le plus rapide, le plus constant et de gagner. C'est mon tempérament, ma philosophie. »

Psychologiquement, le Grand Prix du Mexique représentait peut-être la dernière chance pour Alain Prost, toujours à la recherche d'un premier succès cette saison, de contester la supériorité affichée par le Brésilien. Après Monaco, où son rival s'était joué de lui à l'occasion des dépassements, le pilote français retrouvait un circuit où ces manœuvres ne posent plus de difficulté. Par contre, le régime des monopoles, pour lequel il excelle habituellement, relevait du casse-tête.

L'altitude de Mexico (2 240 m) ne pose pas seulement des problèmes aux mécaniciens. Pour les pilotes et les ingénieurs du châssis, les réglages des monopoles s'avèrent d'autant plus délicats qu'aux effets de l'altitude sur les trajectoires aérodynamiques et les appuis s'ajoutent les conditions spécifiques du circuit, avec, pour succéder à des virages serrés, une grande courbe parabolique suivie d'une ligne droite de près d'un kilomètre.

A ce travail minutieux de réglage, Alain Prost, qui avait obtenu l'an dernier à Mexico l'une de ses plus belles victoires sur Ayrton Senna, la seule de sa carrière en Amérique du Nord, — passait pour un maître. Or, cette fois, c'est le Brésilien qui a, semble-t-il, pris les meilleures options. En utilisant des gommeuses plus dures pour ses roues gauches, il a pu éviter de trop dégrader ses pneus dans la grande courbe parabolique et à ce point la course sans arrêt au stand.

Parti avec des gommeuses plus dures, Alain Prost a dû repasser son stand dès le vingtième tour. Alors qu'il avait réclamé le même compromis que le Brésilien, ses mécaniciens, par inadvertance, lui ont remis une gomme tendre à l'arrière gauche, l'obligeant à un deuxième arrêt quatorze tours plus tard.

Désabusé par cet incident, le pilote français estimait aussi avoir été lésé au niveau de son moteur. Reparti derrière le Brésilien, il a en effet dû attendre, malgré ses pneus neufs, que ce dernier lève le pied en fin de course pour pouvoir le doubler.

Pressé par Ron Dennis, directeur de l'écurie McLaren, de faire connaître la voie qu'il entend donner à sa carrière, Alain Prost s'est engagé à donner sa réponse avant la fin du mois. Mais, après sa mésempare mexicaine et la nouvelle preuve de la domination du Brésilien, il y a bien peu de chances de le retrouver la saison prochaine aux côtés d'Ayrton Senna.

GÉRARD ALBOUY.

RUGBY : le onzième titre de Toulouse

Le mouvement qui déplace les lignes

Le président de la République, M. François Mitterrand, a remis samedi 27 mai, dans la tribune du Parc des Princes à Paris, le bouclier de Brennus à Albert Cigagna, le capitaine du Stade toulousain, qui venait de battre (18-12) le Racing club de Toulouse en finale du championnat de France de rugby. C'est le onzième titre consécutif par les Garonnais et les hommes de Pierre Villepreux se sont imposés pour la deuxième fois contre les Vaincus de Daniel Herrero. C'est le triomphe d'une conception moderne du jeu.

Jacques Fouroux a bien fait de regarder à la télévision cette finale du championnat de France de rugby 1989. Le sélectionneur de l'équipe nationale s'est ainsi épargné un cruel camouflet public. En quatre-vingt minutes, la preuve a en effet été apportée de l'insanité de ses conceptions du jeu ovale. En quatre-vingt minutes, les théories de Pierre Villepreux ont été validées, de la plus éclatante des façons, par l'expérimentation.

Selon le dogme officiel, ce dogme Fouroux au nom duquel est joué le Tournoi des cinq nations et sont composées les sélections des tournois estivaux aux antipodes, il n'est pas possible de jouer sans ballon. Tout est donc fait par le XV national pour assurer la conquête du ballon, conquête qui est possible prioritairement lors des regroupements. De là découle ce qu'un stratège de l'OTAN appellerait la course aux armements : l'alourdissement de toutes les lignes de jeu, autrement dit, derrière un pack de gros calibre, les trois-quarts sont choisis plus pour leur puissance de pénétration que pour leur accélération.

Pierre Villepreux a sur le jeu un regard différent. Ses réflexions l'ont amené à considérer que, tout autant

que la possession du ballon, c'était la position des joueurs par rapport à ce ballon qui était importante. Autrement dit il s'est fait l'apôtre du jeu sans ballon, du jeu de placement, du jeu de mouvement. Et ce qui a pu paraître risible aux dogmatiques s'est trouvé confirmé une nouvelle fois, de façon éclatante, samedi soir sur la pelouse du Parc des Princes face à Toulouse, après avoir déjà provoqué la porte d'Agen en demi-finale.

Au-delà des performances personnelles de Serge Larrieu (essai à la première minute), un pilier qui a des jambes de troisième ligne, et de Denis Charvet (essai à la trente-deuxième minute), un centre qui déborde les défenses plus vite qu'un ailier, il faut en effet voir dans la performance globale de Toulouse la volonté d'avancer quoi qu'il arrive, d'avancer envers et contre tout.

Sans cette disposition des Toulousains, autant tactique que stratégique, il y a fort à parier que les Vaincus auraient pris leur revanche de la finale de 1985, ce match fou qu'ils avaient perdu lorsqu'ils menaient 19 à 13 dix minutes avant la fin du temps réglementaire. Mais ils n'ont pas eu le temps de mettre leur grosse patte sur la partie. La première touche, mal contrôlée, leur a coûté un essai, plus dur à encaisser pour les malabars de la rade qu'un crochet au foie par un boxeur. Ce n'était pourtant que l'application sommaire du théorème toulousain : attaquer !

C'est ce que fait Thierry Maset quand il lance Serge Larrieu dans un interstice de confusion de l'alignement varois lors des premières secondes de la rencontre. C'est encore ce que matérialise une demi-heure plus tard Denis Charvet quand il transperce une défense trop rapprochée, ouvrant ainsi une diagonale de 60 mètres.

Bien sûr, il y a dans chacune de ces actions la marque du talent pro-

pre à son auteur. Si Larrieu n'était pas aussi à son aise en première qu'en deuxième ligne, sans doute n'aurait-il pu franchir d'un trait les 20 mètres qui le séparent de l'enfer. Si Charvet n'avait pas senti, s'il n'avait pas réussi à faire croire aux défenseurs toulousains qu'il pouvait à tout moment passer le ballon à son ailier Jean-Michel Rancoule, il aurait manifestement été « pris aux pattes », c'est-à-dire plaqué, avant de conclure la plus belle action de la partie.

Mais ces individualités — comme celles des deux joueurs de l'équipe, Jérôme Caubon à la mêlée et David Berry à l'ailé gauche — n'ont leur plein épanouissement que dans le système qui a été élaboré à Toulouse à partir de 1981, d'abord par Robert Bru et depuis 1983 par Pierre Villepreux avec les concours, pour les lignes avant, de Jean-Claude Skrelis.

Faut-il en conclure que le Stade toulousain va exercer sur le rugby national une emprise aussi forte que celle de l'AS Biterroise de Raoul Barrière du début des années 70 au milieu des années 80 ? En dépit des quatre demi-finales et des trois titres des Garonnais depuis 1985, on pourrait bien sûr objecter que leur victoire de samedi est tout autant une défaite des Vaincus.

Comme ceintillé à froid par le dynamisme toulousain, le pack varois ne s'est véritablement mis en action qu'en deuxième période. Jérôme Gallion n'a plus, à trente-quatre ans, aux yeux des Anglo-Saxons, le meilleur demi de mêlée du monde. Christian Cany a manqué singulièrement de lucidité lors de ses tentatives de drop, alors qu'il aurait pu lancer ses trois-quarts en bonne position. Quant à Jean-Charles Orsoni, il n'a manifestement pas tout fait récupéré après la blessure à l'épaule contractée en demi-finale contre Narbonne.

Bref, l'issue du match aurait pu être différente si Toulouse avait donné sa pleine mesure. Reste que Toulouse a gagné. Et que c'est un symbole de la résistance au pouvoir central de la Fédération.

Critiqué pour avoir brillamment organisé un « master » des meilleurs clubs et provinces du monde, accusé de professionnaliser le jeu lors de la création d'un centre de formation destiné à promouvoir les joueurs arrivant sur le marché du travail, vilipendé parce que son entraîneur avait été invité à donner des conseils à l'équipe anglaise avant le Tournoi des cinq nations, Toulouse a donné sur le terrain la meilleure des réponses qui soit aux syndicalistes de l'ovale. Par la qualité du spectacle, par la qualité du jeu.

A. G.

● FOOTBALL : Stéphane Paille et Eric Cantona à Montpellier. — Le Sochauxien Stéphane Paille et le Marseillais Eric Cantona (prêt à Bordeaux à la mi-saison) joueront la saison prochaine à Montpellier. Sochaux a cédé son avant-centre pour une somme de 12 millions de francs au club qui s'appellera désormais Montpellier-Hérault (contrat de trois ans). Celui-ci a, pour sa part, versé 3 millions de francs à l'Olympique de Marseille pour le prêt de Cantona (un an). Les deux attaques internationales, souhaitaient à tout prix jouer ensemble depuis leur titre de champions d'Europe avec l'équipe de France espoirs en 1988.

● Deux cent cinquante arrestations en Ecosse. — Plus de deux cent cinquante personnes ont été interpellées, samedi 27 mai, lors d'affrontements entre supporters à Glasgow, où l'Ecosse accueillait l'Angleterre. La rencontre annuelle entre les deux équipes donne lieu depuis plusieurs années à des écarts de violence. Les policiers écossais, informés de l'arrivée de bandes de supporters anglais, avaient prévu un important dispositif de sécurité.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DU MEXIQUE
Classement. — 1. Ayrton Senna (McLaren-Honda), les 305,049 km en 1 h 35 min 21 s 431 ; 2. Riccardo Patrese (Williams-Renault), à 15 s 580 ; 3. Michele Alboreto (Tyrrell-Ford) à 31 s 254 ; 4. Alessandro Nannini (Benetton-Ford), à 45 s 495 ; 5. Alain Prost (McLaren-Honda), à 56 s 113.

Classement du Championnat du monde des pilotes. — 1. Ayrton Senna, 27 pts ; 2. Alain Prost, 20 ; 3. Nigel Mansell, 9.

Football

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE
L'équipe londonienne d'Arsenal a enlevé le titre de champion d'Angleterre 1989 à la suite de sa victoire à Liverpool (2-0), vendredi 26 mai. Les joueurs ont reçu dimanche les rétrogrades à une meilleure différence de buts. Le club remporte ainsi le neuvième titre de son histoire, le premier depuis 1971 pour une équipe de la capitale. Les joueurs ont reçu dimanche un accueil triomphal dans les rues d'Edington (nord de Londres), où deux cent cinquante mille supporters les attendaient.

CHAMPIONNAT D'ITALIE
L'Inter de Milan a décroché son huitième titre de champion d'Italie depuis 1945 en dominant Naples (2-1), dimanche 28 mai à Milan. Alors qu'il reste encore quatre matches à disputer, l'équipe milanaise ne peut être inquiétée. Après le succès de Milan AC en Coupe d'Europe des champions, mercredi 24 mai à Barcelone (le Milan de 26 mai), la ligue a une nouvelle fois gagné la métropole lombarde, qui aligne ses deux équipes en Coupe des clubs champions la saison prochaine.

Motocyclisme

GRAND PRIX D'ALLEMAGNE
Le pilote toulousain Ivan Palacios est décédé des suites de ses blessures, après une chute, dimanche 28 mai, lors du Grand Prix des 250 centimètres cubes, qui a eu lieu sur le circuit d'Hockenheim (RFA). Le pilote toulousain a été percuté par un autre pilote lors d'une collision avec l'Allemand Fabio Barchiesi et le Français Bruno Bonhuil, au dixième tour de la course.

Dans la catégorie des 500 centimètres cubes, la victoire est revenue à l'Américain Wayne Rainey (Lucy-Yamaha) qui précède son compatriote Eddie Lawson (Kawasaki-Honda).

Voile

TRANSAT LORIENT
SAINT-BARTHELEMY - LORIENT
La catamaran de Bruno Peron et Jack Vincent a franchi samedi 27 mai à 21 h 50 la ligne d'arrivée de la course transatlantique Lorient - Saint-Barthélemy - Lorient. Le temps : 13 h et 39 min de navigation, le voilier Charal remporte une épreuve marquée par des incidents et des naufrages, qui ont conduit à l'abandon des skippers comme Eric Tabarly ou Jean Béraud (le Monde du 23 mai). La victoire s'est enfin infligée à l'ainé des frères Peron, habitué, depuis une dizaine d'années, qu'il parcourt les océans, aux secondes places sur les podiums.

Vol à voile

CHAMPIONNATS DU MONDE
L'équipe de France a enlevé deux médailles d'or aux Championnats du monde de vol à voile, qui se sont terminés samedi 27 mai à Wiener Neustadt (Autriche). Jacques Abglin s'est imposé en classe standard (planeurs de 15 mètres) et Jean-Louis Liptaux en classe libre (25 mètres d'envergure).

مكتبة المجلد

Le Monde ECONOMIE



Man, un paradis très respectable

Les banques et compagnies d'assurances qui représentent un quart du revenu insulaire garderont après 1992 leur fiscalité privilégiée

JUSQU'ICI, l'île de Man était plutôt, selon l'expression locale, « a well kept secret » (un secret bien gardé). Mais, depuis cinq ans environ, les financiers de Londres, de Manchester et même de Guernesey, affluent vers ce petit paradis — fiscal entre autres — cooqué entre l'Ecosse et l'Irlande.

« Après tout, observe David Burton, responsable du cabinet d'audit Touche Ross à Douglas, l'île est à peine plus petite que Singapour mais beaucoup moins peuplée (soixante-neuf mille habitants contre deux millions cinq cent mille). Elle est trois fois plus grande que ses concurrentes anglo-normandes, mais utilise le droit commun britannique — et non le « franco-normand ». Et elle a sur... Panama par exemple, l'énorme avantage d'avoir un Parlement indépendant et démocratique depuis plus de mille ans ! »

Lointains descendants des Vikings, qui débarquèrent à la fin du premier millénaire, les Manx insistent sur le fait qu'ils « ne font pas et n'ont jamais fait partie du Royaume-Uni ». Les relations entre Man et Londres sont subtiles. Une zone de libre-échange existe entre les deux pays, l'île paye une petite partie de son budget (2,5 %) à l'Exchequer en échange de la protection militaire et de la représentation diplomatique britannique... et la reine d'Angleterre dépêche sur Man un « lieutenant gouverneur » qui préside le Tynwald (les trois chambres du Parlement local), sans exercer de pouvoir véritable.

Un entassement financier

Pour avoir une bonne idée de l'équilibre économique de l'île, il suffit de regarder le panorama de la baie de Douglas, la capitale. Vers le nord, la promenade aligne de nombreux hôtels d'aspect victorien, souvent modestes, dont un grand nombre sont fermés et quelques-uns transformés en palaces et en casinos. Au sud, un port de commerce étrangement surdimensionné prolonge un minuscule port de pêche presque vide. Les ruelles de ce quartier

ancien abritent les bâtiments officiels, dont la rotonde du Tynwald. Une multitude de banques, de compagnies d'assurances et de cabinets d'experts se serrent autour de ces bureaux gouvernementaux comme pour saisir plus vite les moindres amendements à une législation si favorable à leurs affaires. Entre le port de pêche et cet entassement financier, une petite gare de briques rouges où fument des locomotives à vapeur. Les mêmes depuis 1875.

A peine embarqué dans ces wagons de bois, l'on est déjà dans la campagne, vers le sud et le minuscule havre de Port-Erin. Au passage, l'on découvre au bord des falaises l'aéroport de Douglas au trafic étonnant, jouxtant une zone industrielle « hors taxes » ultramoderne.

Les armoes de Man présentent, sur fond rouge, trois jambes d'armure en croix. La devise « Quocumque jeceri stabit » (« Où qu'on me lance, je tiens droit ») pourrait parfaitement illustrer la politique économique locale, un équilibre dynamique soigneusement préservé.

Au fil des ans, le triptyque agriculture-pêche-villégiature a simplement été remplacé par la trilogie finance-industrie-services. Et l'île, qui fut jadis très pauvre, peut s'enorgueillir aujourd'hui d'un taux de chômage parmi les plus faibles : 1,5 %, soit environ quatre cents personnes.

Dans le monde britannique, Man fut pendant longtemps perçue comme un lieu étrange, aux coutumes fortement établies, vivant d'agriculture, de pêche aux harengs... et de contrebande d'alcool, de tabac et de soie. Vint le temps du tourisme chic qui, au dix-neuvième siècle, vit débarquer dans les villes côtières de nobles Anglais, remplacés par un mélange de retraités du Commonwealth goûtant les joies d'une vie paisible aux impôts légers... et de touristes populaires venant par ferries entiers jouer au bingo et prendre les trains de bois pour des voyages à travers le temps.

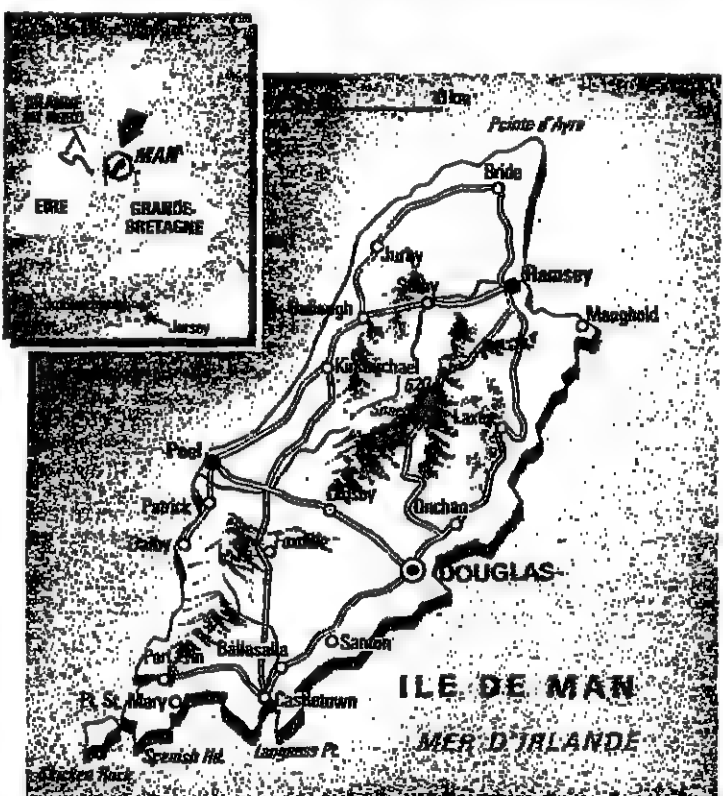
Cette époque est révolue. L'agriculture et la pêche ne pèsent guère plus de 3 % du revenu insulaire ; les retraités coloniaux, coûtant cher au sys-

tème de sécurité sociale local, sont moins recherchés ; et les bordes estivales préfèrent aujourd'hui les vacances standardisées en Espagne.

Le secteur financier représente actuellement un bon quart du revenu de l'île qui atteint 200 millions de livres. La fiscalité légère (impôt sur les bénéfices allant de 20 % à 0, impôt sur les revenus de 15 %) n'est pas la seule raison

45 employés), explique son choix : « Le gouvernement de l'île a mis au point une législation de contrôle des banques très stricte qui renforce la confiance des grandes institutions internationales. De plus, l'implantation dans l'île ne coûte pas cher et on peut trouver de l'espace facilement. »

C'est un expert qui parle : la Royal Bank of Canada emploie en



pour laquelle on dénombre plus de cinquante banques et quatre-vingt compagnies d'assurances dans les rues de Douglas ou de Ramsey.

Colin Mackay, président de la filiale à Man de la Royal Bank of Canada, qui vient d'acquiescer une société financière locale importante (le Mannin Group, fort de

effet quelque cent quatre-vingt personnes à Guernesey où l'espace devient une denrée rare. Aussi les dépôts bancaires ont-ils connu ces dernières années un « boom » impressionnant à Man : avec une croissance moyenne annuelle de l'ordre de 20 %, ils sont passés d'environ 1 milliard de livres en 1981 à 4,6 milliards de livres fin 1988.

Mot d'ordre des autorités : « Nous ne voulons pas du bas de gamme. » En clair, pas question de recevoir dans les rues du port quelque banque semi-officielle pouvant servir à blanchir de l'argent sale. Le banking supervisor veille et les institutions londoniennes, néerlandaises ou suisses installées à Douglas ne voudraient pas de voisins peu recommandables.

Même surveillance sévère dans le secteur des assurances. William Hostings, qui en est le supervisor, souligne que les onze compagnies d'assurance-vie établies sur l'île (qui sont aussi génératrices d'emplois) se recrutent parmi les plus grosses (Eagle Star, Royal Insurance, Equity & Law...).

Le marché se développe surtout par les assurances « captives » des grandes sociétés comme British Gas, Jaguar, British Telecom. « Les compagnies captives se multiplient partout et nous sommes en train de prendre des parts de marché croissantes. Nous avons sur place l'infrastructure, les comptables, les consultants, les banques d'investissement... », souligne le supervisor qui se déclare « très optimiste ».

Le climat de Man, en effet, semble particulièrement propice à la créativité financière. Que ce soit dans les activités de banque privée, de trust, ou d'assurances spéciales, il semble que ce paradis fiscal suscite les idées originales.

Cependant, avec une finance qui ne cesse de croître, ne peut-on craindre, comme le font remarquer les rares autonomistes de l'île, de voir Man se transformer en une sorte de Jersey riche et sans âme ? « Nous faisons tout notre possible pour avoir une économie diversifiée et équilibrée », répond David Cannan, ministre des finances de Man. Cela veut dire que nous encourageons fortement l'industrie. Avec plus de deux cents entreprises, ce secteur pèse déjà 15 % du PIB. »

La politique en la matière est claire : pas question, comme l'explique un conseiller du Trésor, de faire venir une grosse usine de montage automobile japonaise. Trop dangereux pour l'équilibre de l'emploi et pas assez de valeur ajoutée. Les autorités encoura-

gent plutôt l'implantation de petites unités très spécialisées dans les hautes technologies.

L'île était déjà, pendant la dernière guerre, un centre industriel aéronautique important (car loin du front). On y trouve encore un fabricant de pièces pour sièges éjectables, mais aussi une unité d'outillage du diamantaire De Beers (installée dans la zone franche), une usine de chromatographes et de nombreux ateliers d'électronique venant tirer profit de larges subventions.

Le gouvernement veut aussi développer rapidement le secteur des services en s'appuyant sur deux points forts traditionnels : le maritime et le tourisme. L'île est le siège d'un « pavillon bis » (ou pavillon offshore) garantissant des coûts d'exploitation allégés aux navires britanniques. Avec plus de 4 millions de tonnes de jauge brute immatriculées, ce pavillon représente maintenant près du tiers du tonnage britannique total. Cette activité a créé de nombreux services de management maritime.

Le second souffle

Quant au tourisme local qui pèse encore 10 % du PIB, il cherche aujourd'hui son second souffle : la capacité hôtelière a fondu de 40 % en dix ans, suivant la baisse de fréquentation estivale. Il a fallu du temps aux Manx, finalement assez conservateurs, pour s'apercevoir que le marché touristique avait changé. On cherche à présent à développer les séjours courts, les événements sportifs et le tourisme de congrès. Un travail de longue haleine.

Pourtant les gens de l'île, pour la plupart, considèrent encore le tourisme comme un secteur clé et les débats sont vifs lorsqu'un hôtel qui ferme est remplacé par des bureaux de banque. Le président de la chambre de commerce, Bill Denard, est également président de la plus grosse blanchisserie de l'île, Clucas Cleaners, dont l'activité dépend étroitement du tourisme hôtelier.

de Douglas
DIDIER POURQUERY.
(Lire la suite page III.)

Panama, le canal renforcé

Américains, Japonais... et Français étudient le doublement de la voie d'eau par une autoroute et une ligne ferroviaire moderne

FIGÉ sur un obélisque, le bec pointé vers le pont des deux Amériques et son arche de métal, le coq gaulois de la place de France est le premier veilleur à l'entrée du canal de Panama. Soixante-quinze ans après le percement définitif de l'isthme, l'empreinte tricolore est réduite à l'état de symbole. Ferdinand de Lesseps statufié, comme le lieutenant Lucien-Napoléon Bonaparte ou l'ingénieur Léon Boyer.

L'image officielle n'a pas oublié, qu'en leur temps vingt mille ouvriers français ont trouvé la mort en s'avançant dans la forêt vierge, décimés par la malaria. Mais on sait à Panama que le génie cartésien d'un Lesseps s'est lamentablement enlisé.

Le héros de Suez s'obstinait à vouloir creuser un canal au niveau de la mer, quand seul un système d'écluses pouvait venir à bout des reliefs du pays. Après dix ans de vains efforts, un tiers seulement de la distance avait été couvert, et à quel prix !

Dans son tracé et son fonctionnement actuels, le canal de Panama est une création des Etats-Unis. Au début du siècle, les Américains pensaient d'abord tirer un trait d'union entre le Pacifique et l'Atlantique, à travers le Nicaragua. Mais, dissuadés par les menaces d'éruption du volcan Momotombo et les risques de

tremblement de terre, ils choisirent Panama.

En 1903, la France cède ses droits dans la Compagnie du canal pour 40 millions de dollars. Pendant deux ans, les Américains se consacrent exclusivement à la chasse aux moustiques, à présent disparus malgré l'humidité tropicale. « Un travail remarquable, jamais accompli ailleurs », reconnaît un résident français.

La première traversée

Le 15 août 1914, le navire à vapeur *Ancon* effectuait la première traversée du canal interocéanique. Les Etats-Unis avaient dépensé 387 millions de dollars pour relever le défi. Depuis 1903, ils ont investi 3 milliards de dollars dans l'opération et récupéré les deux tiers de la mise, grâce aux taxes perçues. En 1987, les droits de passage ont rapporté près de 330 millions de dollars.

Malgré les exploits des cap-horniers, l'ouverture du canal

donna un nouveau lustre à Panama. Après un dix-septième siècle glorieux, marqué par la conquête espagnole de l'or au Pérou et son rapatriement en Europe, via l'isthme, le petit Etat d'Amérique latine s'était assoupé.

La capitale tomba, en 1671, sous les boulets du pirate Morgan. Rebâtie sur les rives du Pacifique, elle ne se réveilla qu'avec la ruée vers l'or californien de 1849. Le chemin de fer, construit à cette époque d'un bord à l'autre de l'isthme, annonçait le futur canal.

Aujourd'hui encore, El ferrocarril de Panama relie trois fois par jour Panama-City à Colon, sur l'Atlantique, dans un fracas de métal assourdissant. Des fenêtres du train bleu, lorsque la jungle s'éclaircit, on voit s'avancer les immenses coques des navires franchissant les écluses. Troublante vision que ces monstres marins au milieu de la forêt vierge.

Depuis 1979, la gestion du chemin de fer est revenue à l'Etat de Panama, après plus d'un siècle de contrôle américain. Le service

s'est dégradé, la sécurité est relative, comme la précision des horaires. « Comment fonctionnera le canal lorsqu'il reviendra aux Panaméens ? », interroge un fonctionnaire étranger.

Le traité Carter-Torrijos, signé en 1977 par les chefs d'Etat américain et panaméen de l'époque, prévoit en effet le transfert de l'administration du canal aux autorités autochtones à compter du 1^{er} janvier de l'an 2000.

Des bases militaires

Les bases américaines, où sont stationnés quelque quinze mille GI's (depuis l'envoi récent de trois mille hommes supplémentaires par George Bush), devraient, dans le même temps, fermer.

L'article 4 du traité autorise cependant les Etats-Unis à mener des opérations militaires sur le canal en cas d'entrave à la libre circulation des bateaux. Mais cette clause est jusqu'ici restée théorique. En soixante-quinze ans d'existence, la voie interocéanique n'a jamais été coupée, pas même une journée.

de Panama
ERIC FOTODINO.
(Lire la suite page III.)



INSTITUT
SUPÉRIEUR
DU
COMMERCE

3^e CYCLE SPÉCIALISÉ FINANCE D'ENTREPRISE ISC PARIS

une année intensive d'enseignement de haut niveau pour devenir un professionnel recherché de la gestion financière quotidienne des entreprises.

■ FORMATION :

du 2 Octobre 1989 au 29 Juin 1990.

■ ADMISSION :

Bac + 4 (Maîtrise d'Université ou équivalent, Diplôme grande école de commerce ou d'ingénieur) ou 6 ans d'expérience professionnelle.

■ SÉLECTION :

sur dossier et entretien avec un jury

INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE
Établissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat
22 Boulevard du Fort de Vaux - 75017 PARIS
TÉL (1) 42 70 34 80-42 70 90 95 Yvette CARIOU

LA PRÉVISION EST-ELLE UNE SCIENCE ?

Comment font les diseurs de (bonne) conjoncture

Dans un monde en plein bouleversement il est très difficile de mettre en équation les comportements humains

FAIRE tourner des modèles qui portent des noms exotiques, il y a de quoi donner le vertige ou, à tout le moins, voir la conjoncture de toutes les couleurs. Pourtant, les prévisionnistes français sont des gens sages. Très sages même. Dans ce petit monde d'universitaires à l'intelligence discrète, où les « effets d'annonce » semblent du plus mauvais goût, on a l'habitude de peser ses chiffres.

Echaudé par le récent « krach » boursier, on joue la prudence et les Cassandre. Quitte — comme l'INSEE vient de le faire — à réviser publiquement ses comptes. Le diagnostic est quasi général : aujourd'hui, il est de bon ton d'être pessimiste.

Des chiffres subjectifs

« Pour être intelligent, il faut prédire une baisse », ironise Michel Develle, le directeur des études économiques et financières de Paribas. A la direction de la prévision (qui relève du ministère de l'économie et des finances), on conteste que l'on se soit laissé « intoxiquer par les effets du krach, au demeurant plutôt minimes » ; on reconnaît, en revanche, que personne n'avait prévu le redémarrage, mi-87, de l'investissement. « Même si on l'avait soupçonné, le climat catastrophiste aurait empêché de le dire ».

Personne d'ailleurs ne cherche à cacher ce que les chiffres avancés chaque année doivent au subjectif. D'après une étude menée dans l'université de Michigan, qui fit, dans les années 30, figure de pionnière des prévisions, le « jugement » interviendrait pour 30 % à 70 % dans la fabrication des équations. De même, des

études effectuées pour Wharton EFA — l'un des trois grands instituts de prévision américains — montrent que les erreurs de prévisions « post meeting » (c'est-à-dire après discussion avec les utilisateurs des modèles) sont inférieures à celles d'avant la réunion.

« Les prévisions retenues combinent à la fois l'aptitude du modèle à traiter les interdépendances, la connaissance des imperfections du modèle utilisé, et le jugement du prévisionniste sur les inflexions possibles des comportements des agents économiques et des modifications vraisemblables de la politique économique », note le professeur Raymond Courbis, qui dirige le Groupe d'analyse macro-économique appliquée (GAMA).

La prévision serait-elle alors une science de moins en moins exacte ? Les économistes, en effet, sont en plein bouleversement structurel. La déréglementation financière réduit l'efficacité des politiques monétaires, et les comportements des agents économiques deviennent plus difficiles à prévoir. « L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), Byron Ballis. Et puis « la première réaction assez simpliste c'est toujours de se chercher des excuses ».

Et Nicholas Vanston, son nom moins lucide collègue, d'ajouter : « Il y a trente ans, c'est vrai, le monde était moins compliqué. Mais les économistes travaillaient généralement sur des statistiques peu détaillées et vieilles de plusieurs mois ».

« Les erreurs de 1988 ne sont pas d'une nature nouvelle, restent le responsable du département des diagnostics de l'OFCE,

Philippe Sigogne. Elles relèvent du type de formation des économistes et sont le fait d'une idéologie dominante : la macro-économie telle qu'elle est appliquée dans l'OCDE. Tous les modèles qui existent sont inspirés de thèses keynésiennes qui ne permettent pas, notamment, d'intégrer dans l'économie réelle les problèmes monétaires et financiers. » Les liens avec les analyses micro-économiques y sont souvent sommairement traités.

Un discrédit des modèles

Cela explique, pour une part, que les modèles macro-économiques souffrent d'un certain discrédit. Car la prévision a aussi ses modes. Il y a dix ans, on ne jurait que par la modélisation économétrique ; aujourd'hui, les critiques fusent de tout bord. Les théoriciens des anticipations rationnelles ont été les plus virulents.

Même les praticiens s'habituent mal à la lenteur de leur mise en œuvre. « La modélisation est une industrie lourde, reconnaît Raymond Courbis. Il faut environ quatre ou cinq années pour construire un modèle (300 à 400 équations). Il en coûte (si on tient compte des dépenses de personnel, de la validation des équations, de l'informatisation et de l'achat de données à l'INSEE) environ 10 millions de francs, et un petit courant d'air peut venir tout balayer ».

Aujourd'hui, l'INSEE laisse tomber son modèle sectoriel Propage, GAMA son modèle annuel Mogli. L'OFCE, qui avait décidé, il y a trois ans, de construire avec le CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) un nouveau modèle macroéconomique d'inspiration keynésienne Minosa qui vient de produire sa première projection, cherche aujourd'hui à s'orienter de plus en plus vers l'analyse financière.



Cette défaveur n'est toutefois que relative. Les modèles permettent de saisir les interdépendances (et notamment les effets de « feedback ») qui existent entre les diverses variables économiques. Ils ont aussi l'immense avantage de permettre des simulations.

« Contrairement aux dévins d'antan, les prévisionnistes (à l'OCDE, on préfère dire les projectionnistes) ne sont pas payés pour dire aux gouvernements et au monde en général ce qu'il va se produire. Ils sont payés pour dire ce qui a le plus de chances de se produire si les politiques économiques restent inchangées et si les taux de change ne varient pas », résume Nicholas Vanston.

La défaveur a sans doute des effets positifs. Elle permet, notamment, à des méthodes non formalisées d'avoir droit de cité à côté des modèles. Le Centre d'observation économique (COE) de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, par exemple, qui a accès au modèle Hermès sans en avoir le monopole, publie des indicateurs originaux calculés par rapport à un certain nombre de séries moné-

taires, financières et — « sans doute pas assez » — industrielles.

Lancée aux États-Unis, cette technique permet de « sentir » plus finement les signes avant-coureurs des mouvements de crise et de reprise. « Nous pourrions à la fois mettre en évidence des choses que les modèles ignorent, comme les effets de richesse négative, explique son conseiller scientifique, Christian de Bolsieu, et comparer — c'est ce qui nous intéresse — nos résultats aux simulations des modèles lourds ».

Pluralisme des méthodes, pluralisme des sources : le temps est loin où seules existaient les prévisions officielles (celles de l'INSEE et de la direction de la prévision). Une confrontation a lieu depuis 1979 deux fois par an, au sein du groupe technique de la commission des comptes de la nation, entre « officiels » et « non officiels ». Les instituts participent aussi à une plus large échelle, qui aux réunions de l'AEICE (Association européenne des instituts de conjoncture économique), qui aux rendez-vous des utilisateurs internationaux du modèle intégré de l'OCDE.

Presque des récréations pour ces grands enfants qui refont le monde. Admise et reconnue, la prévision française a en tout cas atteint l'âge adulte. Des cinq grands instituts (on exclut la direction de la prévision, dont chacun sait que les chiffres sont des objectifs, même s'ils sont présentés comme des prévisions officielles), aucun n'est vraiment à la traîne (1).

Reste maintenant à éduquer les encore trop potentiels utilisateurs — les entreprises, notamment — de prévisions. Le travail n'est pas mince, si l'on en croit cette histoire que le directeur du GAMA garantit authentique. « A un membre d'un grand organisme de prévision qui tentait d'obtenir un renouvellement d'abonnement, un chef d'entreprise aurait répondu très sérieusement : « Mais vous ne servez des prévisions à quatre ans... Je verrai bien dans trois ans si j'en ai vraiment l'usage ».

ARIANE CHEMIN.



Zenith Z-386/25
SuperSet 32 bits. Mémoire cache.
Mémoire RAM 2 Mo extensible
à 8 et 32 Mo. Vidéo VGA. 6.02 MIPS.
Disque dur ESDI à 16 millisecondes.
Mot de passe. MS-DOS.
UNIX, MS-DOS/2, WINDOWS 386.

“Je n'ai qu'un mot à ajouter, profit.”



ZENITH data systems

☐ Envoyez-moi sans engagement de ma part votre documentation.
☐ Je souhaite rencontrer un ingénieur commercial Zenith.

Nom _____
Société _____
Adresse _____

Renvoyez ce coupon à : Zenith Data Systems
B.P. 201 - 92062 Nanterre cedex 79201

مکان الکترونیک

conjoncture



... dans son reportage...
... d'urgence...
... à une époque où les grandes manœuvres de capitaux cherchent les meilleures opportunités, il est crucial que notre culture...
... ne tombe pas entre les mains d'étrangers qui n'ont qu'un intérêt passager pour notre île...
... Bill Denard reconnaît par ailleurs que son problème principal est de trouver de la main-d'œuvre...
... Nous avons besoin d'immigration, confirme un conseiller au Trésor. Cependant, tout le monde constate que l'afflux de cadres financiers a créé une inflation immobilière préoccupante : le gouvernement doit aider l'accession à la propriété pour les insulaires, notamment les jeunes...
... Des concurrents inquiétants...
... L'île connaît donc son lot de problèmes d'adaptation liés à sa croissance rapide. Mais quelques voix s'élèvent aussi pour signaler une préoccupation de fond : que se passera-t-il après 1992 ? Officiellement, le gouvernement est sûr : les relations de Man avec la CEE sont régies par le protocole 3 du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté et le grand marché ne devrait rien changer...
... L'île bénéficie de relations privilégiées avec Bruxelles mais ne touche ni ne verse de sommes au budget commun. En revanche, elle est soumise au même régime de TVA que la Grande-Bretagne...
... ARME

Man, un paradis très respectable

(Suite de la page 1.)

Cette après-midi, dans son reportage, on peut trouver quelques traces d'urgence : « A une époque où les grandes manœuvres de capitaux cherchent les meilleures opportunités, il est crucial que notre culture... »

« Nous avons besoin d'immigration », confirme un conseiller au Trésor. Cependant, tout le monde constate que l'afflux de cadres financiers a créé une inflation immobilière préoccupante : le gouvernement doit aider l'accession à la propriété pour les insulaires, notamment les jeunes.

Des concurrents inquiétants

L'île connaît donc son lot de problèmes d'adaptation liés à sa croissance rapide. Mais quelques voix s'élèvent aussi pour signaler une préoccupation de fond : que se passera-t-il après 1992 ? Officiellement, le gouvernement est sûr : les relations de Man avec la CEE sont régies par le protocole 3 du traité d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté et le grand marché ne devrait rien changer.

L'île bénéficie de relations privilégiées avec Bruxelles mais ne touche ni ne verse de sommes au budget commun. En revanche, elle est soumise au même régime de TVA que la Grande-Bretagne.

avec laquelle elle forme une même zone douanière.

N'étant pas tenu en 1992 de modifier quoi que ce soit à sa législation fiscale, Man continuera d'être un paradis financier et de considérer le monde comme son marché potentiel : les concurrents inquiétants sont autant les Calmans que le Luxembourg ou la zone franche de Dublin. Mais à la chambre de commerce ou encore — en privé — dans les milieux gouvernementaux, certains se demandent si ce flegme bien dans la tradition insulaire (« *Tran di lloer* », « tout va bien le temps ») est une expression courante n'est pas une « vue de paysan chinois », comme le dit un haut fonctionnaire.

« Il faut étudier toutes les directives du grand marché et voir celles qui pourraient nous concerner, en bien ou en mal. Nous ne pouvons pas faire l'économie de ce travail », souligne-t-il.

Le gouvernement de l'île a quand même pris une décision : il fait réaliser par le bureau local du plus grand cabinet d'audit mondial, KPMG, une étude sur les conséquences de 1992 pour Man. Autant profiter de la présence près du port de pêche des plus grands noms du conseil international.

de Douglas DIERER POURQUERY.

Après Madère (le Monde du 20 décembre), Rhodes (31 janvier), les Canaries (14 février) et la Corse (10 mai), nous poursuivons la publication de reportages sur les îles dans la Communauté européenne.

Panama, le canal renforcé

(Suite de la page 1.)

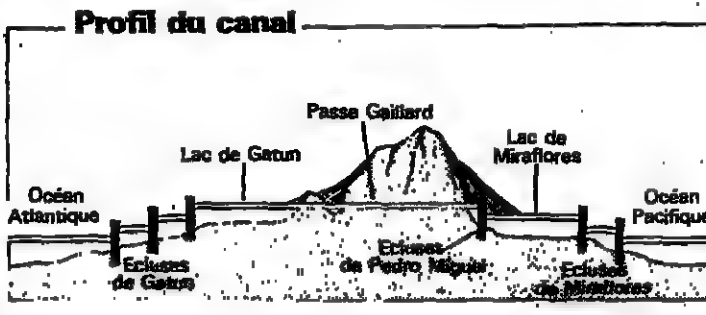
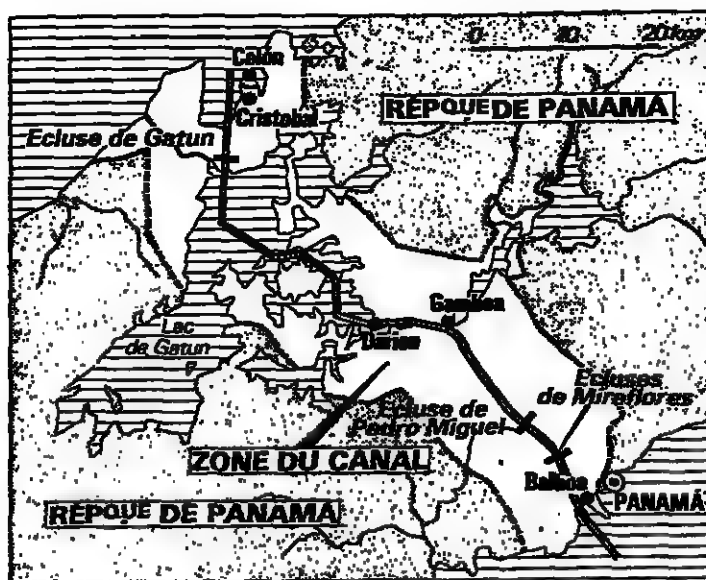
Près de treize mille cinq cents navires ont passé l'an dernier sans encombre les écluses jumelles de Miraflores et de Gatun, après une traversée de moins de dix heures. Il faut en moyenne sept minutes pour qu'un gros navire enfermé dans une écluse soit soulevé ou abaissé de 25 mètres, afin de gravir ou descendre les marches de l'eau. Chaque approche est guidée par de solides, mais archaïques, locomotives grises, les *muets*, qui tirent lentement les bateaux au milieu d'un défilé d'eau très étroit (110 pieds de largeur, soit moins de 40 m).

« Lorsque les Anglais et les Français ont quitté le canal de Suez, les mauvaises langues disaient que les Égyptiens seraient incapables de faire passer les bateaux. Ils y sont pourtant parvenus », plaide un Panaméen proche du gouvernement. La zone du canal, où vivent plus de trente mille civils, reste encore une enclave américaine autonome, malgré les rétrocessions progressives de ce territoire à l'État.

Un dollar volatil

Nombre de Panaméens regrettent leurs téléviseurs sur la chaîne du canal, pour avoir accès à des informations ignorées par les réseaux officiels. Le dimanche, des orchestres jouent des airs de Glenn Miller et la *Bamba*, sous les drapeaux réunis de Panama et de l'« *Eti gringo* », pendant que le public boit du Coca-Cola ou du vin rouge chilien.

Le général Noriega entend bien gonfler ce reste d'Amérique accroché aux rives du canal. « Son rêve est de supprimer le dollar comme monnaie de référence pour le paiement des traversées », dit-il.



sées lorsque Panama prendra possession de la compagnie », assure un expert économique. Déjà, en l'absence de banque centrale, le gouvernement encourage les établissements de crédit à conclure des accords interbancaires, sur la base de plusieurs devises.

Sous la pression discrète de la France, le Parlement panaméen a

voté, en décembre 1988, une loi sur les concessions de grands travaux aux entreprises privées, qui permet le financement de contrats sur la base du franc, et non plus du dollar, jugé trop volatil. Ces dispositions nouvelles concernent directement les projets d'extension du canal de Panama.

Un moment envisagé, l'élargissement du tracé, à hauteur de la

passée Gaillard, n'est pas encore à l'ordre du jour. L'idée de créer un « canal sec » (une autoroute et un chemin de fer moderne) parallèle est, en revanche, sérieusement avancée. Il en est de même de l'aménagement des ports maritimes — Balboa et San Cristobal, — afin de permettre une meilleure manutention et le déchargement des conteneurs. Une voie terrestre pourrait permettre à certains navires d'accoster, puis de repartir, sans avoir traversé le canal.

Aux investisseurs japonais et américains déclarés, les autorités panaméennes aimeraient ajouter les entreprises de la CEE. Depuis le 1^{er} janvier, une trentaine de missions d'industriels français se sont rendues dans la zone du canal. La société Bouygues étudie un projet autoroutier ; la SOFRETU s'intéresse au projet ferroviaire. Des entreprises de levage, d'équipement et d'aménagement portuaires ont envoyé des experts. La firme de négoce Sucre et denrées s'est penchée sur les possibilités de financement des travaux par la compensation. Un grand port autonome français pourrait aussi vendre son savoir-faire aux Panaméens.

Un canal renforcé permettrait à ce petit État d'Amérique centrale de donner une nouvelle dimension à la zone libre de Colon, première place mondiale de commerce — après Hongkong — qui jouxte l'embouchure atlantique du canal. Pour la France, l'enjeu n'est pas négligeable.

Colon est un formidable récepteur de marchandises sur l'ensemble du continent américain du nord au sud. La balance tricolore a sans doute beaucoup à y gagner : du Canada à la Terre de feu, Panama est, après le Venezuela, son premier soldo positif.

de Panama ERIC FOTTORINO.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) lance un appel d'offres international pour l'équipement, en mobilier, de ses sept (7) nouvelles agences principales.

Les immeubles concernés sont implantés dans les capitales des pays membres de l'UMOA et aux adresses suivantes :

- Cotonou BP 325 - République populaire du Bénin
Tél. : 31-24-66 ; Téléc. : 5211 ; Téléc. : 31-24-65.
- Onagadougou BP 356 - Burkina Faso
Tél. : 30-60-15 jusqu'à 18 ; Téléc. : 5205 ; Téléc. : 31-01-22
- Abidjan 01 BP 1769 - République de Côte d'Ivoire
Tél. : 32-04-66 ; Téléc. : 3761-3474 ; Téléc. : 22-28-52
- Bamako BP 206 - République du Mali
Tél. : 22-37-56 ou 22-37-57 ; Téléc. : 2574 ; Téléc. : 22-47-86
- Niamey BP 487 - République du Niger
Tél. : 72-24-91 ou 72-24-82 ; Téléc. : 5218 ; Téléc. : 73-47-43
- Dakar BP 3159 - République du Sénégal
Tél. : 22-13-85 ; Téléc. : 21839 ; Téléc. : 23-57-57
- Lomé BP 120 - République du Togo
Tél. : 21-53-84 ou 21-25-12 ; Téléc. : 5216 ; Téléc. : 21-76-02

- 1) Consistance des travaux et liste des lots :
Le mobilier à fournir et à mettre en place se répartit en 14 lots :
- Lot 1 Meubles de bureau
- Lot 2 Tables de travail
- Lot 3 Meubles de rangement
- Lot 4 Sièges
- Lot 5 Meubles de vestiaires
- Lot 6 Mobilier d'appartements
- Lot 7 Mobilier d'infirmerie
- Lot 8 Mobilier de haut de gamme ou de fabrication spéciale
- Lot 9 Equipements divers (caféteria, salle de réception)
- Lot 10 Accessoires de bureaux et d'appartements (lampes, sous-mains, corbeilles, porte blocs, bacs à courrier, cendriers, etc.)
- Lot 11 Bacs à fleurs
- Lot 12 Mobiliers divers
- Lot 13 Agencement et menuiserie décorative
- Lot 14 Accessoires de sols, de fenêtres et de portes (tapis, rideaux, stores, etc.)

- 2) Architectes concepteurs des immeubles et décorateurs
- Bénin Afrique Omnitech - BP 03.0183
C/591 - 6, bd Saint-Michel - Cotonou
- Burkina Agence d'architecture, d'Engineering et de Design BP 1321 - Tél. : 33-39-62 - Onagadougou
- Côte d'Ivoire Cabinet Michel Galy Kouassi et Associés
01 BP 1557 - Abidjan - Tél. : 32-20-41
A.I.M. - BP 2569 - Tél. : 22-29-83 - Bamako
- Mali Cabinet AUBA - BP 10.035 - Tél. : 73-31-47 Niamey
- Niger Cabinet Pierre Goudiaby Atépa
Fam Mermoz - Cormiche Ouest
BP 2191 - Tél. : 25-45-26 - Dakar
- Sénégal Atelier des Travaux d'Architecture et d'Ingénierie
BP 3030 - Tél. : 21-63-71 - Lomé

- 3) Conditions de participation à l'Appel d'Offres.
Les dossiers d'appel d'offres seront disponibles dans toutes les agences principales de la BCEAO aux adresses ci-dessus à partir du 26 juin 1989.
Les sociétés et groupements de sociétés intéressés devront impérativement faire connaître par écrit, et à l'une des agences principales, leur intention de soumissionner entre le 15 mai et le 1^{er} juin 1989, délai de rigueur.
Toute inscription ne sera validée que par le paiement effectif et dans les mêmes délais du prix des dossiers.
Les offres seront remises aux lieux de retrait des dossiers au plus tard le 26 juillet 1989 à 17 heures (heure locale).
Les Sociétés ne peuvent soumissionner que pour un ou pour plusieurs lots entiers.

NOUVEAUTÉS
ARMAND COLIN, L'HISTOIRE

LA GRANDE PEUR DE 1789
suivi de Les Fables Révolutionnaires
par Georges Legrand
273 pages, 129F
"L'œuvre de G. Legrand est l'une de celles qui dominent l'historiographie de la Révolution française, et la "Grande Peur" en est peut-être le titre le plus célèbre."
Jacques Rancé

LA GRÈVE DES CHEMINOTS 1920
par Annie Kriegel
256 pages, 149F
"Le fil d'Ariane d'Annie Kriegel, c'est une culture ouvrière qu'elle comprend, traduit, dont elle imprègne la trame de l'histoire."
Globe Philippe Roger

LA CARMAGNOLE DES MUSÉES
L'homme de lettres et l'art dans la Révolution
sous la direction de Jean-Claude Bonnet
464 pages, 179F
"La Révolution française a-t-elle été une révolution culturelle ? Les études littéraires et les œuvres de "La Carmagnole des musées" viennent de nouvelles pièces au dossier."
Le Monde Roger Chartier

ARMAND COLIN

eslsca
3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"
Formation professionnelle de haut niveau débouchant sur une nouvelle fonction de management particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992. Du négoce international aux dernières techniques financières et boursières et au risk management.
Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.
Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG
ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - reconnue par l'État
1, rue Bougainville - 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 51 32 59

On vous juge sur votre personnalité.
SUP DE CO AMIENS VOUS AIDE À L'AFFIRMER.
Nos étudiants travaillent une journée par semaine dans les entreprises. Nous encadrons leurs actions. Nous leur donnons les moyens d'améliorer leur comportement professionnel.

Ecole Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises
18, place Saint-Michel - 80038 Amiens cedex - Tél. 22 91 57 02

La chronique de Paul Fabra

Dollar fort ou deutschemark faible ?

VOICI de nouveau le dollar en vedette. Le préjugé selon lequel à l'économie la plus importante du monde doit correspondre la monnaie la plus forte fait qu'à chaque fois qu'il monte, tout le monde ou presque découvre aussitôt de bonnes raisons pour expliquer pourquoi il doit en être ainsi et pour s'attendre à la continuation du mouvement.

Pourtant, sur la longue période, mettons sur les trente dernières années, on compterait sur les doigts d'une seule main (peut-être un de plus) les années où l'omniprésente devise américaine était à la hausse, alors que, pendant les vingt-cinq ou vingt-sept autres, elle était ou bien faible ou bien carrément orientée à la baisse, et parfois en chute.

Mais rien y fait. Ce qui frappe les esprits est que cette monnaie serve d'instrument de transaction non seulement d'innombrables particuliers dans tous les continents et sous tous les régimes — à commencer par les pays qui n'ont pas de monnaie digne de ce nom, une situation, on le conçoit très gênante et qui est celle où les pays communistes se sont mis, — mais aussi aux États (le solde des échanges soviéto-chinois se règle en dollars).

De cet emploi généralisé, on tire des conclusions hâtives, et en particulier celle-ci : qu'il doit s'agir d'une monnaie sûre. Sûre, elle l'est en ce sens qu'on ne l'imagine pas facilement refusée par quelqu'un (encore que ce soit arrivé, à l'époque contemporaine, au moins une fois : en plein milieu du mois d'août 1971). En ce qui concerne sa valeur, c'est une autre affaire, comme chacun, l'expérience aidant, le sait... mais a tendance à vite l'oublier. Du reste, n'est-ce pas plutôt les mauvaises monnaies qui circulent ?

Si l'on parle de nouveau aujourd'hui d'un dollar haut et d'un deutschemark faible, il n'est, pour prendre la mesure de l'actuelle remontée de la monnaie américaine, si on le mesure à l'aune des variations du taux de change. Mais, pour la première fois dans l'histoire mouvementée du couple dollar-deutschemark, ce n'est pas le premier qui a joué le rôle principal pour modifier les données du jeu. Et cette intervention explicite, peut-être mieux que tout autre facteur, la sur-

tion divergente des prix. Cela n'est du reste vrai qu'en partie.

Mais l'objection ne vaut pas excuse : la dérive des prix américains relève directement de la responsabilité des administrations, successivement du pouvoir à Washington. C'est donc toute une gestion étalée sur au moins un quart de siècle qui s'est trouvée sanctionnée par les changements de parité. Et aujourd'hui ?

Sur toutes les places de change du monde, y compris en Extrême-Orient, la première cotation de la journée est celle du dollar en deutschemark (jusqu'à la fin des années 50, c'était le cours du sterling en dollars). C'est donc d'abord par rapport à la devise allemande, leader des monnaies du continent européen, qu'on mesure « la force ou la faiblesse » de la devise des États-Unis.

Bien que ce point de vue ait été occasionnellement contesté, il semble que, au cours, disons des vingt-cinq à trente dernières années, tous les mouvements importants qui ont affecté les relations monétaires d'un continent à l'autre aient eu leur origine de l'autre côté de l'Atlantique. En rappelant cela, je ne nie pas que des décisions de la plus haute importance aient été arrêtées en Europe, à commencer par celle de cesser de soutenir le dollar (prise pour la première fois par la RFA en mai 1971). Mais, dans cette dernière circonstance encore, il s'agissait d'une réaction pour se défendre contre les impulsions inflationnistes transmises par le truchement du dollar.

A l'inverse, si le dollar a connu de 1980 à 1985 la seule (et formidable) hausse durable qu'on lui ait connue en trente ans, la cause en était le soudain renversement américain contre l'inflation.

Nous sommes aujourd'hui en présence d'un événement de bien moindre ampleur, si on le mesure à l'aune des variations du taux de change. Mais, pour la première fois dans l'histoire mouvementée du couple dollar-deutschemark, ce n'est pas le premier qui a joué le rôle principal pour modifier les données du jeu. Et cette intervention explicite, peut-être mieux que tout autre facteur, la sur-

L'accord du Louvre conclu en février 1987, en pleine crise du dollar, pour en stabiliser le cours, n'a toujours pas, il s'en faut de beaucoup, réalisé son objectif, proclamé. Même si le déficit de la balance des paiements américaine a diminué d'environ 20 % à la faveur d'un dopage des exportations dû à un dollar dévalorisé, il reste béant.

Aux États-Unis, plusieurs économistes de renom (dont la réputation est étonnamment restée intacte malgré leurs erreurs de prévision répétées) réclament une nouvelle baisse du dollar. L'administration Bush, dont ils espèrent bien être les conseillers, a pris le sage parti de leur tourner le dos. Tant mieux. Mais elle ne voulait certainement pas non plus d'un dollar en hausse. Que s'est-il produit ? L'ascension indésirée serait-elle le résultat d'une fausse manœuvre, une de plus ?

C'est en Allemagne qu'il faut en chercher la clé. Bien que la situation de ce pays reste enviable à plus d'un égard (et qu'il ne soit nullement en proie à la démesure, comme aurait pu le laisser croire le titre, sans doute trop elliptique, donné à la chronique précédente), le deutschemark se trouve, depuis plusieurs mois, aux prises avec des difficultés dont l'ampleur n'avait pas été prévue. Elles ne pouvaient en particulier pas l'être par le chancelier Kohl puisque c'est lui qui est largement à l'origine de l'extraordinaire perte de crédibilité dont souffre son gouvernement. Ses amis les plus proches dénoncent, de sa part, pas moins de cinq bévues de taille.

Le service militaire, porté de quinze à dix-huit mois pour être aussitôt ramené à quinze, le dispute aux palinodes sur la retenue à la source pour donner l'impression d'un manque dramatique de suite dans les idées, d'une incapacité à définir une ligne et à s'y tenir. Joue alors la peur, qu'on connaît bien en France, de l'inconnu des élections prochaines, ou plutôt de la quasi-certitude d'une victoire de la gauche, dont le rouge est aggravé par le vert. Résultat : une fuite, pardon monsieur Poehl, une sortie de capitaux continue et drôme.

Les marchés ont les yeux fixés sur la balance des paiements courants des États-Unis, et il est vrai qu'un déficit est de nature à induire une sortie de fonds, mais celle-ci n'a évidemment aucun effet sur les changes si elle est compensée, ou plus que compensée, comme c'est de nouveau le cas pour les États-Unis, par des entrées de capitaux non liées aux échanges commerciaux. À l'inverse pour la RFA, dont l'excédent commercial, très élevé, et les entrées de fonds qui y correspondent théoriquement, n'ont aucune raison de faire sentir leurs effets dans la réalité puisque les sorties auxquelles il vient d'être fait allusion sont d'un montant très supérieur (voir notre interview avec M. Poehl dans le Monde du 23 mai).

En profondeur aussi, la situation financière en Allemagne ou bien ne s'est pas, côté déficit budgétaire, autant améliorée que le prétend le gouvernement ou bien, côté entreprises, s'est détériorée. Le ratio fonds propres/endettement total, qui était de 30 % environ il y a quelques années, est aujourd'hui de l'ordre de 20 %. Il est possible, il est probable, que les atterrissements de la politique monétaire soient, par le climat de relâchement (relatif, bien sûr) qu'il a contribué à créer, en partie responsable de cette évolution. Mais ces flottes, à quelles interventions intempestives sont-elles dues ?

Par le détour de cette question, on retombe en plein sur les aspects internationaux de la minuscule du deutschemark — et de ses implications quant à la gestion « concertée » des changes. La question, à vrai dire accessoire, qu'on se pose aujourd'hui, avec un dollar valant plus de 2 DM est celle de savoir si l'accord du Louvre, qui prétendait limiter les fluctuations de la devise américaine à l'intérieur de certaines bornes (tenues secrètes), survivra au débordement. Rien n'empêcherait en principe les autorités de laisser empiéter qu'elles ont relevé leur plafond, qu'elles ont ainsi discrétionnairement et en cachette fixé pour la hausse du dollar. Elles pourraient le porter, par exemple, pour se donner de la marge, de 1,9 DM (celui qui était en

vigueur, paraît-il, jusqu'au 8 mai dernier, jour où ce plafond fut crevé) à 2,1 ou 2,2 DM. Mais, à changer de cible aussi prestement, sous la pression de la spéculation, l'accord perdrait toute valeur d'encadrement. N'étant que cela, il cesserait d'exister.

La véritable échec est ailleurs. Si le deutschemark traverse une mauvaise passe, les motifs n'en sont pas que politiques et contingents. Plus tôt que d'autres, la Bundesbank et l'ancien ministre des finances, Gerhard Stoltenberg, avaient, au cours des deux dernières années, perçu les menaces qui pesaient sur les prix, sur les taux et, d'une façon plus générale, sur la stabilité des marchés financiers en Allemagne et ailleurs.

MAIS, au nom de la « coopération internationale », telle qu'elle était conçue par le déplorable accord du Louvre, de puissantes pressions américaines, françaises et occasionnellement britanniques, s'exercent sur la Bundesbank avec l'active complicité d'une partie au moins du cabinet de Bonn. Aussi les autorités de Francfort ne purent-elles pas résister à temps — elles auraient pu, alors, la faire avec modération — à la montée des tensions inflationnistes résiduelles. La suite des événements, et le boom ambiant, montre qu'il n'était nul besoin d'activer la demande (voir notre article du 15 mai 1987 : « Le désastreux précédent de 1978 »).

Pour une banque centrale, pratiquer à court terme une politique de taux artificiellement bas (le taux d'escompte fut ramené à 2,5 %, son niveau le plus bas historiquement) et donc de gonflement inconsidéré de son portefeuille de titres, c'est se fier les mains pour l'avenir, c'est se condamner à prendre les mesures de sauvegarde quand il est déjà tard et dans des conditions beaucoup plus dangereuses. Dans le Wall Street Journal (édition du 23 mai), l'expert Roland Leuschel assure les banques centrales de ne pas s'en prendre à l'inflation quand c'est la déflation qu'elles préparent par des politiques trop restrictives. Mais la déflation n'est, toujours d'une inflation préalable, et, plus on laisse celle-ci se développer, plus celle-là risque d'être sévère.

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Un nouvel « isme » ?

LES nommera-t-on un jour les « conventionnalistes » ? Ils ont travaillé sur des champs différents : l'emploi, la qualification des produits, les marchés financiers et, bien sûr, les théories, tant classiques que néoclassiques que keynésiennes — y compris dans leurs développements les plus récents. Et ils nous présentent aujourd'hui l'ouvrage d'une pensée commune, articulée autour de la notion de « convention » (1).

Chacun, en son domaine, a constaté les impasses dans lesquelles s'enferment les « nouveaux néoclassiques » — enfants de ce qu'il est convenu d'appeler la synthèse keynésienne-néoclassique et de la vague contemporaine du libéralisme — quand ils prétendent traiter de situations concrètes ou s'approcher de la réalité. Leur point de départ commun est donc le constat des problèmes critiques rencontrés par les développements récents de la littérature néoclassique lorsqu'elle s'étend à des actions économiques éloignées du marché concurrentiel pur et parfait (2).

Pourtant, loin de rompre radicalement avec la pensée classique et néoclassique pour se situer d'emblée sur des positions antagoniques — marxistes ou keynésiennes, institutionnalistes ou régulationnistes, — nos six mou-

quétaires — Jean-Pierre Dupuy, François Eymard-Duvernay, Olivier Favereau, André Orléan, Robert Salais, Laurent Thévenot — affirment avec force leur attachement aux préceptes de l'individualisme méthodologique.

« Les seuls acteurs sont des personnes, qu'on les saisisse ou non comme membres d'un collectif ou d'une institution, ou dans l'exercice d'une fonction de représentation d'un groupe. Toute autre position revient, au bout du compte, à réduire la personne à l'état de chose manipulable ou à l'agile de l'extérieur, que ce soit avec ou sans son consentement ou sa conscience ».

En outre, ils consacrent une importante part de leurs travaux aux situations de marché, aux relations marchandes et aux relations susceptibles d'être analysées comme telles : des marchés dont ils soulignent avec insistance que, comme bien d'autres institutions, ils ne peuvent fonctionner « sans un cadre commun, sans une convention constitutive », la convention étant « une régularité qui a sa source dans les interactions sociales mais qui se présente aux acteurs sous une forme objective ».

La convention est donc au centre de leurs analyses : à la fois comme élément constitutif de toute situation de marché et comme base d'autres institutions, d'autres formes de coordination, étrangères au marché. Selon nos

auteurs, la prise en compte de la convention est de nature à permettre de rendre compte de phénomènes critiques (par rapport à la catégorie de l'équilibre), par exemple, des situations d'échange marchand où il y a incertitude sur la qualité — qu'il s'agisse de biens, de travail ou d'actifs financiers... Ainsi Robert Salais, du CNRS, traite-t-il de la relation de travail en la réinterprétant à partir de deux conventions : la convention de productivité, qui « assure un compromis entre les deux principes d'équivalence, salaire-travail et salaire-produit » (qui sont simultanément à l'œuvre dans cette relation), et la convention de chômage, qui permet de dénouer la tension entre l'entreprise et l'extérieur, en la caractérisant « comme un aléa économique traitable selon le principe de la responsabilité ».

La théorie et la réalité

De même, s'agissant des échanges de produits, François Eymard-Duvernay, du Centre d'études de l'emploi, dégage des conventions de qualité sur la base desquelles s'établissent diverses formes de coordination. Et André Orléan, du CREA (Centre de recherche en épistémologie appliquée de l'École polytechnique), montre qu'en l'absence de convention financière, les marchés spéculatifs seraient incapables de maîtriser l'instabilité qu'engendre l'incertitude : cette convention, qui constitue en quelque sorte un « dispositif cognitif collectif », permet en effet « une coordination a priori des anticipations individuelles ».

Ces conventions, fondement de formes diverses de coordinations (marchandes ou non), résultent de processus sociaux et historiques : points d'ancrage pour le travail des économistes, elles sont donc aussi des lieux essentiels où construire l'articulation des champs trop souvent séparés de l'économie, de la sociologie et de l'histoire. En outre, elles permettent d'établir des passages entre la réflexion théorique et l'analyse de la réalité : elles peuvent constituer

une charnière entre l'individualisme et le holisme.

Elles ouvrent peut-être la voie à une construction théorique qui intégrerait les analyses tant micro que macro-économiques. N'est-ce pas d'ailleurs le projet implicite d'Olivier Favereau, des universités Paris-X et Paris-II, quand il constate que, parmi les principaux courants actuels en économie, « les uns n'ont pas la macro-économie, les autres n'ont pas la micro-économie de leur macro-économie ».

De son côté, Jean-Pierre Dupuy, également du CREA, et de l'université Stanford, souligne le caractère radicalement incomplet, et donc non opératoire, du paradigme de la rationalité : « Si elles ne prenaient pas appui sur des références extérieures qui les guident en les « poussant », les interactions entre acteurs rationnels seraient en général incapables de produire à elles seules tout ce qui se doit de déterminer ».

Kaléidoscope

● Dette du tiers-monde : politiques d'ajustement et recomposition sociale en Amérique latine. *Revue tiers-monde*, janvier-mars 1989 : la crise en Amérique latine, *Challenge*, January-February 1989 : le tiers-monde doit-il payer sa dette ? *Economie et humanisme*, mars-avril 1989 : le « plan » Brady, *Paribas Conjoncture*, avril 1989.

● Réformes à l'Est : les réformes en URSS, en Europe de l'Est et... outre-mer, *Economie prospective internationale*, revue du CEPII (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), deuxième trimestre 1989. Union soviétique, Pologne, Hongrie : conditions et difficultés des réformes, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, décembre 1988. Évaluation de la production par tête à Cuba, droits de propriété et entreprise soviétique, *Journal of Comparative Economics*, March 1989.

● Tendances à l'Ouest : dernière sortie avant l'inflation, performances françaises à l'exportation, flexibilité du travail en Allemagne fédérale. *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), avril 1989. Les consultants, la qualité, l'excellence, *Annales des mines - Gérer et comprendre*, mars 1989. De la pauvreté à l'insertion, *Revue française des affaires sociales*, octobre-décembre 1988.

● Statistiques : les apports des données de panel à l'analyse économique, *Economie et prévision*, revue de la Direction de la prévision, n° 87, 1989-1. Comparaisons internationales de la production, de la productivité et du pouvoir d'achat, *The Review of Income and Wealth*, March 1989.

● Planète : effets de serre, déforestation, pollutions : l'économie de la protection de l'environnement, *Economic Impact*, 1988.

corpus économique aujourd'hui dominant ?

Nos six moussquetaires ne se considèrent pas isolés : travaillent dans la même veine quelques « hétérodoxes néoclassiques » (comme G. Akerlof et J. H. Stiglitz), des institutionnalistes (comme P. B. Doeringer et M. J. Piore), des régulationnistes (comme Michel Aglietta). Ils ne sont pas sans ambition : dans ce numéro riche et difficile de la *Revue économique*, certains passages ont les accents d'un manifeste.

Seront-ils les fondateurs d'un nouveau courant de pensée, d'une nouvelle école : le conventionnalisme ? On ne peut l'écarter. Mais au fond, leur projet n'est-il pas plus large encore ? N'est-il pas de jeter les bases d'une théorie alternative par rapport au corpus aujourd'hui dominant ?

Pour l'instant, en artisans consciencieux, ils analysent le terrain, marquent les territoires, posent leurs propres jalons. Mais, pour parvenir à un nouvel ensemble théorique cohérent, que de travail encore pour harmoniser le langage, surmonter d'inevitables difficultés et de probables divergences, préciser et articuler les concepts, élaborer les hypothèses, étendre l'analyse en termes de convention aux différentes situations de marchés et aux autres types d'institutions...

Courage donc, messieurs les conventionnalistes !

(1) « L'économie des conventions », numéro spécial de la *Revue économique*, mars 1989 (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27 rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07). Dans ce numéro, six articles : Laurent Thévenot, « Équilibre et rationalité dans un univers complexe » ; Robert Salais, « L'analyse économique des conventions du travail » ; André Orléan, « Pour une approche cognitive des conventions économiques » ; Olivier Favereau, « Marchés internes, marchés externes » ; François Eymard-Duvernay, « Conventions de qualité et formes de coordination » ; Jean-Pierre Dupuy, « Conventions et Common Knowledge », et une introduction rédigée par les six auteurs.

(2) Les citations non indiquées sont tirées de l'introduction collective du numéro.

INSAM



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES ET DU MANAGEMENT

- 4 ans de formation internationale au management
- Études à Paris, États-Unis, Europe
- Admission : 1^{re} année : bac + concours (juin)
- 2^e année : bac + 2 (DUT, DEUG, BTS)

GROUPE Établissement privé d'enseignement supérieur

ESLSCA : FONDÉE EN 1949, RECONNUE PAR L'ÉTAT, DIPLOME VISÉ PAR L'ÉTAT

1, rue Bougainville, 75007 PARIS. Tél. (1) 45.66.58.98

Abstract

I LOVE YOU MY PUBLIQUE!



CAESERF

CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES

NOUS PRIVILÉGIONS LES FONCTIONNAIRES

EDI FRET

Le Contact Permanent

Une grande première pour vos transports ferroviaires.

Avec E.D.I. FRET disposez en temps réel de l'information sur l'acheminement de vos marchandises.

Connaître l'heure d'arrivée de vos wagons dès la veille de leur livraison, leur position, les délais d'acheminement, l'équipement des gares... Dès novembre, c'est possible avec le nouveau service d'informations personnalisées E.D.I. FRET.

Tous les systèmes de communication seront progressivement à votre disposition : minitel, télé-

phone à synthèse vocale, télécopie, télex, micro-ordinateur et liaisons d'ordinateur.

Une documentation complète sur E.D.I. FRET vous a été adressée par publi-postage.

Pour en savoir plus, téléphonez au 16 (1) 42 85 93 51

SNCF

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cocher les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en France de port.

N°1	N°2	N°3	N°4	N°5	N°6
4.50 F du 23 MAI	4.50 F du 24 MAI	4.50 F du 25 MAI	4.50 F du 26 MAI	4.50 F du 27 MAI	4.50 F du 28-29 MAI

NOM: _____ PRENOM: _____
ADRESSE: _____
CODE POSTAL: _____ LOCALITE: _____

Envoyer en bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à: Le Monde, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

Europe 1993

Un entretien avec M. Ernst Breit, président de la Confédération européenne des syndicats

« Nous avons de grands espoirs dans la présidence française »

« Qu'attendez-vous du marché intérieur de 1993 alors que la Communauté européenne compte 15,6 millions de chômeurs et que le rapport Coeckiel prévoit, dans un premier temps, une aggravation du chômage ?

« J'attends du grand marché intérieur de 1993 un développement économique des régions qui ont été les moins favorisées jusqu'ici. Il faut aussi une politique économique et financière qui facilite la réabsorption du chômage. Même si on peut exprimer des réserves sur la méthode, la tendance du rapport Coeckiel, qui prévoit d'abord une aggravation du chômage, est correcte. Mais il prévoit aussi la création de 5 millions d'emplois sur cinq ans si des mesures économiques et financières accompagnent le développement du marché intérieur. De telles mesures ne résoudront pas encore le problème du chômage. Il faudra faire des efforts supplémentaires. Les syndicats vont s'employer à obtenir, avec une intensité variable selon les pays, une diminution du temps de travail, c'est-à-dire une redistribution de la quantité de travail disponible.

« L'Europe sociale, qu'est-ce que c'est pour vous ?

« L'Europe sociale signifie qu'à long terme les travailleurs d'Europe auront les mêmes chances de vivre et de travailler, c'est-à-dire les mêmes droits sociaux fondamentaux.

Risque de conflits

« En l'absence d'Europe sociale, ne craignez-vous pas que se développe un sentiment anti-européen ?

« Pour la CES, les droits sociaux fondamentaux doivent avoir force de loi. Si tel n'était pas le cas, une grande partie des salariés n'aurait pas leur compte et craindraient une remise en cause de leurs conditions de vie actuelles, plus ou moins bonnes selon les pays. On ne pourrait pas alors attendre d'eux une grande mobilisation pro-européenne ! Nous voulons une Europe attractive, offrant à tous de meilleures chances et de meilleures perspectives. C'est pour cette raison que nous voulons que les salariés soient nombreux à participer aux élections européennes.

« Qu'attendez-vous de la présidence française à partir de 1^{er} juillet ?

« Nous avons de grands espoirs, parce que nous croyons que le gouvernement français penche du même côté que les syndicats pour donner aux droits sociaux fondamentaux une ferme juridique. Le président de la Commission a défendu la même position à notre congrès de Stockholm, en mai 1988. Mais, lors d'un récent discours à Strasbourg, il a modifié son attitude. La présidence française apparaît comme la meilleure occasion d'obtenir une légalisation des droits sociaux fondamentaux. Les syndicats de la CES feront tout leur possible pour inciter leurs gouvernements à aller dans ce sens.

« N'êtes-vous pas trop optimiste ? La CES demande que des chartes des droits sociaux fondamentaux soient mises en œuvre avant la fin de 1989 par des instruments juridiques contraignants. Mais que ferez-vous si, comme l'indiquent des responsables de la France et de la Commission, elle ne donne lieu qu'à une « déclaration solennelle » ?

« Si M. Delors s'est prononcé clairement en faveur d'une déclaration solennelle, cela signifie qu'il a dit exactement le contraire de ce qu'il avait affirmé il y a un an à Stockholm. Je n'ai pas encore eu le plaisir de rencontrer M. Solstein. Mais dans un avenir pas trop lointain, une telle rencontre devrait avoir lieu. Je ne veux pas me lancer dans des spéculations sur ce qui se passerait si les droits sociaux fondamentaux n'obtenaient pas la base juridique contraignante que nous demandons.

« Pour la CES, cette charte n'est pas une formalité. Elle constituerait la base des conditions de vie et de travail dans la CEE. On ne peut donc pas exclure que le fait de renoncer à un instrument juridique contraignant suscite des conflits. Nous restons convaincus que chacun a droit à un contrat de travail, à une convention collective, à une assurance pour sa retraite et à être membre d'un syndicat. Le président de la Commission a invité le comité économique et social à formuler un avis sur cette charte. Cet avis a été voté avec l'accord de la majorité du patronat. Je m'imagine pas qu'on l'ait demandé pour l'ignorer ensuite.

Un dialogue extrêmement utile

« La CES n'est-elle pas le moyen d'organiser une action syndicale plus efficace que les précédentes ? Envisagez-vous des manifestations ?

« Le moment n'est pas encore venu de décider. Je ne peux pas exclure qu'il y ait des actions en commun des syndicats de la CES si cette question extrêmement importante des droits sociaux fondamentaux nécessite un tel engagement. Il y a un très large consensus au sein de la CES, et nous allons lutter pour trouver des solutions raisonnables.

« Mais le syndicalisme n'est-il pas globalement trop affaibli pour pouvoir jouer un rôle important dans la construction européenne ?

« Le syndicalisme est plus ou moins fort selon les pays européens, mais nous avons une approche commune des questions économiques, sociales, écologiques. Nous pensons aussi que les travailleurs doivent participer à la prise des décisions qui sont importantes pour eux.

soumes regroupés autour d'un avis commun sur les droits sociaux fondamentaux.

« Le modèle social allemand peut-il servir de modèle social pour l'Europe ?

« Cela me semble invraisemblable, car il y a des traditions, des idées, des habitudes et des conditions de vie qui sont très différentes d'un pays européen à l'autre. Nous allons continuer un certain temps avec cette diversité. Nous allons apprendre les uns des autres. Ce sera du donnant-donnant pour arriver à une plus grande communauté. Ce ne sera pas une bonne idée de faire la même forme de chausserie pour des pieds qui sont de taille différente ! Mais nous nous efforçons d'obtenir des chaussures de même qualité pour tout le monde.

Si la CGT est capable de suivre...

« Si la CGT repose officiellement sa candidature à la CES, quelle attitude adopterez-vous ?

« Il faudrait d'abord voir si la CGT est capable de suivre la politique de la CES telle qu'elle a été définie ces dernières années, surtout en ce qui concerne l'Europe et le grand marché intérieur. Il serait aussi d'une importance prépondérante de connaître l'avis des membres français de la CES par rapport à une telle candidature.

« Pour les élections européennes, la CES s'est prononcée pour des candidats soutenant les valeurs « primordiales » de croissance, de plein emploi, de solidarité et de justice sociale. Existe-t-il un soutien implicite aux partis socialistes ?

« Le but de la CES n'est pas de soutenir certains partis, mais plutôt certains objectifs dans lesquels nous nous reconnaissons parce qu'ils sont les nôtres. Mais cet accord est plus étendu avec les partis qui regroupent surtout des travailleurs qu'avec les autres. Au sein de la CES, il y a des confessions qui ont des orientations politiques différentes. Certaines ne sont proches d'aucun parti et sont composées de membres ayant des idées politiques, philosophiques et religieuses très disparates. Il est donc exact que nous nous attachons à un certain parti ou à une politique pour laquelle on s'engage.

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT.

Lire aussi

« La préparation des élections européennes... » page 11

votre 205 Green en livraison immédiate avec l'intérieur en CUIR GRATUIT

NEUBAUER



toujours plus avec la griffe

NEUBAUER PEUGEOT

* en fonction des options choisies.

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.80.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître :

L'industrie européenne de la conserve

Constituée en majorité de PME, cette industrie se heurte, à l'horizon du marché européen, d'une part à une concurrence très vive tant interne qu'externe, et d'autre part à la concentration croissante de la grande distribution. On assiste ainsi à une restructuration et à une concentration accrue du secteur.

prochaine parution d'étude :

Leclerc, Intermarché et leurs concurrents

Comment évolue la distribution en France ? Quelle est la stratégie des acteurs en présence ? Vers quelle réorganisation s'orientent-ils à court terme ? Pour la première fois, une étude stratégique et financière sur ce secteur permet de comparer les analyses financières de Leclerc et d'Intermarché aux treize autres groupes ou sociétés concurrents.

vous rappelle ses dernières études parues :

Les leaders de la brasserie dans le monde

L'industrie européenne de la biscuiterie

Les surgelés : production et distribution.

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 61 51 24. Téléc. : 670 383.

Nos représentants à l'étranger :

— ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.39, Télécopie : 4312748.
— ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80.52.855, Télécopie : 885579.
— PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75, Télécopie : 1571738.
— BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 847.08.75, Télécopie : 640.39.57.

هكنا من المثل

Culture

MUSIQUES

Hommage à Samson François

La jeune garde

Rien de moins stéréotypé que le concert de la fondation Samson François, qui a révéillé maints jeunes artistes d'une spontanéité et d'un tempérament conformes à l'esprit du grand pianiste.

Il est des visages et des talents qu'on n'oublie pas : jeudi soir, dix-huit ans après sa mort, les amis de Samson François et ceux qui ne l'ont connu que par les disques s'étaient rassemblés nombreux salle Pleyel. Ils venaient pour le retrouver dans le film de Claude Santelli où il parle si bien de son art, du chant qui transcende toute mesure, et joue le Concerto en fa mineur de Chopin, visage perdu en lui-même, avec un peu d'amertume au coin de la bouche que dément parfois un rire d'enfant.

Mais ce destin inachevé d'un pianiste de quarante-six ans est devenu un emblème de jeunesse grâce à sa femme Joëlle et à la Fondation Samson-François qui, depuis plusieurs années, s'applique à aider les talents néophytes, ceux qui rencontrent de grandes difficultés dans leur pays d'origine, ceux que les concours laissent de côté injustement, ceux qui ont besoin de poursuivre leurs études dans des pays étrangers, etc. Tout un réseau de relations et de solidarités efficaces.

C'est au profit de cette fondation (1) que s'étaient réunis tant de vieux compagnons de Samson et d'artistes de la nouvelle génération pour composer un plateau somptueux où voisinaient Pierre Barbizet

et Bruno Rigutto, Maurice Baquet, Pierre Penasson, Raphaël Fidoix et Vincent Segal, dans des gags de piano et de violoncelles qui n'engendraient pas la mélancolie — un hommage que le disparu aurait bien aimé, tout comme les numéros de Raymond Devos, « hénarmones » et généreux.

Martial Solal, Yvette Horner (à l'accordéon et au piano) et Nancy Holloway apportaient les fleurs du jazz, des variétés et du music-hall, tandis que Akiko Ebi faisait revivre la fantaisie virtuose du Samson François de *Magie noire*.

Mais la musique vivait surtout dans sa prime fraîcheur avec les artistes invités par la fondation et ses correspondants, en particulier Charles Webb, directeur de l'université de Bloomington, qui avait tenu à être là pour accompagner un violoniste de dix-sept ans, Corey Cervoski, d'une musicalité certaine et d'une virtuosité affolante dans la *Fantaisie sur Carmen* de Sarasate, aussi échevelée que celle de Horowitz au piano. Un nom à retenir.

Quelques Français brillaient d'un vif éclat, surtout Brigitte Lafon, comme un rayon de soleil dans le « Batti, batti » de Zerkine, le Trio Wanderer (invité l'an prochain à Bloomington), vibrant et passionné dans un Mendelssohn virtuosité, et le Quatuor Bertrand-Walter, frais émoulu de l'Orchestre national, dans un adagio posthume de Webern, alors que le Quatuor Kandinsky jouait à se rompre le cou le *rondo alla singolare* du 1^{er} Quatuor avec piano de Brahms.

La jeune garde des pianistes internationaux fermait le ban : Benedetto Lupo (Italie), au jeu très lumineux mais peu imaginatif dans le 4^e *Boléro* de Chopin, Zoltán Kocsis (Hongrie), qui mettait poésie, violence et mystère dans deux *Préludes* de Debussy, André Vieux (Roumanie), géant barbu des Carpathes, plongeant dans un Scriabine insondable, et Alfredo Perl (Chili), éblouissant dans le *Rondo du son perdu* de Beethoven, où il alliait à un bonhomme technique exceptionnel le son le plus naturellement radieux.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Les dons à la fondation Samson-François peuvent s'effectuer par la fondation de France, 40 avenue Hoche, 75008 Paris ; CCP 569 Paris.

PHOTOGRAPHIES

Deux expositions de Pierre Verger

Un ethnologue sauvage

Des Indiens zapotèques à la danse des Sikuris, la redécouverte d'un pionnier des années 30.

A quatre-vingt-six ans, Pierre Verger n'a rien perdu de sa superbe d'adolescent rebelle. Franchement débarqué du Brésil, il dit venir à Paris pour revoir ses amis. Et très peu pour revoir ses photos. Méfiant, il demande à lire les questions avant de répondre. Puis, très vite, il se laisse prendre au jeu et se met à raconter sa vie.

Celle-ci fut pleine et animée. Du seizième arrondissement de Paris, elle l'a mené sur tous les continents. Par goût de la lecture, Verger a voyagé pour vivre, pour voir, et surtout par passion des autres. La photographie ne fut pour lui qu'un passeport dont il s'est servi pour franchir les frontières qui le séparaient de lui-même. Il admet y être venu par hasard, pour faire l'exposition confortable de son milieu familial. « Mon père était imprimeur. Avant de faire le tour du monde pour Paris-Sor, je suis parti en touriste à Tahiti. Et de là pour Bora-Bora. Une fois sur place, on ne savait pas si on reviendrait. Il n'y avait pas de bateau. En entrant dans une case indigène, la première chose que j'ai vue était un calendrier imprimé par mon père. Ce fut un choc. J'ai compris ce jour-là qu'on ne fait pas son passé. »

En 1934, il participe à la création de l'agence Alliance Photo avec Maria Elmer, René Zolner, Emile Félner, Denise Ballon et Pierre Boucher. Devenu professionnel, il couvre le conflit sino-japonais, collabore au Musée de l'Homme et invente ce qu'on appelle « le portrait ethnographique et colonial ». « Les choses étaient plus simples que maintenant. Le monde était beaucoup plus calme. La photo était mon carnet de notes. J'en faisais pour me souvenir, non pour expliquer. »

Contrairement à tant de ses confrères, il ne photographie pas son environnement familial. Alors que d'autres font de la publicité ou de la mode, il évolue à contre-courant. Et refuse de voir les photos des autres par crainte de montrer une chose qui l'a déjà été. Publié dans *Arts et*

métiers graphiques, *Regards* et *Vu*, il ne se soucie pas de la destinée de ses images, ni de leur rentabilité.

Après un premier contact avec l'Afrique en 1935, il parcourt le Mexique avec 4 dollars en poche. Au Soudan français, il enregistre la danse des Bobos, bien avant Léni Riefensahl. Suit la découverte du Pérou où il vit durant quatre ans avec les Indiens des hauts plateaux. Souffrant de ne pouvoir communiquer, il reprend la route et atterrit en Argentine, puis au Brésil, à Bahia — où il réside depuis 1944.

Cet éternel insoumis ne se sent pas brésilien pour autant. Et sa nouvelle « patrie » ne l'empêche pas de bouger. Surtout durant la guerre : l'Équateur, la Guinée portugaise et les îles du Cap-Vert, sans oublier les États-Unis qu'il parcourt en chemin de fer. L'ambition de tout ethnographe est de remonter aux sources. Mais cet explorateur insatiable n'a jamais cherché à être un savant. « Ethnologue ou anthropologue, quels mots affreux ! On n'étudie pas les gens. Ce ne sont pas des minéraux ou des insectes. Les hommes ne passionnent car je les aime. Je les rencontre non pour étudier mais pour apprendre. »

Attiré par les religions africaines, qui sont sans culpabilité ni rédemption, Pierre Verger déclare être parti en Afrique tel un descendant du Brésil qui retourne à son pays d'origine. Il est ainsi né une seconde fois en 1952, après avoir été initié au « babalawo », auprès des Yorouba.

Solitaire, farouche, désintéressé, Pierre « Fatumbi » Berger n'a jamais agi par calcul. Avec ses notes et sa bibliothèque, ils sont répertoriés à San Salvador de Bahia à la fondation qui porte son nom. Souhaitons que l'accrochage y soit moins nul qu'à la Maison de l'Amérique latine, à Paris.

PATRICK ROCHERS.

* Pierre Verger, photographes d'Amérique latine (1934-1950), Foto Bastille, 53 bis, rue de la Roquette, Paris 11^e et Le Candombié de Bahia, Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris-7^e, jusqu'au 31 mai.

THÉÂTRE

Mort du metteur en scène soviétique
Gueorgui Tovstonogov

Gueorgui Tovstonogov, directeur du Théâtre Gorki de Leningrad, dont on apprend la mort, était un des plus importants et des plus talentueux metteurs en scène du théâtre soviétique des dernières décennies. Un des plus connus à travers l'Union soviétique et à l'étranger. Il était âgé de soixante-treize ans.

Né à Tbilissi le 15 septembre 1915, ce Géorgien avait commencé sa carrière comme acteur et assistant metteur en scène, à seize ans, au Théâtre de la jeunesse de Tbilissi, avant de venir à Moscou parfaire ses études à l'Institut d'Etat du théâtre (GITIS), l'équivalent de notre Conservatoire national.

Metteur en scène remarqué dès ses débuts au théâtre de langue russe de Tbilissi, le Théâtre Gorki, où il travailla de 1938 à 1946, puis au Théâtre de la jeunesse de Moscou (TIUJZ), c'est à Leningrad que cet homme du Sud s'établit définitivement à partir de 1950, metteur en scène principal du Théâtre Gorki depuis 1956. Là, il se fait remarquer par une recherche esthétique qui, dans ses réussites, prenait ses distances avec les canons officiels en mêlant la convention à l'innovation, grâce à une intelligence et un goût innés de la satire.

Ses spectacles marquèrent les générations des années Khrouchtchev et Brejnev, notamment *Idiot* de Dostoevski (1957, nouvelle mise en scène en 1966), *Le Malheur d'avoir trop d'esprit*, de Gribodéov (1962), *Les Trois Sœurs* (1964), qui fut interdit par la censure, ainsi que la remarquable *Histoire du cheval*, d'après Tolstoï (1975), une fable « chevaline » anthropomorphe remarquablement stylisée sur la destinée humaine — présentée au Festival d'Avignon, — qui continue à être le grand succès de la compagnie et du comédien-cheval Lebedev, et qui a fait le tour du monde.

A Leningrad, le nom de Tovstonogov continue grâce à son fils, metteur en scène du *Docteur Jivago*, d'après Pasternak.

NICOLE ZAND.

Communication

ciné

Profitant de la directive « Télévision sans frontières »

Deux chaînes commerciales se lancent aux Pays-Bas

Paradoxe à la mode des Pays-Bas : alors que la démission récente du gouvernement semblait renvoyer aux calendes grecques la création de la télévision commerciale (le Monde des 2 et 25 mars), il n'a jamais été autant question de réforme audiovisuelle. D'ici à la fin de l'année, deux chaînes privées doivent être lancées qui menacent de bouleverser de fond en comble le paysage audiovisuel.

AMSTERDAM
de notre correspondant

Radio-Télé-Véronique (RTV) et TV 10 n'ont encore diffusé aucune image mais monopolisent déjà le devant de la scène médiatique. Dans les deux cas il s'agit de chaînes, associant des professionnels de l'audiovisuel et des investisseurs qui tireront leurs ressources de la publicité et dont les programmes auront un double point commun : axés sur le divertissement, ils n'arriveront aux télé-spectateurs de La Haye ou de Groningue qu'après un chemin compliqué. La législation des Pays-Bas empêchant la création de chaînes commerciales à l'intérieur de leurs frontières, RTV s'est installée au grand-duché de Luxembourg, d'où ses programmes seront envoyés au satellite Astra avant de retomber sur les réseaux câblés néerlandais qui desservent 80 % des ménages. RTV s'est assurée la complicité active de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et de Philips. La multinationale électronique équipera RTV, profitant de l'occasion pour « se faire la main » avec la norme D2-Mac Paquet.

TV 10 de son côté a implanté ses studios à Aalsmeer, à l'entrée d'Amsterdam, mais ses images sortiront d'abord du territoire national : dans un premier temps transmises à Milan, elles seront ensuite envoyées vers le satellite ECS-4, qui les répétera enfin sur les têtes de réseaux câblés aux Pays-Bas.

Le transfert des présentateurs vedettes

Ceux-ci sont les premiers arbitres de la concurrence que se livrent RTV et TV 10 afin de se ménager une place sur les réseaux de télédiffusion, qui sont pour la plupart saturés. Dans cette bataille décisive qui pourrait commencer par coiffer leur place à certaines chaînes étrangères telles Sky Channel ou Super Channel, TV 10 est prête à investir plus de 150 millions de francs et dispose de sérieux atouts.

Le premier d'entre eux est la présence dans son capital du producteur indépendant Joop Van den Ende. Travaillant régulièrement pour six des dix sociétés de programmes néerlandaises, les studios

M. Jack Lang demande un effort pour le dessin animé

En inaugurant, le 28 mai, le Marché international du cinéma d'animation à Annecy, M. Jack Lang a demandé aux chaînes de télévision de respecter leur cahier des charges en ce qui concerne le dessin animé. Le ministre de la culture et de la communication, qui avait lancé en 1984 un grand plan de soutien à l'animation française estime que « les commandes des chaînes ne sont plus assez régulières ni correctement financées ».

M. Lang a précisé qu'il allait « négocier pour renouveler le prix d'achat du dessin animé par la télévision ». Oscillant aujourd'hui autour de 8 000 francs la minute, ce prix d'achat finance moins de la moitié d'un budget de production. Le ministre aimerait le voir porter à 12 000 ou 13 000 francs la minute. Il a également annoncé que 100 millions de francs seront débouqués pour promouvoir les œuvres de jeunesse en matière de cinéma d'animation.

● RMC s'intéresse à la chaîne musicale. — Radio Monte-Carlo souhaite entrer dans le capital d'Euro-musique, la chaîne de télévision musicale autorisée récemment par le Conseil supérieur de l'audiovisuel sur satellite TDF 1. La proposition d'une participation de 10 % ou de 12 % dans la chaîne sera soumise à l'approbation du conseil d'administration de RMC qui se tiendra dans le courant de juin. Cette opération est cependant indépendante de l'avenir de Télé Monte-Carlo (TMC) lié jusqu'au 30 juin prochain par un accord de diffusion avec M6. La direction de RMC-TMC travaille sur une quinzaine d'hypothèses concernant l'avenir de TMC et parmi lesquelles, souligne-t-on au siège de la station, celle d'un nouvel accord avec M6 ou d'une diffusion d'Euro-musique.

ultramodernes de Van den Ende Productions ont été ces dernières années le berceau des émissions les plus populaires dans le genre distrayant : séries, jeux, variétés, talk-show.

Amateur public même un, courtisé autant que jaloux, Joop Van den Ende ne fait plus vraiment rire les directeurs de programmes depuis qu'il a décidé de devenir leur concurrent en créant TV 10. Et quel concurrent ! Les droits sur la formule des émissions à succès n'appartenaient pas à Joop Van den Ende : ce dernier les apporte donc à TV 10. Même transfert pour les présentateurs vedettes : ils étaient sous contrat avec le producteur et le suivent sur sa nouvelle chaîne.

Les réservations d'espaces ont commencé le lundi 29 mai et les commerciaux de TV 10 ne doutent pas un seul instant de faire rapidement le plein d'ordres pour couvrir les 200 millions de francs (environ 600 millions de francs) du premier exercice budgétaire. Pour les annonceurs aussi l'avènement de TV 10 ouvre une nouvelle ère : celle des écrans couplés aux émissions, des tarifs basés sur l'audience, des négociations. La publicité, jusque-là limitée à 5 % du temps d'antenne et interdite le dimanche, va faire une entrée massive sur les écrans.

Le ministère de la culture a tenté dernièrement de faire modifier la loi sur les médias pour contraindre TV 10. Mais celle-ci se réclame de la convention « Télévision sans frontières » du Conseil de l'Europe signée par les Pays-Bas, et pourra arguer bientôt de la directive européenne du même nom. Ce qui a fait dire au ministre que TV 10 « emprunte une sortie dérobée ». Mais les pouvoirs publics néerlandais sont paralysés par la crise gouvernementale et l'audiovisuel commercial a ses raisons que la politique ignore.

CHRISTIAN CHARTIER.

L'OPA sur BMP

BDDP ne surenchérit pas immédiatement

Pas de surenchère immédiate : le groupe publicitaire français Boulet-Drapuy-Petit (BDDP), qui a lancé fin mars une offre publique d'achat sur le groupe publicitaire britannique Basse-Massim-Pollitt (BMP), la maintient à son niveau actuel, soit 345 pence l'action. Le groupe français dispose cependant de trois semaines pour modifier son offre, laps de temps durant lequel court l'OPA qu'a lancée à son tour le groupe américain Omnicom, (*le Monde* du 20 mai). Sa proposition d'OPA — à 365 pence l'action — a été accueillie favorablement par BMP.

BDDP a maintenant le choix entre différentes stratégies. Soit l'abandon pur et simple et la vente des 15,2 % acquis du capital de BMP, ce qui représenterait pour BDDP une plus-value de 45 millions de francs ; soit une surenchère sur l'offre d'Omnicom qui pourrait aller jusqu'à 450 pence pour l'obliger à se retirer. Mais pour assumer une telle offre BDDP devrait trouver des alliés. Troisième option : les parts de BDDP dans BMP pourraient être échangées contre le contrôle de la filiale américaine Ammirati and Paris, du groupe britannique.

● La fusion Time-Warner approuvée par la FCC. — La Commission fédérale des communications américaine (FCC) a approuvé la fusion entre les groupes Time et Warner, qui donne naissance au premier groupe mondial du secteur des médias, avec un chiffre d'affaires d'environ 82 milliards de francs (*le Monde* du 7 mars). La FCC a toutefois exigé des deux firmes qu'elles règlent dans un délai de dix-huit mois quelques problèmes de concentration. En particulier, la filiale de Time ATC (American Television and Communications) exploite des réseaux câblés dans des régions (Los Angeles et Austin) où Chris-Craft, actionnaire important de Warner, possède des télévisions hertziennes, ce qui est contraire aux règlements fédéraux.

DISQUES

The Pixies

Une voix, une guitare électrique, une basse, une batterie. Quatre temps, complet, refrain, solo. Cela fait trente-cinq ans que ça dure et, miraculeusement, de temps en temps un petit scepticisme se produit et la formule reprend un coup de jeune. « Doolittle », l'album des Pixies, est de ces miracles-là. Les Pixies viennent de Boston. Leur musique est violente et drôle, leur univers cruel et enfantin. Black Francis (pseudonyme ridicule du chanteur et compositeur) devait être abominé au *drive in* local. Plus de la moitié des chansons de l'album évoquent les films de Gore, les mutilations, les profanations, tout ce qui fait le charme des séries Z qui sortent chez nous directement en vidéo.

Les Pixies jouent de cette mythologie en finesse sans incantation ni sorcellerie de bazar. Ils aiment et connaissent assez les ficelles du rock pour pouvoir les tendre, ou les torse sans jamais les casser. La guitare (Joey Santiago) est omniprésente, agressive et imprévue, la rythmique (Kim Deal, basse, et David Lovejoy, batterie) lourde et claire. La voix de Black Francis (en fait il s'appelle Charles Francis) pleine de manières attachantes. Ses textes explorent les passerelles entre l'horreur, l'humour et l'amour en transportant le mythe de Samson sur les campus américains (« *Gouge Away* » ou jouant au cabaliste de dessin animé « *Monkey gone to Heaven* »). « Doolittle » est un disque pour rire, pour rire en frissonnant, une boîte à malice.

THOMAS SOTINEL.

* « Doolittle », 4 AD/Virgin.

Espace • MICHEL SIMON •
36, rue de la République
93160 NOISY-LE-GRAND
49-31-02-02.

LA FILLE MAL GARDÉE
par les BALLETS de NANTES
Chorégraphie : IVO CRAMER
d'après les partitions originales
de la création :
Bordeaux, 1^{er} juillet 1989
SAMEDI 3 JUIN à 21 h
Locations 3 F.N.A.C.

DERNIERE LE 3 JUIN

ESSAION-42.78.46.42

THOMAS B.
DE JACQUES KRAEMER
AVEC DENIS MANUEL

1^{er} FORUM FRANÇAIS « ACTION LEARNING »

sur

LA PÉRENNITÉ DE L'ENTREPRISE

Jeudi 15 juin 1989 à l'IFG

37, quai de Grenelle - 75015 Paris

CHEFS D'ENTREPRISE ET CADRES DIRIGEANTS
VENEZ DÉCOUVRIR COMMENT
LES ENTREPRISES LEADERS TELLES QUE :

FIAT, BARCLAYS, UNILEVER, ESSO,
ITT/ALCATEL
LA NOUVELLE INDUSTRIE AUTOMOBILE
EN CHINE

progressent
en utilisant les trois clés de la
« COMMUNICATION
COMPÉTENTE »

Programme : entre autres

1^{re} Technologie et adaptation culturelle — Action learning en milieu international par M. Max Boissot — Ph. D. Transfert Technologie-Université de Londres — Directeur de la Chine — CEE Executive Development Program.

2^{de} Conséquences des développements techniques sur les ressources humaines par M. Jean-Paul Longuemard — Directeur du laboratoire électronique physique appliquée de l'École centrale de Paris.

3^{de} Action Learning pour le Développement du Management par M. David Ashton — Professeur de Management Learning et directeur de l'université de Lancaster UK.

Frais de participation : 2 650 F ht
déjeuner/cocktail

Rens. et inscriptions : Catherine Ardena
Tél. : 47-97-06-49

Organisé par : l'E.F.M.D.
(European Foundation For Management Development)
I.F.A.L.O.
(International Foundation For Action Learning Organisation)

هكمان المرحوم

Le Monde

NUMÉRO
HORS SÉRIE
116 PAGES 42 F

A PARAÎTRE
LE 5 JUIN

europe

LES PROMESSES
DE L'ACTE
UNIQUE

LE BILAN DE L'EUROPE
A l'occasion des élections du 18 juin,
***le Monde* fait le point**
sur la construction européenne
et trace le chemin qui reste à parcourir.

VERS LE MARCHÉ UNIQUE DE 1993
LES POLITIQUES D'ACCOMPAGNEMENT DU GRAND MARCHÉ
LA PLACE DE L'EUROPE DANS LE MONDE

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS COMMUNAUTAIRES :
VERS UNE PLUS GRANDE DÉMOCRATIE INTERNE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

LA PROMESSE DE L'ACTE UNIQUE

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Localité : _____

Nbre d'exemplaires X 47 F (port inclus) : F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.

**COMMANDE
ET RÈGLEMENT
A FAIRE PARVENIR
AU JOURNAL
*Le Monde***

Service des ventes au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

هكنا من الدول

Radio

des TV du 28 mai

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document fourni avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Pl
sc
ils
de
qu
et
un
pe

ci
se
pu
re
le
pr
ch
ex
L
te
qu
li
m
dr
li

v:
L
p
q
ti
le
s
q
s
l'
d

C E L I C T R A B L I L É C F I C E D N S I N Q F

5. INFORMATIONS DES SOCIÉTÉS

CBC

CNIT



Coulage du dernier plancher : 15 mai 1989

10 mois : 150.000 m² de planchers.
Un nouveau défi relevé.



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES

Plus
Evénement

4 zones d'œuvres

les écoles vont
sur les
et débouché

Wichtige Punkte im Zusammenhang mit dem...

هكذا من الأول

Économie

Le Monde • Mardi 30 mai 1989 31

Pour consolider le financement de la Sécurité sociale

M. Evin souhaite instaurer un prélèvement sur tous les revenus

M. Claude Evin, ministre de la santé et de la protection sociale, a confirmé, dimanche 28 mai, au cours du « Grand Jury RTL-Le Monde », son intention d'établir à la fin de l'année un prélèvement sur tous les revenus pour consolider le financement de la Sécurité sociale et notamment des retraites, un prélèvement dont le montant pourrait varier selon les années. Le recours à une telle mesure est justifié, selon le ministre, par le décalage entre la croissance des dépenses et celle des recettes : d'un côté, « les traitements médicaux coûtent de plus en plus cher » et le nombre de retraités augmente (notamment parce qu'ils « vivent de plus en plus vieux »), de l'autre, il y a proportionnellement moins de salariés pour les financer ; on a donc « besoin chaque année de 10 milliards de francs de plus » pour les retraites.

Le financement actuel de la protection sociale, reposant sur les salaires, « n'est pas suffisant ».

selon M. Evin : « Je crois nécessaire, a-t-il dit, d'élargir la base sur laquelle on calcule le prélèvement », pour l'étendre à l'ensemble des revenus, ce qui permet d'en « doubler le rendement » (1). « Cela nécessite un texte législatif », a-t-il ajouté. Je suis prêt à attendre que les partenaires sociaux aient bien cadré leur opinion à ce sujet. Mais j'espère qu'ils seront prêts à l'automne. Nous déciderons législativement de l'assiette du prélèvement à la session [parlementaire] d'automne. Le montant de ce prélèvement pourrait varier chaque année, selon la croissance économique, quand il y a un peu plus de salariés, le volume des cotisations augmente et ce genre de variations n'est pas nécessairement prévisible ».

D'autre part, pour faire face à la croissance du volume des retraites, M. Evin estime qu'il n'est pas possible de faire uniquement de la cotisation, ni de « jouer sur la crois-

sance », mais qu'il faut aussi « discuter des conditions de liquidation », c'est-à-dire des « critères pris en considération pour calculer le montant de la retraite : peut-être est-il opportun de jouer sur les trois paramètres ». Mais « mon choix n'est pas fait. Nous devons en parler avec les partenaires sociaux ».

« Ceux pour qui le problème se pose, a enfin souligné le ministre, sont les salariés qui se situent aujourd'hui dans la quarantaine, qui sont nés après la guerre et qui ont commencé plus tardivement leur vie professionnelle ».

A propos des honoraires médicaux, M. Evin a regretté que « dans un certain nombre de villes et de spécialités, on ne trouve plus que des médecins à honoraires libres. Cela ne me semble pas une bonne chose si l'on veut garantir un égal accès aux soins pour tous » (voir ci-dessous). En conséquence, M. Evin a demandé aux partenaires qui discutent du projet de loi de la réforme de la médecine des « propositions »

pour réduire ces disparités. « Sans quoi, a-t-il ajouté, il est évident que je ne pourrais agréer la convention ».

M. Evin, qui n'a pas exclu d'augmenter prochainement le tarif de la consultation et de la visite, a regretté qu'il n'y ait « aucune maîtrise et aucun contrôle du volume d'actes ».

Souhaitant que l'on arrive « progressivement » à supprimer l'incitation à la consommation de tabac, M. Evin a estimé que « si un jour le prix des paquets de cigarettes sortait de l'indice de l'INSEE, ce ne serait pas mal ». Il s'est déclaré « personnellement » favorable à une augmentation du prix du tabac.

(1) Selon les calculs effectués par le ministère de la Santé, un prélèvement de 1 % sur les revenus pourrait rapporter de 30 à 34 milliards de francs, contre 17 milliards pour un point de cotisation maladie, celle qui a la base la plus large (Le Monde du 14 avril).

Alors que les taux d'intérêt poursuivent leur montée

La hausse du dollar reprend avec vigueur

Les interventions des banques centrales du vendredi 26 mai sur les marchés des changes pour tenter de freiner l'ascension du dollar ont été vaines. Lundi 29 mai, la hausse a repris à Tokyo, malgré l'annonce, à la veille du week-end, d'un relèvement de son taux d'escompte par la Banque du Japon.

Les cours du dollar, revenus, vendredi, à 1,97 DM, 139,80 yens et 6,67 F, ont brutalement rebondi à 2,01 DM, 143 yens et 6,81 F. La Banque du Japon avait vendu un demi-milliard de dollars pour essayer de « casser » le mouvement mais en vain. Contre le scepticisme des opérateurs sur la capacité des banques centrales à endiguer la hausse irrésistible du billet vert, les propos du ministre japonais des

finances, M. Murayama, suivant lesquels il ne serait pas indispensable de relever le taux d'escompte de la Banque du Japon, la hausse des prix sur le territoire nippon n'étant pas dramatique.

En attendant, les taux d'intérêt poursuivent leur montée. A Zurich, la Banque nationale suisse a porté de 3/4 % à 9 1/4 % son taux Lombard quotidien. A Paris, le loyer de l'argent au jour le jour a atteint 8 3/4 % et tout le monde attend le conseil d'administration de la Banque fédérale d'Allemagne, jeudi, qui pourrait décider un nouveau relèvement des taux d'intérêt outre-Rhin. Sur les marchés, les opérateurs voient le dollar monter à 2,10-2,15 DM.

L'extension des honoraires libres

Les « zones d'ombre » de la convention médicale

Un des points chauds de la négociation en cours entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux représentatifs concerne les « zones d'ombre » : celles où pour une ou plusieurs spécialités on ne trouve plus de médecin appliquant les tarifs conventionnels. Ces zones n'ont cessé de s'étendre avec l'augmentation du nombre de médecins pratiquant les honoraires libres et notamment depuis la fin de l'année dernière (Le Monde du 15 février 1989).

Des statistiques ont été établies pour ces discussions par la Caisse nationale d'assurance-maladie des salariés sur les 242 villes de plus de trente mille habitants et sur huit spécialités médicales courantes (chirurgie, oto-rhino-laryngologie, ophtalmologie, gynécologie, pédiatrie, cardiologie, rhumatologie et dermatologie). Elles mettent en évidence les effets pervers du système des honoraires libres introduit par la convention de 1980, succédant au droit à « dépaysement permanent »

accordé précédemment sur titres et réputation : dans certaines agglomérations la liberté de choix du malade, réputée un des principes cardinaux de la médecine libérale française et le niveau du remboursement sont singulièrement limités.

En effet, il n'existe plus aucun médecin appliquant des tarifs conventionnels « opposables » dans 69 villes pour l'ORL, 53 pour la rhumatologie, 44 pour la chirurgie, 40 pour l'ophtalmologie, 25 ou 26 pour la cardiologie, la gynécologie et la pédiatrie. Le phénomène n'est donc pas plus répandu dans les spécialités où les revenus moyens sont les plus faibles.

Différences régionales

L'analyse des villes concernées amène à plusieurs observations. D'abord, dans certaines villes le dépassement des tarifs est devenu la règle collective pour la plupart des spécialités : quatre à Antibes (Alpes-Maritimes) et Montélimar (Drôme), Echirrolles (Isère), Watteville (Nord), Bron-Caluire-et-Cuire (Rhône), Mantes-la-Jolie (Yvelines), Montrouge, Suresnes, Colombes (Hauts-de-Seine), Neuilly-sur-Seine, Paris (Seine-Saint-Denis), Franceville (Vaucluse), quatre à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), Vienne (Isère), Rillieux-la-Pape (Rhône), Marquise (Nord), Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), Rueil (Hauts-de-Seine), Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), six à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) et à Levallois (Hauts-de-Seine), sept, record national dans la ville de Chelles (Seine-et-Marne), où, par ailleurs, 20 % seulement des médecins et 17 % des omnipraticiens appliquent les honoraires conventionnels.

Dans ces villes, on peut se demander si le système conventionnel a encore une valeur, au moins pour les spécialistes, et si l'on n'est pas

revenu trente ans en arrière, à l'époque où, avant le décret du 12 mai 1960, les médecins fixaient librement leurs honoraires - avec autant de « tact et de mesure » qu'aujourd'hui - individuellement ou par accord mutuel.

Les zones d'ombre sont particulièrement fréquentes dans certaines régions ou certains départements bien précis où la revenu des ménages est réputé supérieur à la moyenne nationale : Côte d'Azur, Ile-de-France, Rhône - la « ligne PLM » des opposants au conventionnement dans les années 50. Mais on en rencontre aussi dans la Drôme, l'Isère ou le Nord. Et le phénomène n'est pas propre aux banlieues riches : il n'est pas plus marqué par exemple à Neuilly-sur-Seine, à Saint-Maur ou à Cannes. Au contraire, il touche largement des villes profondément comme Lézard, dans le Nord, pour la cardiologie, Vandœuvre-lès-Nancy, Le Creusot, Saint-Chamond ou Aubagne et la banlieue industrielle de Paris (Aubervilliers, Nanterre, Ivry-sur-Seine, Villejuif, Drancy, Saint-Denis...). Ce n'est donc pas le client qui fait le « deuxième secteur », mais le médecin.

Enfin, le phénomène s'observe pour des spécialités isolées dans des villes où, globalement, on compte peu de médecins pratiquant des dépassements de tarifs. C'est le cas, entre autres, à Bourg-en-Bresse pour l'ORL, à Saint-Quentin pour la cardiologie, à Troyes pour l'ORL et la pédiatrie, à La Rochelle pour l'ophtalmologie et la rhumatologie, à Chalons-sur-Marne pour la chirurgie.

On peut se demander si, dans certains cas, une telle situation de monopole ne relève pas d'une décision concertée et donc ne serait pas considérée comme une entente par les services de la concurrence du ministère de l'Economie. A contrario on ne relève pas de telles situations monopolistiques dans les métropoles comme Nice, Marseille, Toulon, Paris, Lyon, Bordeaux ou Nantes...

GUY HERZLICH.

La grève des employés municipaux

Le maire d'Amiens fait appel à des entreprises privées

AMIENS de notre correspondant

Les employés municipaux d'Amiens sont en grève depuis mercredi 24 mai (Le Monde daté 28-29 mai) pour protester contre le retour aux trente-neuf heures de travail hebdomadaires instauré par le nouveau maire, M. Gilles de Robien (UDF-PR). Celui-ci a décidé d'avoir recours aux entreprises privées.

C'est ainsi que, dans la nuit de samedi à dimanche, a été nettoyée la place du Marché où se trouvaient plusieurs tonnes de déchets, tandis que les contenteurs des particuliers étaient ramassés dans le centre-ville, dimanche ; cette collecte devait continuer lundi.

De même, c'est à une société filloise qu'il a demandé de fournir les repas pour les cantines des écoles. Ainsi, affirme le maire « la population ne devrait pas trop souffrir des conséquences de la grève. Je souhaite éviter une exaspération hâtive du public à l'encontre des agents communaux ».

A ceux qui voient dans l'appel au privé un engagement dans la privatisation, il répond que, dès que la situation sera redevenue normale, les concours extérieurs cesseront.

D'autre part, chaque employé municipal a reçu une lettre lui expliquant la nature exacte du retour aux trente-neuf heures et ses modalités selon les obligations de service. Par exemple les personnels travaillant avant 7 h 45 ou après 18 h 45 ou encore le samedi matin, auront droit à une bonification.

Les grévistes sont décidés à continuer leur mouvement. Mais à la cuisine centrale de la ville les repas sont faits et servis normalement, affirment les parents d'élèves ne pouvant pas dire que c'est une entreprise extérieure à la ville qui a nourri leurs enfants.

M. C.

BILLET

Pédagogie « ocdéienne »

Lever de rideau inhabituel pour la traditionnelle réunion ministérielle de l'OCDE qui permettra à vingt-quatre pays industriels de faire, le 31 mai et le 1^{er} juin, le point de leur situation économique : les Etats-Unis ont remis au goût du jour les craintes de guérilla commerciale en dévalant, la semaine dernière, la liste des fautes de déficit américain menacées de punition pour pratiques « déloyales ». Principaux pays visés par le dispositif de l'article 301 de la loi commerciale : le Japon, suivi par l'Inde et le Brésil.

L'aspect moralisateur de cette approche exaspère les partenaires de Washington. Les Etats-Unis oublient leurs propres entraves commerciales pour assurer qu'ils travaillent au salut du libre-échange et du multilatéralisme. Un curieux puritanisme fondé sur une définition très unilatérale de la loyauté des échanges. De quel pinceau les discussions au sein de la réunion ministérielle chargée de remettre, discrètement, certaines pendules à l'heure et de rappeler, grâce à la pédagogie « ocdéienne », la suprématie de l'intérêt général sur les egoïsmes nationaux.

La dette du tiers-monde

Rude tâche, même si la globalisation des problèmes économiques offre un meilleur terrain de discussion. Tel est le cas du commerce, les négociations de l'Uruguay Round, au sein du GATT en sont un appel constant. Le problème de la dette du tiers-monde devrait en apporter une preuve supplémentaire. La secrétaire générale de l'OCDE, M. Jean-Claude Pype, s'apprête, à ce sujet, à rappeler les enjeux mondiaux de ce défi, au-delà des plans, français ou américains, visant à trouver une sortie technique de crise pour les débiteurs.

Réduire les taux d'intérêt allège automatiquement la charge de la dette. Ouvrir les frontières aux produits du tiers-monde permet aux endettés de trouver des ressources indispen-

sables à leur croissance et au remboursement de leurs emprunts. L'apaisement ? Peut-être. Mais il est parfois bon de rappeler aux créanciers qu'une politique économique constructive peut aboutir à des résultats aussi positifs que de complexes montages financiers de réduction de dette.

Une nouvelle page pourrait s'ouvrir sur un autre sujet cher à l'OCDE, l'amélioration des structures des pays industriels pour dégager de nouveaux potentiels de croissance sans retomber dans l'inflationnisme. L'organisation veut étudier de très près les subventions, souvent complexes, attribuées par chacun pour doper son industrie. Etablir un tableau de bord de telles pratiques ne s'annonce pas aisé. Les experts du chèque de la dette ont le plus grand mal à obtenir les informations statistiques indispensables. Mais avec le temps, et une patience de fourmi, il sera peut-être possible d'établir, comme pour l'agriculture, un « équivalent subvention à la production industrielle ». L'élaboration de critères comparatifs obligera les membres de l'OCDE à un exercice délicate mais intéressant : reconnaître ses propres erreurs ou ses propres excès avant d'accuser... le voisin.

Cette même tentative d'approche neutre et technique sera utilisée sur un autre thème : l'environnement. Tarte à la crème pour les uns, urgence absolue pour d'autres, le sujet mérite une analyse comparative des coûts et bénéfices des opérations envisagées en ce domaine. A six semaines du sommet de l'Arche à Paris, où se retrouveront les sept principales puissances industrielles, l'OCDE espère recevoir un mandat pour mieux évaluer la portée économique et financière des programmes actuellement discutés. Une façon prudente de « surfer sur la vague », reconnaissent les secrétaires généraux de l'OCDE. De fait, la nage à contre-courant n'a jamais été le fort de l'organisation.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

orientations SERVICE

Des écoles vous informent sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à :

Orientations Service, 28, rue de la Trémoille, 75008 PARIS (réponses par courrier uniquement).

N. - Mme - Mlle.

Adresse.

Code postal	Ville	Age
Niveaux d'études actuels		
<input type="checkbox"/>	Clauses Préparatoires	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Grandes Ecoles, Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Vente, Commerce, Gestion, Distribution	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	3 ^e Cycle de Gestion	<input type="checkbox"/>
Administration Militaire : Communariats		
<input type="checkbox"/>	Architecture	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Arts Graphiques	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Aéronautique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	BTS Automobile	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Cinéma	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Communication et Culture	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Communication, Publicité	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Communication Audiovisuelle	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Computique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Concours Ecole Normale	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Cours de Vacances et de Soutien	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Dans	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Design, Design Industriel	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Electronique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Expertise Comptable	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Expression Verbale	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Formations Artistiques Appliquées	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Formation Continue	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Gestion Financière	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Gestion du Personnel	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Immobilier	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Informaticien	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Ingénieur Chimiste	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Journalisme	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Logistique Production	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Maintenance d'Ordinateurs	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Management Hôtelier	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Marché de l'Art	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Optique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Para-Médical	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Profiteuse Espagnole	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Recherche Scientifique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Revenir le Baccalauréat	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Secrétariat-Bureautique	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Sciences Sociales et Politiques	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Stylisme de Mode	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Tourisme	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>	Transport	<input type="checkbox"/>

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES

avec le centre de management aux affaires de Genève

10 mois de management et de missions professionnelles européennes

2^{ème} CYCLE MANAGEMENT EUROPEEN

ADMISSION

Jeunes cadres, licence, DEUG, DUT, BTS ou diplôme étranger équivalent.

IEMI INFORMATION-ADMISSION

(1) 42 66 66 82

INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

IEMI 71, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 66 66 82

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management Hôtelier International Paris-Genève-Londres-New York

INSTITUT INTERNATIONAL Maxim's de Paris

3 années de Formation Supérieure de Management Hôtelier

Admission : 1^{re} année - BAC

2^e année - BTS / DUT / DEUG / Licence

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

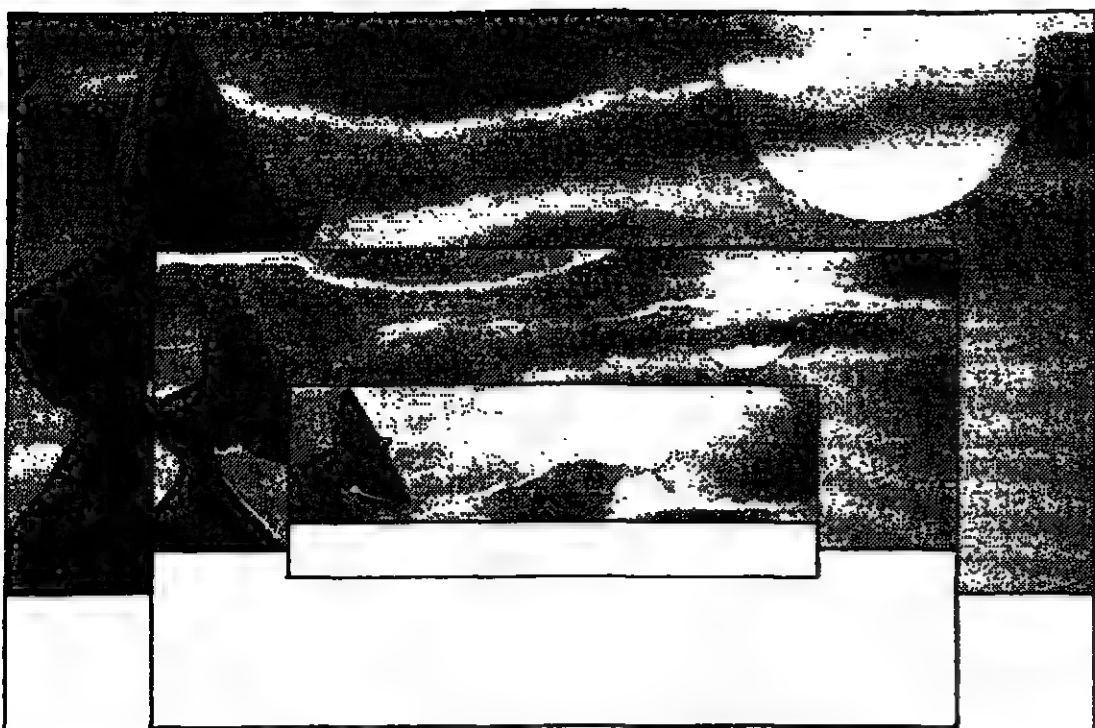
DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

MAXIM'S 77, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 66 66 82



EMPRUNTS CNT. INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE: L'AVENIR

EMPRUNT A TAUX FIXE: 1,5 milliard de francs

Prix d'émission: le pair soit 5000 F par titre - Durée: 10 ans et 36 jours - Taux nominal: 9% - Taux actuariel: 8,86% - Intérêt payable le 20 juillet de chaque année et pour la première fois le 20 juillet 1990 - Amortissement au pair in fine le 20 juillet 1999 - Remboursement anticipé possible au gré de la CNT à partir de la 7^e année - Date de jouissance: 20 juillet 1989 - Date de règlement: 12 juin 1989.

EMPRUNT A TAUX FIXE Assimilable à l'emprunt CNT 8,70% Novembre 1997 500 millions de francs.

Prix d'émission: 99,95% soit 499750 F par titre - Durée: 8 ans et 143 jours - Taux nominal: 8,70% - Taux actuariel: 8,72% - Assimilation après détachement du premier coupon le 2 novembre 1989 - Intérêt payable le 2 novembre de chaque année - Premier coupon au 2 novembre 1989 fixé à 170,40 F - Date de jouissance et de règlement: 12 juin 1989.

Souscription dans les Banques, Bureaux de Poste, Trésor, Caisses d'Épargne.
BALO du 23 mai 1989, visa CDB n° 89.199 du 24 mai 1989. Une note d'information est tenue gratuitement à la disposition du public.

CNT En souscrivant aux nouveaux emprunts de la CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS vous réalisez un placement sûr (l'Etat étant le débiteur final) et rémunérateur. Vous vous associez ainsi au formidable effort mené par FRANCE TELECOM pour la promotion de technologies avancées et de produits et services modernes, en France et dans le monde entier.
N'attendez pas... souscrivez!

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

GROUPE Casino

Accompagnez
le développement
d'un des premiers
groupes européens
de distribution

Casino émet 8.000.000
obligations convertibles
assorties de Bons de
Souscription d'actions
pour un montant de
F 2.000.000.000.

Une partie de cette émission (F 600.000.000) fait
l'objet d'un placement
sur le marché international.

Modalités de souscription

La souscription est ouverte à compter du lundi 22 mai 1989. Les actionnaires actuels bénéficient d'une priorité de souscription à titre irréductible jusqu'au 2 juin inclus à raison d'une obligation pour huit actions ordinaires ou A.D.P.S.D.V. Les souscriptions à titre réductible sont également admises pendant le délai de priorité.

Obligation Convertible

Chacune des obligations émises à F 250 offre un intérêt annuel de 6 % avec une durée de vie de 9 ans, 196 jours et un remboursement normal in fine au pair le 1er janvier 1999. Cette obligation pourra être convertie à tout moment à partir du 21 juin 1989 et pendant toute sa durée de vie en une action Casino.

Bon de Souscription d'Action

A chaque Obligation Convertible est attaché un Bon de Souscription d'Action, deux bons permettant de souscrire une action Casino à F 250 à tout moment jusqu'au 18 décembre 1992 inclus. Ce bon sera coté en Bourse, séparément de l'obligation.

Les modalités complètes de l'opération figurent dans la note d'information (visa C.O.B. n° 89 - 189 en date du 17 mai 1989) disponible sans frais au siège de la société, BALO du 22 mai 1989.

Votre entreprise et le Crédit Agricole
**L'ingénierie financière,
c'est un cadre sup vissé
sur sa chaise.
C'est bien connu.**

Vissé sur sa chaise!?
Pourtant les «irrigateurs de capitaux» de Ségespar-Titres, filiale spécialisée du Crédit Agricole, sont souvent en rendez-vous aux quatre coins de France.

Aux côtés notamment des Caisses Régionales de Crédit Agricole, nous allons prolonger le partenariat de services qu'elles ont établi et propulser les projets des entreprises.

Déjà premier gestionnaire en Europe de SICAV et de FCP, nous sommes désormais aux premiers rangs des opérations financières: émissions d'emprunt, introductions en Bourse de sociétés de secteurs aussi différents que la mode, l'ingénierie du bois, l'informatique, le matériel agricole, l'optique et l'agro-alimentaire.

Nos instruments d'intervention en fonds propres, FCP à Risque Agri-Entreprises, société de capital-risque Dynamust, SICAV Uni-Régions, nous permettent d'accompagner le développement ou la pleine maturité des entreprises cotées et non cotées.

Aux PME/PML, nous ouvrons aussi, par un montage financier spécifique, le recours en groupe au marché obligataire.

Par les 10 000 agences et bureaux du Crédit Agricole, par ses Caisses Régionales, profitez de la compétence de Ségespar-Titres.

CA CRÉDIT AGRICOLE
SEGESPAR
TITRES

Les «irrigateurs de capitaux»
sur le terrain, auprès des entreprises,
avec les Caisses Régionales
de Crédit Agricole.

PREMIER INTERVENANT D'EUROPE SUR LES MARCHES FINANCIERS

هكذا من الأمل

ASSEMBLÉE ORDINAIRE DE LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON

LVMH DERRIERE CE SYMBOLE DU LUXE IL Y A DES ANNEES D'ETHIQUE EN VOTANT PRESERVONS-LE

LVMH était conçue comme une fédération d'entreprises, fondée sur les traditions des grandes marques et sur une éthique, qui exigent un équilibre bien maîtrisé. Equilibre entre les nécessités de la croissance industrielle et l'impératif du rare, sans lequel il n'est pas de véritable luxe. Equilibre entre les familles fondatrices qui perpétuent les cultures des entreprises et les actionnaires plus récents qui participent au capital. Equilibre entre les exigences du court terme et une vision plus large qui sait intégrer la durée: les marques comptent en décennies. Equilibre entre les traditions des métiers et la mise en œuvre de moyens modernes. Cet équilibre, la charte fondatrice de LVMH, en juin 1987, s'en portait garante. Cet équilibre a été rompu. L'esprit originel a été sacrifié au nom d'ambitions qui nous sont étrangères. Il faut y revenir. Sinon, nous perdons notre âme et le patrimoine que sont nos marques. Il n'est pas de logique économique sans éthique. Pour préserver cette éthique, garante de notre intégrité et de notre prospérité, votre devoir sera de prendre parti lors de la prochaine Assemblée Générale prévue le 9 juin, afin de défendre, tous ensemble, un projet d'avenir, bâti autour d'organes dirigeants renouvelés et d'hommes nouveaux. Votre vote permettra en effet de le mettre en place, et de garantir, par le poids que nous représentons tous ensemble, que notre éthique sera effectivement respectée.

HENRY RACAMIER, cofondateur.

Pour avoir des conseils sur la participation au vote, nous avons organisé un service d'information téléphonique au numéro vert 05 111 222. Nous répondrons à toutes vos questions du lundi au samedi de 8 h 00 à 20 h 00. **NYERT 05 111 222**

Ayez la même référence que ceux qui fixent votre salaire.

Voici un numéro spécial exceptionnel entièrement consacré aux salaires des cadres.

Confirmés : 80 tableaux pour vous situer.

Débutants : le prix de vos diplômes (50 diplômes étudiés).

10 000 salaires passés au crible.

Les opportunités du marché de l'emploi à saisir.

Les augmentations accordées en 88 et celles prévues en 89.

Les nouvelles méthodes de recrutement.

L'Internationalisation des Etats Majors.

L'outil indispensable pour négocier votre premier salaire ou votre augmentation.

Pour vous vendre mieux, achetez-le.



	<p>"Un guide très pratique pour exercer le pouvoir de dire oui".</p> <p>Crédit Lyonnais Joseph Musseau Directeur des relations sociales et du personnel. 319 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Une valeur de référence".</p> <p>IBM France Christian Pastel Directeur des relations humaines. 370 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Pour moi, c'est la référence".</p> <p>Colgate Palmolive Serge Boyer Directeur général des ressources humaines. 59 cadres recrutés en 88.</p>
	<p>"Pour le 'chouchou', c'est la référence".</p> <p>3 Suisses Olivier Sartoris Directeur des ressources humaines. 32 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Une enquête d'une grande fiabilité".</p> <p>BNP Guy Lapomme Directeur du personnel. Près de 300 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Pour les débutants, indispensable".</p> <p>Kodak Pathé SA André Rolland Directeur des relations sociales et des ressources humaines. 57 cadres recrutés en 88.</p>
	<p>"Un guide qui devrait être connu de tous".</p> <p>Alstom Jean Maillard Directeur des ingénieurs et cadres. 230 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Un outil de travail très utile".</p> <p>Ciei Jean-Marie Frely Directeur des ressources humaines. 250 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Chaque année, encore plus complet".</p> <p>Saint Gobain Pierre Vanlerenberghe Directeur gestion des cadres. 250 cadres recrutés en 88.</p>
	<p>"Permet de comparer avec d'autres secteurs".</p> <p>Rank Xerox Bernard Reibell Directeur général adjoint. 150 cadres recrutés en 88.</p>		<p>"Incontournable".</p> <p>CCF Hervé Goudchaux Directeur des ressources humaines. 112 cadres recrutés en 88.</p>	<p>L'Expansion JEUDI 25 MAI. 35 F.</p>	



Crédit d'équipement des PME

FICHE D'INFORMATION

Emprunts du CEPME garantis par l'État, mai 1989

Le directoire du Crédit d'équipement des PME a décidé, dans sa séance du 9 mai 1989, de procéder à l'émission de titres d'un montant nominal de 1,5 milliard de francs.

Cette émission est autorisée par arrêté du ministre de l'Economie des Finances et du Budget.

Charges relatives à l'opération

Le produit de l'émission s'élèvera à 1 473 360 000 F. Le montant net encaissé par le Crédit d'équipement des PME s'élèvera à environ 1 461 038 500 F après déduction sur le produit ci-dessus des rémunérations globales dues aux intermédiaires financiers pour 21 871 500 F (TVA incluse) ainsi que des frais légers et administratifs pour environ 450 000 F.

Avertissement

Le titre subordonné remboursable se distingue de l'obligation par son rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination.

I. CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS 8,50 % 1989/1997

MONTANT : 1,2 milliard de francs

PRIX D'ÉMISSION : 97,88 %, soit 4 894 F par obligation.

DATE DE RÈGLEMENT DES SOUSCRIPTEURS : 12 juin 1989.

DATE DE JOUISSANCE : 1^{er} juillet 1989.

INTÉRÊT : les obligations rapporteront un intérêt annuel de 8,50 %, soit 425 F, par titre payable en une seule fois le 1^{er} juillet de chaque année et pour la première fois le 1^{er} juillet 1990.

ASSIMILATION : ces obligations seront assimilées aux obligations 8,50 % 1988/1997 — code SICOVAM 11 252 dès le 1^{er} juillet 1989.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,80 %.

DURÉE : 8 ans et 19 jours à compter du 12 juin 1989.

AMORTISSEMENT NORMAL : les obligations seront amortissables en totalité le 1^{er} juillet 1997.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder, pendant toute la durée de l'emprunt, à l'amortissement anticipé des obligations par rachat.

En revanche, il se réserve le droit d'amortir par anticipation ces obligations en procédant à toute époque et sans limitation de prix, à des rachats en Bourse, notamment dans le cadre du fonds de régularisation comme indiqué ci-dessous.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat d'obligations, sans limitation de prix.

COTATION : les obligations feront l'objet d'une demande d'admission à la cote officielle (Bourse de Paris) ; ces obligations seront cotées sur une ligne différente des obligations — code 11 252 jusqu'au détachement du premier terme d'intérêt.

Le nombre d'obligations 8,50 % à échéance du 1^{er} juillet 1997 en circulation au 16 mai 1989 est de 203 206 et se répartit comme suit :

— 2 838 titres en code 11 252 cotés 98,00 % au 19 mai 1989

— 388 titres en code 14 100 cotés 96,50 % au 19 mai 1989

— 200 000 titres en code 14 111 cotés 97,20 % au 19 mai 1989

A compter du 1^{er} juillet 1989, l'ensemble de ces obligations sera regroupé en un placement unique.

PRISE FERME DE L'EMPRUNT : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par le Crédit Commercial de France, le Crédit Lyonnais, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Union de Garantie et de Placement.

II. CARACTÉRISTIQUES DES TITRES SUBORDONNÉS REMBOURSABLES

MONTANT : 300 millions de francs représentés par 60 000 titres.

NOMINAL : 5 000 F.

PRIX D'ÉMISSION : 99,60 %, soit 4 980 F par titre.

DATE DE JOUISSANCE ET DE RÈGLEMENT : 12 juin 1989.

DURÉE : 15 ans à compter du 12 juin 1989.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT : 8,05 %.

INTÉRÊT : les titres subordonnés remboursables rapporteront un intérêt annuel de 8 %, soit 450 F, par titre payable en une seule fois le 12 juin de chaque année et pour la première fois le 12 juin 1990.

AMORTISSEMENT NORMAL : les titres subordonnés remboursables seront amortis en totalité le 12 juin 2004 par remboursement au pair.

AMORTISSEMENT ANTICIPÉ : le Crédit d'équipement des PME s'interdit de procéder à l'amortissement anticipé des titres subordonnés remboursables par remboursement, mais se réserve le droit de procéder au remboursement anticipé à toute époque par des rachats en Bourse.

Le Crédit d'équipement des PME se réserve également la possibilité d'amortir par anticipation tout ou partie de l'emprunt par voie d'offres publiques d'échange ou de rachat de titres, sans limitation de prix.

PRISE FERME : la présente émission fait l'objet d'une prise ferme par un groupe d'établissements dirigé par le Crédit Lyonnais.

CLAUDE DE SUBORDINATION : en cas de liquidation de la société, les titres seront remboursés à un prix égal au pair, et le remboursement des titres subordonnés n'interviendra qu'après désintéressement complet de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts participatifs accordés à la société et des titres participatifs émis par la société.

Ces titres subordonnés interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts subordonnés qui pourraient être émis ultérieurement tant en France qu'à l'étranger par la société, proportionnellement à leur montant le cas échéant.

Ces dispositions ne prennent pas en compte l'incidence favorable pour le porteur de la garantie accordée par l'État.

COTATION : les titres subordonnés remboursables feront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle (Bourse de Paris).

III. DISPOSITIONS COMMUNES

ASSIMILATION : au cas où le Crédit d'équipement des PME émettrait ultérieurement de nouveaux titres entièrement assimilables aux présents titres, notamment quant au montant nominal, aux intérêts, à leurs échéances, aux conditions et dates d'amortissement et aux garanties, le Crédit d'équipement des PME pourra unifier, pour l'ensemble de ces titres, les opérations d'amortissement qui porteront ainsi, sans aucune distinction, sur les titres des émissions successives.

FONDS DE RÉGULARISATION : le Crédit d'équipement des PME s'engage, si cela est nécessaire au bon fonctionnement du marché, à racheter des titres en Bourse dans la limite de 10 % des titres restant en circulation au début de chaque période annuelle d'intérêts. Dans le cas où les rachats n'auraient pas atteint la limite de 10 % susvisée pour une année considérée, il pourra procéder à l'acquisition du solde les années suivantes.

Les titres ainsi rachetés ne pourront être revendus et seraient annulés.

FORME DES TITRES : les titres pourront revêtir la forme au porteur ou nominative au choix des titulaires. En application de l'article 94-II de la loi n° 81-1160 du 30 décembre 1981 (loi de finances pour 1982) et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

— chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,

— chez l'émetteur et, s'il le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.

La SICOVAM assurera la compensation des titres entre les titulaires de compte.

Les titres seront inscrits en compte et négociables le 14 juin 1989.

RÉGIME FISCAL : le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sous la seule déduction des retenues opérées à la source ou des impôts que la loi met ou pourrait mettre obligatoirement à la charge des porteurs.

En l'état actuel de la législation, les intérêts des titres émis à compter du 1^{er} janvier 1987 perçus par des personnes physiques sont :

— soit, sur option, soumis au prélèvement forfaitaire de 26 % libératoire de l'impôt sur le revenu ; le prélèvement social exceptionnel de 1 % a vu son effet prorogé du 1^{er} août 1988 au 31 décembre 1988, par la loi n° 88-810 du 12 juillet 1988,

— soit pris en compte pour la détermination du revenu taxable à l'impôt sur le revenu.

Pour les revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1988, l'abattement global sur les dividendes d'actions et les produits d'obligations est porté à 8 000 F pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées, et 16 000 F pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

GARANTIE DE L'ÉTAT : le service des emprunts en intérêt, amortissement, impôts et frais accessoires est garanti par l'État.

L'émission sera ouverte le 29 mai 1989 et pourra être close sans préavis.

SUT DE L'ÉMISSION : la présente émission contribuera au financement des prêts directs à moyen et long terme du Crédit d'équipement des PME.

PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

A notre connaissance, les données de la présente note d'information sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Président du Directoire,
Michel PRADA.

Vu pour vérification en ce qui concerne la situation financière et les comptes annuels, y compris ceux au 31 décembre 1988.

Etienne CARRE Les Commissaires aux Comptes Cabinet Robert MAZARS

La notice légale a été publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 29 mai 1989.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des articles 6 et 7 de l'ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a approuvé, sur la présente fiche, le visa n° 89-194 en date du 22 mai 1989.

Le rapport annuel de l'exercice 1988 ainsi que la note d'information n° 89-194 du 22 mai 1989 sont disponibles sur simple demande au Crédit d'équipement des PME - Service de la Communication, 14, rue du 4-Septembre - 75002 PARIS.

Tél (1) 42-98-80-85.



a été cédé
à

LA FINANCIERE ELYSEES-BALZAC

L'acquisition a été organisée par

L.B.O. FRANCE

Le financement de l'acquisition a été organisé et garanti par :



BANQUE DE GESTION PRIVÉE - SIB



BANQUE INDOSUEZ

Agent du crédit
BANQUE INDOSUEZRESULTATS
1988QUELQUES CHIFFRES DU BILAN
AU 31.12.1988

	(en milliards de Lires)
Capital et Réserves	1.570,4
Crédits distribués	25.628,9
Fonds gérés	31.671,9
Total du bilan (exclus les Comptes d'ordre)	38.979,3
Bénéfice net*	30,5

*Après affectation de 55,9 milliards de Lires au titre d'amortissements et de 386 milliards de Lires au titre de provisions.



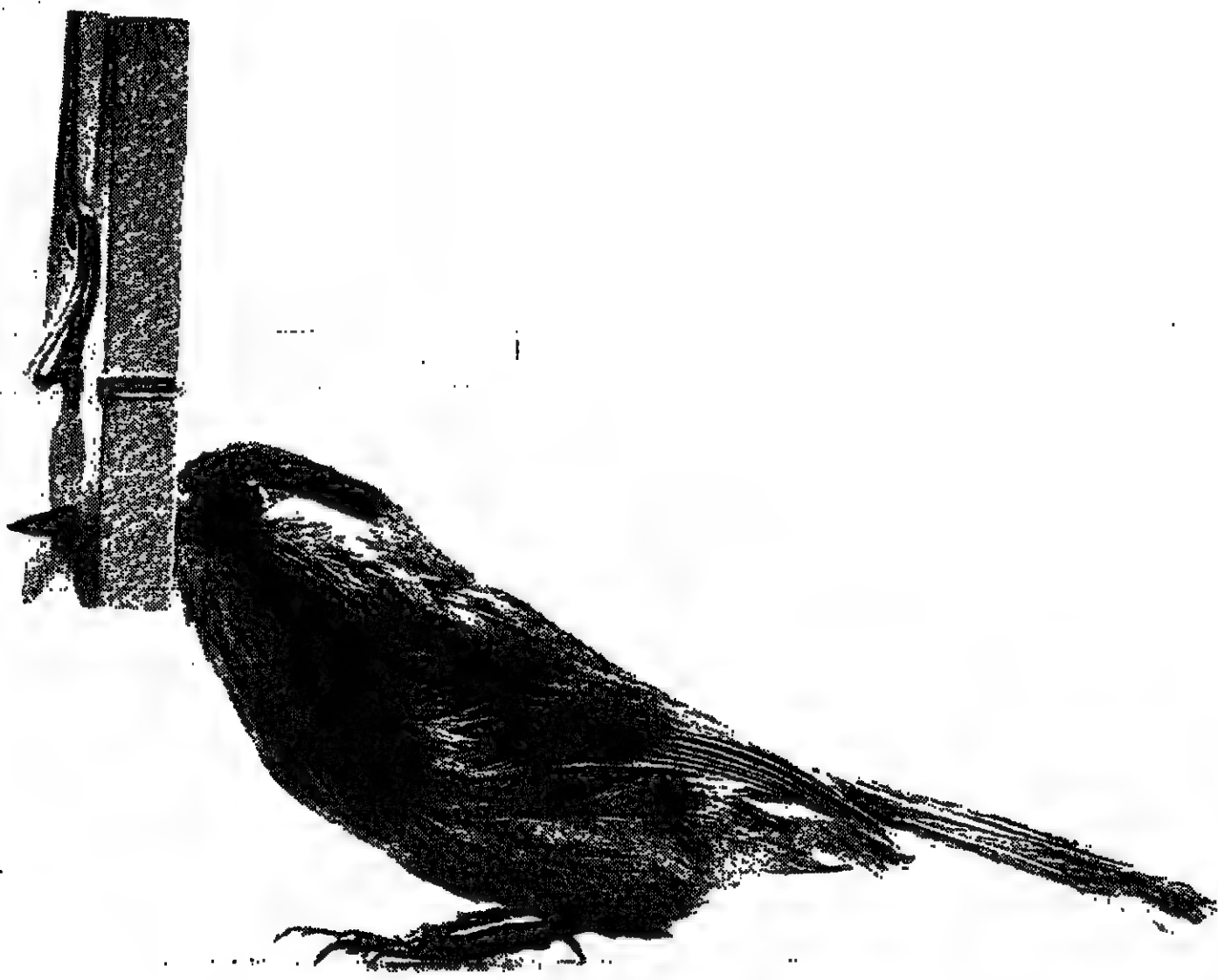
Banco di Sicilia

Direction Générale: Via Marconi Stabile 182, Palermo.
Direction de la Division Internationale: Via del Corso 271, Roma.
Succursales à l'étranger: Francfort, Londres, Los Angeles (Foreign Branch), Lyon, Munich, New York, Paris.
Bureau de représentation: Bruxelles, Budapest, Chicago, Singapour, Zurich.
Filiale: Banco di Sicilia International S.A. Luxembourg

En France
les plus prop
l'essence
les meilleur
impacter les
compagnie

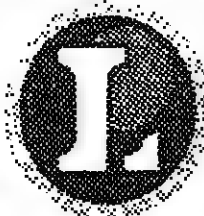
مكتبة المجلد

Quand des pétroliers
rechignent à vendre de l'essence sans plomb
aux grandes surfaces,
il n'y a pas que la concurrence
qu'on asphyxie.



En France, comme partout en Europe, tout est mis en œuvre pour favoriser l'utilisation de carburants plus propres qui respectent l'environnement. Et le gouvernement français abaissera la fiscalité de l'essence sans plomb dès le mois de juillet. Mais certains raffineurs ne semblent pas pressés de fournir les meilleurs carburants aux stations-service des grandes surfaces. Quelques-uns veulent même empêcher les hypermarchés de les vendre moins cher. La défense de l'environnement ne serait-elle pas compatible avec une saine concurrence ?

E. LECLERC



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE CREDIT UNIVERSEL

(BNP)

ASSEMBLÉE DU 25 MAI 1989

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires s'est réunie le 25 mai 1989 sous la présidence de M. Michel Real del Sarto, président du conseil d'administration.

Approbation des comptes de l'exercice 1988

Elle a approuvé le bénéfice net comptable de la maison mère, Compagnie du crédit universel, à 39 398 943 francs compte tenu de sa quote-part dans le résultat d'exploitation de la société en participation et des revenus des titres de ses filiales (Crédit universel, Locuniver, Universal Factoring et Unifimo).

Résultat net consolidé

Le total du bilan consolidé de la Compagnie du crédit universel s'établit à 13,47 milliards de francs au 31 décembre 1988.

Le bénéfice net consolidé du groupe s'élève, après impôts, à 113,8 millions de francs.

Mise en paiement du dividende

L'assemblée générale a décidé de distribuer aux actionnaires un dividende net de 30 francs, ce qui, avec l'avoir fiscal de 15 francs, procure un revenu global par action de 45 francs.

Elle a par ailleurs, après modification des statuts, décidé d'autoriser les actionnaires à opter pour le paiement du dividende en actions, cette faculté s'exercera du 5 au 26 juin 1989 et l'option sera recueillie pendant cette période auprès des intermédiaires habilités.

Le conseil d'administration réuni à l'issue de cette assemblée a arrêté le prix d'émission des actions à 537 francs, conformément à la décision de l'assemblée générale, fixant en prix à la moyenne des cours cotés de l'action pendant les vingt séances de Bourse précédant la réunion de l'assemblée, diminué du montant net du dividende.

Pour sa part, le dividende versé en numéraire sera mis en paiement le 12 juillet 1989.

Exercice 1989

Les résultats d'exploitation consolidés pour le premier trimestre se sont élevés à 63 millions de francs, contre 54,4 millions de francs sur la même période de 1988. Cette progression de 10 % reflète les efforts menés par le groupe pour améliorer les performances de son activité sur chacun de ses marchés, malgré la très vive concurrence rencontrée. Le résultat net consolidé du premier trimestre a, pour sa part, été arrêté à 34,04 millions de francs.

Le Groupe EL. FI.

a pris le contrôle de
**Chaffoteaux et Maury
et OFTA**

Trianon Finance
avec le concours de Gemina S.p.A

a assisté le groupe EL. FI.
dans les négociations.

Paris, avril 1989



société nationale
elf aquitaine

remercie ses actionnaires
de la confiance qu'ils lui ont témoignée

24 avril

2,8 MILLIARDS DE FRANCS
SOIT
6 681 295 ACTIONS PROPOSÉES

10 mai

3,3 MILLIARDS DE FRANCS
SOIT
7 822 142 ACTIONS SOUSCRITES

Le succès de cette émission renforce les moyens
du Groupe et son aptitude à mettre en œuvre sa
stratégie de développement.

Un grand Groupe français
se développant dans le monde entier
autour de 3 pôles d'activité:
Pétrole, Chimie, Santé-bio industries.

PEUGEOT S.A.

Les actionnaires de la société Peugeot S.A. seront réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, 75, avenue de la Grande-Armée, Paris-16^e, le 28 juin 1989 à dix heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi leur seront expédiés sur simple demande adressée au Service des Titres de la société, 75, avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.



BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT

L'Assemblée générale ordinaire de la BANQUE D'ARBITRAGE ET DE CRÉDIT qui s'est tenue le jeudi 18 mai 1989 a approuvé les comptes de l'exercice 1988. Il est rappelé que le bénéfice net s'est élevé pour la Société-Mère B.A.C. à 58 138 000 F, soit + 22 % sur l'exercice précédent. Le résultat net consolidé du Groupe atteint 72 264 000 F, en hausse de 18 % par rapport à 1987.

L'Assemblée a décidé de maintenir le dividende à 4,50 F, avoir fiscal compris sur le capital augmenté de 20 % par attribution d'actions gratuites en octobre dernier.

Les activités de marché ont continué à apporter une contribution significative au produit net bancaire.

La gestion pour compte de tiers et l'ingénierie immobilière se sont sensiblement développées.

La Banque Commerciale, à travers la filiale BEFI, a enregistré ses encours de 547 millions de F à 1 261 millions de F. Cette dernière est spécialisée dans l'octroi de crédits aux professionnels de l'immobilier. Le rapport de gestion souligne avec satisfaction la forte augmentation des Fonds propres, en terme de ratio Cooke, intervenue en 1988, qui atteint près de 800 millions de F, contre 320 millions de F au 31 décembre 1987.

Au cours de l'Assemblée, le Président Sarkis BEDOLAN a précisé que les perspectives s'annoncent très favorablement pour l'exercice 1989.

La qualité du portefeuille de la Banque constitue l'essentiellement d'emprunts publics français, le fort développement des instruments immobiliers, avec notamment l'augmentation du capital à 800 millions de F de la Compagnie Foncière de la B.A.C. et le rythme soutenu de l'activité de sa filiale BEFI, permettent d'envisager une nouvelle croissance du résultat pour l'exercice en cours.



GROUPE BAIL EQUIPEMENT

En 1988, le Groupe Bail Equipement, a mené des actions en profondeur pour accroître sa pénétration commerciale. Il a amélioré ses services aux fournisseurs de biens d'équipement et poursuivi l'adaptation de ses moyens en améliorant sa productivité et la maîtrise de ses risques.

L'Assemblée générale ordinaire s'est réunie le 17 mai 1989 sous la présidence de M. François de Dreux.

PRODUCTION : + 18 %

Le groupe a porté sa production en crédit-bail, crédit, location à hauteur de 5 milliards de nouveaux contrats signés. Parallèlement, il a étendu la répartition de son activité. Le nombre des nouveaux contrats est en effet en augmentation de 29 %, ce qui correspond à une pénétration plus grande du marché. Enfin, il a renforcé sa présence dans le domaine de l'affacturage grâce à sa filiale FactoBail.

DIVIDENDE : 26,25 F (avoir fiscal compris)

La part du Groupe dans le résultat net consolidé s'est élevée à 55,58 millions. La distribution est de 26 470 850,00 F en légère augmentation, le nombre d'actions composant le capital social s'étant accru de 16 786 actions par conversion d'obligations. Le dividende sera mis en paiement le 6 juin 1989.

ACTIVITÉ 1989

L'activité des quatre premiers mois de 1989 marque une progression des nouveaux contrats de crédit-bail, crédit, location en montant de 5 % et en nombre de 42 %. L'affacturage se développe rapidement. Le Groupe poursuit ainsi l'extension, la répartition et la pénétration de son activité engagées en 1988. Les actions engagées en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne sont par ailleurs en développement.



CODETEL

Réunis en assemblée générale ordinaire le 24 mai 1989 sous la présidence de M. Eric Dufoix, les actionnaires de Codetel ont approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le résultat net s'élève à 125 058 665 F. L'Assemblée a décidé de distribuer une somme de 117 600 000 F, soit un dividende de 14,70 F par action, identique à celui versé au titre de l'exercice précédent. Le report à nouveau sera porté à 39 115 312 F.

L'Assemblée a également nommé l'Union des assurances de Paris (UAP-VIE) au poste d'administrateur.

Le conseil d'administration, tenu à l'issue de l'Assemblée générale, a fixé au 15 juin la date de mise en paiement du dividende.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330



BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 25 mai 1989 sous la présidence de M. Jean-Claude Pujol, a voté les résolutions qui lui ont été présentées, et a notamment nommé en qualité d'administrateurs MM. Behrouz J.-P., Chahid-Nourai et Charles Froisart.

Le dividende, au titre de l'exercice 1988, de 4 francs (plus avoir fiscal de 2 francs) par action de 12,50 francs nominal, soit 2 francs par demi-action (plus avoir fiscal de 1 franc), sera mis en paiement à partir du 1^{er} juin 1989.

Le conseil d'administration de la Banque, réuni à l'issue de cette assemblée, a décidé de nommer M. Jean-Claude Pujol, président d'honneur, M. Charles Froisart président-directeur général et MM. Chahid-Nourai et Jolain, vice-présidents.

ERAMET-SLN

GROUPE SLN

Les Conseils d'administration d'ERAMET-SLN et de la Société métallurgique Le Nickel-SLN se sont réunis à Nouméa le 25 mai en vue notamment d'arrêter les comptes de l'exercice 1988 et d'étudier la politique d'investissement en Nouvelle-Calédonie du groupe SLN.

En 1988, les ventes de produits métallurgiques ont été de 48 969 tonnes contre 41 416 tonnes en 1987 (+ 18 %). L'augmentation du volume des ventes, mais surtout la hausse considérable des prix de vente provoquée par la tension croissante du marché du nickel tout au long de l'année, ont conduit à une progression très sensible du chiffre d'affaires qui est passé de 1 208 MF en 1987 à 3 245 MF en 1988.

Les investissements et les progrès réalisés ces dernières années, notamment en matière de productivité, ont permis d'atteindre un niveau de production élevé (47 821 tonnes soit + 26 % par rapport à 1987) et de réduire les coûts de production de 15 %.

De fait de la situation du marché et des performances industrielles, les comptes consolidés se traduisent, après impôts sur les bénéfices par une capacité d'autofinancement de 1 445 MF et un résultat net de 1 108 MF.

Les comptes sociaux de la Société Eramet-SLN et de la Société métallurgique Le Nickel-SLN font apparaître des bénéfices après impôts de 492 MF et de 858 MF respectivement.

Ces résultats très favorables ont permis de procéder en 1988 à des remboursements anticipés de 467 MF. Le désendettement du groupe se poursuivra en 1989, notamment par le remboursement complet des avances de l'ERAP figurant au bilan au 31 décembre 1988 (648 MF).

Il sera proposé à l'Assemblée générale d'ERAMET qui se tiendra le 30 juin 1989 la distribution à chaque action un dividende nominal de 100 FF d'un dividende de 10 FF (soit d'un crédit d'impôt de 5 FF), soit une distribution de 17,5 MF.

Le maintien d'un niveau d'activité soutenu et d'un prix du nickel élevé permet d'envisager pour 1989 des résultats de nouveau particulièrement favorables.

La volonté de suivre la croissance du marché de l'acier inoxydable et de se maintenir parmi les producteurs de nickel ayant les coûts de production les plus bas, a conduit les conseils d'administration d'ERAMET et de SLN à décider le lancement en Nouvelle-Calédonie d'un programme de modernisation et d'extension des installations minières et métallurgiques de la société.

Au cours des prochaines années, le SLN investira en Nouvelle-Calédonie plus de un milliard de francs, doublant de ce fait son rythme annuel d'investissement. Marquant ainsi sa confiance dans l'établissement progressif en Nouvelle-Calédonie de conditions économiques et fiscales comparables à celles des autres pays producteurs de nickel, le SLN devrait accroître, par étapes successives, sa production de plus de 15 % et poursuivre la réduction de ses coûts de production.



VIVE EXPANSION DU GROUPE EN 1988

Le conseil d'administration de la Compagnie Générale des Eaux, dans sa séance du 16 mai 1989, a examiné les comptes consolidés de l'exercice 1988, dont les principaux éléments sont les suivants :

	1988	1987 (en francs)
Chiffre d'affaires	85,2 milliards	52,7 milliards
Résultat net part du groupe	1 975 millions	1 047,2 millions
Marge brute d'autofinancement	7,2 milliards	4,3 milliards
Investissements	14,6 milliards	7,6 milliards

Dans un périmètre de consolidation de près de 890 sociétés, dont plus de 150 à l'étranger, le groupe Général des Eaux rassemble 138 000 personnes (dont 34 200 à l'étranger), contre 87 000 l'année précédente.

Le chiffre d'affaires consolidé englobe, pour la première fois, la Société générale d'entreprises (SGE), dont la Compagnie a pris le contrôle avec une participation de 53,6 % du capital au 31 décembre 1988. La contribution au chiffre d'affaires de ce grand ensemble, dans une configuration nouvelle, est de 34,1 milliards de francs, contre 7,6 milliards en 1987, pour le seul Campenon Bernart.

Hors l'incidence de l'arrondissement du périmètre de consolidation à la SGE, la croissance du volume d'activité des sociétés du Groupe a été soutenue, avec une hausse de 14,2 %. A l'étranger, l'année 1988 a marqué une étape décisive de développement du Groupe. Le chiffre d'affaires réalisé en dehors de France s'est en effet élevé à 16,5 milliards de francs, un montant près de deux fois et demie supérieur à celui constaté en 1987. Dans ce total, l'Europe a représenté 6,9 milliards, dont 1,4 milliard en Grande-Bretagne, 1,1 milliard dans les pays du Benelux, 600 millions en Espagne et 3,3 milliards en Allemagne (à travers G + H Montagne, filiale récente de la SGE). En Amérique du Nord, le volume d'activité du groupe a atteint 4,1 milliards de francs.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 1 975 millions de francs, une augmentation de 31,1 % par rapport à l'année précédente. Il aura ainsi presque triplé en quatre ans. D'une façon générale, la croissance des résultats des sociétés du Groupe a été satisfaisante, notamment dans les secteurs eau, énergie et propriété. Le retournement sensible des entreprises de bâtiment, de construction et de travaux publics a encore accentué la bonne progression d'ensemble dégagée d'une année sur l'autre.

Les ressources d'autofinancement ont atteint 7,2 milliards de francs, contre 4,3 milliards en 1987. Pour sa part, l'augmentation de l'endettement financier net du Groupe, dont le niveau reste modéré (23,2 % des capitaux permanents), n'a été que de 3 milliards de francs, dont 2 milliards en titre de l'emprunt obligataire convertible en actions émis par la Compagnie en juillet 1988.

En 1988, les investissements du groupe ont atteint un niveau exceptionnellement élevé de 14,6 milliards de francs, après 7,6 milliards en 1987.

Les investissements industriels ont été d'un montant de 5,8 milliards de francs, contre 3,5 milliards en 1987 : 1,7 milliard dans le domaine de l'eau, 1,1 milliard dans le secteur chimie, 600 millions dans celui de la propriété, 1,4 milliard dans le bâtiment et les travaux publics, 1 milliard dans les autres activités du Groupe.

Les investissements financiers se sont élevés à 8,8 milliards de francs, contre 4,1 milliards en 1987. En premier lieu, pour un montant global voisin de 4 milliards, ont été consacrés à l'acquisition du développement international du Groupe, notamment en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et en secteurs d'activité du Groupe, médiateur de services et entreprises de travaux. En grands partenaires industriels et financiers : Saint-Gobain (participation de 8,6 % au 31 décembre 1988), la Compagnie générale d'électricité (3 %), Aérospatiale (1,1 %) et la Société générale (0,75 %). Enfin, de nombreux secteurs d'activité poursuivent une politique de croissance, en particulier le bâtiment et les travaux publics, avec le renforcement et l'élargissement des champs d'intervention de la SGE, les services comme la communication et la santé.

Justifiée par cet important programme d'investissements et les bons résultats de la Compagnie et de ses filiales, l'émission d'actions avec boni de souscription d'actions, d'un montant de 3 milliards de francs, ouverte au public au cours du mois d'avril dernier, a rencontré un vif succès auprès des actionnaires de la Générale des Eaux. Son produit contribuera à renforcer encore les capacités financières et l'expansion du Groupe.

Service Informations - Actionnaires de la Générale des Eaux :
par téléphone : 01-55-55-66
par télécopie : 3615 VP - GDEAUX



DES LESSIVES QUI LAVENT PLUS VERT ?

ERAMET-SLN

Le groupe Eramet-SLN, leader mondial de la production de métaux non ferreux, a annoncé hier la signature d'un accord de coopération avec le gouvernement algérien pour l'exploitation des gisements de cuivre et de manganèse du pays. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération économique et technique de la France avec l'Algérie, permettra de développer les ressources minières du pays et de créer des emplois locaux. Le groupe Eramet-SLN, qui compte parmi ses filiales les sociétés Eramet, SLN et Umicore, est une référence internationale dans le secteur des métaux non ferreux. L'accord signé avec l'Algérie concerne la mise en œuvre de projets d'exploitation minière dans le sud du pays, où se trouvent de riches réserves de cuivre et de manganèse. Ces métaux sont essentiels pour l'industrie et la construction, et leur exploitation représente une opportunité majeure pour le développement économique de l'Algérie. Le groupe Eramet-SLN s'engage à apporter son expertise technique et son savoir-faire pour garantir la réussite de ces projets, tout en respectant les normes environnementales et sociales en vigueur.

Le groupe Eramet-SLN, leader mondial de la production de métaux non ferreux, a annoncé hier la signature d'un accord de coopération avec le gouvernement algérien pour l'exploitation des gisements de cuivre et de manganèse du pays. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la politique de coopération économique et technique de la France avec l'Algérie, permettra de développer les ressources minières du pays et de créer des emplois locaux. Le groupe Eramet-SLN, qui compte parmi ses filiales les sociétés Eramet, SLN et Umicore, est une référence internationale dans le secteur des métaux non ferreux. L'accord signé avec l'Algérie concerne la mise en œuvre de projets d'exploitation minière dans le sud du pays, où se trouvent de riches réserves de cuivre et de manganèse. Ces métaux sont essentiels pour l'industrie et la construction, et leur exploitation représente une opportunité majeure pour le développement économique de l'Algérie. Le groupe Eramet-SLN s'engage à apporter son expertise technique et son savoir-faire pour garantir la réussite de ces projets, tout en respectant les normes environnementales et sociales en vigueur.

Les lessives sans phosphates sont-elles vraiment meilleures pour l'environnement et les consommateurs ?

Supprimer les phosphates d'une lessive ne résout pas les problèmes d'algues.

Pourquoi, en Italie, les phénomènes d'eutrophisation (prolifération des algues) dans l'Adriatique se sont-ils aggravés malgré la baisse du taux de phosphore ?

Parce qu'il n'y a pas de relation directe entre taux de phosphore et masse d'algues. Selon les travaux du Centre d'Etudes et de Recherches de Biologie et d'Océanographie Médicale, le déséquilibre de l'écosystème viendrait d'autres produits présents dans les détergents !

Les formules sans phosphates présentent plus de risques pour l'environnement.

Pourquoi les études de l'Institut Pasteur de Lyon sur 19 lessives montrent-elles que les formules sans phosphates sont plus toxiques et moins biodégradables ?

Parce que la suppression des phosphates des détergents entraîne une modification totale de leur formule et l'introduction de substituts dont l'innocuité sur l'environnement n'est, à ce jour, pas prouvée.

Les lessives sans phosphates offrent moins de garanties en matière d'hygiène.

Pourquoi les détergents avec phosphates sont-ils autorisés dans les hôpitaux et écoles américains, même dans les Etats où leur usage est réglementé ?

Parce que des essais comparatifs montrent que les lessives sans phosphates ne permettent pas de garantir une hygiène absolue : elles augmentent le taux de dépôts minéraux et organiques sur le linge. Ces dépôts, selon les travaux de l'Institut de Microbiologie Médicale de l'Université de Milan, fixent les bactéries et des germes qui augmenteraient les risques de contamination.

LESSIVES ET ÉCOLOGIE ? LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CONSOMMATEUR APPELLE UN VRAI DÉBAT. OUVREZ-LE AVEC NOUS en écrivant à Rhône-Poulenc, Information Consommateurs, 92408 Courbevoie Cedex, ou en appelant le : **N° VERT 05 35 36 37**

APPEL GRATUIT

 **RHÔNE-POULENC**

هكنا من الأمل

En Cisjordanie : malentendus partagés

Le conflit entre les Israéliens et les Palestiniens en Cisjordanie est un conflit complexe, marqué par de nombreux malentendus. Les deux camps ont des revendications légitimes, mais elles sont souvent mal comprises. Les Israéliens craignent pour leur sécurité, tandis que les Palestiniens veulent l'indépendance. La violence est le résultat de ces malentendus et de la méfiance mutuelle.

Le conflit en Cisjordanie est un conflit complexe, marqué par de nombreux malentendus. Les deux camps ont des revendications légitimes, mais elles sont souvent mal comprises. Les Israéliens craignent pour leur sécurité, tandis que les Palestiniens veulent l'indépendance. La violence est le résultat de ces malentendus et de la méfiance mutuelle.

A Jérusalem : trois femmes...
Le conflit en Cisjordanie est un conflit complexe, marqué par de nombreux malentendus. Les deux camps ont des revendications légitimes, mais elles sont souvent mal comprises. Les Israéliens craignent pour leur sécurité, tandis que les Palestiniens veulent l'indépendance. La violence est le résultat de ces malentendus et de la méfiance mutuelle.



FAUT PAS PRENDRE LES VERTS POUR DES BLEUS

Marchés financiers

La commission de surveillance de la Caisse des dépôts veut revoir les conditions de l'opération Crédit lyonnais

M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, a déclaré, vendredi 26 mai, devant la commission des finances du Sénat, qu'il ne se sentait pas pleinement autorisé, pour l'instant, à conclure l'opération de prise de participation dans le capital du Crédit lyonnais. En effet, la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, réunie le 23 mai pour examiner cette opération, annoncée le 13 mai par M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, s'est interrogée sur les modalités de cette prise de participation et le rendement qu'elle présenterait pour la Caisse.

La commission a estimé, semble-t-il, que l'investissement de la Caisse devrait être ramené de 1,5 milliard de francs à 1,3 milliard, soit 5 % de ses fonds propres (un peu moins de 28 milliards de francs), maximum autorisé. En outre, l'opération Cré-

dit lyonnais assècherait les capacités d'intervention de la Caisse dans ce domaine.

Il apparaît donc que la commission, présidée par M. Christian Pignatelli, député PS des Vosges, et composée de douze membres, dont quatre parlementaires, six hauts fonctionnaires, en activité ou en retraite, plus deux personnalités extérieures, ait voulu manifester de l'indépendance à l'égard de M. Robert Lion. M. Maurice Blin, sénateur des Ardennes (Union centriste), rapporteur général de la commission des finances, a regretté que les parlementaires soient minoritaires à la commission de surveillance. Selon lui, un consensus semble se dégager pour le dépôt d'une proposition de loi destinée à renforcer la représentation du Parlement et son contrôle au sein de ladite commission.

Les petits ordres regroupés en « lots de négociation »

Le Conseil des Bourses de valeurs, autorité chargée d'organiser le marché, a pris diverses décisions modifiant le règlement général de la Bourse et qui ont pour but d'élargir les modes de traitement des ordres de petite taille pour permettre aux investisseurs de mieux maîtriser le prix de revient.

Les sociétés de Bourses auront le droit de cumuler les petits ordres sous certaines conditions à préciser mais n'auront pas le droit de compenser au sein de leurs charges les ordres de leurs différents clients sur un même titre. Pour une valeur inscrite au marché à règlement mensuel, un lot de négociation représen-

tera soit la quotité, soit un multiple de cette quotité.

D'un côté, les ordres portant sur une quantité de titres inférieure au lot de négociation seront exécutés en contrepartie par les sociétés de Bourse au prix du marché tel qu'il se présente au moment de leur réception. De l'autre, ces ordres seront cumulés par les charges jusqu'à atteindre le lot de négociation avant d'être traités sur le marché. Selon les autorités boursières, ces techniques de gestion n'affectent en aucun cas la manière dont les ordres de la clientèle seront exécutés par les intermédiaires.

INDUSTRIE

Les profits records de la sidérurgie japonaise

Il n'y a pas que l'électronique japonaise pour annoncer des profits records (le Monde du 27 mai) : les sidérurgistes aussi. Tous les grands japonais de l'acier ont fait état pour l'exercice annuel 88-89 (clos le 31 mars dernier) de bénéfices exceptionnels en hausse. Le bond le plus spectaculaire est réalisé par Sumitomo dont le profit est en hausse de 4 090 %.

Premier sidérurgiste mondial, Nippon Steel a quasiment doublé son gain à 62,7 milliards de yens (1 yen équivaut à 4 centimes) pour un chiffre d'affaires en hausse de 11 % à 2 390 milliards de yens (plus de 100 milliards de francs). NKKK a plus que triplé le sien à 42 milliards de yens pour un chiffre d'affaires en hausse de 20 %. Kobe Steel pour sa part fait un bond de 122,6 % pour son bénéfice (à 21,5 milliards de yens) et de 20,6 % pour son chiffre d'affaires. Pour Kawasaki Steel, les hausses sont respectivement de 541 % (à 44,3 milliards de yens) et de 12,4 % (1 050 milliards de yens). Sumitomo Metal Industries crève donc tous les plateaux avec 55,2 milliards de yens de bénéfice et 1 050 milliards de yens de chiffre d'affaires (+ 16 %). Enfin, Nishin Steel s'inscrit en hausse de 129,2 % (bénéfice de 28,1 milliards de yens) pour un chiffre d'affaires de 414,5 milliards de yens.

Deux facteurs expliquent ces étincelles : le « boom » du marché mondial de l'acier et les mesures de rationalisation prises auparavant.

EN BREF

● Reprise du travail aux filatures La Blon. — Les salariés des filatures La Blon, mises en liquidation judiciaire par le tribunal de commerce de Lille mercredi 24 mai (le Monde du 28 mai), ont repris le travail lundi 29 mai. Ils étaient en grève et occupaient l'usine depuis le vendredi 19. La reprise, votée samedi 27 mai par 84 % des salariés présents, avait été posée comme condition par la direction au versement d'une indemnité de départ de 12 000 francs par personne et au paiement intégral des jours de grève.

● Christie's s'associe avec John Swire en Asie du Sud-Est. — Second marchand d'art international, Christie's vient de signer un accord avec le groupe John Swire, fortement implanté à Hongkong, pour créer une société commune spécialisée dans l'Asie du Sud-Est. Le capital de la nouvelle société sera détenu à 80 % par Christie's et à 40 % par John Swire.

● Poste rue du Louvre : report des nouvelles horaires. — La grande poste de la rue du Louvre, à Paris, restera provisoirement ouverte au public vingt-quatre heures sur vingt-quatre, a indiqué la direction générale de la poste. La décision de fermer ce bureau, à partir du 29 mai, de minuit à 8 heures du matin (le Monde du 23 mai) a été retardée

Rumeurs de rachat de Jaguar par le groupe Ford

Le cours des actions Jaguar a augmenté de 9,7 %, vendredi 26 mai, à la suite de rumeurs annonçant le lancement prochain d'une offre de rachat par le groupe américain Ford. Dans un article publié par le Chicago Tribune vendredi, le président de Ford, questionné sur ses intentions à l'égard du constructeur britannique de voitures de luxe assurait que Jaguar « avait fait des progrès remarquables et représentait un secteur dans lequel Ford n'est actuellement pas présent », ajoutant que le groupe souhaitait étendre ses activités en Europe. Ford, implanté depuis longtemps sur le Vieux Continent, a racheté, en 1987, le constructeur britannique Aston Martin.

Bien que les deux groupes aient officiellement démenti que des négociations précises soient en cours, la spéculation s'est amplifiée sur les titres de Jaguar. Depuis sa privatisation, en 1984, Jaguar a rejeté de nombreuses offres de rachat, bien que la société ait une marge brute d'autofinancement négative. Le constructeur britannique est protégé jusqu'en décembre 1990 contre toute tentative d'OPA par la « golden share » — action privilégiée — détenue par l'Etat. Elle empêche tout investisseur de détenir plus de 15 % du capital sans demander l'autorisation des autorités britanniques. Le président de Jaguar a récemment répété que la société entendait rester indépendante aussi longtemps qu'elle aurait les moyens d'investir.

pour une durée indéterminée en raison de difficultés techniques, les appareils automatiques destinés à compenser la fermeture des guichets n'étant pas encore installés.

● Première apparition commerciale du TGV-Atlantique. — Afin de faire découvrir à ses clients le confort du TGV-Atlantique, qui entrera en service le 24 septembre prochain, la SNCF le met en ligne, lundi 29 mai, sur la ligne classique, entre Paris et Nantes, Le Mans, Rennes. A partir du 30 juin, une autre liaison desservira Saint-Brieuc.

● Regroupement dans l'emballage beige. — La société papetière ouest-allemande Feldmühle et la Société générale de Belgique (groupe Suez) vont céder à l'Union chimique belge (UCB) leur filiale commune, Pabetelec. L'UCB entend faire de sa nouvelle filiale « un groupe belge de dimension européenne » dans l'emballage flexible, en y apportant ses propres activités dans le secteur. En contrepartie, le groupe Feldmühle va reprendre plusieurs actifs de Pabetelec : les filiales françaises (BP Papier), néerlandaise (Lutidie et Smit Papier) et belge (De Ruysscher), toutes spécialisées dans les activités de gros.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

	18 mai	29 mai
Valeur franc, à rev. variable	105,2	113,8
Valeur industrielle	112,8	118,1
Valeur étrangère	109	112,3
Pétrole-Energie	123,8	133,2
Chimie	104,2	109,4
Métallurgie, mécanique	118,7	125,2
Electricité, électronique	104,9	110,1
Services et autres	117,8	123,9
Ind. de consommation non alt.	104,8	109,7
Agro-alimentaire	112,9	117,2
Distribution	118,9	122,2
Transport, télécom, services	111,8	119,4
Assurances	118,4	119,4
Crédit bancaire	102,1	103,8
Finances et autres	107,7	102,2
Indice des cotations	109,3	107,2
Indice des cours	101	104,4

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur franc, à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Pétrole-Energie

Chimie

Métallurgie, mécanique

Electricité, électronique

Services et autres

Ind. de consommation non alt.

Agro-alimentaire

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Finances et autres

Indice des cotations

Indice des cours

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur franc, à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Pétrole-Energie

Chimie

Métallurgie, mécanique

Electricité, électronique

Services et autres

Ind. de consommation non alt.

Agro-alimentaire

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Finances et autres

Indice des cotations

Indice des cours

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur franc, à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Pétrole-Energie

Chimie

Métallurgie, mécanique

Electricité, électronique

Services et autres

Ind. de consommation non alt.

Agro-alimentaire

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Finances et autres

Indice des cotations

Indice des cours

Base 100: 31 décembre 1988

Valeur franc, à rev. variable

Valeur industrielle

Valeur étrangère

Pétrole-Energie

Chimie

Métallurgie, mécanique

Electricité, électronique

Services et autres

Ind. de consommation non alt.

Agro-alimentaire

Distribution

Transport, télécom, services

Assurances

Crédit bancaire

Finances et autres

Indice des cotations

Indice des cours

PARIS, 29 mai

Tassement

La semaine a commencé rue Vivienne sur une note pour le moins assez morose. Après sa bonne prestation faite au début du nouveau mois boursier, le marché parisien a, lundi, fait un petit pas en arrière. A l'affirmation observée au début de la séance (1,02-1,03) succédait ensuite un plus franc repli (-0,37 %) avant que la résistance ne s'organise un peu. Dans l'après-midi, l'indice continuait à s'effriter, baissant à 0,25 % en dessous de son niveau précédent. Déjà érodé à la veille du dernier week-end, l'indice a continué à perdre du terrain ces derniers jours et fait place à une appréciation plus prudente. Les places de Londres et de New-York sont en effet fermées ce lundi, étant ainsi à l'arrêt des éléments de jugement importants au moment où le dollar, que l'on croyait calmé, repart vigoureusement de l'avant.

D'ailleurs, des rumeurs de relèvement des taux d'intérêt dans les principaux pays européens ont circulé. Beaucoup affirment que la France pourrait se maintenir à l'écart. « Combien de temps », s'interrogeait un géant de portefeuille, « si les tensions sont trop vives, la Banque de France devra s'aligner pour ne pas favoriser un affaiblissement du franc ». « Il faut faire très attention », disait un spéculateur, « qui ne veut pas être pris à l'aveugle par des ajustements de précaution pour ses clients ».

En n'oubliant pas la possibilité d'un nouveau krach, l'économiste Maurice Allais a apporté de l'eau au moulin des pessimistes de la prudence.

Dans ces conditions, en confirmant le bon sens de l'économie française dans ses comptes nationaux pour le premier trimestre, l'INSEE n'a guère rencontré d'écho sous les colonnes.

Eurotunnel est passé au-dessus de 120 F.

TOKYO, 29 mai

Effritement

Début de semaine morose au Kabuto-cho, où, après l'effritement du yen, le plus lent, le marché japonais a fait. Le matin, le titre en effet ouvert sur une note morose. A l'issue des quinze premières minutes de cotation, l'indice Nikkei avait progressé de 116,60 points, atteignant ainsi un record annuel. Mais progressivement il s'est effrité et à la clôture de la journée il s'était effrité à 141,60, soit à 30,75 points (-0,09 %) au-dessous de son niveau de vendredi précédent.

La nouvelle appréciation du dollar américain, à l'été, a été un froid. « Les investisseurs japonais de confiance », affirmait M. Takahito Furukawa, analyste chez DB Capital Markets Asia Ltd. L'indice des actions a baissé de 900 millions de yens, soit l'équivalent de 700 millions à la veille du week-end.

Les élections locales et les élections du parlement. Rappel des élections, des élections locales et des élections.

VALEURS	Cours de 28 mai	Cours de 29 mai
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118
Abi	117	118

FAITS ET RESULTATS

● Pénurie de 82 % de profits en plus.

Le groupe a dégagé pour 1988 un bénéfice net consolidé de 1 527 millions de francs en hausse de 82 % sur le précédent. Cette forte augmentation des profits est notamment imputable à une plus-value exceptionnelle sur cession d'actifs de 801 millions de francs. En 1987, les plus-values exceptionnelles se sont élevées à 200 millions de francs. Le dividende net est fixé à 20 F. Les capitaux propres ont progressé de 1,3 milliard de francs pour s'élever à 2,3 milliards de francs. Le chiffre d'affaires est de 6,6 milliards de francs contre 5,5 milliards en un an. Le ratio de la dette financière sur capitaux propres se réduit pour passer de 2,65 à 2,007.

● Introduction du DAF à la Bourse d'Amsterdam le 5 juin. — Le groupe néerlandais de véhicules utilitaires DAF BV sera introduit le 5 juin prochain en Bourse et sera coté simultanément à Amsterdam et à Londres. Le prix proposé est de 47 florins (441 F) par action ordinaire de 5 florins. DAF BV est né au printemps 1987 de la fusion entre DAF la firme néerlandaise DAF Trucks et le britannique Leyland Trucks.

● Introduction en Bourse de la firme, qui doit contrôler jusqu'à 60 % par des intérêts privés néerlandais et à 40 % par le groupe Rover, porte sur 63,5 % du capital. DAF BV a dégagé l'année dernière un bénéfice net de 147 millions de florins (444 millions de francs) soit 5,17 florins par action (15,5 F).

● Crédit fiscal : des profits multipliés par 1989. — Les résultats financiers du Crédit fiscal de France pour 1989 devraient dépasser le niveau atteint en 1988, les plus-values à long terme, a indiqué le gouverneur Georges Bonis, au cours de l'assemblée annuelle. Pour 1988 le Crédit fiscal avait dégagé un bénéfice net de 464 millions de francs (+ 19,6 %).

Le gouverneur a indiqué que le col-

lecteur du crédit fiscal devrait dépasser en 1989 le niveau atteint en 1988, par suite notamment de la réduction des taux des remboursements anticipés.

Pour le premier quadrimestre de 1989, le principal fait marquant, a-t-il déclaré, est un « nouvel et notable accroissement de la production des prêts aux secteurs concernés », entraînant le mouvement de hausse du crédit fiscal de 124 millions de francs d'autofinancement de prêts, contre 1,5 milliard pour la période 1988.

L'égalité, a ajouté le gouverneur, a ainsi été réalisée entre les productions de prêts concurrencés et les productions de prêts non concurrencés. Pour ce qui concerne les prêts non concurrencés, le mouvement de hausse est chargé de moins de 700 millions à la veille du week-end.

Les élections locales et les élections du parlement. Rappel des élections, des élections locales et des élections.

Obtenu malgré la hausse du yen et les tensions commerciales, ce bon résultat est dû en grande partie à une amélioration de la productivité et les succès enregistrés à l'exportation avec les nouveaux produits, tels le Super VHS. Pour l'année fiscale en cours, qui s'achèvera le 31 mars 1990, JVC table sur un chiffre d'affaires net consolidé de 630 milliards de yens (30,12 milliards de francs) et un bénéfice net de 12,5 milliards de yens (596,4 millions de francs). Le groupe se refuse à faire des prévisions pour ses résultats consolidés.

PARIS:

Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382
Amis de l'Asie	382 10	382	Lepti de la mer	382	382

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 26 mai 1989

VALEURS	Frais	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	sept.	juin	sept.
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50
Accor	400	72	45	1	5,50

MATIF

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 89	sept. 89	déc. 89
Dernier	106,78	106,68	106,26
Précédent	106,78	106,64	106,26

Options sur notional

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 89	sept. 89	juin 89	sept. 89
106	0,74	1,47	0,01	0,82

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar: 6,8055 F - J		PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)	
Les cours du dollar ont vigou-		Valeurs françaises: 113	
reusement rebondi lundi après		Valeurs étrangères: 113,81	
leur repli du vendredi 26 mai, pro-		(INSEE, base 100: 31-12-81)	
voqué par les ventes bénéficiaires		Indice global CAC: 409,4	
et les interventions des banques		(INSEE, base 1000: 31-12-87)	
centrales. C'est l'Asie qui a		Indice CAC 40: 1 716,15	
poussé ces cours à la hausse, de		(OMF, base 100: 31-12-81)	
même que les propos déchaînés de		Indice OMF 50: 491,18	
M. Poehl, président de la Bundes-		(OMF, base 100: 31-12-81)	
bank, sur l'impossible coordina-		Indice OMF 50: 491,18	
tion des taux d'intérêt. (Lire		(OMF, base 100: 31-12-81)	
page 31.)		Indice OMF 50: 491,18	
FRANCOFORT 26 mai 29 mai		NEW-YORK (Indices Dow Jones)	
Dollar (en DM)	1,97	2,01	Industrielles: 2 481,59
TOKYO 26 mai 29 mai			Industrielles: 2 481,59
Dollar (en yen)	149	142,90	Industrielles: 2 481,59
MARCHÉ MONÉTAIRE		LONDRES (Indices Financial Times)	
(effets privés)		Industrielles: 1 777,5	
Paris (29 mai)	13/447/85	Industrielles: 1 777,5	
New-York (26 mai)	9/11/85	Industrielles: 1 777,5	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN DOLLAR		DEUX MONS		DEUX MONS	
	base	base	base	base	base	base
S.E.U.	6,8025	6,8075	- 53	- 38	- 188	- 75
S.E.U.	6,8025	6,				

Marchés financiers

BOURSE DU 29 MAI

Règlement mensuel

Compan- nies	VALUES	Cash projct.	Prepaid costs	Debit costs	% +/-	Compan- nies	VALUES	Cash projct.	Prepaid costs	Debit costs	% +/-	Compan- nies	VALUES	Cash projct.	Prepaid costs	Debit costs	% +/-
1000	1240	1240	1240	1240	1240	1000	1240	1240	1240	1240	1240	1000	1240	1240	1240	1240	1240
1001	1241	1241	1241	1241	1241	1001	1241	1241	1241	1241	1241	1001	1241	1241	1241	1241	1241
1002	1242	1242	1242	1242	1242	1002	1242	1242	1242	1242	1242	1002	1242	1242	1242	1242	1242
1003	1243	1243	1243	1243	1243	1003	1243	1243	1243	1243	1243	1003	1243	1243	1243	1243	1243
1004	1244	1244	1244	1244	1244	1004	1244	1244	1244	1244	1244	1004	1244	1244	1244	1244	1244
1005	1245	1245	1245	1245	1245	1005	1245	1245	1245	1245	1245	1005	1245	1245	1245	1245	1245
1006	1246	1246	1246	1246	1246	1006	1246	1246	1246	1246	1246	1006	1246	1246	1246	1246	1246
1007	1247	1247	1247	1247	1247	1007	1247	1247	1247	1247	1247	1007	1247	1247	1247	1247	1247
1008	1248	1248	1248	1248	1248	1008	1248	1248	1248	1248	1248	1008	1248	1248	1248	1248	1248
1009	1249	1249	1249	1249	1249	1009	1249	1249	1249	1249	1249	1009	1249	1249	1249	1249	1249
1010	1250	1250	1250	1250	1250	1010	1250	1250	1250	1250	1250	1010	1250	1250	1250	1250	1250
1011	1251	1251	1251	1251	1251	1011	1251	1251	1251	1251	1251	1011	1251	1251	1251	1251	1251
1012	1252	1252	1252	1252	1252	1012	1252	1252	1252	1252	1252	1012	1252	1252	1252	1252	1252
1013	1253	1253	1253	1253	1253	1013	1253	1253	1253	1253	1253	1013	1253	1253	1253	1253	1253
1014	1254	1254	1254	1254	1254	1014	1254	1254	1254	1254	1254	1014	1254	1254	1254	1254	1254
1015	1255	1255	1255	1255	1255	1015	1255	1255	1255	1255	1255	1015	1255	1255	1255	1255	1255
1016	1256	1256	1256	1256	1256	1016	1256	1256	1256	1256	1256	1016	1256	1256	1256	1256	1256
1017	1257	1257	1257	1257	1257	1017	1257	1257	1257	1257	1257	1017	1257	1257	1257	1257	1257
1018	1258	1258	1258	1258	1258	1018	1258	1258	1258	1258	1258	1018	1258	1258	1258	1258	1258
1019	1259	1259	1259	1259	1259	1019	1259	1259	1259	1259	1259	1019	1259	1259	1259	1259	1259
1020	1260	1260	1260	1260	1260	1020	1260	1260	1260	1260	1260	1020	1260	1260	1260	1260	1260
1021	1261	1261	1261	1261	1261	1021	1261	1261	1261	1261	1261	1021	1261	1261	1261	1261	1261
1022	1262	1262	1262	1262	1262	1022	1262	1262	1262	1262	1262	1022	1262	1262	1262	1262	1262
1023	1263	1263	1263	1263	1263	1023	1263	1263	1263	1263	1263	1023	1263	1263	1263	1263	1263
1024	1264	1264	1264	1264	1264	1024	1264	1264	1264	1264	1264	1024	1264	1264	1264	1264	1264
1025	1265	1265	1265	1265	1265	1025	1265	1265	1265	1265	1265	1025	1265	1265	1265	1265	1265
1026	1266	1266	1266	1266	1266	1026	1266	1266	1266	1266	1266	1026	1266	1266	1266	1266	1266
1027	1267	1267	1267	1267	1267	1027	1267	1267	1267	1267	1267	1027	1267	1267	1267	1267	1267
1028	1268	1268	1268	1268	1268	1028	1268	1268	1268	1268	1268	1028	1268	1268	1268	1268	1268
1029	1269	1269	1269	1269	1269	1029	1269	1269	1269	1269	1269	1029	1269	1269	1269	1269	1269
1030	1270	1270	1270	1270	1270	1030	1270	1270	1270	1270	1270	1030	1270	1270	1270	1270	1270
1031	1271	1271	1271	1271	1271	1031	1271	1271	1271	1271	1271	1031	1271	1271	1271	1271	1271
1032	1272	1272	1272	1272	1272	1032	1272	1272	1272	1272	1272	1032	1272	1272	1272	1272	1272
1033	1273	1273	1273	1273	1273	1033	1273	1273	1273	1273	1273	1033	1273	1273	1273	1273	1273
1034	1274	1274	1274	1274	1274	1034	1274	1274	1274	1274	1274	1034	1274	1274	1274	1274	1274
1035	1275	1275	1275	1275	1275	1035	1275	1275	1275	1275	1275	1035	1275	1275	1275	1275	1275
1036	1276	1276	1276	1276	1276	1036	1276	1276	1276	1276	1276	1036	1276	1276	1276	1276	1276
1037	1277	1277	1277	1277	1277	1037	1277	1277	1277	1277	1277	1037	1277	1277	1277	1277	1277
1038	1278	1278	1278	1278	1278	1038	1278	1278	1278	1278	1278	1038	1278	1278	1278	1278	1278
1039	1279	1279	1279	1279	1279	1039	1279	1279	1279	1279	1279	1039	1279	1279	1279	1279	1279
1040	1280	1280	1280	1280	1280	1040	1280	1280	1280	1280	1280	1040	1280	1280	1280	1280	1280
1041	1281	1281	1281	1281	1281	1041	1281	1281	1281	1281	1281	1041	1281	1281	1281	1281	1281
1042	1282	1282	1282	1282	1282	1042	1282	1282	1282	1282	1282	1042	1282	1282	1282	1282	1282
1043	1283	1283	1283	1283	1283	1043	1283	1283	1283	1283	1283	1043	1283	1283	1283	1283	1283
1044	1284	1284	1284	1284	1284	1044	1284	1284	1284	1284	1284	1044	1284	1284	1284	1284	1284
1045	1285	1285	1285	1285	1285	1045	1285	1285	1285	1285	1285	1045	1285	1285	1285	1285	1285
1046	1286	1286	1286	1286	1286	1046	1286	1286	1286	1286	1286	1046	1286	1286	1286	1286	1286
1047	1287	1287	1287	1287	1287	1047	1287	1287	1287	1287	1287	1047	1287	1287	1287	1287	1287
1048	1288	1288	1288	1288	1288	1048	1288	1288	1288	1288	1288	1048	1288	1288	1288	1288	1288
1049	1289	1289	1289	1289	1289	1049	1289	1289	1289	1289	1289	1049	1289	1289	1289	1289	1289
1050	1290	1290	1290	1290	1290	1050	1290	1290	1290	1290	1290	1050	1290	1290	1290	1290	1290
1051	1291	1291	1291	1291	1291	1051	1291	1291	1291	1291	1291	1051	1291	1291	1291	1291	1291
1052	1292	1292	1292	1292	1292	1052	1292	1292	1292	1292	1292	1052	1292	1292	1292	1292	1292
1053	1293	1293	1293	1293	1293	1053	1293	1293	1293	1293	1293	1053	1293	1293	1293	1293	1293
1054	1294	1294	1294	1294	1294	1054	1294	1294	1294	1294	1294	1054	1294	1294	1294	1294	1294
1055	1295	1295	1295	1295	1295	1055	1295	1295	1295	1295	1295	1055	1295	1295	1295	1295	1295
1056	1296	1296	1296	1296	1296	1056	1296	1296	1296	1296	1296	1056	1296	1296	1296	1296	1296
1057	1297	1297	1297	1297	1297	1057	1297	1297	1297	1297	1297	1057	1297	1297	1297	1297	1297
1058	1298	1298	1298	1298	1298	1058	1298	1298	1298	1298	1298	1058	1298	1298	1298	1298	1298
1059	1299	1299	1299	1299	1299	1059	1299	1299	1299	1299	1299	1059	1299	1299	1299	1299	1299
1060	1300	1300	1300	1300	1300	1060	1300	1300	1300	1300	1300	1060	1300	1300	1300	1300	1300
1061	1301	1301	1301	1301	1301	1061	1301	1301	1301	1301	1301	1061	1301	1301	1301	1301	1301
1062	1302	1302	1302	1302	1302	1062	1302	1302	1302	1302	1302	1062	1302	1302	1302	1302	1302
1063	1303	1303	1303	1303	1303	1063	1303	1303	1303	1303	1303	1063	1303	1303	1303	1303	1303
1064	1304	1304	1304	1304	1304	1064	1304	1304	1304	1304	1304	1064	1304	1304	1304	1304	1304
1065	1305	1305	1305	1305	1305	1065	1305	1305	1305	1305	1305	1065	1305	1305	1305	1305	1305
1066	1306	1306	1306	1306	1306	1066	1306	1306	1306	1306	1306	1066	1306	1306	1306	1306	1306
1067	1307	1307	1307	1307	1307	1067	1307	1307	1307	1307	1307	1067	1307	1307	1307	1307	1307
1068	1308	1308	1308	1308	1308	1068	1308	1308	1308	1308	1308	1068	1308	1308	1308	1308	1308
1069	1309	1309	1309	1309	1309	1069	1309	1309	1309	1309	1309	1069	1309	1309	1309	1309	1309
1070	1310	1310	1310	1310	1310	1070	1310	1310	1310	1310	1310	1070	1310	1310	1310	1310	1310
1071	1311	1311	1311	1311	1311	1071	1311	1311	1311	1311	1311	1071	1311	1311	1311	1311	1311
1072	1312	1312															

Comptant (collection)

VALEURS	% de dessem.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours
Obligations			C.F. (France) del	...	221	Loire	...	1380	Vieiria	...	1261
Emp. 8,80 % 77	128	0 918	Cl. M. 1978	...	107	Macdonell del	...	101	Waters	...	46
8,80 % 78/79	101	0 148	Cl. M. 1978	169	1850	Magneta Unipol	...	101	Waters S.A.	...	748
13,00 % 79/80	134	0 140	Comex (L) del	1180	1229	Magneta S.A.	...	80	Banc. do Maro	...	...
13,00 % 80/81	104	0 106	Cogit	...	375	Martins Part.	...	418 10			
16,20 % 82/83	104	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 83/84	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 84/85	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 85/86	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 86/87	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 87/88	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 88/89	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 89/90	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 90/91	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 91/92	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 92/93	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 93/94	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 94/95	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 95/96	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 96/97	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 97/98	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 98/99	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 99/00	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 00/01	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 01/02	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 02/03	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 03/04	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 04/05	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 05/06	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 06/07	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 07/08	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 08/09	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 09/10	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 10/11	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 11/12	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 12/13	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 13/14	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 14/15	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 15/16	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 16/17	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 17/18	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 18/19	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 19/20	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 20/21	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 21/22	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 22/23	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 23/24	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 24/25	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 25/26	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 26/27	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 27/28	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 28/29	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 29/30	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 30/31	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 31/32	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 32/33	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 33/34	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 34/35	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 35/36	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 36/37	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 37/38	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 38/39	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 39/40	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 40/41	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 41/42	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 42/43	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 43/44	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 44/45	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 45/46	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 46/47	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 47/48	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 48/49	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 49/50	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 50/51	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 51/52	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 52/53	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 53/54	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 54/55	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 55/56	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 56/57	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 57/58	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 58/59	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 59/60	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 60/61	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 61/62	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 62/63	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 63/64	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 64/65	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 65/66	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 66/67	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 67/68	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 68/69	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 69/70	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 70/71	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 71/72	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 72/73	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 73/74	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 74/75	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 75/76	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 76/77	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 77/78	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 78/79	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 79/80	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 80/81	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 81/82	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 82/83	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 83/84	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 84/85	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 85/86	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 86/87	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 87/88	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 88/89	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 89/90	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 90/91	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 91/92	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 92/93	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 93/94	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 94/95	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 95/96	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 96/97	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 97/98	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 98/99	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 99/00	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 00/01	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 01/02	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 02/03	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 03/04	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 04/05	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 05/06	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 06/07	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 07/08	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 08/09	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			
16,20 % 09/10	106	0 038	Cogit	...	367	Matel Display	...	538			

SICAV (sɛlɛnɑ̃sɔ̃)

VALUES	Emission Price Incl.	Bidnet net	VALUES	Emission Price Incl.	Bidnet net	VALUES	Emission Price Incl.	Bidnet net
A.A.	1013 87	885 95	France-Chigolans	460 72	446 26	Peninsular Refining	173 42	170 02
232 02	235 39		France	475 50	461 71	Perritt	603 28	600 97
232 08	235 39		France-Industrie	475 50	461 71	Perritt	603 28	600 97
637 03	614 48		France-Higolans	1190 07	1166 06	Port of London	736 45	734 90
indicated	607 28	595 94	France-Industrie	29 11	29 11	Port of London	1114 21	1111 21
G.S. Gulf Area (CP)	1 659 85	1 631 59	France-Soybean	26 57	27 87	Port of London	6061 07	6061 07
G.S. 5000	604 71	607 40	France-Soybean	22 73	23 25	Port of London	10651 41	10651 41
G.S. 5000	1055 21	1044 88	France-Soybean	11691 19	11561 19	Port of London	52590 20	52590 20
G.S. 5000	115 95	113 12	France-Soybean	240 93	235 96	Port of London	111 90	108 92
G.S. 5000	433 73	429 15	France-Soybean	882 39	870 17	Port of London	7054 98	7054 98
G.S. 5000	103 03	101 98	France-Soybean	26 57	26 57	Port of London	106 01	104 55
G.S. 5000	103 03	101 98	France-Soybean	422 43	422 43	Port of London	242 93	242 93
G.S. 5000	104 70	104 70	France-Soybean	159 16	159 16	Port of London	136 81	135 89
G.S. 5000	85 42	83 98	France-Soybean	1191 32	1140 17	Port of London	125 41	123 70
G.S. 5000	205 93	199 44	France-Soybean	1171 55	1135 41	Port of London	545 77	537 97
G.S. 5000	176 17	169 46	France-Soybean	11695 74	11691 61	Port of London	1176 94	1168 56
G.S. 5000	6195 24	6199 13	France-Soybean	109 92	105 42	Port of London	913 30	911 94
G.S. 5000	740 90	722 03	France-Soybean	1169 08	1125 00	Port of London	226 46	226 46
G.S. 5000	623 70	605 63	France-Soybean	10791 67	10296 12	Port of London	212 06	205 02
G.S. 5000	543 61	543 61	France-Soybean	12274 70	12274 70	Port of London	603 58	576 18
G.S. 5000	1130 71	1130 71	France-Soybean	607 28	607 28	Port of London	816 77	816 77
G.S. 5000	1391 43	1391 43	France-Soybean	252 01	249 26	Port of London	1223 55	1223 55
G.S. 5000	1391 43	1391 43	France-Soybean	252 01	249 26	Port of London	577 89	577 89
G.S. 5000	110 15	105 92	France-Soybean	345 14	334 02	Port of London	825 28	787 87
G.S. 5000	125 26	119 58	France-Soybean	278 28	268 62	Port of London	1176 08	1176 08
G.S. 5000	131 01	125 07	France-Soybean	295 16	285 58	Port of London	573 83	571 16
G.S. 5000	126 12	119 46	France-Soybean	332 67	338 58	Port of London	10733 40	10733 40
G.S. 5000	259 24	259 24	France-Soybean	385 13	381 20	Port of London	607 88	570 77
G.S. 5000	1987 73	1987 73	France-Soybean	423 08	423 08	Port of London	717 27	704 70
G.S. 5000	32 88	31 67	France-Soybean	145 03	145 03	Port of London	145 03	145 03
G.S. 5000	102 65	101 46	France-Soybean	197 19	197 19	Port of London	20 70	85 72
G.S. 5000	102 65	101 46	France-Soybean	327 19	326 05	Port of London	498 11	387 19

Cote des changes

MARCH OFFICIAL	COURS prix	COURS 29/5	COURS Acher
Alger (100 l)	6 696	6 806	6 806
Alger (100 l)	7 043	7 393	7 393
Alger (100 l)	235 180	235 180	235 180
Alger (100 l)	15 180	16 174	15 800
Alger (100 l)	300 600	300 420	281 600
Alger (100 l)	87 010	86 960	83 600
Alger (100 l)	93 700	94 060	90 000
Alger (100 l)	109 240	109 240	105 380
Alger (100 l)	2 368	2 380	2 375
Alger (100 l)	4 974	4 976	4 400
Alger (100 l)	365 150	367 280	376
Alger (100 l)	100 410	100 820	97
Alger (100 l)	48 172	48 105	46 800
Alger (100 l)	5 365	5 366	5 200
Alger (100 l)	9 080	9 080	8 600
Alger (100 l)	5 611	5 645	5 450
Alger (100 l)	4 788	4 788	4 600

Marché libre de l'or

DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS	
Valeur				par 100	200 (5)
6 000	Or fin balon en barres	78300		79300	
348 000	Or fin pastillage	78900		79200	
18 000	Pièces françaises (20 fr)	492		448	
312	Pièces françaises (10 fr)	420			
91 500	Pièces indoch. (20 fr)	454		460	
56	Pièces indoch. (10 fr)	484		455	
11 150	Souverains	586		597	
4 000	Pièces de 20 dollars	2935		2900	
4 000	Pièces de 10 dollars	1470		1500	
387	Pièces de 5 dollars	2975			
105	Pièces de 10 dollars	2055		2025	
49 000	Pièces de 10 dollars	470		488	
5 750	Or London	.....		.....
4 000	Or Zurich	.....		.....
5 000	Or Hongkong	.....		.....
4 040	Argent London	.....		.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Les manifestations en Chine. 4 Dialogues Israël-OLP. 6 L'échec des réformateurs au Soviet suprême. 8 Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OTAN à Bruxelles. 10 L'après-Pinochet a déjà commencé.	11 Les élections européennes. 12 Le débat sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. 13 Huit élections cantonales. SPORTS 22 Rugby : le onzième titre de Toulouse.	15 Après l'arrestation de Paul Touvier. 16 Le procès de la branche lyonnaise d'Action directe. 18 Education : le PS et les réformes de M. Jospin. 20 A Nairobi, ont trois pays définissent leurs priorités dans la défense de l'environnement.	25 Le Couronnement de Poppée, à Bruxelles. - L'authenticité des Mémoires de Chostakovitch confirmée par son fils. 26 Deux expositions des photos de Pierre Verger. 28 COMMUNICATION : deux chaînes de télévision commerciales aux Pays-Bas.	24 Un entretien avec le président de la Confédération européenne des syndicats. 31 M. Evin souhaite instaurer le prélèvement sur les revenus pour financer la Sécurité sociale. 34 M. Maurice Allais craint un nouveau krach. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 20 Loto 20 Loto sportif 20 Météorologie 20 Mots croisés 20 Radio-Télévision 20	● Chine : en direct de la place Tiananmen JOUR ● Jeu : voyages en littérature VEL ● Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE 3615 tazes LEMONDE ● Les offres d'emploi du Monde EMPLOI 3615 tazes LM

ALGÉRIE

Grand rassemblement islamiste à l'occasion d'un procès

Alger (AFP). — Un rassemblement de quelque 2 000 personnes, manifestant leur solidarité avec deux jeunes islamistes devant être jugés pour « troubles à l'ordre public, menaces et violence », a eu lieu dimanche 28 mai devant le tribunal d'Alger.

Dès les premières heures de la matinée, les intégristes affluèrent par groupes pour prendre place à l'intérieur du palais de justice, où devaient comparaître devant la Chambre correctionnelle Salim Afrif et Abdelkader Seba, deux étudiants âgés de dix-huit ans, à qui il était reproché d'avoir usé de la violence pour interdire aux gens la consommation d'alcool.

La salle du tribunal, où l'on remarquait la présence de Cheikh Ali Belhadj, l'un des fondateurs du FIS (Front islamique du salut), et le hall du palais de justice, se sont vite révélés trop exiguës pour la foule qui, tout au long de la journée, a fait subir au bâtiment un siège en règle.

Le procès s'est terminé par un renvoi pour « complément d'instruction » et la mise en liberté provisoire d'Afrif et Seba.

● **TENNIS** : les internationaux de France. — Les premiers matches disputés lundi 29 mai à l'ouverture des internationaux de France de tennis au stade Roland-Garros ont eu les résultats suivants chez les dames : S. Graf (RFA) b. C. Benoit (EU) 6-1, 6-1 ; A. Farley (EU) b. J. Durie (GB) 6-4, 6-2 ; C. Caverzasolo (Ita.) b. A. Davies (Bel.) 6-4, 6-4 ; H. Klesel (Can.) b. R. Zubakova (Tch.) 6-1, 6-2 ; A. Temesvari (Hon.) b. B. Bowes (EU) 6-4, 6-4 ; A. Kanellopoulou (Gr.) b. M. Strandlund (Sud.) 6-1, 6-1.

Le numéro de « Monde » daté 29-30 mai 1989 a été tiré à 542 853 exemplaires

GRANDE-BRETAGNE

Violents affrontements lors d'une manifestation musulmane contre Salman Rushdie

LONDRES
de notre correspondant

La brigade anti-émeutes de Scotland Yard est intervenue samedi 27 mai devant le Parlement pour séparer des manifestants pro-iraniens et pro-irakiens qui venaient de participer à une marche de protestation contre le livre de Salman Rushdie *Les Versets sataniques*. Une centaine de personnes ont été interpellées et dix-huit policiers blessés. La plus importante manifestation jamais organisée par la communauté musulmane de Grande-Bretagne, puis-elle a rassemblé au moins 20 000 personnes, s'est donc terminée samedi soir dans la violence, aux pieds de Big Ben, et sous l'œil des caméras de télévision.

Le Front britannique d'action musulmane, proche de la Mosquée centrale de Londres, elle-même très liée à l'Arabie saoudite, affirme que ses intentions étaient parfaitement pacifiques, et qu'il s'agissait seulement de demander l'interdiction du livre et l'extension à l'islam de la loi sur le blasphème qui protège seulement la religion chrétienne (ladite loi date de la reine Victoria et n'est d'ailleurs plus jamais appliquée). Mais les slogans entendus samedi à Hyde-Park et devant le Parlement contredisent quelque peu cette version bénigne. « Tuez ce salaud », « Abattez ce chien », « Rushdie pourriture », étaient quelques-uns d'entre eux. Le but officiel de cette journée, préparée de longue date, était peut-être de célébrer « la fierté de l'islam » en terre britannique, mais il s'est surtout agi de crier sa haine d'un romancier jugé apostat et blasphématoire.

L'opinion, ici, risque de retentir surtout les heures avec la police, l'effigie de Rushdie brûlée et placée à quelques mètres seulement de l'enceinte du Parlement, les coups parfois très violents échangés entre factions rivales. L'effet d'entraînement produit le spectacle d'une foule musulmane rassemblée à Hyde-Park, dans le respect de la loi et des institutions britanniques, pour prier « Dieu le très grand, le clément et le miséricordieux » n'a pas eu lieu.

Pro-khomeinistes et irakiens

Plus de 150 autocars venus de Bradford, Birmingham ou Leicester, des villes qui comptent une importante population immigrée musulmane originaire de l'Inde et du Pakistan, avaient convergé samedi en fin de matinée en bon ordre vers Hyde-Park. A la prière avaient succédé les discours, à proximité des citadins et des touristes, accablés par la chaleur, affalés sur l'herbe, en short ou en maillot de bain, et totalement indifférents.

Puis le cortège était parti vers le 10 Downing Street, paralyant la circulation dans le centre de Londres, escorté par des policiers en bras de chemise.

Un petit groupe de 500 manifestants pro-khomeinistes, porteurs de portraits de l'imam, était parti en éclaireur. Il est à l'origine des bagarres qui ont alors éclaté sur le pont de Westminster et sur la place du Parlement. Les partisans de Khomeiny cherchaient à en découdre avec ceux du président irakien Saddam Hussein.

Les bobbiés en bras de chemise étaient débordés. Les policiers de la

brigade anti-émeutes, à l'allure nettement moins débonnaire avec leurs boucliers en matière plastique transparente, entraient dans cette foule compacte pour interpellé ceux qui se battaient et qui, aussitôt, faisaient front commun contre eux. Les policiers étaient attaqués à coups de bouteilles et de projectiles divers. Une marionnette représentant l'écritain, reconnaissable à son nez papillon, était brûlée, ainsi que l'Union Jack.

Salman Rushdie, « condamné à mort » le 14 février par Khomeiny, est toujours caché quelque part en Angleterre, sous la protection permanente de Scotland Yard. La Chambre des Lords a récemment débattu la question de savoir s'il devait participer aux frais encourus par le gouvernement pour sa protection et conclu par la négative. L'écritain, né en 1947 à Bombay et qui a le double citoyenneté indienne et britannique, serait en train de composer un nouveau roman inspiré par sa présente situation d'homme inviolable.

DOMINIQUE DHOMBRES.

SUÈDE

L'assassin présumé d'Olof Palme formellement inculpé

Christian Pettersson, l'homme de quarante-deux ans emprisonné depuis le 14 décembre à Stockholm dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat, en février 1986, d'Olof Palme, a été formellement inculpé lundi 29 mai du meurtre de l'ancien premier ministre suédois. Le procès de Pettersson, qui rejette cette accusation, ouvrira le 5 juin à Stockholm. — (Reuters, AFP.)

Sur le vif

Comment les hebdomadaires rivalisent pour attirer le chaland

Il avaient bonne mine, dites donc, les hebdomadaires du week-end avec leurs bandes dessinées enroulées de Pélo à Moscou un vent de liberté, un vrai typhon, fait de quer l'éclatant de la révolution contre la révolution. Tu parles ! Dès le lendemain, papa Deng passait la place Tiananmen à la serpillière et Gorby envoyait prier, sans complexe, les feras de la perestroïka. Vous me direz, normal, ils bouclent en milieu de semaine, ces journaux-là, ils pouvaient pas deviner... Si, ils pouvaient, ils devaient redouter le pire. D'ailleurs, il y en a un, un petit meunier qui a su éviter le piège en accrochant à sa Une un grand point d'interrogation totalement intemporel et un peu pute sur les bords : Die, papa, c'est quoi la gauche ?

Tiens, à propos, qu'est-ce qu'il leur met, le Canard ? Il serait un peu jaloux que ça ne m'étonnerait pas. Jaloux de qui, de quoi ? Ben, tiens, des confrères, des news, on les appelle, qui tapissent en élan à la dernière heure de nos kiosques des couvertures-chose : Tonkin, ton ton, ton ton, la guéguette à Jésus. Les Nuls ! Les Givres ! Les Cons ! L'ouverture qui ou merde ! La tête de crotte. Et autres titres racoleurs annonciateurs de plaisirs canailles et gaillets : Tu viens, chéri, je vais t'apprendre de ces trucs, à tom-

ber par terre. Le plus souvent, il est coulé, le client. Il schète, il se jette page tant, et il se retrouve tout dépité en train de moucharder d'épaisse et indigeste tartinée à la margarine de révélations sans matières grasses et sans sel.

Faut reconnaître, les gros mots, ils détestent ça, au Canard. Eux, les mots, ils les digèrent, ils jouent avec. Et, de Libé au Parisien, la plupart de nos quotidiens les ont suivis sur cette voie, celle du gros clin d'œil, en forme de calembour, ou chaland, après, jour après jour, par une marchandise taquine et agaçante.

Vous n'imaginer pas les problèmes que ça nous pose, ici, au Monde. A la rédaction, chaque matin, c'est un vrai casse-tête. Comment se distinguer de la concurrence en alignant des titres parfaitement plats et parfaitement chiants. Moi, je le vois bien quand je leur descends ma tasse de soupe à la grimace. Ils l'avaient d'un air dégoûté en se pinçant le nez : T'as pas bientôt fini de nous parler de ténacité et de capotes ? Bon, alors, qu'est-ce qu'on peut mettre ? Ici : Soufflement, et là : Précautions.

J'espère ? Regardez un peu le titre de ce papier. Voyez que j'ai raison !

CLAUDE SARRAUTE.

IRLANDE

Accord électoral entre deux partis de l'opposition

Les principales formations de l'opposition irlandaise, le Fine Gael (centriste) de M. Alan Dukes et les Démocrates progressistes (conservateurs) de M. Desmond O'Malley, ont conclu, dimanche 28 mai, un pacte électoral en vue des législatives anticipées du 15 juin. Les deux partis ont présenté un programme de réformes économiques et sociales comprenant notamment une baisse de l'impôt sur le revenu et une amélioration des services publics dans les domaines de la santé et de l'éducation nationale. Ils s'engagent également à réduire la dette de l'Etat d'ici à 1993. — (Corres.)

Trois attentats contre la Montedison à Milan

Trois attentats à l'explosif ont été commis, lundi 29 mai à l'aube, contre des établissements du géant italien de la chimie, le groupe Montedison. Ces attentats, qui n'ont pas fait de victimes, ont provoqué des dégâts évalués à plus de 1 milliard et demi de lires (7 millions de francs).

La première explosion s'est produite au siège central du groupe, Foro Bonaparte, situé au centre de Milan. La seconde a secoué une demi-heure plus tard les bureaux de la filiale Montedison, également établie dans la capitale lombarde. Le troisième attentat a été commis à Rhén, en banlieue, contre l'usine Vedri. Ces attentats n'ont pas été revendiqués.

GRÈCE

Mme Margaret Papandréou accepte le divorce

C'est à... Bruxelles, en marge du sommet de l'alliance atlantique, que les époux Papandréou ont enfin réglé, semble-t-il, leurs défilés conjugaux et juridiques. Margaret, épouse délaissée du premier ministre grec, a confirmé dimanche 28 mai dans la capitale belge, où elle participe à une conférence d'un mouvement international pour la paix, qu'elle acceptait le divorce. Et cela avant les élections législatives du 18 juin en Grèce, pour permettre à son mari de se renouer rapidement avec sa rivale, l'ancienne hôtesse de l'air d'Olympie Airways, Mme Dimitra Liani. Agée de trente-quatre ans, celle-ci accompagne très officiellement M. Papandréou au sommet de l'OTAN. Interrogée sur l'impression qu'elle ressentait à l'idée de se trouver dans la même ville que son époux et sa jeune maîtresse, Margaret a répondu laconiquement aux journalistes : « Je m'en fous ! »

Andréas Papandréou, qui a soixante-dix ans, a reconnu dernièrement que la réputation de sa vie amoureuse explosait en partie la forte baisse de popularité du PASOK, le mouvement socialiste panhellénique, au pouvoir à Athènes depuis 1981. Bien que fort tolérants en matière de relations extra-conjugales, de nombreux Grecs trouvaient « choquant » que l'ancienne hôtesse de l'air se pavane dans

toutes les réunions officielles. Elle avait d'abord fait « sensation » au sommet des Douze, en décembre dernier à Rhodes. Plus récemment, elle avait trinqué avec le numéro un bulgare, M. Todor Jivkov, et le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega. Il est clair que M. Papandréou désire régulariser sa situation avant les élections pour ainsi désamorcer un des arguments de l'opposition, qui n'avait pas manqué de critiquer cette liaison.

Reste l'affaire Kokotzas, ce scandale politico-financier que le PASOK traîne comme un boulet depuis bientôt un an. A trois semaines des législatives, le berquier secroc, accusé d'avoir détourné plus de deux cents millions de dollars de la Banque de Grèce et actuellement emprisonné aux Etats-Unis, vient de déclarer au journal grec *Enthetikos* Ethnikos Krises de New-York qu'il avait commis toutes ses fraudes « sous la protection du premier ministre ».

Par ailleurs, on apprend dimanche à Athènes que le PASOK avait inscrit sur ses listes électorales un ancien directeur de l'Office des télécommunications, impliqué dans le scandale et actuellement en prison. L'opposition conservatrice, qui donnait des signes d'essouffement ces derniers temps, ne s'attendait pas à un tel cadeau.

TISSUS D'AMEUBLEMENT : LE TEST DES PRIX !
(On comment réaliser des économies se chiffrant à des centaines ou des milliers de francs...)
Notez les prix de beaux tissus actuels : Chintz, Jacquards, Toiles, etc. — dans des boutiques proposant des tissus « griffés ». Comparez ces prix avec les prix Rodin, pour des tissus similaires (et parfois identiques) en stock.
Vous serez stupéfait de constater des différences de prix souvent énormes. Des qualités et des dessins superbes, depuis 70 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

PCS
PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

Centre de préparation aux HEC et à Sciences Politiques, créé en 1976.

- Taux confirmés de réussite aux concours
- Corps professoral réputé
- Suivi personnalisé et groupes homogènes
- Admission sur dossier pour bacheliers B, C, D.

Clauses « pilote » HEC

Conditions d'admission

- Vole générale : bac C plus mention et/ou admissible aux concours
- Vole économique : bac B et D plus mention et/ou admissible aux concours
- Dépôt des dossiers à partir de janvier

PCS
46, rue de la Fédération 75013 Paris
tel. 01 46 60 59 98
enseignement supérieur privé

SCIENCE & VIE

ECONOMIE

ENTREPRISES

OÙ PASSENT LES BÉNÉFICES ?

En 1988, la quasi-totalité des entreprises françaises a fait des profits records. Mais qu'en font-elles ?

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Europe : les nouvelles télé en mal de recettes
- Amérique latine : la dette au quotidien
- Gestion : l'art de nettoyer son bilan

SCIENCE & VIE ÉCONOMIE COMPRENDRE POUR AGIR

UN NOUVEAU METIER ASSISTANTE EUROPEENNE DE MANAGEMENT

DIPLOME ESA

Une formation intensive 20 mois en France, 5 en Californie ou en Allemagne, 5 en entreprise.

Niveau d'admission : 1^{er} année niveau BAC + tests
2^e année niveau DEUG, DUT, ST2...

ESAM

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT

Bon à retenir : à ESAM
63, avenue de Villiers - 75017 Paris. Tel. 47 06 84 32 poste 424

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Tel. : _____

☐ souhaite un rendez-vous d'orientation ☐ souhaite une documentation

La fin du monde

Bush a imposé à la R

Selon M. est quatre fois

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde

La fin du monde